



HAL
open science

Une croissance économique sans progrès humain

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Une croissance économique sans progrès humain. CESICE, Université Grenoble-Alpes. pp.192, 2020. hal-03709037

HAL Id: hal-03709037

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03709037v1>

Submitted on 29 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une croissance économique sans progrès humain Puissance, violence, éthique. Pax Economica

Jacques FONTANEL
CESICE
Université Grenoble-Alpes

2020

Résumé : Après l'effondrement de l'Union soviétique, nombre d'économistes de la pensée libérale considéraient que, dans les pays démocratiques et libéraux, la guerre était devenue obsolète, au moins sur leur territoire. L'histoire de la fin du XXe siècle et celle du début du XXIe siècle ont rappelé l'existence continue de rapports de forces qui s'expriment sans doute moins dans des conflits armés, mais qui se développent dans les sphères économiques, sociales et politiques. La compétitivité économique conduit souvent à des formes de guerre économiques, avec ses stratégies conduites aussi bien par les Etats que par des firmes multinationales devenues très puissantes. La globalisation économique est en crise, d'une part parce que l'interdépendance économique entre les Etats conduit à un retour de la pensée mercantiliste dans les actions gouvernementales, et d'autre part parce que les inégalités sociales dans le monde se sont accentuées, au regard notamment de la situation des super riches, mais aussi des inégalités fondées sur la race, le sexe ou les territoires. Le pacifisme de l'économie de marché est mis à l'épreuve et les rapports de force entre les acteurs économiques et politiques sont toujours présents, notamment parce qu'avec l'essor des armes cybernétiques, l'insécurité internationale est potentiellement croissante, dans un monde où les interdépendances sont redevenues des facteurs de faiblesse pour les citoyens du monde. Une réflexion fondée sur la philosophie du « catastrophisme éclairé » pourrait réduire quelques zones d'insécurité environnementales.

After the collapse of the Soviet Union, many liberal economists considered that war had become obsolete in democratic and liberal countries, at least on their territory. The history of the end of the 20th century and the beginning of the 21st century has reminded us of the continuous existence of power relations that are probably less expressed in armed conflicts, but which develop in the economic, social and political spheres. Economic competitiveness often leads to forms of economic warfare, with its strategies conducted by States as well as by multinational firms that have become very powerful. Economic globalization is in crisis, on the one hand because economic interdependence between states is leading to a return of mercantilist thinking in governmental actions, and on the other hand because social inequalities in the world have increased, particularly with regard to the situation of the super-rich, but also inequalities based on race, gender or territory. The pacifism of the market economy is put to the test and the balance of power

between economic and political actors is always present, especially because with the rise of cyber weapons, international insecurity is potentially increasing, in a world where interdependence has once again become a factor of weakness for the world's citizens. A reflection based on the philosophy of "enlightened catastrophism" could reduce some areas of environmental insecurity.

Table des matières

- Ethique, guerre, globalisation. La crise de l'avenir
- Compétitivité ou guerre économique
- Les nouvelles stratégies de la guerre économique
- Le retour hérétique à l'économie politique
- Les crises de la globalisation économique
- La violence injustifiée des inégalités sociales dans le monde
- Sécurité économique, insécurité mondiale
- L'évolution des industries d'armement dans le monde
- Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve
- L'économiste face au « catastrophisme éclairé
- Les rapports de force entre les acteurs économiques et politiques avant la présidence de Donald Trump

Ethique, guerre, globalisation La crise de l'avenir

Jacques Fontanel

L'éthique est une branche de la philosophie morale, c'est une discipline empirique, appliquée à un contexte politique et social déterminé. Elle est adaptée à une situation, à une activité particulière, aux réflexions métaphysiques et religieuses qui prévalent à un moment donné, dans un espace sociétal déterminé dominé par des habitudes, des traditions, une idéologie ou des idéologies en concurrence. Ce concept n'est pas un synonyme de celui de la morale, même si elle en emprunte des contours et une partie de son contenu. L'éthique définit le « comportement correct » des personnes en société, en fonction de leurs civilisations, de leur formation ou de leur tradition. Elle s'inscrit dans l'apprentissage d'un savoir collectif destiné à définir les actions socialement souhaitées et responsables. Un Comité d'éthique, notamment dans les instances scientifiques, rend publiques des règles de déontologie, fondées sur l'action correcte recommandée, ou un comportement jugé incorrect et susceptible d'être sanctionné par le droit ou les règles d'usage. L'éthique n'est donc pas immuable, les critères, comme le respect de l'autre, la vertu ou la responsabilité religieuse qui la définissent sont elles-mêmes variables dans le temps.

- Kant a rapproché la notion d'éthique avec celle du devoir individuel dans une communauté. La déontologie est propre à chaque corps de métier. Dans le domaine de la finance, les délits d'initiés ou la mise en place d'une concurrence déloyale sont normalement interdits. La question qui se pose alors est plutôt de savoir si, au moment de la décision contestée, la déontologie pouvait s'appliquer. En médecine, les questions de la vaccination, du clonage, du génome humain, de l'avortement, des risques technologiques collectifs ou de la liberté parfois malveillante des réseaux sociaux ne manquent pas de poser des questions éthiques que la société dans son ensemble doit ou devrait apporter des réponses provisoires.

- Cette conception « morale » est contestée par « l'éthique téléologique » qui insiste prioritairement sur la correspondance entre les objectifs et les résultats obtenus, sur une base « utilitariste » plutôt anglo-saxonne. Dans ce contexte, l'action n'est pas jugée a priori en fonction des principes éthiques de base, mais après coup, lorsque les résultats correspondent ou non aux objectifs. En économie, les questions des inégalités, de la faim, de la pollution ou du réchauffement climatique devraient être posées, au regard de la « politique du ruissellement des richesses » qui devrait normalement conduire à leur éradication.

- L'éthique « casuistique » traite du cas par cas, elle met en correspondance l'action immédiate d'un individu face à une question particulière. Sa décision ne tend pas à la généralisation, mais elle est engagée en fonction de ses propres valeurs et de celles de la collectivité telles qu'elles sont perçues lors de sa réalisation. Autrement dit, l'éthique individuelle peut conduire deux personnes à se satisfaire d'une décision opposée dans des conditions d'exercice similaires.

Dans le domaine des conflits et des guerres, l'éthique s'oppose au droit courant. Tuer est un crime. En revanche, par la guerre, le droit de tuer l'ennemi est considéré

comme un acte de bravoure et de patriotisme¹. La notion de guerre n'est pas toujours clairement et nettement définie, surtout depuis que l'analyse marxiste considère que la lutte des classes constitue un acte de guerre civile légitime en vue de créer un système socialiste, puis communiste qui, à terme, réduira à néant les inégalités, l'exploitation de l'homme par l'homme ou la prolétarianisation. Elle concerne l'art militaire au service de l'action politique (Sun Tzu, Clausewitz), les conflits armés entre Etats (Adam Smith, Malthus, List ou Keynes), la lutte des classes (Marx, Engels), un stade de progrès pour l'humanité (Sombart, Proudhon), la volonté créatrice de l'homme (Nietzsche), une destruction créatrice (Schumpeter) ou une fête païenne (Durkheim). Aujourd'hui, les médias parlent de guerre commerciale, de guerre de l'information, de guerre économique ou de guerre terroriste. Un jugement de valeur doit être accepté pour valider l'opportunité et même l'existence d'une guerre². En 2003, la France refuse de rejoindre l'action guerrière des Etats-Unis en Irak, pour des raisons politiques, mais aussi éthiques.

Il est difficile d'analyser la question de la guerre dans l'histoire à l'aune de nos jugements, connaissances et apprentissages modernes. La violence des Etats était acceptée. Avant le XIXe siècle, la guerre était souvent perçue comme une situation « normalisée », inscrite dans les gènes de l'humanité, comme un moyen normal ou inévitable pour régler les conflits. Les guerriers étaient valorisés. Il faudra cependant attendre le dernier tiers du XIXe siècle pour demander l'application de règles éthiques sur les champs de bataille, notamment pour les soldats blessés. Progressivement, les guerriers ont perdu leur charisme. L'éthique de la guerre a changé depuis la fin de la première guerre mondiale.

L'éthique de la guerre avant les guerres mondiales du XXe siècle, la guerre au service de la puissance du Prince et de l'économie nationale

Au VIe siècle avant Jésus-Christ, Sun Zi (Sun Tsu) considérait que la victoire est l'objectif fondamental de la guerre, mais qu'elle ne suffit pas. Il faut autant que possible éviter les pertes humaines inutiles et traiter correctement les vaincus. « C'est pourquoi celui qui tue un ennemi doit être réprimandé, celui qui s'empare des richesses de l'ennemi doit être récompensé »³. Les dommages de la guerre doivent être inférieurs aux avantages qu'elle procure. Il faut connaître des intentions de l'ennemi grâce au recueil de l'information fournie par les espions (les meilleurs guerriers), savoir utiliser ses faiblesses, avancer rapidement sans laisser de traces, et surtout soumettre l'ennemi sans le combattre, notamment en lui faisant miroiter son intérêt au regard des rapports de force préalablement établis. Sauvegarder un pays vaut mieux que le détruire, surtout si l'armée puissante n'a plus besoin d'exercer sa force pour envahir le pays, le plus pacifiquement du monde.

La Cité parfaite (fondée sur un contrat social) de Platon (428-348 av. JC) semble exclure l'utilité intrinsèque de la guerre, notamment à l'encontre des autres Cités grecques. La recherche de l'autarcie et de la vie « entre soi » constitue un refus de l'inimitié comme fondement de la Cité. Désigner un ennemi attise le courage guerrier et peut conduire à la tyrannie. Platon considère que si la guerre « défensive » destinée à se protéger contre les ambitions hégémoniques d'une autre

¹ Fontanel, J. (2007), Ethique et guerre, in « Questions d'éthique », (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris, p. 9..

² Fortman, M. (2000), Guerre, in « Dictionnaire de Stratégie, sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, Paris, p. 276.

³ Sun Zi (1990), L'art de la guerre, Economica, Paris., article 11.

Cité est acceptable, en revanche il condamne radicalement les entreprises militaires offensives, nécessairement impérialistes. La stasis, la discorde entre les membres de la Cité, est dangereuse. Un gouvernement des philosophes doit être mis en place. « C'est une Cité sans inimitié, sans *stasis*, sans *polemos* offensif à laquelle parvient Platon dans sa philosophie politique »⁴. Dans cette Cité active, libre et égalitaire, l'esclavage, résultat d'une guerre, peut cependant être légitimé en droit naturel, notamment pour des raisons économiques, sauf s'il s'applique aux citoyens des autres Cités grecques. Il souhaite que, en ce domaine, le respect de l'équité et de la modération de traitement soit retenu afin de rendre optimal son application et son intérêt pour la collectivité. En revanche, la cité de Platon n'accepte pas le système démocratique⁵.

Pour Aristote⁶, la démocratie est le meilleur régime politique, car elle permet, par délibération, d'entreprendre des décisions collectives qui échappent au bon vouloir et à l'exercice solitaire d'un tyran. L'inimitié doit, tout comme chez Platon, être combattue à l'intérieur de la Cité. Les Cités qui font la guerre pour s'étendre périssent, notamment parce que l'extension démesurée conduit à remettre en question à la fois l'autarcie de la Cité et le refus de l'inimitié interne (il est difficile de partager un bout de chemin ensemble avec un ennemi potentiel). La guerre n'est pas à écarter, elle existe et s'impose parfois à une Cité. Il faut des armes et des remparts pour se protéger et garder à l'esprit la puissance de la Cité. La guerre peut être une solution acceptable au regard des menaces extérieures ou pour retrouver des valeurs collectives dans une autarcie altérée. Elle apporte en outre de nouvelles richesses aux vainqueurs. Ce n'est pas une faute éthique, c'est un facteur de développement économique, en apportant, par l'esclavage, une force de travail nécessaire à la société. La nature crée des êtres destinés au commandement et d'autres à l'obéissance. L'esclave est une forme d'objet animé, un bien qui appartient à un propriétaire. C'est un état naturel, bénéfique à l'ensemble de la société. Les vaincus sont assujettis à la loi du plus fort. Les Barbares sont des peuples voués au despotisme, et donc sujets à l'esclavage du fait de leur infériorité naturelle, intellectuelle et morale.

L'utilisation des armes en vue de rejeter les invasions barbares et de maintenir les frontières de la Chrétienté a toujours été légitimée. Il fallait cependant que l'initiative vienne de l'ennemi, que la riposte soit organisée par l'autorité légitime et qu'elle ne soit décidée qu'en dernier recours. Saint Augustin admettra, en outre, l'existence de « guerres justes », concept qui sera repris comme source principale de la position politique de l'Eglise, notamment au temps des croisades. Si Saint Augustin inclura le concept d'une « faute » qui justifierait la situation de l'esclave, Saint Thomas d'Aquin reprendra le concept d'inégalité ontologique entre le maître et l'esclave⁷. L'esclavage comme ressource humaine n'est pas condamnable, il a été institué en punition des péchés par Dieu tout-puissant. Dans ce contexte, la guerre n'est pas une faute morale si elle est justifiée et les lois sur l'esclavage s'appliquent normalement aux populations des ennemis vaincus. Le droit à la guerre est progressivement institué dans les faits (*jus ad bellum*), lesquels

⁴ Ramel, F. (2002), Origine et finalité de la Cité idéale : la guerre dans la philosophie grecque, *Raisons politiques*, n°5, pp 109-125.

⁵ Fontanel, J. (2019), Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776, *ILERI*. pp. 4-5. hal-02314440

⁶ Aristote, *Ethique à Nicomaque*, Ellipse, Paris, 2001.

⁷ Dans la même ligne, le théologien Sepulveda fera l'apologie de l'esclavage des Amérindiens, ce qui sera contesté par le missionnaire dominicain Las Casas.

définissent les conditions de son exercice, concernant les comportements et actes autorisés et en distinguant le statut des combattants de celui des non-combattants. Des règles ont été fixées concernant les violences admises et les mesures de rétorsion en fonction des dégâts occasionnés et des enjeux politiques et religieux.

La guerre a souvent été considérée comme un mode naturel d'acquisition des richesses. Cette conception n'a pourtant pas toujours été reconnue en Asie. La dynastie Han s'est plutôt engagée dans une politique de cadeaux offerts à ses voisins (de l'ordre de 20 % du budget collectif), afin de réduire la probabilité des conflits armés. Elle souhaite développer ainsi des relations amicales avec les autres organisations politiques intégrées et persuader, par l'exemple, ses voisins à les imiter. La « bienveillance active » constitue, pour ces nomades, une stratégie de dissuasion efficace. Cependant, un Etat peut aussi qu'il est plus profitable d'engager un conflit militaire, par le système de la prédation, que de se laisser corrompre par des cadeaux jugés insuffisants.

Avec l'avènement du mercantilisme, la puissance du Prince devient l'objectif principal de toutes les activités économiques, politiques, sociales et militaires. La défense d'un pays encourage le sentiment national et une guerre victorieuse enrichit le pays grâce à la prédation. Les forces armées constituent le cœur principal de la puissance nationale, mais pour les organiser il faut être en mesure de payer les soldats, souvent des mercenaires. Tout désarmement est absurde, car le système de prédation vient alors affaiblir le pays qui l'engage. L'optimum économique n'est pas l'objectif principal, ce n'est qu'un moyen. Dans les choix économiques, le privilège de la puissance importe d'abord. Un pays peut accepter d'être plus pauvre si tous les pays voisins sont encore plus pauvres que lui. Un Etat peut prendre une décision plutôt défavorable à son économie, à condition qu'elle ait des effets encore plus négatifs sur celles de ses ennemis. Ces idées seront reprises par l'Ecole historique allemande, principalement par List (1840), qui considère que la paix n'est souhaitable que dans un monde d'Etats stabilisés à leurs frontières naturelles. Sans cette condition, le « laissez faire » prôné par les Classiques anglais conduit irrémédiablement à la domination des pays les plus forts ou les plus avancés économiquement, militairement et politiquement. Les Etats restent obligatoirement en conflit si les frontières naturelles ne sont pas définitivement établies et acceptées par l'ensemble de la communauté internationale. Les Nations doivent se protéger contre les effets des dominations économiques, en vue de préserver l'intérêt national.

Pour Machiavel, une guerre est juste lorsqu'elle est nécessaire à la puissance du Prince. Pour Spinoza⁸, la non-agression entre les citoyens n'est pas nécessairement un signe de paix si elle est née de la terreur ou si elle produit la « solitude » des hommes. L'existence humaine ne peut se limiter aux seules fonctions biologiques nécessaires à sa survie. L'Etat doit donner, à chaque citoyen, les moyens d'exprimer sa volonté et les vertus de son âme. C'est une condition nécessaire pour empêcher la guerre civile et ouvrir les voies d'un bonheur individuel et social accompli. Le droit de guerre, le recours à la force pour régler les conflits constitue de fait une défaite du droit. Cependant, il n'existe pas de juge suprême capable de trancher les différends entre les Etats. C'est pourquoi la guerre est une compétence discrétionnaire de la souveraineté nationale. La guerre est-elle moralement justifiable ? La théorie de la guerre « juste » évalue moralement les motivations d'une déclaration de guerre (défensive ou agressive). Les pacifistes

⁸ Spinoza (1994), L'Ethique, Gallimard, Paris.

absolus refusent à la guerre toute valeur (Kant), tandis que les pacifistes modérés admettent la guerre défensive, en dernier recours. Dans ce contexte, la guerre c'est d'abord le fait du Prince.

Les philosophes des Lumières sont parmi les premiers à critiquer le système mercantiliste guerrier. Dans *De l'esprit des lois*, Montesquieu affirme que Commerce et Paix vont toujours de pair. L'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Après la physiocratie, l'analyse Classique s'est imposée pendant plus d'un siècle. La guerre est perçue par Adam Smith comme le résultat d'un esprit de monopole. Les conflits armés ressortissent tous de phénomènes exclusivement politiques. Les Etats développés ont quand même intérêt à se protéger contre les économies moins développées, poussées par l'appât du gain et le système généralisé de la prédation mercantiliste. Adam Smith condamnera l'esclavage, le colonialisme et le syndicalisme (surtout celui des dirigeants d'entreprise), qui limitent le potentiel de réalisation de la fameuse « main invisible ». Pour sa part, Malthus considère que la guerre est souvent le résultat de l'essor démographique trop important au regard de la croissance économique. Dans ce contexte, le contrôle des naissances, la misère ou la guerre deviennent les instruments de régulation d'un système qui n'est pas capable de nourrir toutes les personnes. Les Classiques anglais sont pessimistes concernant l'avenir du système économique mis en place puisque, in fine, le développement économique cessera, l'état stationnaire s'imposera et les hommes vivront avec le minimum vital, dans les conditions définies par la fameuse « loi d'airain ».

Pour Marx et Engels, la paix n'a pas de vertu morale en elle-même. Le capitalisme est fondé sur la lutte des classes, ce qui conduit, dans l'ordre national et international, à la guerre civile et à l'essor d'un impérialisme armé. Cette conception est remise en cause par Sombart, pour lequel la guerre a permis la révolution industrielle en détruisant les systèmes anciens peu propices au progrès. L'armée et la guerre conduisent l'homme vers la recherche d'excellence dans l'organisation et les stratégies à conduire et, à ce titre, elles tirent le développement économique vers le haut, en construisant de grands marchés, en favorisant la concentration des entreprises et les économies d'échelle, en privilégiant la compétition industrielle, en faisant appel aux sciences appliquées et en incitant les entrepreneurs à améliorer leurs produits pour maximiser leurs profits.

Historiquement, les guerres de colonisation ont souvent été présentées comme des « avancées » de la civilisation et de la foi religieuse. Une grande majorité des penseurs, de Victor Hugo à Proudhon, ne s'y sont pas opposés, alors que l'école historique allemande trouvait dans ces conquêtes l'expression des meilleures qualités humaines (solidarité, panache, courage, gloire). L'impérialisme est reconnu nécessaire, pour des raisons, aussi multiples que contradictoires, allant de la recherche de puissance à la conquête militaire des marchés et des matières premières, en passant par le nationalisme de la puissance, la démographie (l'espace vital), la religion ou la supériorité de la race blanche sur les autres. Les notions éthiques sont floues, elles se réduisent à l'expression d'une « Real politik » qui valorise les rapports de force dans les relations humaines. Dans cet univers d'économistes libéraux et classiques, favorables à la liberté humaine de s'accomplir socialement et économiquement, bien peu d'entre eux ont condamné les aventures colonialistes. Aujourd'hui, les « guerres civilisatrices » sont présentées comme les causes fondamentales du sous-développement. Il faudrait y ajouter l'esclavage, le racisme, le refus de la vraie liberté individuelle et la violence militaire.

Une guerre sans éthique

Dans un pamphlet préfacé par J.K Galbraith⁹, la menace de guerre constitue un instrument indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances centripètes de la société. L'idée de désarmer pour améliorer la croissance des Etats-Unis n'est pas réaliste, sauf à remettre en cause un système économique, qui ne peut s'intéresser aux travaux publics de bienfaisance. Il n'existe pas de substituts efficaces aux fonctions militaires des conflits. La force militaire est un facteur de stabilité pour le gouvernement, elle permet de contrôler une partie essentielle de l'économie nationale, elle favorise la subordination des citoyens à l'Etat, elle constitue une force de dissuasion aux désaccords sociaux internes, en faisant de l'armée le principal protecteur de l'intérêt national. Ce système qui a pu être mis en place à la suite des guerres successives démontre son efficacité pour réduire les oppositions et les désaccords sociaux. L'éthique et la démocratie réelle ont été sacrifiées sur l'autel du pouvoir des valeurs de l'argent et des structures économiques inégalitaires.

Pour Jacques Attali¹⁰, la guerre est un avatar redoutable de la concurrence industrielle. Les conflits favorisent la croissance de la production, ils transforment les habitudes sociales et les modes de consommation. La préparation au conflit implique l'augmentation des dépenses militaires et le développement de réseaux automatisés de surveillance. La Guerre conduit souvent à une redistribution du contrôle du pouvoir, par laquelle les pays industriels vont chercher à imposer leur loi. Le capitalisme d'aujourd'hui favorise l'apparition de phases brutales de crises qui s'expriment alors soit par le conflit armé, soit par l'aliénation symbolique. La menace de guerre constitue un instrument de contrôle efficace des économies nationales. L'éthique n'est guère présente dans ce rapport de force permanent qui s'exprime dans les médias et les conflits entre les Etats. La guerre froide n'était pas au sens littéral une guerre, mais elle incitait les citoyens à la méfiance, au rejet de l'autre et à la préparation à la violence collective.

La mondialisation n'est pas une solution pacifique en soi, elle peut même conduire à de nouveaux conflits¹¹. Elle n'exclue pas la guerre économique, laquelle présente de nombreuses facettes mortifères. La misère tue directement tout autant que les armes, mais ces dernières permettent de contenir la violence des affamés et des opprimés¹². Au début des années 1980, dans le cadre de la CNUCED, l'idée d'un Nouvel Ordre Economique International avait été soutenue par les pays en développement¹³. Le développement économique de tous les pays constitue un facteur essentiel de réduction des tensions agressives des hommes et il tend à instaurer, dans les situations conflictuelles, un recours aux négociations nationales et internationales. Pour qu'un désarmement soit effectif, il faut assurer le développement des pays les plus pauvres et une redistribution plus équitable des richesses et des ressources mondiales. La course aux armements et à la puissance

⁹ Galbraith, J.K. (1968), *La paix indésirable*, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, Paris.

¹⁰ Attali, J. (1978), *la nouvelle économie française*, Flammarion, Paris. Attali, J. (1998), *Dictionnaire du XXIe siècle*, Fayard, Paris.

¹¹ Coulomb, F., Fontanel, J. Mondialisation, guerre économique, souveraineté nationale, in in « *La question politique en économie internationale* » (Pierre Berthaud & Gérard Kébabdjian, La Découverte, Paris.

¹² Les meurtres collectifs pendant les XXe siècle des gouvernements nationaux (purges, pogroms, goulags, guerres ethniques, etc.) ont sans doute été plus mortifères que les guerres internationales elles-mêmes.

¹³ Fontanel, J. (1981, 1995), *Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris, pp. 20-25.

idéologique a fragilisé les espoirs de développement du tiers monde. Or, le sous-développement constitue une menace durable pour la paix. Le désarmement, souvent invoqué, n'a pas beaucoup intéressé les économistes¹⁴.

Après la fin de la guerre froide, plusieurs analystes ont considéré l'hypothèse de la fin des guerres, devenues trop coûteuses et que dissuaderaient, in fine, l'essor des valeurs démocratiques dans le monde. L'obsolescence programmée des conflits armés¹⁵ a été renforcée par un début de désarmement des grandes puissances, bien aidée par l'effondrement de l'Union soviétique. L'idée de la fin de l'histoire a même souvent été avancée. Cependant, les forces nucléaires n'ont pas été désarmées, mais seulement contrôlées. Il s'agissait surtout d'empêcher la confrontation directe des grandes puissances, sans pour autant réduire la violence des stratégies obliques des guérillas et des conflits économiques. Les attentats du 11 septembre 2001 ont conduit aux guerres en Afghanistan, puis en Irak. L'Etat irakien a été attaqué sur la base d'un argumentaire portant sur d'éventuels stocks d'armes de destruction massive qu'il ne possédait pourtant pas. Le mensonge politique se substitue à l'éthique. Aucune valeur morale et éthique ne justifiait l'action entreprise par les autorités américaines. L'utilisation d'informations erronées pour expliquer son action laisse supposer que celle-ci est engagée sur la base de règles morales et obtenir ainsi illégitimement le soutien d'une population sous contrôle et de l'opinion publique internationale.

Une guerre se gagne dans sa préparation. Les moyens économiques sont donc essentiels pour accroître les probabilités de dissuasion ou de victoire. L'économie est elle-même une cause de différends, de conflits et de guerre¹⁶. Les rapports de force s'expriment fortement depuis 2016, avec l'action internationale de Donald Trump, et l'Organisation Mondiale du Commerce pèse peu dans cette expression de puissance qui remet en cause un système de liberté du commerce qui s'accommodait de beaucoup d'exceptions et de « tâches aveugles ou aveuglantes ». Les sanctions en vue de provoquer des dommages importants à un autre pays pour qu'il change de politique constituent des instruments de puissance qui touchent souvent non pas l'Etat lui-même, mais les citoyens, surtout les plus pauvres. Les facteurs économiques peuvent devenir des armes permanentes, car la stratégie directe est obérée par l'existence de l'arme nucléaire. Les Etats les plus puissants font appel alors aux sanctions multiples, de l'embargo au boycott, mesures qui viennent toucher de plein fouet les Etats et les individus les plus fragiles. La première guerre économique contre l'Irak a eu des conséquences particulièrement cruelles pour les Irakiens, sans pour autant remettre en cause la force et la violence du régime de Saddam Hussein. Les citoyens ont payé le coût des mesures de rétorsion contre un dictateur dont ils avaient aussi à subir le joug. D'un point de vue éthique, ce type d'action est évidemment discutable.

Ethique et globalisation économique

La science économique a pour vocation d'étudier scientifiquement la production des biens et services, la consommation, les échanges économiques, la répartition

¹⁴ Coulomb, F., & Fontanel, J. (2003). Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), p. 206.

¹⁵ Kaysen, C. (1990), Is war obsolete ?, *International Security*, Vol.14. n°4. Pp 42-64.

¹⁶ Fontanel, J. (2019), Différends, Conflits et guerres économiques, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, n°11, <http://revel.unice.fr/psei/>, pp. 1-2.

Fontanel, J. (2019), Globalisation économique, facteur d'inégalités, hal-02142671, p. 2.

des revenus, leur redistribution, le rôle complémentaire de l'Etat et celui du marché. Elle s'appuie sur de nombreuses techniques mathématiques qui lui donnent souvent un caractère abstrait éloigné de son objet. Il en résulte un décalage important entre les hypothèses émises et les faits. L'économie dominante, à la recherche de mécanismes autorégulateurs optimaux, est fondée sur des hypothèses et postulats éloignés des réalités observables. Dans ce contexte, la production, la consommation et la répartition échappent à toute conception morale. Le système du marché concurrentiel conduit à une situation jugée optimale s'il respecte les principes de la libre-entreprise, du libre-échange, de la concurrence. Cependant, cet optimum porte souvent au niveau macroéconomique sur l'évolution des diverses expressions du Produit National Brut, et, au niveau microéconomique, sur la maximisation du profit. Plus le PIB est important et plus le système est efficace. Or, ce type d'analyse conduit à considérer que l'augmentation indéfinie de la production et de la consommation constitue l'objectif fondamental de l'activité économique, sans aucune référence faite à la qualité de vie des citoyens, à la pénibilité et à la précarité du travail, sans aucune réflexion sur la vie des hommes et sans référence au patrimoine et aux ressources naturelles de la Terre jugées encore trop souvent comme illimitées. Toute mesure tendant à modifier le jeu implacable et juste du marché conduit à des effets pervers, comme le chômage, l'endettement public ou les transferts de capitaux, qui grèveront les futurs horizons du bien-être collectif (Stiglitz, 2002).

La science économique n'appelle aucune compassion, aucune indignation, puisqu'elle définit le chemin « pour le bien de tous ». Les miséreux ne méritent pas mieux que ce qu'ils vivent, car ils sont incapables d'apporter leur pierre à l'édifice collectif. L'indifférence aux résultats concernant les inégalités est alors justifiée par la « théorie du ruissellement », qui justifie les souffrances actuelles des moins aisés par une augmentation future de leur pouvoir d'achat. Au delà de la misère, la culpabilité peut aussi s'insinuer dans la perception de ceux qui n'entrent pas dans les normes d'un système pourtant jugé optimal. Elle s'apparente à l'engagement dans une guerre, pour la « paix des cimetières ». En économie, les faits ne se déroulent jamais pareils à eux-mêmes et l'expérience scientifique n'est souvent satisfaisante que dans la réfutation d'une théorie. C'est pourquoi l'espoir que chante l'économie de marché pour les lendemains qui chantent conduisent inéluctablement au « désenchantement » des plus démunis. L'avenir des hommes n'est sans doute pas dans l'accumulation des savoirs ou de la production de biens et services, il peut être aussi dans une modification profonde de leurs besoins, moins limités à la simple consommation et plus tournés vers de nouvelles manières et conditions de vie. La « fin de l'histoire » n'est sans doute pas celle de la seule perception d'un homme producteur et consommateur.

Limiter l'intérêt général à sa seule dimension économique n'est pas neutre et objectif, « c'est placer les valeurs marchandes au rang des finalités et de valeurs socio-économiques supérieures à toutes les autres » (Passet, 2000). L'homme doit rester « la mesure de toute chose ». L'économie ne peut pas se passer d'une certaine conception de la vie et du destin individuel et social des hommes. L'économie est d'abord politique, dans la mesure où elle se doit de respecter certaines valeurs collectives. D'ailleurs, les grands économistes ont souvent été aussi de grands philosophes (Fontanel, 2007).

Les partisans de la globalisation économique présentent plusieurs arguments pour la justifier. Les entreprises ne font que respecter les lois et les incitations des technologies nouvelles, même si certains types de monopoles, comme les GAFAM,

ne respectent guère les exigences de la concurrence (Fontanel, Sushcheva, 2019). Certes, il existe des participations croisées entre les grandes firmes qui pourraient réduire l'efficacité de la concurrence, mais les technologies de l'information offrent aussi des moyens d'échanges libres considérables. Si la globalisation élargit l'écart entre les riches et les pauvres, elle améliore pour chacun les standards de vie.

Cependant, le processus de globalisation est souvent contesté, et les rapports de force des Etats modifient singulièrement les tenants et aboutissants d'une économie de marché concurrentielle. La mondialisation de l'économie ne signifie pas l'émergence de la paix, tant les intérêts particuliers des hommes et des Etats restent valorisés par le système capitaliste (Bensahel, Fontanel, 1992 ; Coulomb, Fontanel, 2006). « Nombre de pays n'hésitent pas à appliquer la politique dite de « beggar thy neighbour » permettant à un pays de se développer sur le dos de ses alliés. Les paradis fiscaux s'enrichissent au détriment des pays victimes de procédures illégales ou secrètes, qui conduisent les Etats vers un endettement public accru ou une baisse de la qualité de leurs infrastructures. Dans les faits, le libéralisme cède vite le pas au mercantilisme lorsque les pays les plus puissants le souhaitent. Ainsi, l'accord de la Maison Blanche avec Pékin portant sur un montant minimal d'importation des produits américains dans l'empire du milieu lèse évidemment les autres partenaires de la Chine, sans que l'OMC, garante du bon fonctionnement du libre-échange, n'intervienne. Enfin, la politique américaine du « benign neglect » concernant le dollar permet à Washington de conduire sa politique monétaire sans un regard pour les pays qui l'utilisent comme monnaie internationale. Ce droit léonin, décidé lors des Accords de Bretton Woods (1944), finalement peu contesté, ne conduit pas les Etats victimes à la révolte. Dans le même ordre d'idée, comme l'a révélé le FMI, l'Allemagne a reçu des effets plutôt positifs de l'euro, contrairement à la France qui a dû se plier aux règles économiques fixées par Berlin. Ces « effets de domination » ne conduisent pas encore à remettre en cause la paix entre les Etats, mais ils sont souvent à l'origine directe ou indirecte de la montée, parfois violente, des mécontentements nationaux et internationaux dans le monde et du populisme » (Fontanel, 2020).

La globalisation ne fait pas référence à une éthique à laquelle devrait se conformer les acteurs économiques, leur seul objectif reste l'intérêt individuel et le profit, même si pour satisfaire ces deux objectifs des accords et coalition sont les bienvenus. L'optimum économique est supposé être obtenu par l'action égoïste de chacun. De nombreux économistes contestent la capacité de l'ouverture des frontières économiques pour trouver des solutions à la pauvreté, à la faim ou à la violence endémique du monde. L'économie de marché ne peut fonctionner que dans un cadre institutionnel qui permet la régulation dans la stabilité (Allais, 1999). Les arbitrages sociaux ne peuvent pas être fondés sur une rationalité économique particulièrement difficile à définir au regard des intérêts en jeu dans le temps et dans l'espace. « Sur la base de pressions financières et des modes du moment, la théorie et les systèmes économiques et politiques en général cultivent leur propre version de la vérité. Une version qui n'entretient aucune relation nécessaire avec le réel » (Galbraith, 2004, p.10-11).

La mondialisation libérale est toujours considérée comme la plus efficace des modes de production et d'échange, mais cette conviction porte aussi sur des hypothèses que l'observation des faits ne permet pas toujours de confirmer.

- La concurrence et la compétitivité des marchés constituent, à terme, le mode de régulation le plus efficace et le plus juste. De fait, cette analyse porte sur une certaine conception de l'homme, lequel ne privilégie que ses intérêts économiques,

accepte de valoriser la performance individuelle de chacun, admet que les plus forts puissent mieux consommer, même au détriment des plus faibles. Il s'agit d'une analyse anémiée de l'homme, dans laquelle la solidarité dans le temps et dans l'espace ou l'expression d'autres valeurs humaines apparaissent comme étant secondaires. Les crises économiques, monétaires et financières ne remettent jamais vraiment en cause les procédures de spéculation et d'appropriation des choses au détriment d'autres personnes.

- Tout progrès technique est favorable à la vie sociale, même si certaines innovations peuvent remettre en cause les libertés individuelles et collectives des personnes et des citoyens.

- La pauvreté, la faiblesse des revenus et les inégalités sanctionnent la faible productivité de ceux qui les subissent (Stiglitz, 2014). Cependant, dans cette analyse, grâce au progrès technique et humain permis par le système capitaliste, une élévation générale du niveau de vie va permettre à terme, peut-être même dans le très long terme, la réduction de leur fardeau grâce à une croissance économique continue et bienvenue. En revanche, les inégalités de revenus et de patrimoines apparaissent nécessaires au fonctionnement du système. En revanche, la pauvreté est définie par la comparaison des revenus. Dans ce contexte, la pauvreté devrait donc perdurer. Les coûts de l'homme ne sont pas vraiment pris en compte (Perroux, 1952).

- Les problèmes politiques et sociaux ne sont que la conséquence d'une mauvaise gestion économique. La « marchandisation » du monde est un facteur fondamental de la paix universelle.

- L'Etat ne doit pas exercer un rôle économique de premier plan. Il a pour fonction surtout de veiller à l'orthodoxie financière et à faire respecter les lois du marché fondées sur la propriété privée et la liberté d'entreprendre.

La plupart des économistes utilisent ces arguments favorables à une économie de marché qu'ils n'osent plus appeler capitalisme. Ils améliorent les contenus à la marge, car maintenir le concept de concurrence pure et parfaite reste un acte de foi qui éloigne du réel (Galbraith, J.K. (2004 ; Galbraith, J.K., 2014)). La question qui se pose est celle de l'homme et de son progrès, situé seulement dans un monde marchand qui crée autant de nouveautés à la vie que de frustrations collectives. En acceptant le principe du fonctionnement d'une économie de marché, avec des lois et règlements moins favorables au « capital », plusieurs réflexions peuvent être faites sur l'utilité de la globalisation économique. Le tableau 1 présente un récapitulatif des avantages et inconvénients éthiques et économiques de la globalisation, au delà de l'analyse faite par l'utilisation d'une pseudo science pour justifier le système actuel, dans le cadre de rapports de force constants entre les Etats (Fontanel, 2019).

Aujourd'hui, face à la contestation écologique, environnementale, sociale, la question de la croissance zéro a été mise en avant par d'éminents économistes (Aghion, 2016 ; Artus, P. Virard, M-P. (2015), apportant ainsi une nouvelle lumière sur le fameux « halte à la croissance » du Club de Rome (1972) des années de crise économique.

Tableau 1 – Les pertes et profits de la globalisation

Les débats	Les effets positifs	Les effets pervers
La globalisation suppose un laissez-faire intégral	Le marché permet la réalisation des avantages comparatifs et le processus de destruction créatrice (McCormick, R.D., 2000)	Le laissez-faire et le libre-échange sont toujours défendus par la puissance dominante. Le profit devient la norme principale de l'action productrice des hommes
La globalisation réduit le pouvoir des Etats.	L'action de l'Etat dans la sphère économique est inefficace et dangereuse. Le libre-échange doit être institué, en supprimant les barrières douanières, les restrictions à la circulation du capital et les interventions économiques des Etats	Les Etats sont souverains, ils peuvent intervenir dans la vie économique, notamment en développant les biens publics. Ils se doivent de conduire une politique sociale, humaniste et environnementale que la concurrence internationale bafoue.
La globalisation favorise le développement économiques mondial	L'application des avantages comparatifs améliore la productivité globale des pays, ce qui favorise la réduction des coûts et des prix. La compétition accélère le processus d'innovation.	La globalisation fragilise les emplois et modifie spatialement la carte des salaires. Les grandes firmes peuvent croître, se constituer en monopoles concurrentiels et définir ainsi la géographie économique mondiale à leur seul profit.
Les firmes multinationales dominent les marchés et le monde politique, à leur seul profit	La globalisation supprime les « champions nationaux » qui sont autant d'entraves au libre commerce. Leur challenge économique porte principalement sur leur capacité à innover et donc à améliorer la vie des hommes. - Les organisations internationales édictent des règles qui s'imposent à tous, notamment en matière de concurrence (lois antitrust) ou de législation. - Les Etats disposent de moyens considérables (30 à 40 % de l'activité nationale) qui leur	Les firmes multinationales ont un tel pouvoir qu'elles peuvent contrôler la recherche-développement, racheter les PME innovatrices, engager des accords secrets de partage des marchés et modifier les conditions de la concurrence par la mise en œuvre de réseaux opaques. Elles exercent aussi un rôle dominant sur les organisations internationales et le gouvernement des Etats, par un lobbying puissant. - La corruption et l'évasion fiscale des firmes multinationales réduisent les moyens des Etats dans la

	<p>permettent de jouer un rôle déterminant sur tous les agents économiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actionnaires sont les fers de lance des économies de marché. Leurs dividendes sont justifiés par les risques pris pour l'amélioration comparative des produits dans le cadre fixé par la concurrence. Ils sont des acteurs essentiels du développement économique mondial. 	<p>production des biens publics (Fontanel, 2016). Les Etats n'ont plus les moyens de conduire des programmes de développement susceptibles de modifier les règles du libre-échange et de la concurrence (Coulomb, al. 2006)</p> <ul style="list-style-type: none"> - La globalisation est inégalitaire, au détriment des salariés et des plus pauvres.
<p>La globalisation produit des emplois et réduit les prix au bénéfice des consommateurs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement économique offre de nouvelles opportunités d'emploi, grâce aux innovations et à la production de masse. - Le développement économique a des effets positifs sur les revenus de tous. La théorie du « ruissellement » permet à chacun de profiter de l'augmentation de la production des biens et services. La concurrence internationale profite pleinement aux consommateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les salariés du monde entier sont directement mis en compétition. Il en résulte des baisses significatives de rémunération, principalement dans les pays développés. - Les firmes multinationales perçoivent d'importants profits, du fait de leur position concurrentielle sur les marchés. Si les prix diminuent, les salaires suivent cette même diminution relative.
<p>La globalisation s'oppose aux solidarités sociales et environnementales</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La globalisation favorise les réformes politiques en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme - L'enrichissement par le développement économique permet de mieux financer les biens collectifs lorsque ceux-ci sont justifiés par les règles de la propriété privée ou collective. - L'Etat gère les risques économiques en faisant respecter la loi. - L'activité économique dégrade souvent 	<ul style="list-style-type: none"> - La globalisation développe la culture du profit et de la cupidité, (Stiglitz, 2010) - La précarité des emplois, la pression à la baisse faite aux salaires et la corruption sont autant d'effets négatifs de la globalisation. - Les firmes multinationales « occupent » les territoires économiques, en cherchant pour eux-mêmes le mieux-disant » et le « moins-disant » pour leurs partenaires. - Le lobbying des firmes multinationales pour la liberté d'action heurte souvent les intérêts de la nature ou la

	l'environnement. Avec les innovations, la propension à polluer diminue. Les firmes multinationales sont souvent moins polluantes que les PME. La globalisation est plutôt un facteur de renforcement de la qualité de l'environnement.	protection de la santé humaine. La globalisation conduit à l'homogénéisation des produits et à l'essor des OGM et des pesticides. Les espèces animales et végétales sont directement menacées, de manière parfois irréversible.
La globalisation économique uniformise les technologies et les cultures, au bénéfice de puissants acteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - L'information, la réduction des coûts de transaction et les nouvelles technologies aux normes mondiales ont accru l'ampleur et la vitesse de la globalisation. - L'homogénéisation de la culture permet son contrôle par les acteurs économiques. 	<p>La globalisation de l'information est dangereuse. Elle peut être monopolisée, normée et adaptée aux stratégies du profit et au contrôle politique. Elle concerne directement le mode de vie des personnes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La globalisation « américanise » le monde. Il faut alors créer des « inefficiences utiles » pour maintenir les particularités nationales, sociales et environnementales
La globalisation permet au pays en développement d'améliorer leurs conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Les pays en développement bénéficient des investissements directs de l'étranger et ils reçoivent ainsi de nouvelles activités économiques favorables à l'emploi. Il en résulte une amélioration des standards de vie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les firmes multinationales bénéficient des salaires et avantages sociaux réduits des pays en développement. Elles ne participent pas aux choix majeurs nationaux concernant la santé, les transports ou la distribution de l'eau. - Le non-respect des écosystèmes est constant, selon les ONG (Bensahel et al., 2009)
La globalisation renforce l'hégémonie américaine	<ul style="list-style-type: none"> - La globalisation réduit les pouvoirs des grands Etats, au profit des acteurs privés). - Les entreprises américaines sont en concurrence avec toutes les entreprises étrangères. Elles n'ont pas d'avantages particuliers. 	<p>Les Etats-Unis exercent un pouvoir hégémonique, via les firmes multinationales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le droit international est calqué sur le droit américain (Fontanel, 2020). - La puissance stratégique de Washington renforce sa domination économique, concernant notamment les flux énergétiques et communicationnels.

Puissance militaire et économique, ou la crise de la pensée

En 1992, Lester Thurow affirmait « les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXI^e siècle. Mais c'est aussi le premier des handicaps s'il veulent rester une superpuissance économique »¹⁷. Cette analyse n'est plus aussi justifiée qu'alors, car Donald Trump a redistribué les cartes, considérant que l'essor économique national pouvait être soutenu par la force militaire. Washington est devenue la puissance arbitrale du monde, avec un effort militaire considérable, un développement technologique dominant et une force diplomatique et culturelle indéniable¹⁸. Le gouvernement des Etats-Unis ne dissocie pas vraiment les objectifs de sécurité militaire de la puissance économique nationale, laquelle domine l'agenda des considérations stratégiques. Les citoyens américains sont convaincus par la supériorité de leur système économique et politique, au point de faire du prosélytisme ; les opérations militaires sont justifiées par l'apport « civilisateur » ou « systémique » face à des pays dont les régimes politiques et les idéologies sont jugés défaillants. Les considérations éthiques concernent l'internationalisation des valeurs américaines. Chaque guerre qui conduit à l'ouverture d'une économie de marché et à une démocratie constitue une avancée pour la paix, dont la valeur éthique ne peut être jugée que sur la base du résultat¹⁹. Dans ces conditions, la guerre peut s'accommoder avec l'éthique du pays qui l'engage, dans plusieurs cas, parmi lesquels :

- La défense des intérêts vitaux de la population, concernant notamment l'intégrité territoriale du pays, la protection des populations et le respect d'un droit international consensuel ;
- La protection des intérêts stratégiques, notamment les opérations de maintien de la paix dans un pays ami ou la stabilité régionale ;
- Les intérêts politico-économiques internationaux, avec l'application du droit d'ingérence. Dans une opération militaire, s'agit-il de développer la démocratie ou de faire respecter les droits de l'homme ou la démocratie, ou de prendre une option commerciale sur les ressources naturelles du pays ainsi attaqué.

Cependant, les fondements des actions des Etats ne sont pas dénués d'ombres. L'intervention des Etats-Unis en Irak peut se justifier par le respect des droits de l'homme, de la menace militaire de ce pays pour la région ou par le respect des valeurs démocratiques, mais elle peut aussi avoir été engagée pour valoriser les intérêts stratégiques des USA, développer une action militaire de puissance pour dissuader les « rogues states » ou conclure une première guerre en Irak dont les résultats n'avaient pas été en tout point conformes aux objectifs présidentiels. Des régions entières sont potentiellement en conflits constants, notamment autour de la Méditerranée, lieu de naissance des grandes religions monothéistes²⁰.

Les religions enseignent aussi des principes éthiques concernant les guerres. L'Eglise catholique admet « du bout des lèvres », trois formes de violence : la peine

¹⁷ Thurow, L. (1992), *La Maison Europe*, Calmann Levy, Paris, p. 275.

¹⁸ Fontanel, J. (2017), *Les Etats-Unis sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationales, n° 7. N°30 à 58.

¹⁹ Cette idée avait déjà été avancée par l'URSS qui considérait que toute guerre conduisant à l'avènement du communisme dans les pays étrangers constituait un progrès pour la sécurité internationale.

²⁰ Fontanel, J. (2019), « Géopolitique de la Méditerranée. Un territoire de conflits économiques, politiques, religieux, environnementaux et humanitaires », in « Méditerranée, (Matmati, M. Ed.) *Economica*, Paris.

de mort, la légitime défense et « la guerre juste »²¹. Face à un agresseur, l'usage de la force par les armes est admise, s'il s'agit de l'ultime recours, si elle obéit aux règles de la justice et si elle ne consiste pas à mettre un Etat en situation de dépendance ou d'infériorité. La dissuasion nucléaire pose débat, car elle fait planer une trop grande menace pour laisser place à une négociation équilibrée entre deux Etats. La violence armée doit être maîtrisée. Les bombardements des populations civiles sont des actes inqualifiables, même s'ils ont pour objectifs de diminuer le temps de guerre. Concernant Hiroshima, la doctrine catholique est claire « Les conséquences bénéfiques à long terme ne sauraient justifier au plan moral des actes qui sont criminels, puisque rien n'est fait pour épargner les innocents »²². La défense non-violente qui semble s'imposer dans l'Eglise du Christ n'est pas toujours adaptée à la protection des populations. Elle suppose une formation spécifique des citoyens et un consensus national. Il faut savoir négocier avec l'opposant, trouver des solutions qui pourraient lui agréer dans les domaines économiques, culturels ou scientifiques ou lui faire subir des pertes économiques importantes au cas où il maintient son état de violence. Il faut moraliser la guerre lorsqu'elle a été déclarée, avec la protection des prisonniers, le bannissement de certaines armes de destruction massive, engager des procédures humanitaires contre la violence armée. De nombreuses organisations non gouvernementales confessionnelles chrétiennes oeuvrent concrètement pour la paix dans le monde²³. A la fin de la guerre, il faut que le pays vainqueur soit à la recherche d'un règlement juste après le conflit. Cette analyse de l'Eglise s'apparente aux principes de Sun Tzu²⁴.

Pour l'Islam (soumission aux lois divines et paix dans les relations humaines) développe un système éthique qui règle la vie sociale des fidèles²⁵. La Chari'a propose un système juridique et législatif fondé sur la justice, respectant les droits individuels, le bien commun, la protection de la vie et la propriété. « Seigneur, tu es la paix et de toi vient la paix »²⁶. Comme la guerre est innée à l'homme, il faut la codifier et dénoncer les guerres d'agression. Normalement, c'est un moyen de défense que le prophète a lui-même été conduit à utiliser. Le Jihad a été mis en place pour protéger l'Oumma contre les persécutions. Elle a parfois été utilisée de manière préventive pour protéger les libertés de la religion et le système social islamique. Dans ce contexte, il n'est pas interdit d'engager une guerre préventive à des fins de réussite stratégique et en vue de combattre les dissidents qui se sont reniés. C'est un combat légitime qui exige le sacrifice de soi et de ses richesses. Les combattants sur le sentier d'Allah ne meurent pas, ils restent vivants, ils deviennent des martyrs. La guerre est détestable, mais elle est utile pour protéger la liberté religieuse et combattre les injustices.

Les mouvements altermondialistes rappellent que l'économie ne peut pas être fondée sur les simples exigences du capital. Si la « mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise » (Stiglitz, 2002 ; Krugman, 2012), lorsqu'elle est fondée uniquement

²¹ Duquoc, C. (1995), Violences et conflits selon la doctrine catholique, l'Armement n°48, Août-Septembre, pp. 17-21.

²² Duquoc, C., Op. Cit, p.19.

²³ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire. *L'Harmattan, Paris*. Pp. 343-350

²⁴ Sun Tzu (-5^e siècle av. JC.), L'art de la guerre, Fayard, Paris, 2018.

²⁵ Profession de foi, prières cinq fois par jour, aumône, jeûne du Ramadan et pèlerinage à La Mecque).

²⁶ El-Tinay, H. (1995), L'Islam et la guerre, L'Armement, n°48, p.39.

sur le profit, elle conduit à des inégalités économiques et sociales croissantes, à des effets de domination des Etats (Smith, Fontanel, 2008), au refus des solidarités communes concernant les hommes, la nature et le climat.

L'homme ne sait toujours pas comment contraindre les acteurs économiques à respecter la planète Terre, alors même que les scientifiques s'inquiètent des bouleversements et des tragédies à venir. La politique dite « Après moi, le déluge » est inscrite dans le comportement de ceux qui polluent et ceux qui les laissent faire, de ceux qui exploitent et de ceux qui, névrosés face à une précarité croissante, en oublient leurs qualités de citoyens.

Au fond, la guerre n'a pas d'éthique bien définie, sauf sur les règles à respecter dans sa déclaration, puis dans ses actions et effets. Une action préventive laisse sans réponse éthique toutes les exactions. L'éthique est fondée sur une philosophie de l'homme qui se fixe des règles dont les valeurs sont à la fois pragmatiques, évolutives, spatiales et temporelles.

Bibliographie

Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

Allais, M. (1999), La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme, UNESCO, Science et Humanisme, 9-10 Avril.

Aristote, Ethique à Nicomaque, Ellipse, Paris, 2001.

Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

Attali, J. (1978), La nouvelle économie française, Flammarion, Paris.

Attali, J. (1998), Dictionnaire du XXI^e siècle, Fayard, Paris.

Bensahel, L., Fontanel, J. (1992), La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire. L'Harmattan, Paris.

Club de Rome (1972), Halte à la croissance ?, Fayard, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003). Disarmament: A century of economic thought. Defence and peace economics, 14(3), 193-208.

Coulomb, F., Fontanel, J. Mondialisation, guerre économique, souveraineté nationale, in in « La question politique en économie internationale » (Pierre Berthaud & Gérard Kébabdjian, La Découverte, Paris.

Duquoc, C. (1995), Violences et conflits selon la doctrine catholique, l'Armement n°48, Août-Septembre, pp. 17-21.

El-Tinay, H. (1995), L'Islam et la guerre, L'Armement, n°48, p.39.

Fontanel, J. (1981, 1995), Organisations Economiques Internationales, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2001), L'action économique de l'Etat, Editions d'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse. Géoéconomie et stratégie des acteurs, Collection « Librairie des Universités », l'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2007), Ethique et guerre, in « Questions d'éthique », (J. Fontanel, Ed.), L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2016). Paradis fiscaux, pays «filous». La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2017), Les Etats-Unis sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en question, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationales, n° 7. <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Fontanel, J. (2019), Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776, Blog ILERI. hal-02314440.

Fontanel, J. (2019), Différends, Conflits et guerres économiques, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, n°11, <http://revel.unice.fr/psei/>.

Fontanel, J. (2019), « Géopolitique de la Méditerranée. Un territoire de conflits économiques, politiques, religieux, environnementaux et humanitaires », in « Méditerranée, (Matmati, M. Ed.) Economica, Paris.

Fontanel, J. (2019), Globalisation économique, facteur d'inégalités, hal-02142671.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2020), L'arme économique du droit extraterritorial américain. Cahiers de l'Espace Europe n°21. Grenoble.

Fontanel, J. (2020), L'introuvable paix économique, ThucyDoc, « afri-ct.org »

Fortman, M. (2000), Guerre, in « Dictionnaire de Stratégie », sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, Paris.

Fukuyama, F. (1991), La fin de l'histoire et le dernier homme, Flammarion, Paris.

Galbraith, J.K. (1968), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, Paris.

Galbraith, J.K. (2004), Les mensonges de l'économie, Grasset, Paris.

Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. P. 34.

Keynes (1932), Essays in persuasion, Cambridge University Press, 1972.

Krugman, P. (2012), Sortez-nous de cette crise maintenant ! Flammarion, Paris.

Kaysen, C. (1990), Is war obsolete ?, International Security, Vol.14. n°4.

McCormick, R.D. (2000) 10 Myths about globalization, Vital Speech of the Day, Nov, 15.

Meadows, De., Meadows, Do., Ronders, J. (2002), Les limites de la croissance, L'écopoche, Paris.

Passet, R. (2000), L'illusion néo-libérale, Fayard, Paris.

Perroux, F. (1952), Les coûts de l'homme, Economie Appliquée, janvier-mars.

Platon (350, av. JC), Les Lois,

Ramel, F. (2002), Origine et finalité de la Cité idéale : la guerre dans la philosophie grecque, Raisons politiques, n°5, pp 113.

Spinoza (1994), L'Ethique, Gallimard, Paris.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald.

Stiglitz, J.E. (2002), La grande désillusion, Fayard, Paris.

Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Collection Babel, Actes Sud, Arles.

Sun Tzu (-5^e siècle av. JC.), L'art de la guerre, Fayard, Paris, 2018.

Thurow, L. (1992), La Maison Europe, Calmann Levy, Paris.

Compétitivité ou guerre économique

Jacques Fontanel

La compétitivité est un facteur de survie des entreprises. Le mercantilisme considère que l'objectif d'une économie nationale est la puissance du Prince, ce qui conduit parfois à l'expression d'une guerre économique²⁷. La nature dangereuse des relations entre la guerre et l'économie a déjà été clairement énoncée²⁸. Elle met en évidence les contradictions des analyses économiques dominantes, en s'inspirant des règles de la logique mathématique. Entre les idées principales « évidentes » souvent ressassées par paresse intellectuelle se cache des contradictions que bien trop de commentateurs « scientifiques » ou vulgarisateurs semblent négliger, comme si l'apprentissage de l'excellence de la mémoire (« par cœur ») constituait un obstacle insurmontable à un véritable discours critique. Pour simplifier, il est possible de présenter ces contradictions sous la forme de trois propositions :

- Les théories libérales affirment que la mise en place d'un marché mondial libre de toutes contraintes douanières ou d'obstacles administratifs est une condition sine qua non du développement économique.

- Grâce au jeu subtil des fameux « avantages comparatifs » mis en évidence il y a deux siècles par David Ricardo, ce développement économique généralisé bénéficient à toutes les économies nationales. Certes, les fruits de cette politique seront répartis plus ou moins équitablement entre les Etats, mais chacun d'entre eux verra sa situation économique et sociale s'améliorer.

- Cependant, les pays doivent de toute urgence entreprendre les réformes nécessaires (toujours qualifiées de courageuses) sous peine de rater les fruits des avantages afférents à la mise en place des structures nécessaires à la mondialisation. Il s'agit donc de prendre ce chemin le plus rapidement possible pour améliorer sa position compétitive.

En conclusion, si la première assertion incite à l'insouciance et à l'optimisme, la seconde explique que toutes les économies y ont avantage, mais à des degrés différents. La troisième plonge les Nations dans une atmosphère anxieuse de compétition qui conduit, in fine, à considérer des gagnants et des perdants, les premiers disposant de revenus importants, les seconds définitivement déclassés en termes de bien-être et d'avenir économique et social²⁹.

²⁷ Saby,B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, L'Harmattan, Paris.

²⁸ Galbraith, J.K (1993), Le pouvoir économique autonome, in « Economistes de la paix », J.Fontanel Ed. Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2003), Guerre et économie, les liaisons dangereuses, in « Guerre et économie », Ed. J-F. Daguzan et P. Lorot, Ellipses, Paris, 2003.

Smith, R. , Fontanel, J. (2008), International security, Defence economic and Powers of Nations, in War, Peace and Security », Emerald, Vol.6. London.

²⁹ Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

Deux pays isolés, sans relations économiques, n'exercent a priori aucun effet l'un sur l'autre. L'ouverture des frontières économiques et la compétition modifient le potentiel de chacun d'eux, ce qui permet à chaque pays d'accélérer son développement. La loi des coûts comparatifs de Ricardo permet de justifier l'échange économique et son intérêt pour tous les participants. Le jeu ricardien est à somme non nulle, positive, de type « gagnant gagnant », ce que l'on démontre aisément avec deux acteurs. Cependant, d'un point de vue logique, la démonstration ne va pas de soi. Dans toute compétition, il y a un gagnant et un perdant, ce qui définit un jeu à « somme nulle ». Or, le « libre échange » n'est pas un jeu à somme nulle, il est supposé améliorer le résultat global. Un raisonnement de type socratique devrait nous conduire alors à considérer que le libre-échange n'est pas une compétition.

Avec plusieurs acteurs, l'application du système des avantages comparatifs produit certes des gagnants, mais aussi des perdants, même si l'avantage cumulé de l'ouverture du marché est « globalement positif » pour le développement économique mondial. Il conduit à une situation d'optimalité globale, mais les avantages comparatifs ne sont d'une part ni pérennes, ni également distribués. Dans une analyse globalisée, le « jeu » des résultats met en évidence l'intérêt global de l'ouverture des marchés et la capacité pour chaque entité d'en recevoir une part, mais en dynamique la misère et la famine peuvent naître d'une situation de concurrence, notamment quand le vainqueur « prend tout ». En outre, il suffit d'une innovation majeure, de nouvelles découvertes de matières premières ou énergétiques ou d'un conflit social latent ou exprimé pour que les comparaisons des avantages des pays conduisent à des résultats divergents. Les « sauts » épistémologiques viennent heurter de plein fouet l'idée selon laquelle un pays aurait des avantages comparatifs immédiats qui seraient pérennes. En attendant, le capital physique obsolète ne se remplace pas d'un simple trait de plume et le pays doit rechercher sur une période plus ou moins longue son « avantage comparatif », en même temps qu'il subit un effondrement de son économie. Si au XIXe siècle un Etat avait été spécialisé dans la production de bougie, il aurait pu connaître une crise économique redoutable avec l'apparition de l'électricité.

Concrètement, les avantages comparatifs changent d'importance ou de nature lorsque surviennent des événements non homothétiques entre les économies de marché nationales. Si la monnaie n'est pas unique, la dévaluation va exercer ses effets « réparateurs » pour l'économie nationale endettée, même si elle ne pourra pas non plus modifier à court terme certaines inerties des structures concernant la propension à investir, les effets d'attractivité, les mouvements sociaux, la confiance des citoyens et des agents internationaux, etc. Dans le cas de la monnaie unique, la seule politique des pays endettés implique une politique d'austérité, caractérisée par la baisse des salaires et de la protection sociale. En ce sens, c'est une politique déflationniste qui est appliquée, laquelle dévalue notamment la valeur du travail en vue de rendre l'activité économique nationale de nouveau compétitive.

Il s'agit, pour les pays concernés, de faire des efforts pour réduire leurs coûts, notamment ceux afférents à la rémunération des salariés, d'autant plus que l'internationalisation des entreprises conduit les actionnaires à être exigeants concernant le maintien de leurs propres rémunérations en faisant planer les menaces de délocalisation financières ou physiques. C'est ainsi que les salariés grecs ont perdu 30 % de leurs revenus, alors que les retraités ne

reçoivent plus que 60 % de leurs pensions de 2011. Or, l'austérité conduit toujours à une autre forme d'austérité, pour la combattre des délais importants sont exigés (alors que le problème présent demande une réponse rapide) ce qui retarde « l'effet compétitivité » attendu et aggrave la crise dans l'immédiat. En outre, elle peut aussi s'étendre aux pays qui avaient des échanges commerciaux positifs avec les pays concernés et qui ne trouvent plus de clients pour leurs produits. C'est pourquoi d'ailleurs, le G20 et le FMI réclament aujourd'hui une relance des dépenses publiques en vue de restaurer une économie mondiale atone.

L'Allemagne dispose d'un excédent de ses soldes courants équivalent à la somme des déficits courants de 5 pays européens, le GIPSI (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne et Italie). Elle bénéficie de cette situation grâce à une « dévaluation interne » engagée par Schröder en 2000, alors que les pays du GIPSI se sont livrés à des anticipations très optimistes, peu rationnelles (notamment avec des augmentations de salaire 4 fois supérieures à celles de l'Allemagne de 2000 à 2008) qu'elles ont payé dès lors que la crise mondiale de 2007-2008 a éclaté aux Etats-Unis. L'Allemagne s'est mis en ordre de compétition, elle a prêté l'argent au GIPSI afin de vendre ses propres produits « Made in Germany ».

Le processus d'endettement des pays est simple. D'abord, l'aléa moral des banques (lesquelles spéculent et se retournent ensuite vers les autorités publiques nationales lorsque la crise s'annonce pour réclamer une aide spécifique) conduit l'Etat, trop imprégné de l'idée selon laquelle la faillite des institutions financières conduirait de fait à un effondrement du système économique, à « récupérer » indirectement ou directement les dettes privées. Lorsqu'un pays ne peut plus payer du fait de ses échanges extérieurs déficitaires, les pays « riches » proposent alors des prêts qui vont conduire à l'endettement public et privé. En 2008, la responsabilité des dettes souveraines concernant cette crise a souvent été évoquée. Pourtant, l'Espagne avait une dette publique moins importantes que celles de l'Allemagne et de la France, et en 2006 et 2007 elle avait même un excédent du budget public. La sphère privée était très endettée dans l'immobilier, lequel secteur achetait les produits « made in Germany » pour développer ses activités. En fait, les futurs retraités allemands ont avancé l'argent aux promoteurs espagnols. La bulle immobilière a tout emporté.

Pour sortir de ce piège, les politiques économiques de l'Europe et de la zone euro s'articulent autour de quatre scénarios :

- la dévaluation interne d'un pays par la politique d'austérité,
- la réévaluation interne à l'intérieur du pays économiquement dominant,
- l'endettement du pays affaibli qui conduit à terme à des difficultés économiques insupportable et
- la libre circulation du facteur travail, qui pourrait satisfaire l'objectif d'une zone monétaire optimale.

Deux politiques sont privilégiées dans les négociations européennes, soit la sortie de la zone euro pour les pays trop fortement endettés, soit une transformation de la zone euro. Il serait aussi possible de concevoir de nouvelles formes de développement, notamment le retour à une monnaie nationale, une réévaluation interne de l'Allemagne ou l'essor de la compétitivité et de l'attractivité de la zone euro.

- Le retour à une monnaie nationale conduirait inéluctablement à augmenter la dette d'un pays, au regard de la dévaluation qui en résulterait. Cette hypothèse n'est pas évidente. En effet, si le franc est restauré, la valeur de l'endettement en franc sera déterminée sur la base officielle de change telle qu'elle a été définie lors de la création du pouvoir libérateur de l'euro dans la zone. Ensuite seulement la monnaie pourra être dévaluée dans le cadre du taux de change flottant. Dans ce contexte, si je devais 100.000 euros, j'ai une dette de 655.977 francs dans un premier temps. Le risque de change est porté par les créanciers, selon le principe du « *lex monetae* ». Si la dévaluation est de 20 %, la dette devient égale à 524.765 euros. En fait, la dévaluation interne a le même impact que la dévaluation stricto sensu, mais elle est sans doute plus grave pour l'ensemble des structures économiques du pays qui la subit.

- Pour lutter contre les politiques d'austérité, il faudrait que l'Allemagne accepte d'idée d'une réévaluation interne, caractérisée par une augmentation des salaires, des retraites ou des aides sociales. Elle aurait une incidence positive sur tous les pays concernés, la crise serait jugulée « par le haut », pour des raisons psychologiques bien connues, liées à l'hyperinflation de l'entre deux guerres mondiales du XX^e siècle. Malgré les suggestions du FMI, l'Allemagne refuse de s'engager dans cette voie. Elle ne veut pas prendre le risque d'une légère inflation et elle manifeste une aversion pour la réévaluation. Elle mène indirectement une politique de « *beggar-thy-neighbour* » qui ne dit pas son nom. Ce comportement n'est pas rationnel. En fait, la politique de l'Allemagne s'apparente partiellement à deux principes de l'école mercantiliste. D'abord, la puissance de l'Etat suppose la réalisation d'un excédent commercial, lequel donnera au Prince la possibilité d'exercer un pouvoir dominant sur ses débiteurs ; ensuite, le bien-être des sujets de sa majesté n'est pris en compte que dans la mesure où il sert la puissance de l'Etat. Cependant, le mercantilisme va beaucoup plus loin dans les mesures de coercition à l'encontre des pays qui se dressent contre le Prince³⁰. L'Allemagne reste toujours ouverte aux échanges internationaux, notamment européens, même si elle s'enorgueillit de l'importance de ses excédents commerciaux. Elle pourrait mieux considérer ses travailleurs, mais sa position économique dominante lui donne un sentiment de puissance qui réconforte ses citoyens, convaincus qu'ils disposent ainsi d'une meilleure économie que ses concurrents, justification suprême pour maintenir les mêmes dirigeants en place, avec les mêmes politiques, alors même qu'ils pourraient exiger de meilleures conditions d'existence. Ainsi, le commerce international n'est pas bénéfique à tous les protagonistes, il se présente comme un champ de bataille où surgissent, disparaissent ou triomphent des entreprises, des emplois, des richesses. La compétitivité d'une économie nationale, décrite par Krugman (« un pays n'est pas une entreprise », n'en est pas moins l'objectif de la plupart des grandes puissances mondiales.

³⁰ Cependant, le mercantilisme va beaucoup plus loin dans les mesures de coercition à l'encontre des pays qui se dressent contre le Prince. Il suggère notamment qu'un Etat doit tendre à réduire, voire à supprimer ses importations et qu'il n'engagera des exportations que dans la mesure où celles-ci ne faciliteront pas le développement économique des pays voisins (notion d'exportations « paupérisantes »). En outre, la guerre peut être engagée pour conquérir de nouveaux espaces (prédation), à la recherche de la richesse, une arme essentielle pour asseoir la grandeur du Prince.

- Dans le contexte de la mondialisation, l'essor de productivité nationale est jugé essentiel pour maintenir la compétitivité. Il faut toujours que les richesses croissent. Le problème fondamental réside dans la consommation ostentatoire présentée par Veblen. Elle situe un certain niveau de la consommation comme la marque d'appartenance à un milieu plus ou moins privilégié. En fait, par une consommation hors norme, notamment en qualité, il s'agit de mesurer son bien-être à l'échelle de celle des autres. Elle fait référence aux théories de « capillarité sociale », le passage d'un niveau de consommation et de revenu à un niveau supérieur auquel l'individu aspire appartenir, au moins dans un premier temps, comme une étape dans sa vie (Jacques Séguéla « Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ! »). Dans ce monde, les effets externes de ces comportements sont négatifs, on crée une société de manque de produits dont l'intérêt vital est nul, au prix d'un gaspillage considérable³¹ qu'auront à payer les générations futures.

Cependant, la sociologie des groupes façonne la psychologie et le comportement de ses membres. Si l'on demande à un groupe s'il préfère une solution d'un revenu de 20, le même que son rival, à une autre solution où il dispose de 30 quand son rival obtient 40, il préfère souvent la première solution. Le désir de différenciation accepte le principe de l'amputation d'un avantage. Il est vrai que ce type d'analyse n'est pas toujours disponible et que les choix dépendent donc d'informations partielles sur lesquelles se bâtissent des comportements de groupe relativement irrationnels au regard du concept dominant de science économique, à savoir la recherche de l'optimum de bien-être. Dans ce cas, le « besoin » exprimé n'est pas fondé sur la nécessité de survie de l'homme, mais il est orienté par l'organisation de la société et le type de culture qu'elle secrète. Les Etats, mais aussi les citoyens, confrontent leurs résultats, sur la base d'indicateurs parfois discutables (comme le PIB, par exemple), ils expriment ainsi une volonté de puissance qui vient de civilisations qui ont connu, subi ou engagé des guerres.

La compétition économique, souvent sauvage, n'est pas la forme moderne des guerres armées et un prolongement de la guerre économique conduite par un groupe d'Etat contre un autre Etat jugé coupable d'actions préjudiciables aux citoyens du monde. Il est vrai que les victimes de la faim ou des épidémies sont souvent plus nombreuses que celles qui meurent sous le feu des bombes ou des machettes. L'effet naturel du commerce n'est pas la paix, comme l'indiquait, en son temps, Montesquieu. La rivalité l'emporte sur la coopération et l'ensemble de l'Union européenne est déstabilisé par cette politique qui s'applique dans le cadre d'une monnaie commune, résultat paradoxal d'une coopération et d'un accord entre les gouvernements. L'économie cosmopolite dont se réfère dans leurs analyses les néo-classiques et les libéraux se propose de définir des règles qui conduisent au bien-être universel. L'économie politique s'interroge plutôt sur les conditions de la puissance relative d'une Nation en relation avec les autres Nations sur les marchés globalisés.

Les Etats ont souvent été une construction issue des guerres, lesquelles en sont le fondement. Les sociétés se comparent alors, elles s'opposent, c'est la guerre qui structure les sociétés. La solidarité s'est éteinte sur l'autel de la

³¹ Kempf, H. (2007), Comment les riches détruisent la planète, Le Seuil, Paris.

compétitivité, ce qui interroge sur les intérêts ultimes des pays qui sont victimes de cette forme de « violence » quotidienne. Dans ce contexte, le complexe patriotique l'emporte sur la rationalité. Le groupe national libère les citoyens de la pression énorme engendrée par leurs désirs refoulés, aiguisés par les messages envoyés par les marchés. Les patriotes peuvent même avoir l'illusion d'appartenir à une équipe en marche qui doit l'emporter face à ceux qui sont leurs concurrents, leurs adversaires, leurs ennemis.

L'Union européenne accepte donc, sans le dire, la règle du « malheur au vaincu ». Que reste-t-il donc de cette grande idée d'une Europe économiquement forte et solidaire face à la « Chinamérique » ? En fait, l'Union européenne ne peut continuer à fonctionner dans une posture qui la fragilise par rapport au reste du monde qu'en acceptant de réaliser des transferts entre ses membres. En effet, si le facteur travail est complètement libéralisé entre les membres de l'Union, les pays à économie faible paieront l'éducation des enfants, ils continueront à financer les services publics et les retraites, tout en perdant leurs forces vives qui s'installeront dans les pays à économie forte. Il faut accepter que les créanciers fassent à leur tour des sacrifices. Aux Etats-Unis, Washington (qui représente des deux tiers des dépenses publiques) donne toujours les mêmes avantages à tous les Etats en fonction de leurs besoins. Certes, les transferts vont à l'encontre du sentiment patriotique, mais pourquoi ne pas créer une nouvelle communauté élargie acceptant les transferts et bénéficiant d'avantages comparables.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont engagé aussi une forme de guerre économique à l'encontre de la Syrie, de l'Irak et de la Russie. Ce type de conflit a toujours existé, notamment lorsqu'il fallait isoler l'ennemi et le soumettre à la famine par le canal des sièges militaires et des blocus. Aujourd'hui, l'ONU n'est plus favorable à la guerre économique, elle souhaiterait que ne soient concernées par ces opérations que les responsables militaires ou politiques, mais que les civils soient libérés de cette menace. On fait alors référence à des sanctions « ciblées », mais celles-ci sont difficiles à mettre en place, sauf souvent par le canal du gel des avoirs à l'étranger des « coupables ». En revanche, l'Union européenne et les Etats-Unis campent sur leurs positions, sans en référer à l'ONU. C'est un acte de guerre, qui est normalement fondé sur les crimes d'un régime ou d'un Etat. Or, le jugement n'est pas internationalement reconnu, il n'y a pas de procès spécifique, il s'agit donc bien d'un acte de guerre. Les sanctions prises contre la Syrie ont été particulièrement violentes, elles conduisent à priver les Syriens de ressources alimentaires et de médicaments. La violence de ces actions est moins spectaculaire que les bombardements russes sur Alep, mais sont certainement plus meurtriers pour ceux qui n'ont pas voulu ou pu quitter ce pays martyr. Les sanctions supplémentaires n'aident pas le dialogue et les solutions diplomatiques. Les sanctions supplémentaires, décidées en octobre 2016, n'aident pas le dialogue et les solutions diplomatiques. La Russie ne manque pas d'inquiéter comme voisin, au regard de ses incursions dans les espaces aériens nationaux ou de ses cyberattaques. La Russie et les Etats-Unis cherchent simultanément à diviser et à affaiblir l'Europe. Ce n'est pas déjà la guerre froide, mais c'est aussi des conflits qui pèsent économiquement sur les populations et leur font entrevoir des réformes aux contours incertains.

Aujourd'hui, les démocraties subissent de fortes attaques et l'économie de marché est incapable de se réguler³². Dans un monde économique qui n'a jamais été aussi riche, les pays connaissent partout dans le monde de nombreuses et profondes inquiétudes face aux inégalités sociales croissantes³³, aux tensions politiques exacerbées, à la menace terroriste, aux migrations incontrôlées et à un contrôle des médias par quelques groupes d'intérêts particuliers. Le progrès technologique ne semble pas améliorer le sentiment de bien-être des individus. Dans ce contexte, la démocratie souffre des exigences économiques exercées sur les plus fragiles et les plus précaires. Les mécanismes de protection sociale sont menacés. Une lutte de plus en plus puissante commence à se dessiner, entre ceux qui prônent l'essor de leur économie nationale quels qu'en soient les prix pour les citoyens et ceux qui considèrent que sans progrès social le progrès économique n'a pas de sens. Sans une politique économique et sociale affirmée des gouvernants, la violence quotidienne de l'économie de marché produira des crises politiques à fort aléa moral susceptibles de conduire à de nouvelles guerres militaires dans le monde et de conflits civils nationaux.

Bibliographie

Bourguignon, F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Coédition Seuil et République des Idées, Paris.

Boyer, R., Drache, D. (1996) Ed., *States against market*, Routledge, New York.

Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). *Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale*. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2003), *Guerre et économie, les liaisons dangereuses*, in « *Guerre et économie* », Ed. J-F. Daguzan et P. Lorot, Ellipses, Paris, 2003.

Fontanel, J. (2005). *La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs*. Editions L'Harmattan.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). *For a general concept of economic and human security. The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, 75.

Fontanel, J. (2018), *Puissance et nationalisme économique*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis

Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

Galbraith, J.K (1993), *Le pouvoir économique autonome*, in « *Economistes de la paix* », J.Fontanel Ed. Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

³² Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

³³ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil. Paris.

Galbraith J.K. (1974). La science économique et l'intérêt général, Paris, Editions Gallimard, 1974 (Original title : Economics and the public purpose, 1973)

Kempf, H. (2007), Comment les riches détruisent la planète, Le Seuil

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saby, B, Saby, D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, l'Harmattan Paris.

Saby,B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Saez, E., Zucman, G. 2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. War, peace and security, 6, 37À52.

Les nouvelles stratégies de la guerre économique

Jacques Fontanel

Les armes nucléaires sont particulièrement dissuasives pour les ennemis des Etats qui en disposent. Dans ce cadre, les armes économiques constituent un moyen potentiel privilégié en vue d'affaiblir ou de contraindre un ennemi potentiel ou ressenti (Fontanel, 2010). Cependant, l'intensité et les formes d'un conflit politico-économique sont différentes selon leur application. Les sanctions peuvent être soit unilatérales lorsqu'un seul pays les applique, soit multilatérales quand deux ou plusieurs pays sont concernés. Elles n'impliquent pas nécessairement une action militaire future, c'est un avertissement et parfois une punition qu'auront à supporter les citoyens du pays concerné.

L'utilisation de l'arme économique a pour objectif d'exercer des actions coercitives à l'encontre d'un ou de plusieurs Etats en vue de modifier les « effets supposés pervers » des règles commerciales internationales, d'inciter fortement un Etat à se conformer aux règles internationales concernant les armes nucléaires (Traité de non-prolifération Nucléaire ou TNP), chimiques ou bactériologiques, de réduire les menaces militaires dans une zone géographique précise, de respecter les règles humanitaires concernant les droits de l'homme ou la liberté du commerce et de l'industrie, et d'obéir à ces lois sans intention de nuire à l'économie nationale des autres pays appartenant à la communauté mondiale autour de l'OMC, du FMI et de l'ONU. Les sanctions économiques négatives doivent, pour être efficaces, conduire le pays cible à modifier, de gré ou de force, son attitude dans un sens conforme à celui réclamé par les pays qui exercent ces actions. Le 26 septembre 2018, Washington a dénoncé l'attitude de l'Iran dans le domaine du nucléaire militaire, en considérant que « l'agression de l'Iran ne faisait qu'augmenter ». L'accord signé deux années précédemment était peut-être respecté, mais il s'agissait, pour Donald Trump, d'un mauvais accord qui laisse encore aujourd'hui planer de lourdes menaces sur la paix dans la région. Pendant les guerres militaires, l'arme économique s'exerce aussi, en obligeant l'ennemi à capituler sous la menace d'une famine générale organisée par l'envahisseur potentiel.

Lorsque les Etats-Unis décident de lutter contre le déficit commercial national relatif aux échanges internationaux avec la Chine, s'agit-il d'une guerre, d'une défense de l'économie nationale ou d'une remise en cause des règles ou le contrôle du libre-échange définis par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ? Il s'agit plutôt d'un différend interétatique portant sur les avantages accordés à la Chine concernant le caractère public de nombreuses entreprises chinoises et la protection des brevets industriels. Washington dispose d'un pouvoir de coercition puissant qui lui permet, sans menace complémentaire d'action militaire, d'agir sur un Empire du Milieu aux comportements économiques contestés. L'Union européenne subit aussi les effets du leadership américain, notamment par sa capacité à imposer les lois américaines lorsque les Etats-Unis sont en conflit avec un pays qualifié de « rogue state ». Elle n'a pas eu la capacité de réagir face à la

volonté de Donald Trump d'engager de nouvelles actions économiques à l'encontre de l'Iran sur la question des accords concernant l'arme nucléaire iranienne, qu'il était le seul à remettre en cause.

I. Les armes économiques

Plusieurs armes coexistent

- **L'embargo** concerne l'arrêt des exportations d'un Etat vers un autre Etat. Il s'agit d'une sanction officielle, décidée par un ou plusieurs gouvernements à l'encontre d'un ou plusieurs autres pays, à la suite d'un conflit stratégique, politique, militaire ou économique opposant les parties. La stratégie d'embargo est généralement accompagnée de mesures de rétorsion à l'encontre des Etats et des entreprises qui chercheraient à contourner l'embargo, qu'ils soient ou non amis ou adversaires. Si les importations de matières premières et les biens énergétiques ne sont pas remplaçables nationalement ou sur les autres marchés internationaux, l'embargo généralisé sur ces consommations intermédiaires conduit inéluctablement à la paralysie de plusieurs secteurs de l'économie, laquelle, dans un second temps, s'étendra rapidement à la plupart des autres secteurs de l'économie nationale. Les USA appliquent des embargos géographiques (Corée du Nord, Soudan, Syrie, Cuba, Iran, Venezuela, Russie) et spécifiques (terrorisme, drogues, ventes d'armes). Pendant la guerre froide, Cuba a passé un accord de troc avec la Russie pour contourner l'embargo américain, mais le pays a connu une grave crise économique après l'effondrement de l'Union soviétique, puis la mise au ban international du Venezuela de Hugo Chaves. Aujourd'hui, le Venezuela est lui-même sanctionné par les Etats-Unis.

Le Boycott propose la suspension des exportations nationales (tout ou partie) vers un ou plusieurs Etats cibles. Elle est réservée aux produits stratégiques. L'efficacité du boycott suppose la réunion de plusieurs conditions. Elle dépend de la généralisation internationale de l'action, de l'importance stratégique des produits affectés et de la capacité à trouver sur les marchés internationaux des produits de substitution,

Le contrôle des échanges internationaux par un embargo et un boycott ciblé. « Le contrôle des échanges commerciaux a pour objectif d'affaiblir l'économie de l'adversaire ciblé en n'échangeant que les produits qui la paupérisent³⁴. Dans le cadre de l'OMC, il faut alors revendiquer des raisons spécifiques de sécurité nationale pour pouvoir engager une telle procédure.

Le gel des avoirs et des investissements étrangers

Le gel des avoirs touche directement les biens et les actifs financiers nationaux investis ou épargnés dans le ou les pays à l'initiative de l'action.

³⁴ Fontanel J. (2005), La Globalisation en « analyse » : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs, l'Harmattan, Paris, chap.9, p.474

La réponse attendue est soit l'obéissance du gouvernement au regard des conditions de l'action, soit sa destitution. Cette politique n'est pas toujours efficace, car les comptes secrets dans les paradis fiscaux se sont multipliés ces dernières années, même dans les pays démocratique (Fontanel, 2016).

Les sanctions « secondaires » ou l'extraterritorialité des sanctions économiques et commerciales constitue une exception américaine, depuis l'adoption des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy de 1996. Elles ont été combattues par l'Union européenne, notamment auprès de l'OMC, mais sans succès, Clinton avait décidé de les suspendre, mais Donald Trump les a réactivées. Les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy servent alors de justificatifs à l'application d'une stratégie délibérée de Washington en vue d'améliorer la position concurrentielle de l'économie américaine. La législation américaine s'impose souvent dans l'expression du droit international, notamment sur les questions relatives à l'application des sanctions internationales décidées par Washington, aux affaires de corruption d'agents publics à l'étranger et à la fiscalité des citoyens américains non-résidents (FATCA). Toutes les entreprises ou banques, américaines ou non, qui ne respecteraient pas les sanctions décidées par les Etats-Unis, seront passibles de lourdes sanctions financières. La dépendance des pays ou des firmes multinationales à l'économie américaine est souvent un facteur de faiblesse pour l'exercice libre des décisions stratégiques, politiques et économiques des pays concernés. La plupart des grandes firmes sont implantées aux Etats-Unis et aucune d'entre elles ne souhaite s'engager dans un conflit économique avec Washington.

L'attaque cybernétique est déclenchée par un dispositif informatique qui a pour objet d'exercer un acte malveillant, à l'encontre des composantes économiques, politiques ou militaires d'un pays, afin de fragiliser son système de défense, d'intervenir dans l'expression de ses choix démocratiques ou de désorganiser le fonctionnement normal des entreprises du pays. Il s'agit principalement de nuire à un pays avec un vol de données (secrets militaires, industriels ou politiques, par exemple) ou d'endommager ou de détruire le fonctionnement des systèmes d'information. Il s'agit d'une arme efficace d'avenir, à laquelle il faudra que chaque pays, chaque société, et chaque citoyen prennent la dimension de ses effets destructeurs.

Le blocus oblige le pays victime à vivre en autarcie. Il peut être aérien, naval, terrestre ou réticulaire. C'est l'équivalent d'un acte de guerre, notamment lorsque le pays ne dispose pas de ressources naturelles et énergétiques. Dans le monde d'aujourd'hui, il n'a jamais vraiment été appliqué, même dans la lutte contre l'apartheid, situation politique qui a cessé après l'effondrement de l'URSS.

II. Les différends économiques

Donald Trump a baissé les impôts sur les sociétés en vue d'attirer les entreprises étrangères aux Etats-Unis ou de rapatrier les activités des multinationales américaines. Ce faisant, il applique la politique dite de « beggar thy neighbour », laquelle conduit à s'enrichir sur le dos de ses alliés, mais ce n'est pas interdit par l'OMC.

Les différends commerciaux internationaux

L'échange international est soumis à des règles moins libérales destinées aux seuls pays ciblés. Plusieurs politiques peuvent alors être engagées.

- D'abord, la question de la souveraineté des Etats ne se discute pas, notamment lorsque les références à la sécurité nationale sont émises ou constatées et il est possible de taxer les importations d'un pays dont l'opposant estime qu'il contourne les règles normales et négociées du commerce international. En principe, il faut l'accord des membres de l'Organisation Mondiale du Commerce, et notamment de l'ORD (Organisation des Règlements des Différends), dont le jugement et les attendus peuvent être relativement longs à s'exprimer. Le gouvernement des Etats-Unis considère que les relations économiques internationales mises en place depuis plus de deux décennies lèsent les intérêts américains, notamment parce que la protection douanière des USA est faible par rapport à celle des autres pays ou ensembles économiques. La Maison Blanche exige la mise en place de droits de douane équitables, la protection effective des brevets américains et l'ouverture réelle du marché chinois. Il est alors difficile de parler de « guerre économique ».

- Le système économique américain se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme. Les Etats sont soupçonnés de mener parfois une « guerre des monnaies », à coup de dévaluations successives, ce qui accroît les tensions politiques entre les pays. Dans une « guerre monétaire », les pays engagent un conflit fondé sur « l'appauvrissement du voisin » (beggar thy neighbour). Souvent accusé de choisir un taux de change qui lui est favorable, Pékin a plutôt eu tendance à suivre les variations du dollar pour définir la valeur internationale du renminbi. La contestation du dollar comme monnaie internationale peut être légitime au regard de la politique de « benign neglect » engagée depuis toujours par la FED et le gouvernement américain. La monnaie comme instrument de compte, d'échange et de réserve est un instrument de pouvoir et une arme économique à plusieurs facettes. Si l'euro se présente comme un facteur supplémentaire de réduction des tensions internationales, il n'a pas facilité les politiques sociales, ce qui pourrait conduire à une remise en cause de l'adhésion des peuples aux systèmes monétaires internationaux existants. Aujourd'hui, le dollar n'est pas un bien commun, mais un instrument politique puissant sous le contrôle unique de la FED, alors que, comme monnaie internationale, il ne répond plus aux critères économiques de cette fonction, au regard de l'importance de l'endettement public et privé des Etats-Unis. Cependant, Donald Trump, considère que la finance est un outil et une arme pour la sécurité nationale des USA.

L'octroi ou non de la clause de la nation la plus favorisée

L'octroi de la clause de nation la plus favorisée proposée par l'Organisation Mondiale du Commerce permet à un pays de ne plus subir de discrimination commerciale dans les échanges internationaux. Le caractère politique de la décision ne peut guère être mise en doute. L'acceptation en 2002 de la Chine et de l'Arabie Saoudite comme membres de l'OMC appuyés par Washington n'était pas plus justifiée que le refus d'intégrer la Russie, après 18 années de négociation.

Les conflits fiscaux et d'endettement

La souveraineté des Etats sur la question des finances publiques n'a pas été remise en question. Cependant, l'OCDE et l'Union européenne s'interroge aujourd'hui sur les « paradis fiscaux » qui donnent aux firmes multinationales et aux propriétaires d'actifs financiers la possibilité de se prémunir contre toute forme de contributions publiques obligatoires et, parfois, à assécher les revenus collectifs des pays les plus pauvres. Les Etats développés eux-mêmes soutiennent anormalement les firmes, en leur ouvrant une palette complète de possibilités de placements à imposition minimale, soit dans des comptes satellites dans des petits pays exotiques, soit même à l'intérieur de leurs territoires. Sans accord international, le conflit par le canal de la fiscalité risque d'être mortifère pour l'ensemble des économies nationales, transformant des ressources publiques en de nouvelles ressources privées. La plupart des Etats se préoccupent à devenir tout ou partiellement des « paradis fiscaux », même la Russie a annoncé son intention d'engager une opération de ce type dans la région de Kaliningrad. Dans ces conditions, une crise économique internationale devient un risque majeur, avec des Etats exsangues incapables d'apporter leurs aides aux victimes de cette concurrence sauvage sans concession.

Les ruptures d'intégration économique : le Brexit

Le Royaume-Uni, à la suite d'un referendum, a souhaité quitter l'Union européenne. Il en a résulté une crise de confiance profonde dont les résultats ne sont pas encore connus. Cependant, il ne s'agit pas d'une guerre, il n'y a pas de procédures mettant en cause la sécurité nationale des deux Parties. Il s'agit de conflits politiques, de différends, qui trouveront une solution « dure » ou « souple », mais que l'on ne peut évidemment pas qualifier de « guerre économique ».

III. Les conflits économique-militaires

Ils concernent notamment les orientations des alliances militaires, relatives notamment au partage de l'effort financier à la défense commune (comme aime à le rappeler Donald Trump) ou les ventes d'armes (qui constituent une exception aux règles de libre-échange de l'OMC). L'Etat est donc en première ligne puisqu'il peut protéger certains secteurs stratégiques d'une concurrence exacerbée.

La recherche d'indépendance économique d'un Etat ou d'un groupe d'Etats à l'encontre d'un adversaire potentiel.

Washington estime que la défense d'un territoire ne doit pas dépendre d'un pays potentiellement agresseur, comme l'est la Russie depuis l'affaire

de Crimée. Le gouvernement des Etats-Unis s'oppose au projet Nord Stream 2 qui doit être construit par une joint venture russo-européenne, avec Gazprom en tête du projet du côté russe. Le conflit sur la fourniture de gaz de la Russie à l'Europe fait l'objet de tensions entre les Etats membres de l'OTAN. Cependant, après avoir renoncé au nucléaire et souhaité réduire la pollution de l'air, l'Allemagne a besoin, au moins à court et moyen termes, de gaz. Au sommet de l'OTAN du 11 juillet 2018, Donald Trump a exigé, sans succès, l'abandon du projet pour que l'Allemagne ne soit pas prisonnière de la Russie en matière énergétique. Pourtant, pour mieux faire capoter le projet, Washington accuse même Nord Stream2 de disposer de nombreux capteurs espions. Donald Trump laisse entendre que les entreprises, notamment européennes, qui participeraient à ce projet, seraient sanctionnées pour participer à un projet qui nuit à la sécurité des membres de l'OTAN. Elles se retrouveront sous la menace américaine en raison des sanctions votées contre Moscou en juillet dernier, dans le cadre du Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA) du 15 juin 2017, qui vise à sanctionner les activités de la Russie dans le domaine énergétique. Cependant, Bruxelles estime que la question est moins stratégique qu'économique. Aujourd'hui, les Etats-Unis disposent d'une importante infrastructure de terminal de gaz naturel liquéfié dont ils veulent tirer profit, mais le prix sera plus élevé que celui provenant du gazoduc. Pour l'Allemagne, Washington agit par intérêt, car le projet s'oppose à la volonté américaine d'écouler en Europe son gaz de schiste.

La suspension de l'aide économique destinée à un pays en développement est une action souvent efficace, même sous forme de simple menace. La décision des Etats-Unis de réduire, voire d'éliminer, son soutien financier à l'UNWA à l'encontre des Palestiniens est représentatif de la volonté politique de contraindre ce peuple, sous prétexte de l'existence du terrorisme et de la protection d'Israël. Cette stratégie vise à jouer sur l'interdépendance économique d'un pays afin de garantir et maintenir la paix. Il serait naïf de penser que l'aide accordée aux pays du tiers-monde soit distribuée d'une façon aléatoire et sans référence politique et stratégique. L'enserrement consiste à injecter le virus de l'aide à un pays afin de le rendre dépendant au regard de l'amélioration des conditions de vie ainsi obtenues. La politique de Brandt, l'Ostpolitik, concernant la République Démocratique allemande en est un exemple parfait. Aujourd'hui, les liens commerciaux semblent modérer les idéologies et discipliner les pays cibles.

Les « sanctions secondaires » constituent un enjeu déterminant de la souveraineté des Etats.

Les entreprises et les banques sont contraintes de se retirer de l'Iran si elles ne veulent être sujettes aux sanctions financières décidées par la justice américaine pour les activités entreprises avec les unités économique de l'Etat voyou (« rogue state »). Or, l'Europe et les pays signataires de l'accord sont favorables au maintien de l'accord nucléaire avec l'Iran signé en juillet 2015 par le Joint Comprehensive plan of action, en échange de la levée des sanctions commerciales, lesquelles l'ont été en janvier 2016.

Donald Trump refuse aujourd'hui d'en accepter les attendus. Il s'agit pour Washington d'exercer une forte pression sur le « régime iranien » en vue d'éradiquer les menaces que Téhéran exerce sur la région avec le développement de ses armes nucléaires et balistiques, son soutien aux organisations terroristes, ses Gardiens de la révolution, ses agressions armées dans la région, notamment au Yemen, et sa menace potentielle pour l'Etat d'Israël. Les « sanctions secondaires » s'appliquent lorsqu'un rattachement d'un acteur étranger avec les Etats-Unis, appelé le « nexus », dans une opération est susceptible de constituer une base légale de poursuites judiciaires. La loi FATCA ne semble disposer d'aucune limite de territorialité. Dans ce cas, l'administration américaine peut recueillir le contenu d'une boîte mail, obtenir la communication de messages privés et les données stockées dans les fameux « clouds ». Au fond, compte tenu des dépendances économiques multinationales des grandes sociétés de dimension mondiale, le retrait des Etats-Unis de l'accord et le retour vers des sanctions fortes contraint les entreprises à se retirer de leurs activités avec les acteurs économiques iraniens, car elles savent que leurs Etats d'origine ne disposent pas des éléments de rétorsion suffisants pour les protéger contre l'inflexibilité de Washington.

L'OFAC (Office of Foreign Asset Control) gère 27 programmes de sanctions économiques et il accroît constamment le domaine de son pouvoir extraterritorial. Le FBI lui-même peut enquêter dans le cadre des directives fournies par le seul Attorney General. En règle générale, les entreprises étrangères sont plus sévèrement punies financièrement que les sociétés nationales. Et, souvent, les actions judiciaires sont accusées de pratiquer une forme de harcèlement judiciaire, avec l'application de pratiques impérialistes. L'évolution des technologies et la financiarisation de l'économie donnent à Washington les moyens techniques de mener à bien les attaques offensives à l'encontre des entités qui ne respectent pas ses règles unilatérales. La Maison Blanche demande l'application des dispositions antérieures à 2016 et elle exerce d'ores et déjà les sanctions secondaires aux opérateurs non américains qui maintiennent des relations économiques et financières avec l'Iran. Aujourd'hui, l'exception permise par l'OMC concernant la sécurité a été mise en avant par Donald Trump pour justifier à la fois les décisions unilatérales des USA et l'application des sanctions secondaires. Dans cette situation, l'Organisation Mondiale du Commerce, elle-même menacée quant à ses fonctions et ses attributions, ne semble pas en mesure d'affronter Washington. Les actions de l'Union européenne restent stériles. Si philosophiquement, la position américaine n'est pas tenable, la décision de Washington a peu de chance d'être contestée par une OMC fragilisée, marginalisée et contestée par Washington qui l'avait pourtant, plus de deux décennies plus tôt, mise en place. L'OFAC (Office of Foreign Asset Control) gère 27 programmes de sanctions économiques et il accroît constamment le domaine de son pouvoir extraterritorial. Le FBI lui-même peut enquêter dans le cadre des directives fournies par le seul Attorney General.

Tableau n° 1 – Le coût des sanctions américaines (en millions de dollars) sur la base du FCPA, du FCAT et du non respect des embargos

Sociétés	Pays	Amendes	Dates
----------	------	---------	-------

Volswagen ?	Allemagne	18000	2019
Crédit Suisse	Suisse	5000	2018
Société générale	France	1340	2018
ING	Pays-Bas	775	2018
BNP Paribas	France	90	2018
Deutsche Bank	Allemagne	14000	2017
Crédit Suisse	Suisse	2600	2017
Telia Company AB	Suède	965	2017
BNP Paribas	France	350	2017
BNP Paribas	France	8974	2015
VimpelCom	Pays-Bas	398	2016
Olympus	Japon/USA	646	2016
Teva Phamaceutical	Israël	519	2016
Och-Ziff	Etats-Unis	412	2016
Commerzbank	Allemagne	1452	2015
UBS	Suisse	1500	2015
Crédit Agricole	France	787	2015
Schlumberger	France-USA	233	2015
Deustche Bank	Allemagne	2200	2015
Deustche Bank	Allemagne	258	2015
Alstom	France	772	2014
Alcoa	USA	384	2014
Avon	USA	135	2014
Hewlett-Pachard	USA	108	2014
Clearstream	Luxembourg	152	2014
Bank of Tokyo/Mistubishi	Japon	315	2014
Total SA	France	398	2013
Wheatherford International	USA	252	2013
HSBC	Royaume-Uni	1931	2012
Standard Chartered	Royaume-Uni	667	2012
JGC	Japon	219	2011
BAE	Royaume-Uni	400	2010
Panalpina	Italie	237	2010
Snamprogetti/ENI	Italie/Pays-Bas	365	2010
Technip	France	338	2010
Alcatel/Lucent	France	137	2010
Daimler	Allemagne	185	2010
ABM/Amro/Royal Bank Scotland	Pays-Bas	500	2010
Barclays	Royaume-Uni	298	2010
Crédit Suisse	Suisse	536	2009
KBR/Halliburton	USA	579	2009
Llyods	Royaume-Uni	500	2009
Siemens	Allemagne	800	2008

En règle générale, les entreprises étrangères sont plus sévèrement punies financièrement que les sociétés nationales. Et, souvent, les actions judiciaires sont accusées de pratiquer une forme de harcèlement judiciaire, avec l'application de pratiques impérialistes. L'évolution des technologies

et la financiarisation de l'économie donnent à Washington les moyens techniques de mener à bien les attaques offensives à l'encontre des entités qui ne respectent pas ses règles unilatérales. La Maison Blanche demande l'application des dispositions antérieures à 2016 et elle exerce d'ores et déjà les sanctions secondaires aux opérateurs non américains qui maintiennent des relations économiques et financières avec l'Iran. Aujourd'hui, l'exception permise par l'OMC concernant la sécurité a été mise en avant par Donald Trump pour justifier à la fois les décisions unilatérales des USA et l'application des sanctions secondaires. Dans cette situation, l'Organisation Mondiale du Commerce, elle-même menacée quant à ses fonctions et ses attributions, ne semble pas en mesure d'affronter Washington. Les actions de l'Union européenne restent stériles. Si philosophiquement, la position américaine n'est pas tenable, la décision de Washington a peu de chance d'être contestée par une OMC fragilisée, marginalisée et contestée par Washington qui l'avait pourtant, plus de deux décennies plus tôt, mise en place. Il est remarquable de constater que la Chine et l'URSS sont préservées de toutes importantes sanctions, car ces pays refusent la forme d'impérialisme juridique de Washington. Ces règles créent un fort mécontentement des Alliés, ce qui à terme pourrait fragiliser le rôle international dominant du dollar. Le soft power de Washington est particulièrement efficace dans les rapports de force de la globalisation économique. Il fonctionne principalement contre l'Europe, comme un coût indirect payé pour la défense de cette dernière dans le cadre de l'OTAN.

IV. La guerre économique

Plusieurs stratégies peuvent être mises en place, de l'appauvrissement par l'effort de préparation à une guerre violente, en passant par les stratégies de la rupture ou de la punition internationale ou celles de la domination externe et le contrôle interne.

L'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre implique le fameux dilemme du « beurre ou du canon ». Cette stratégie a pour objectif principal d'appauvrir l'ennemi en l'obligeant à recourir à une course aux armements. En termes de coûts d'opportunité, les dépenses engagées dans le secteur militaire exercent parfois des effets de substitution au détriment de produits socialement utiles, ce qui réduit la capacité du pays à financer d'autres consommations ou investissements publics ou privés. Le pays le plus pauvre s'appauvrit plus rapidement pour maintenir une politique de dissuasion. L'Etat qui dispose le moins de ressources économiques n'a qu'une probabilité de victoire réduite par rapport à l'action de son adversaire. Cette stratégie se base donc sur « l'effet de fatigabilité », l'Etat le moins développé économiquement est « normalement », toutes choses égales par ailleurs, perdant dans ce jeu de poker. La militarisation de l'économie est une des causes les plus importantes qui ont favorisé la déliquescence de l'URSS, surtout quand on sait que Moscou a consacré 20 à 30% de son PIB au secteur militaro-industriel pendant presque un demi siècle, alors que les Etats-Unis

dépensaient, selon les périodes, entre 5 et 8% de leur PIB. L'échec politique et économique de l'Union soviétique est dû sans doute à une gouvernance autoritaire excessive, à une économie profondément martyrisée par les guerres mondiales et les effets de la révolution, mais plus certainement ensuite à cause de la place excessive du complexe militaro-industriel dans l'économie du pays, dont le coût d'opportunité en termes de développement a été un facteur déterminant.

La stratégie de la punition internationale a été appliquée contre des pays ayant commis des actes internes ou externes répréhensibles aux yeux de la communauté internationale, comme l'apartheid en Afrique du Sud ou en Rhodésie. Dans ce cas, la stratégie consiste à mettre en place des sanctions économiques ayant pour but de réduire les bénéfices du commerce extérieur du « rogue state », en jouant sur la structure rigide de sa production par l'application d'un embargo sélectif. Avec l'effondrement de l'URSS et du Pacte de Varsovie, l'Afrique du Sud a abandonné l'apartheid. Un blocus complet est toujours difficile à réaliser sans dissuasion militaire.

La stratégie de la domination et de la puissance économique et politique pousse les pays puissants à influencer les décisions militaro-stratégiques des pays les plus faibles. A cette fin, ils utilisent l'action ou la menace d'actions économiques inamicales. En 1981, au moment de la « loi martiale » à Varsovie, le gouvernement des Etats-Unis a suspendu toutes les licences d'exportation des produits et technologies du gazoduc euro-sibérien, étendues aussi bien aux entreprises américaines qu'aux sous-traitants européens. Washington a institué la suspension des crédits de garantie, mais aussi celle de l'octroi de la nation la plus favorisée des membres du GATT pour tous les Etats qui ne respecteraient pas cet accord. L'Union européenne a été conduite à porter plainte auprès du Tribunal de La Haye. Dans ce contexte, les Etats-Unis, en accordant à leurs sanctions une portée extraterritoriale, ont provoqué l'émoi des utilisateurs des technologies sous brevets américains sur leur propre liberté d'action lorsqu'ils ont normalement financé ces produits. Un semestre plus tard, Washington est revenu sur cette décision. C'est une politique de dissuasion et de représailles, il s'agit de déstabiliser l'économie nationale du pays ciblé. Plus récemment l'arme énergétique est devenue la stratégie préférentielle de la Russie contre l'Ukraine. Depuis l'invasion de la Crimée par la Russie, les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne ont de mars à juillet 2014 interdit l'accès à leurs territoires de certains responsables politiques russes, l'OTAN a suspendu sa coopération militaire avec Moscou, les transactions d'affaires pour des entreprises et officiels russes ont été proscrites par Washington. entre la Russie et les Occidentaux.

Tableau 2 : Résumé succinct des sanctions américaines appliquées à l'Iran en 2018 (tableau établi par nos soins)

Sanctions	Contenu
-----------	---------

Primaires	<ul style="list-style-type: none"> - Un embargo sur les armes et les équipements à usage dual - des mesures d'embargo commercial et sur les investissements, qui interdisent de fait quasiment tous les échanges avec l'Iran, même si ces dispositions peuvent connaître des évolutions conjoncturelles. - Le gel d'avoirs concernant des personnes physiques ou morales appartenant ou contrôlées par le gouvernement iranien, soutenant le terrorisme, la répression en Syrie ou en Irak.
Secondaires	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction d'accès concernant les marchés publics américains et les programmes financés par les fonds fédéraux. - Interdiction d'emprunter aux banques américaines et même d'engager toute transactions financières avec elles - Interdiction d'acquérir des actifs aux Etats-Unis ou d'exercer une activité commerciale. - Mise en conformité possible, avec un « moniteur » ou paiement d'amendes significatives pour toute infraction
Les entités non américaines susceptibles de sanctions secondaires non pénales, à la discrétion de l'administration américaine, pour les opérations ci-contre.	<ul style="list-style-type: none"> - Ventes de technologies applicables aux armements, notamment aux armements de destruction massive, - Participation à l'extraction et à la transformation de l'uranium, - Participation à des d'activités financières avec les banques iraniennes spécifiquement sanctionnées, - Investissements dans le secteur énergétique en Iran, - Vente de matériels et services pour l'exploitation des hydrocarbures et l'industrie pétrochimique, - Vente de produits pétroliers raffinés et fourniture de biens et services destinés au secteur de l'énergie, - Participation au transport des hydrocarbures, - Participation aux activités liées à la construction navale et aux transports maritimes, - Ventes de services d'assurance, notamment liée à la dette publique iranienne, - Vente des métaux précieux, des services d'assurance et change du dollar avec le rial iranien, - Fourniture de services dans les secteurs de l'automobile ou des métaux précieux.

La Maison Blanche a réduit l'accès aux financements pour Rosneft et Novatek ainsi qu'aux entreprises russes de la finance, de l'armement et de l'énergie. Le 12 septembre 2014, les transferts de technologie dans le domaine énergétique ont été suspendus. En 2020, la situation sur le terrain n'a pas changé, même si des rebondissements apparaissent régulièrement

dans les rapports Les sanctions sont nombreuses et de types différents. D'un point de vue diplomatique, le G7 a tendance à remplacer le G8 (avec la Russie) et les négociations relatives à l'adhésion de la Russie à l'OCDE et à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sont toujours suspendues. Les sanctions économiques spécifiques contre la Russie ont été prorogées plusieurs fois, dans le cadre de la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk prévus en décembre 2015. Elles concernent une limitation d'accès aux marchés primaires et secondaires des capitaux de l'Union européenne pour certaines banques et entreprises russes, l'embargo sur le commerce des armes, l'interdiction de l'exportation des produits duaux et de l'accès aux services et technologies sensibles pour la production et l'exploration pétrolière. Pour les pays européens, l'Iran a respecté l'accord de Vienne de 2015. Pour Donald Trump, l'existence de l'arme nucléaire iranienne face à Israël est insupportable. Une guerre économique a alors été engagée contre l'Iran (Tableau 2).

La stratégie de la violence économique vise à contrôler les forces politiques de l'appareil étatique et les syndicats et à affaiblir les couches sociales dominantes du pays ciblé. Afin de déposséder les détenteurs du pouvoir économique, les Etats étrangers tentent de contrôler les syndicats ou les forces vives potentielles d'un pays. De 1977 à 1979, le Président américain Jimmy Carter a lié l'obtention de crédits militaires en faveur de pays alliés au respect des droits de l'Homme, en espérant que cette contrainte incite la mise en place d'élections libres au Nicaragua. Aujourd'hui, cette déstabilisation peut prendre directement une visée politique. Le Parti démocrate américain a été piraté en 2016, pendant la campagne électorale présidentielle ³⁵. Les connexions des réseaux informatiques conduisent à un développement considérable d'informations non vérifiées et parfois orientées pour modifier les idées, les comportements et les actions de leurs destinataires. Donald Trump a accusé la Chine d'ingérence dans les élections du 6 novembre de mi-mandat, pour éviter d'avoir à ouvrir son marché national, intérieur. Un décret annonce d'ailleurs que ces actions seront sanctionnées. Evidemment, la Chine a réfuté cette accusation.

La stratégie de la rupture est manichéenne. L'objectif est d'affaiblir l'adversaire en créant des problèmes économiques qui engendreront des situations sociales et politiques explosives à l'intérieur du pays ainsi attaqué. Dans ce cadre, la rupture des flux commerciaux ou financiers ont pour vocation de déstabiliser et de paupériser un Etat jugé renégat (rogue states). Cette rupture peut être ciblée ou totale. Cuba est la principale victime de cette stratégie, malgré les aides obtenues en leur temps par l'URSS, puis le Venezuela de Chavez. Cependant, la guerre économique violente menée par la plus grande puissance économique mondiale n'a pas eu raison de la volonté populaire d'une petite île, mais les citoyens cubains n'ont pas pu profiter d'un développement économique à la hauteur de leur engagement politique et social. De même, l'embargo, le boycott et le blocus

³⁵ En 2016, 12 personnes ont été inculpées pour avoir piraté les ordinateurs du Parti démocrate.

mis en place contre l'Irak au lendemain de l'invasion du Koweït n'ont pas suffi pour empêcher la première guerre armée. Aujourd'hui, les sanctions à l'encontre du Venezuela ont des conséquences politiques, économiques et humaines d'une violence inouïe, avec un effondrement de l'économie nationale, une forte émigration et une souffrance humaine considérable, alors même que les forces politiques au pouvoir n'ont pas été renversées, soutenues, souvent en silence, par la Chine ou la Russie, deux grandes puissances mondiales.

Les cyberattaques ont pour vocation de désorganiser des services publics, s'approprier des informations « secret défense », perturber les décisions et les comptes des entreprises, fournir de fausses informations conduisant à des comportements collectifs inappropriés, rançonner les firmes multinationales, s'infiltrer secrètement ou non dans les programmes informatiques normalement protégés ou s'insinuer dans les systèmes de sécurité civils et militaires d'un pays ennemi. Bref, elles peuvent corrompre le fonctionnement normal des économies nationales, mais aussi se procurer des secrets stratégiques militaires de la plus haute importance. En juin 2017, les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont considéré que la Russie était responsable d'une cyberattaque mondiale de grande ampleur et ils ont alors menacé Moscou de représailles. La Russie a démenti être à l'origine de cette action. Le 15 février 2018, les deux pays ont officiellement accusé Moscou d'être à la source du NotPetya, un logiciel malveillant et criminel destiné à détruire les infrastructures économiques. Selon Washington, ses effets destructeurs ont été estimés à plusieurs milliards de dollars à l'économie mondiale. Parti d'Ukraine, il s'est propagé dans le monde, d'Europe aux États-Unis en passant par l'Asie. Le virus, considéré au départ comme un rançongiciel, avait été conçu pour détruire les fichiers des ordinateurs infectés appartenant aux firmes multinationales et aux infrastructures publiques ou privées, comme les ports, les gares ou les réseaux sociaux. Les coûts totaux sont difficiles à estimer, car le malware exerce des effets qui ne sont pas toujours perçus au moins à court terme. Enfin, les entreprises n'ont pas toujours compris la manière dont elles avaient été ainsi infectées, ce qui rend la défense face à ces malwares particulièrement aléatoire.

La principale question est de savoir pourquoi il est si difficile d'attribuer la responsabilité et de repérer le ou les lieux d'action d'une cyberattaque, compte tenu de la complexité technique de l'opération. Sans demande de rançon, il s'agit fondamentalement d'une tentative de déstabilisation d'un système économique en forme de message politique fort au moment où les sanctions économiques commencent à impacter fortement les économies nationales des pays concernés. Les États se préoccupent surtout de protéger les infrastructures critiques (installations énergétiques, fourniture d'eau, réseaux de transports, télécommunications). Lorsque les matériels sont infectés, ils peuvent être utilisés pour l'espionnage ou la mise en place d'attaques futures. La Russie est souvent jugée responsable de cyberattaques de grande envergure déstabilisantes pour l'ordre international. Le rôle des GAFAML s'avère essentiel dans la lutte contre les cyberattaques.

Les armes économiques, informationnelles et technologiques prennent une part importante dans la recherche de puissance et de leadership des Etats dans le monde. La dépendance des pays européens aux Etats-Unis ne leur permet pas de devenir une puissance stratégique dominante. Dans la lutte de pouvoir entre la Chine et les USA, la bataille s'annonce longue, puissante, subtile parfois, mais aucun de leurs partenaires dans le monde n'en sortira indemne. à la hauteur de celle des Etats-Unis et de la Chine.

Bibliographie

Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military Expenditure as a proxy for State's power. *Defence and Peace Economics*.

Bonnecarrère, P. (2018), Sur l'extraterritorialité des sanctions américaines, Rapport d'information n°217, Sénat. <https://www.senat.fr/rap/r18-017/r18-017.html>

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Sous la direction de Eric Brunat, Georges-Henrin Soutou et Frédéric Turpin, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

Brunat, E., Fontanel, J., (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ?, AFRI, Paris

Cosnard, M. (1996), Les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy, interdiction de commercer avec et d'investir dans certains pays, *Annuaire Français de Droit international*, Paris

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « La question politique en économie internationale », La Découverte, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2008), The birth of the political economy or the economy at the heart of politics. *Mercantilism, Defence and Peace Economics*, 2008.

Fontanel J. (2005), La Globalisation en « analyse » : Géoéconomie et Stratégie des Acteurs, L'Harmattan, Paris, chap.9, p.474

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Volume XVIII.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J. (2019), *Différends, conflits et guerres économiques*, PSEI, Paix, Sécurité Européenne et Internationale, n°11, <http://revel.unice.fr/psei/>

Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.

Schmidt, C., Pilandon, L., & Aben, J. (1990). *Defence spending in France: the price of independence. The Economics of Defense Spending: An international Survey*. London: Routledge.

Varenne, L., Denécé, E. (2014), Racket américain et démission d'Etat. Le dessous des cartes du rachat d'Alstom par General Electric, Rapport du CF2R n°13 - <http://www.cf2r.org/fr/rapports-du-cf2r/racket-americain-et-demission-etat-le-dessous-des-cartes-du-rachat-als-tom-par-general-elec.php>

Le retour hérétique à l'économie politique

Jacques Fontanel

Les économistes hétérodoxes n'ont pas toujours accès aux tribunes des journaux, sauf rares exceptions³⁶. Pour les médias, il faut parler politique avec les politologues, économie avec les modélisateurs, statisticiens, économètres, gestionnaires d'entreprises ou journalistes économiques du courant dominant (« mainstream »), avec des chiffres, des statistiques et des sondages qui impressionnent plus qu'ils n'informent. Les économistes « humanistes », ceux qui croient plus en l'utilité de l'économie pour l'homme que dans les mécanismes algorithmiques hypothétiques, sont clairement ostracisés. Le même discours est donc seriné, avec quelques points de détails qui font l'objet d'autant plus de débats qu'ils ne sont pas très importants sur le fond. Les dirigeants et les élites veulent que les Français soient performants, capables de travailler efficacement, plus efficacement même que tous leurs concurrents étrangers. Pour cela, ils doivent accepter de réduire leurs ambitions ou leurs besoins concernant le niveau de leur logement, la qualité d'exercice quotidien du travail ou les jours de vacances. Il n'est plus possible d'obtenir des revalorisations de SMIC ou de retraite, d'obtenir plus de crèches, la compétition l'interdit. Les élites prétendent constamment que l'économie nationale est à la limite de la crise, le système est toujours en ébullition, il faut encore croître, croître toujours, sans avoir pour autant une réelle augmentation du pouvoir d'achat ou de satisfaction des vrais besoins pour tous les citoyens. Cet essor économique profite d'abord aux grandes firmes, toujours jugées à la limite du dépôt de bilan, quand les fonds de pensions pensent qu'il est normal d'obtenir un retour sur investissement minimal de 12% l'an. Les actionnaires ne sont pas attachés à la firme pour elle-même, ils recherchent le rendement maximal de leurs actions. Si l'entreprise s'affaiblit à long terme, ce n'est donc pas à eux de la renforcer en acceptant une réduction du montant de leurs rémunération. Les variables d'ajustement sont donc les salaires, les licenciements ou le sous-investissement, lequel conduira inéluctablement à la perte définitive de compétitivité.

Dans la logique libérale, l'Etat ne doit jouer aucun rôle stratégique en encadrant les marchés, notamment financiers. Or, l'économie développe des modes de régulation de la production, de la consommation et de la distribution des revenus qui expriment, à un moment précis, autant de rapports de force entre les agents économiques. Des idées toutes faites, souvent prônée par des économistes encore influencés par des idées d'un autre siècle, énoncent l'efficacité et l'autorégulation des marchés financiers. Même la crise financière de 2007-2008 qui s'est étendue à l'ensemble de la planète, n'a pas modifié au fond leurs analyses, après avoir pourtant appelé l'Etat à la rescousse pour aider les banques et les entreprises en grande difficulté économique. Après un court instant court de contrition, ces mêmes économistes très médiatiques ont repris leurs analyses néoclassiques, comme s'ils étaient les serviteurs (laquais) des

³⁶ Porcher, T. (2019), *Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant*. Pluriel. Fayard. Paris

marchés et des grandes fortunes. C'est toujours vers les moins bien lotis que les efforts sont demandés pour conserver cette fameuse compétitivité.

Les économistes libéraux par idéologie veulent réduire la part du secteur public en France, mais ils ne savent pas reconnaître les avantages de celui-ci au regard du comportement du secteur privé des autres pays. Les organisations internationales ont pour objectif de défendre le libre-échange et la propriété privée. L'Union européenne promeut le marché le plus libre possible et elle réduit ainsi considérablement les marges de manœuvre des Etats membres. Le FMI impose des politiques économiques libérales pour apporter un appui aux pays en développement, et il est possible de considérer que son intransigeance n'en fait pas un ami des pays du Tiers-Monde. Pourtant, le soutien de l'Etat aux citoyens en difficulté a pour intérêt de réduire les inégalités mais aussi d'élever la croissance économique par la consommation et la demande. Certes, la dette publique augmente, mais il ne faut pas non plus oublier que celle du secteur privé lui est bien supérieure. Tant que ces politiques domineront le système économique et financier mondial, il subsistera des hommes et femmes menacés constamment de dénuement, de s et de précarité. Alors que les richesses n'ont jamais été aussi importantes dans le monde, s'est levé le vent de la violence d'un système à l'encontre des plus démunis, que l'expérience de la pandémie du Covid-19 met encore plus clairement en évidence.

Si le système privé est incapable de résoudre le chômage permanent, alors ne faut-il pas que l'Etat intervienne et s'engage dans des productions économiques qui pourraient concerner aussi bien les produits industriels que les services ? Mais cette possibilité est normalement interdite par les règlements européens et internationaux, ce que refusent d'accepter les pays asiatiques les plus dynamiques. Les normes du marché supposent que le fonctionnement de la propriété privée est régulateur, au contraire de l'action de l'Etat. Dans ces conditions, le système privé ne remplit pas sa mission, car l'objectif d'une économie ne peut pas être que le profit, mais plus certainement la satisfaction démocratique des besoins des citoyens.

Plusieurs questions méritent d'être alors abordées.

- La science pourrait-elle alors être constamment mise en défaut ? Ou faut-il considérer que cette science humaine n'est au fond qu'une idéologie ?
- La financiarisation de l'économie internationale, animée par les processus multiples de spéculation, est-elle déstabilisante, comme l'affirmaient de nombreux partisans de l'économie de marché, comme Keynes ?
- Que signifie le concept de justice économique ? Est-il compatible avec la notion de justice sociale ?
- Dans un système qui privilégie l'action du secteur privé, quel est le rôle spécifique de l'Etat ?
- La globalisation de la compétition économique internationale conduit-elle à l'amélioration généralisée des conditions de vie des citoyens ?

L'économie n'est pas une science

L'économie n'est pas une science, même expérimentale, car en économie « les événements et les conditions de production, de consommation et de répartition ne se déroulent jamais pareils à eux-mêmes, dans le temps et dans l'espace ». Il est impossible de définir une légitimité scientifique car à son origine l'économie était d'abord politique. Les lois déterminent le potentiel d'action

économique des personnes, des sociétés, des associations. Elles évoluent dans le temps. Pour les économistes libéraux, il existe un modèle systémique de concurrence du secteur privé qui optimise la production et répartit les fruits de celle-ci en fonction de l'apport productif de chacun. Cette vision « théorique » et « scientifique » suggère à toutes les entités économiques de faire coïncider leur fonctionnement, leurs lois et leurs structures à ceux du modèle théorique. Autrement dit, l'optimum équilibrant produit par l'économie de marché concurrentielle doit constituer l'objectif fondamental d'une société. En revanche, les hypothèses utilisées sont particulièrement éloignées des réalités sociétales, et le système de concurrence subit de nombreuses inflexions qui s'éloignent des hypothèses d'optimisation. Cependant, peu importe, même si les hypothèses ne sont pas satisfaites, les économistes libéraux jaugent de leur influence réelle sur les résultats obtenus et considèrent que ces entorses ne modifient pas fondamentalement cet optimum.

Pourtant, alors que le capitalisme et l'économie de marché veulent faire de la concurrence le cœur du système économique comment expliquer l'existence de monopoles de fait de nombreuses activités (notamment les GAFAM³⁷), la protection privée des brevets industriels (en faveur d'entreprises qui ont par ailleurs souvent bénéficié de la recherche publique fondamentale), les effets de domination ou les guerres économiques ? Jusqu'à quel degré accepter l'abus³⁸ de la propriété ? Comment expliquer la notion de taux de croissance quand une pollution permet parfois de l'améliorer ? L'homme n'est pas qu'un agent économique, il a bien d'autres valeurs que l'économiste est souvent incapable de prendre en compte, notamment du fait de l'excessive spécialisation des sciences sociales et humaines. L'économiste peut élaborer toutes les hypothèses qui lui conviennent, mais il limite son champ à sa propre compétence, sans s'interroger sur tous les autres facteurs qui justifient les comportements des hommes, dont certains sont explicités dans d'autres disciplines scientifiques, qui vont nécessairement modifier les résultats attendus. La science s'est abandonnée à l'hyperspécialisation, ce qui l'a conduite à ne donner que des solutions parcellaires, toutes choses égales par ailleurs. En outre, toutes les théories sont biodégradables sous l'effet de découvertes nouvelles ou d'évolutions sociétales aléatoires.

Les controverses économiques ont toujours existé. Le passage du « juste prix » au mercantilisme, de la recherche de la puissance des Etats vers l'ouverture internationale des marchés³⁹, de l'intérêt du colonialisme ou de l'esclavage pour la croissance et le développement économique, de la lutte des classes de Karl Marx, en passant par la relance économique keynésienne, jusqu'à la fatidique domination du monétarisme friedmanien qui débouche sur des inégalités croissantes et des crises économiques aux effets si dangereux pour le bien-être des populations actuelles et futures. A force d'hypothèses de moins en moins représentatives de la réalité du fonctionnement d'un système,

³⁷ Pouvoirs (2018), Solutions pour reprendre le pouvoir sur les données (2018) La datacratie », Revue Pouvoirs Le Seuil, Paris. Delesse, C. (2016), NSA. National Security Agency. Taillandier., Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

³⁸ Le droit romain établit trois règles à la propriété : l'usus, le fructus et l'abus.

³⁹ Montesquieu (1758, 1995), De l'Esprit des lois, Gallimard, 2 volumes, Paris.

Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. ILERI Blog. Paris, France. 2019.

la science économique apparaît comme un paravent de la vraie guerre économique sous-jacente qui se joue entre les firmes, les Etats, mais aussi entre les actionnaires et les salariés à armes inégales⁴⁰. La fameuse paix économique ne serait-elle qu'un succédané aux conflits armés ?

Les controverses en économie sont inévitables, car les intérêts des uns se heurtent parfois aux intérêts des autres. C'est pourquoi toute entité nationale demande à l'Etat d'arbitrer ces conflits que, sur le moyen et long terme, aucune loi économique ne peut, seule, arbitrer. Si la science économique avait le pouvoir de conduire la gestion courante de la vie des hommes, elle serait particulièrement utile pour donner des conseils efficaces et indiscutables aux pays en développement pour sortir de leur état et elle saurait donner les signaux d'alarme pour éviter les crises économiques. Ainsi, le « fameux consensus de Washington » proposé par le FMI recommandait la privatisation, la stabilisation et la libéralisation de l'économie pour le développement des pays les moins développés. Le bilan a été catastrophique, au bénéfice d'ailleurs des grandes firmes multinationales, au détriment des citoyens des pays concernés. Les pays qui ont réussi leur développement économique sont justement ceux qui n'ont pas accepté ces préceptes et qui, tout en libéralisant, ont fait appel au soutien affirmé de l'Etat pour créer des entreprises publiques, comme autant de « champions nationaux » capables de lutter efficacement face à la concurrence internationale des firmes étrangères déjà bien implantées sur les marchés mondiaux⁴¹. L'exemple de la Corée du Sud est significatif dans ce contexte. Voilà une expérience que l'école expérimentale ferait bien de mettre en avant dans sa défense insensée d'une économie de marché généralisée. La libéralisation de l'économie, comme le rappelait List, n'avantage jamais les pays dont les forces productives sont encore en situation d'infériorité par rapport aux autres Nations et grandes firmes multinationales, elle les empêche même de sortir de leur état⁴².

Tout modèle pour représenter un système économique implique des hypothèses, des postulats, il comprend aussi l'idée sous-jacente selon laquelle l'avenir n'est que le résultat linéaire du passé. L'économie traite des hommes et non pas des choses. Le système de production, de consommation, de répartition ne représente pas l'intégralité de la vie des hommes, même s'il y contribue. Bien d'autres valeurs sont alors mises de côté, négligées, alors même qu'elles transcendent le matérialisme, qui lui-même ne manque pas d'être plus que sa propre substance, mais aussi un rapport à l'autre. Les conditions d'existence humaines peuvent être variées, fondées sur des croyances, des convictions, des sentiments et des perceptions de court et de long terme qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans le schéma du système économique et qui en modifient les comportements attendus par la rationalité économique. Dans ces conditions, les modèles construits par les économistes sont nécessairement partiels, car ils ne transportent pas dans leurs variables, le cœur et l'ensemble des désirs d'une humanité diverse, solidaire et conflictuelle.

⁴⁰ Saby, B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.

⁴¹ Guilhaudis, J-F. (2017), Relations internationales contemporaines, LITEC, Paris. Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations, in J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald.

⁴² Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme économique, PSEL, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis.

« L'emprise de l'économie sur les sociétés modernes ne fait qu'un avec le retrait du sacré qui les constitue. Ce retrait est lui-même concomitant d'un déchaînement de la concurrence entre les hommes et des passions destructrices qui l'accompagne comme jamais il ne s'en est produit dans l'histoire. Le paradoxe [...] est le suivant : l'économie théorique et la pensée politique qu'elle inspire nient qu'il y ait ici une quelconque menace pour la stabilité des sociétés et le bien-être de leurs membres. Les économistes utilisaient naguère l'expression en forme d'oxymore, la "concurrence pure et parfaite", pour asseoir cette dénégation. Cette formule signifiait que les gens n'avaient en fait pas besoin de se rencontrer ni d'échanger autre chose que des marchandises, encore moins de s'aimer, pour former une société efficace et pacifiée. Cette utopie en forme de cauchemar est peut-être le prix à payer par une société désormais dépourvue des protections que le sacré lui assurait. L'économie, à la fois réalité et pensée, occupe en creux la place du sacré⁴³. »

Pour Edgar Morin, la crise devrait ouvrir nos esprits depuis longtemps confinés sur l'immédiat⁴⁴. On cherche à prévoir l'avenir de 2025, alors que l'on ne comprend plus 2020. « Attends-toi à l'inattendu ». Une crise met en évidence une défaillance des régulations d'un système. Les solutions immédiates créent des problèmes parfois importants à régler dans l'avenir. La science doit vivre de communications multiples en lien avec les réalités. Les remèdes peuvent naître là où on ne les attend pas comme l'a montré Fleming avec sa pénicilline. Les dogmes constituent autant de barrières qui portent une ombre silencieuse et dangereuse sur l'avenir. Mais qu'importe, pour nombre des dirigeants d'entreprise, le vieux proverbe s'applique « après moi, le déluge ».

Le poids de la finance

Avec l'école de Chicago et les politiques libérales de Reagan et Thatcher, il a été décidé de réduire le rôle économique de l'Etat, de privatiser les entreprises publiques, de limiter les réglementations en vue de laisser les mécanismes du marché opérer. Dans ces conditions, « le système passe d'une économie plutôt administrée à une économie de marchés financiers libéralisés »⁴⁵, contre les avis anticipés de Keynes ou de Marshall, par exemple. Ainsi, de nouveaux équilibres de pouvoir sont développés, donnant une place primordiale aux actionnaires et aux opérateurs financiers. L'objectif assigné à l'Etat est de favoriser l'essor des capitaux, en réduisant à la fois les impôts des entreprises et ceux des hauts revenus. La finance internationale a obtenu la déréglementation (suppression des règlements et contrôles des services bancaires sur le marché des changes, libéralisation des taux d'intérêt à long terme, création de nouveaux produits financiers ou essor des produits dérivés), la désintermédiation (qui permet le recours direct des opérateurs sur les marchés financiers et la mise en place du processus de « titrisation ») et le décloisonnement des marchés nationaux (qui supprime les frontières entre les marchés séparés des titres à court, moyen ou long terme et entre les marchés

⁴³ Dupuy J.P. (2010), La marque du sacré, Ed. Flammarion, Paris.

⁴⁴ Morin, E. (2020), Le Monde 18-20 Avril.

⁴⁵ Porcher, Op. Cit. p. 109.

des changes)⁴⁶. Dans ces conditions, le capitalisme financier domine le fonctionnement des économies de marché. La finance est devenue indépendante, elle se préoccupe de moins en moins du financement des entreprises. La priorité de ses opérateurs est de spéculer sur des valeurs mobilières des entreprises. Le résultat obtenu est donc inverse à celui attendu. L'entreprise aujourd'hui finance la Bourse. Le modèle stakeholder (primauté des dirigeants et salariés) se transforme en modèle shareholder qui donne la priorité de l'action et de la distribution des revenus aux seuls intérêts des actionnaires.

Dans ce contexte, les marchés financiers exercent une pression considérable sur le fonctionnement des firmes. Le dirigeant voit son salaire et ses stock-options alignés sur les revenus des actionnaires. Il a pour objectif de satisfaire les marchés financiers, lesquels ne cessent de spéculer pour accroître les propres profits et revenus de ses opérateurs. Dans ces conditions, il s'agit pour lui d'optimiser le profit de court terme, alors que les activités industrielles ont plutôt besoin d'un projet de long terme. A la suite de la pandémie du Covid-19, de nombreuses grandes firmes multinationales se trouvent en grande difficulté, notamment parce qu'elles ont été aspirées les exigences, notamment boursières, de court terme et qu'elles n'ont pas constitué les stocks nécessaires pour faire face à une difficulté économique de cette dimension. La fameuse flexibilité exigée des entreprises est devenue un fardeau difficile à résoudre. De fait, avec la financiarisation, l'investissement a diminué, les entreprises du CAC 40 distribuent deux fois plus de dividendes que de nouveaux investissements⁴⁷. Les actifs financiers des ménages sont souvent gérés par des investisseurs institutionnels, dont le poids sur les marchés financiers est considérable. Jeremy Rifkins a pu démontrer que parfois ces « zinzins » prenaient des décisions qui pouvaient aller à l'encontre de l'intérêt global de leurs mandants⁴⁸. Le pouvoir des fonds de pension est si important qu'ils peuvent faire pression sur les gouvernements, souvent endettés et devant faire appel aux marchés financiers, pour obtenir des avantages particuliers concernant la baisse de la fiscalité ou plus de flexibilité sur les marchés du travail.

Lorsqu'il faut faire face à une difficulté économique particulière, les actionnaires sont suffisamment puissants auprès des dirigeants de l'entreprise, pour exiger de recevoir intégralement leurs dividendes. Dans ces conditions, la variable économique suffisamment flexible est le salarié, lequel peut alors être licencié pour réduire les coûts et permettre ainsi à la firme de conserver une situation concurrentielle satisfaisante. La masse salariale dépend alors des aléas de la conjoncture. Si les rapports de force ne sont conjoncturellement pas en faveur de l'entreprise, celle-ci sera conduite à réduire ses investissements et à perdre un fort potentiel de compétitivité à court ou moyen terme. Même si l'usine fait des profits, ceux-ci peuvent être jugés insuffisants au regard du potentiel du marché. En termes d'opportunité, d'autres investissements sont plus « profitables » pour l'actionnaire. Dans ce cas, le salarié est débauché, il devient la seule variable d'ajustement. Il y a là une expression claire d'un

⁴⁶ Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.

⁴⁷ Chavagneux, C. (2017), Deux fois plus de dividendes que d'investissements, Alternatives économiques, 11 Janvier.

⁴⁸ Rifkin, J. (2019), The New Deal vert mondial, Les liens qui libèrent. Pp. 159-188

conflit d'intérêt qui est toujours réglé par celui qui possède. Il y a donc bien une lutte des classes à l'intérieur même de l'entreprise multinationale, dans laquelle le travailleur n'a pas plus de considération qu'un outil de travail, une machine, parfois même bien moins. S'il y a des erreurs stratégiques de long terme de la firme, ceux qui ont pris la décision ne seront pas sanctionnés. S'il y a eu un sous-investissement concernant la lutte contre la pollution produite par une entreprise, le chantage peut alors s'exercer en toute légalité. Soit les autorités publiques subventionnent la dépollution, soit les emplois du site seront menacés. Il n'est que rarement mis en évidence que ces pollutions auraient pu être limitées dès l'origine de l'investissement, et si ce n'était pas possible pourquoi n'avoir pas réservé des provisions pour lutter contre ce fléau ? Dans ce cas d'espèce, il y a un mépris manifeste des propriétaires à l'égard des autres acteurs économiques, comme les services publics, les citoyens et les salariés.

L'exigence des actionnaires pour des rendements toujours plus élevés au service de leurs dividendes est socialement catastrophique pour certaines régions qui passent sous les fourches caudines de la cupidité poussée à l'extrême. Pour le dirigeant d'entreprise, il peut ainsi obtenir d'excellentes rémunérations de court terme. Si les résultats attendus par l'actionnaire ne sont pas au rendez-vous, il est renvoyé avec d'importantes indemnités. Lui aussi fait partie de la caste, ainsi que certains de ses collaborateurs, stock-options exigent. « A long terme, l'entreprise n'innove plus, les machines et les infrastructures vieillissent. L'entreprise finit souvent par être rachetée par un concurrent plus puissant. De nombreux fleurons de l'industrie française ont connu ce funeste destin »⁴⁹. L'Etat n'a pas eu suffisamment de courage pour sauver Alstom. « La cohésion sociale ne méritait pas qu'on brusque ces actionnaires, fonds institutionnels, de peur qu'ils partent ailleurs investir leur argent »⁵⁰. L'éthique n'existe plus dans les « affaires », dont le secret témoigne bien souvent leur caractère douteux, voire délictueux, toujours amoral.

Quelle justice sociale ?

La définition même de justice fait controverse. Dans l'ordre économique, la justice des libéraux considère que chacun perçoit ce qu'il mérite. L'homo oeconomicus est un être rationnel, sans héritage, motivé principalement par sa condition économique. Tout acteur économique est rémunéré à sa propre productivité marginale, sur la base d'un modèle qui n'implique évidemment aucun rapport de force entre les capitalistes et les salariés. Au fond, le richissime homme d'affaires ou le rentier méritent leurs revenus et patrimoines, tout comme le chômeur est un individu qui ne sait pas se faire violence pour trouver du travail et préfère profiter de l'assistance collective. L'existence des riches est d'ailleurs considérée comme une bonne situation pour les pauvres, car la « théorie du ruissellement », tout comme la main invisible, permet à ces derniers d'en profiter et d'améliorer ainsi leur bien-être. Plus les riches sont riches et plus les pauvres ont l'opportunité de sortir de leur pauvreté. C'est une situation biblique. C'est même la raison pour laquelle l'impôt sur la fortune a été supprimé en France. Cela n'explique nullement pourquoi le chômage est toujours aussi omniprésent dans la crainte du lendemain de tant de salariés et

⁴⁹ Porcher, Op. Cit. p. 118

⁵⁰ Porcher, Op. Cit. p. 119

pourquoi le pouvoir d'achat de la moitié basse de la population américaine n'a pas progressé depuis quatre décennies. « Dans le long terme, nous serons tous morts », rappelait Keynes.

Le mythe de la réussite individuelle doit être revue. Les réussites de tous les chefs d'entreprise dépendent des conditions sociales dans lesquelles ils ont été élevés. Ils ont bénéficié des règles de cette société, d'une éducation appropriée, d'un apprentissage de compétences, des investissements collectifs en matière de recherche-développement, de personnels compétents pour les soutenir dans leurs actions productives et commerciales, ils ont su ainsi profiter de vraies opportunités, souvent créées par l'Etat lui-même. Les Etats-Unis sont le sanctuaire du capitalisme, le dollar un instrument de sa puissance. Si de nombreuses technologies naissent dans ce pays, ce n'est pas un hasard au regard de sa puissance économique, de la qualité des formations qui attirent les personnes parmi les mieux formées du monde, aguichées par des bourses, des conditions de travail et des revenus autrement supérieures à celles de la plupart des autres pays. Ainsi naissent des surhommes, rarement des surfemmes au regard d'un système économique et moral qui ne favorisent pas le potentiel de ces dernières.

A l'inverse, penser qu'un travailleur courageux doit accepter n'importe quel salaire est indécent, au regard des conditions de l'offre. Pendant des années, les Grecs ont parfois occupé deux emplois pour satisfaire leurs besoins élémentaires. Les politiques d'austérité ont été difficiles pour les travailleurs de tous les pays, mais il fallait que les Etats remboursent leurs dettes, lesquelles ont été accrues par l'évasion et l'optimisation fiscales et par les aides et soutiens des gouvernements aux banques et entreprises face aux crises récurrentes du système capitaliste.

Le mérite et son défraiement dépendent du système économique et social lui-même. L'efficacité d'une action ne peut pas être analysée seulement à l'aune de l'échange marchand. Dans ces conditions, l'analyse purement économique marchande n'est pas opportune pour considérer l'intérêt d'une opération humaine⁵¹. Pourtant, les choix économiques restent fortement imprégnés des valeurs de l'économie de marché, non pas celle qui existe réellement, mais celle qui est artificiellement modélisée dans notre culture commune. Le marché est là pour trouver toutes les solutions, la « main invisible », si invisible qu'elle n'existe toujours pas, a fait ses ravages dans la mentalité des personnes humaines. A partir du moment où l'économie de marché est valorisée, les Etats doivent cesser leurs interventions économiques. Pourtant, dès qu'une catastrophe économique apparaît, tous les acteurs privés se retournent vers l'Etat pour lui demander de l'aide. Dès que l'économie est remise à flots, les condamnations pour son endettement sont féroce ment énoncées, comme si l'histoire réelle des événements avait été gommée, comme si la responsabilité du secteur privé n'était toujours pas engagée. Dès les ressorts de la crise éteints, les banques et les firmes qui ont demandé le soutien de l'Etat exigent une réduction de la fiscalité pour que les entreprises survivent à la compétition. Dans ce contexte, les services publics sont doublement sacrifiés au bénéfice des dividendes actionnaires. Pourtant, le marché n'a sans

⁵¹ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil. Paris. Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

doute jamais permis d'obtenir une allocation optimale des ressources, notamment parce le travail des hommes est socialement contraint par le système.

La volonté des « élites », des financiers, des actionnaires et des dirigeants d'entreprises est de réduire toutes les contraintes publiques sur l'emploi des salariés. Il s'agit de remettre en question un Code du travail jugé compliqué, trop lourd et toujours archaïque, même s'il a été modifié presque à l'issue de toutes les élections présidentielles en France. Depuis plusieurs années, face à la concurrence des salariés des pays en voie de développement, une pression très forte est faite pour augmenter le temps de travail hebdomadaire, limiter les salaires, donner plus de flexibilité aux choix de l'employeur. Il a été créé successivement les contrats à durée déterminée en 1979, après la légalité accordée à l'intérim en 1972. Des réformes multiples ont été engagées depuis cette date, permettant d'augmenter les stages ou de définir de nouvelles règles relatives au marché du travail. Aujourd'hui les CDD et les intérim, en grande précarité, sont nettement majoritaires dans les emplois du secteur privé. Au fond, ces réformes, souvent suscitée par le patronat, ont toujours eu pour but de remettre en cause le programme du Conseil National de la Résistance.

Dans ces conditions, il est difficile de parler de progrès économique et social de la grande majorité des Français, une sorte de retour en arrière vers une vie de plus en plus dépendante des desideratas des entreprises et de leurs actionnaires. Or, la flexibilité du travail n'a pas conduit à la baisse du chômage. Le Conseil d'analyse économique souligne qu'il n'y a pas de corrélation entre le niveau de protection de l'emploi et le taux de chômage⁵². Cette analyse a été confortée par des études de l'OCDE, institution internationale qui avait exprimé un avis contraire dix années plus tôt⁵³. Cette analyse confirme toutefois, sans la souligner, la violence du capitalisme libéral assumé. Le chômage n'est pas le juste résultat d'un comportement inapproprié des demandeurs d'emplois, mais la plupart du temps il est la conséquence de politiques macroéconomiques et sociales inadaptées.

Si l'on devait suivre les normes libérales, il faudrait rémunérer les travailleurs au minimum vital et social pour la reconstitution de leur force de travail et celle à venir de leurs enfants. A force de pressurer les personnes, on pourrait en revenir à une formule d'emploi proche de celle de l'esclavage, sans pour autant considérer les employés comme des éléments de patrimoine à maintenir en bonne santé. Robert Fogel et Stanley Engerman⁵⁴ ont montré, sur la base d'une étude quantitative, que les conditions de vie des esclaves noirs sur Sud des Etats-Unis étaient supérieures à celles des ouvriers yankees blanc du Nord. Ils étaient mieux nourris, travaillaient un peu moins, mais ils n'étaient pas libres. Cependant qu'est-ce que la liberté si les besoins de la vie courante (nourriture, santé, sécurité) ne sont pas satisfaits. Il reste la liberté de souffrir, de subir et de mourir.

La liberté, l'égalité et la solidarité des frontons de la République sont des slogans publicitaires d'une République qui arase progressivement le bien-être de la grande majorité de ses citoyens. Josef Stiglitz considère que les inégalités sont produites et reproduites par les privilégiés qui sont en mesure de contrôler

⁵² CAE (2015), Protection de l'emploi, emploi et chômage, Focus, n°003.

⁵³ OECD (1994), The OECD Jobs Study : Facts Analysis, Strategies, OCDE, Paris.

⁵⁴ Fogel, R.W., Engerman, S.L. (1974, 1995), Time on the Cross : The Economics of American Negro Slavery, W.W. Norton and Company.

l'Etat et ses mesures législatives et réglementaires. Cette analyse met en évidence les avantages conférés aux plus riches dans les domaines du droit et de la protection de la propriété, de la répartition des pouvoirs dans les entreprises, de l'absence de contrôle public de la finance internationale et des mécanismes financiers déséquilibrés ou de participation au financement des services publics. Les avantages reçus par l'héritage ou la protection des brevets d'invention n'ont qu'un seul objectif, maintenir le pouvoir de la richesse de ceux qui possèdent. Nous ne vivons pas réellement dans une démocratie, mais plutôt dans une ploutocratie⁵⁵. Le niveau excessif des inégalités d'aujourd'hui n'est pas le résultat des lois incontournables de la croissance d'une économie. Il s'agit principalement de la reproduction d'un système cumulatif de privilèges qui dépend entièrement des politiques conduites par les Etats, influencés par des « élites » privilégiées, dans le cadre d'une mondialisation qui met toutes les économies nationales en compétition.

Enfin, dans le grand débat sur la compétitivité des économies nationales concurrentes (elles sont rarement jugées solidaires), il est souvent fait état du Royaume-Uni et des Etats-Unis, deux pays libéraux comme exemple à suivre, en omettant d'en montrer les coins sombres, comme les contrats de zéro heure, l'absence de services publics dans certains territoires, les inégalités de revenus et de patrimoines. Pour Stiglitz, les réformes libérales ont largement profité aux riches, le fameux 1% de la population la plus riche ayant obtenu une augmentation de 150% de ses revenus contre 15% seulement pour les 90% les moins dotés⁵⁶. Au fond, il s'agit de réduire drastiquement les avantages des plus pauvres pour les offrir aux plus riches.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron se dit favorable à l'application de la théorie du ruissellement, alors même que tous les résultats de ces dernières années en montrent la violence dans la vie quotidienne des plus démunis⁵⁷. Toutes les expériences de réduction des protections offertes par le Code du travail en vue d'améliorer la productivité ont permis aux actionnaires et propriétaires de s'enrichir et d'obtenir un rapport asymétrique dans les négociations sociales, notamment en termes d'indemnités, de salaires et de licenciements. Le SMIC est toujours contesté quant à son niveau et les procédures de revalorisation restent très avares. Lorsqu'il est demandé que le gel du salaire minimum soit compensé par une hausse de la prime d'activité, c'est un cadeau pour les entreprises, car cette dernière est payée par l'Etat. C'est le contribuable qui paie⁵⁸.

Quel rôle pour l'Etat ?

Le rôle économique de l'Etat est toujours contesté. Or, les dépenses publiques permettent la satisfaction du rôle régalién de l'Etat (justice, police, défense, éducation, santé, etc.), le développement et le maintien des infrastructures par l'investissement public, les transferts sociaux par les prélèvements obligatoires et les remboursements de la dette publique. En

⁵⁵ Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30. [hal-02611716](#)

⁵⁶ Stiglitz, J. (2014), Le Prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent, Paris.

⁵⁷ Stiglitz, J. (2013), Le triomphe de la cupidité, Poche, Paris. Stiglitz, J. (2014), Le Prix de l'inégalité, Poche, Paris.

⁵⁸ Voir les pages éclairantes de Thomas Porcher, Op. Cit. pp. 86-91.

additionnant toutes les dépenses, le secteur de prélèvement obligatoire de la France représente 55 à 58 % du PIB. Cela ne veut pas dire qu'il reste la partie congrue au secteur privé. En calculant la dépense privée comme on le fait pour la dépense publique on obtiendrait 200% du PIB⁵⁹.

Le secteur public est plus ou moins bien responsabilisé sur l'ensemble de la vie de ses citoyens. En Allemagne, comme aux Etats-Unis, les retraites sont majoritairement financées par capitalisation et elles restent facultatives, en France, elles sont obligatoires et par répartition. La qualité de la protection sociale est assurée. De même la gratuité de l'enseignement a un coût public qui est largement inférieur à celui des Etats-Unis en proportion. De fait, les services publics ont l'avantage d'assurer un niveau d'égalité incompressible. Les factures médicales des Etats-Unis ne sont pas comparables avec celles de la France. Les crédits d'impôts accordés aux entreprises pour la compétitivité et l'emploi appartiennent aussi à la dépense publique. L'ensemble des prestations et investissements publics est perçu aussi par le secteur privé. Les pensions de retraite ou de chômage améliorent la consommation des ménages, les remboursements de médicaments assurent l'activité privée des pharmacies et les diplômés financés par l'Etat participent à la production concurrentielle des entreprises. Comment ne pas mesurer l'importance de l'Etat pour le développement des entreprises, qui va bien au delà des seuls avantages régaliens ?

L'endettement public est souvent présenté comme un frein important de l'action de l'Etat, jugé alors comme un mauvais gestionnaire. Pendant les périodes de pandémie, toutes les entreprises se tournent vers le gouvernement pour lui demander de l'aide. Celui-ci va s'endetter auprès des banques, il va soutenir l'activité. Cet endettement est alors jugé salvateur par tous les citoyens, entreprises comprises. La France a un taux d'endettement par rapport au PIB de 105% en janvier 2020, sans doute de 150 % en 2021 avec les effets de la pandémie. Lorsque l'activité aura repris, les marchés financiers reviendront à leurs intérêts et ils contesteront la dette d'un Etat incapable de gérer ses finances comme savent le faire les entreprises concurrentielles.

Pourtant la dette d'un pays n'a rien à voir avec la dette d'un ménage ou d'une entreprise. La réduction de la dette constitue souvent un obstacle à la croissance et dans ces conditions le poids de la dette augmente. Les dépenses engagées aujourd'hui bénéficient à nos enfants. Ils en ont besoin maintenant, tout comme leurs parents. S'il faut immédiatement la résorber et ainsi créer une situation de crise économique, on imagine mal que les enfants puissent être satisfaits de savoir que dans 20 ans ils n'y aura aucune dette publique, alors que leur situation immédiate sera caractérisée par une réduction des efforts publics concernant l'éducation, la santé privée et publique ou les infrastructures nouvelles. S'il faut réduire le financement public des universités et les bourses des étudiants, seuls les enfants des familles aisées pourront suivre des études supérieures, ce qui ne ferait que conforter encore plus les inégalités économiques, mais aussi culturelles, intellectuelles et sociales. Les économies réalisées dans les hôpitaux publics ne remettraient pas en cause la qualité des soins des plus riches qui pourront toujours accéder aux cliniques privées, tout en réduisant leur contribution au financement des services publics. Les élites souhaitent réduire l'Etat social ou en privatiser les fonctions pour en tirer

⁵⁹ Ramaux, C. (2014), Calculée comme la dépense publique, la dépense privée dépasserait 200% du PIB, Rue 89.

directement des profits. La logique marchande et financière veut remplacer celle du service public. L'utilisateur devient un client.

L'endettement public n'est donc pas nécessairement l'expression d'une mauvaise gestion de l'économie nationale. Un Etat ne peut pas être géré comme une entreprise. Si le soutien à l'activité économique n'est pas apporté par l'Etat, le PIB risque de diminuer, et l'endettement s'accroît. C'est ce qui s'est passé en Grèce, sous la violence de la réponse européenne à sa crise. En outre, la dette publique n'est pas nécessairement une menace. Il y a des créanciers et des débiteurs. En supposant que la dette de l'Etat soit financée par les acteurs privés nationaux, ce qui sort d'une poche rentre dans une autre dans un circuit collectif. Les ménages percevront les revenus afférents à leurs prêts et l'Etat bénéficiera des impôts relatifs à l'augmentation du potentiel de consommation fourni par le remboursement de la dette. Il faut noter cependant que, pour la France par exemple, l'endettement public est bien inférieur à celui de la dette privée. Si la patrimoine total de la France est estimé entre 11.000 à 12.000 milliards d'euros, dont 45% constituent des biens immobiliers intransférables à l'étranger, l'endettement ne devient plus une source de grande inquiétude. En outre, la dette doit être remboursée sur plusieurs années, avec des taux d'intérêt aujourd'hui très faibles. D'autres solutions permettent d'en réduire le montant, comme l'inflation, un impôt sur les patrimoines ou les hauts revenus ou la restructuration de la dette. Si l'endettement était un tel obstacle à la croissance, pourquoi donc les gouvernements de la France ont réduit les impôts entre 2000 et 2010 ? En 1945, l'arbitrage s'était fait en faveur des citoyens contre les très riches, les banques et actionnaires. Un Etat a le temps pour payer sa dette, car il n'a pas vocation à mourir. Il faut noter en outre que les principales crises économiques mondiales ont été le résultat d'une accumulation de dettes privées, aussi bien en 1929 qu'en 2008⁶⁰.

S'il faut réduire coûte que coûte la dette, alors pourquoi ne pas lutter sérieusement contre l'optimisation et l'évasion fiscales généralisées dans le monde, mais aussi en Europe ? Pourquoi ne pas sommer le Luxembourg ou les Pays-Bas de respecter les règles d'une solidarité européenne, en leur interdisant de continuer à exercer un système fiscal qui s'apparente à une action de type « beggar-thy-neighbour » ? Les paradis fiscaux monnayent leur souveraineté⁶¹. Dans ces conditions, sans contrôle, les firmes peuvent imposer la loi du profit, même si le changement climatique va bientôt modifier négativement les conditions de vie du Terre. Pourtant, seules les incitations de l'Etat peuvent modifier la trajectoire tragique d'une humanité chevillée à l'économie de marché comme maîtresse du jeu⁶². Bien sûr, les Accords

⁶⁰ En 2007, la crise de l'économie espagnole est arrivée au moment où la dette publique du pays atteignait 40% du PIB, alors que la dette privée était supérieure à 300%. C'est l'argent public qui a épongé une partie de son endettement, accroissant ainsi l'endettement des pouvoirs publics.

⁶¹ Zucman, G. (2015), *The Hidden Wealth of Nations ; The Scourge of Tax Havens*, University of Chicago Press, Chicago, 200 pages. Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris.

⁶² Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ». Fontanel, J. (2020), *La troisième révolution industrielle, une question de survie ? PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale..* Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris. Fontanel, J. (2020), *Les sociétés économiques et humaines en danger. Une relecture de « l'homme mondial »*. Pax Economica, Grenoble. Avril, 2020. hal-02568952

internationaux autorisent parfois l'Etat à remédier aux défaillances du marché, mais les lobbies agissent pour leurs propres intérêts, comme tous les spéculateurs qui vont encore parier à la hausse quelques jours avant que le système financier ne s'effondre. Il ne faut pas brusquer les industriels, tant pis pour les effets négatifs subis par la population. Le but des puissants consiste principalement à assurer la pérennité d'un système qui les privilégie. Ainsi, le coton américain a toujours été protégé et soutenu financièrement contre la concurrence mondiale, au détriment des pays du Sud en voie de développement sans qu'une telle situation soit remise en cause par les organismes internationaux. C'est le bal des hypocrites⁶³. L'endettement public permet aux gouvernants libéraux de justifier la réduction de la place de l'Etat dans l'économie nationale, au détriment de services publics.

Dans ces conditions, avec l'endettement de l'Etat, il est démontré que le modèle social est trop lourd, il faut l'alléger. Il faut limiter les dépenses qui représentent un « pognon de dingue ». Or, en 2019, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté n'a jamais été aussi élevé (9 millions de personnes gagnent moins de 1020 euros par mois), alors que le montant des dividendes versés n'a jamais été aussi élevé (60 milliards d'euros de redistribution et 49,2 milliards de dividendes pour 95 milliards de profits).

La gestion « serrée » et managériale des hôpitaux a conduit aux difficultés de gestion de la pandémie Covid-19, alors que depuis plusieurs années les services d'urgence contestaient une gestion avaricieuse, tournée vers la réduction des coûts, des personnels, des salaires, sans souci excessif apporté aux soins de soutien moral et psychologique des malades. L'utilisateur était devenu un client. L'absence d'investissements dans les domaines des écoles et universités est aussi évident, alors que les bénéficiaires du système mettent leurs enfants dans des écoles privées, protégées, bien dotées et partiellement financées par l'Etat⁶⁴. Il en va de même dans les domaines des transports publics.

Une lecture plus attentive des situations économiques des pays de l'OCDE met en évidence le fait que si les prélèvements obligatoires en France sont importants relativement aux autres pays, les Français évitent aussi des dépenses privées obligatoires, comme les écoles, les crèches ou les soins. Selon Emmanuel Saez et Gabriel Zucman⁶⁵, si l'on retient tous les prélèvements privés ou publics, les pourcentages des prélèvements obligatoires entre les pays européens et américains ne sont pas si différents. Sauf que dans un système public, tous les citoyens peuvent en bénéficier, quels que soient leurs revenus ou leur fortune.

La justification de la suppression de l'Impôt sur la fortune, notamment sur les placements boursiers, porte sur la fameuse théorie du ruissellement. Toutes les statistiques mettent en évidence les barrages importants sur le cours du ruisseau instantané, mais rapidement asséché. Le ruissellement n'est que de type hydrologique⁶⁶. Il faut noter que les efforts de l'Etat pour lutter contre les

⁶³ Porcher, T. (2018), *Traité d'économie hérétique*, p. 47.

⁶⁴ Branco, J. (2019), *Crépuscule, Au diable Vauvert/Massot Editions*. Vauvert.

⁶⁵ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie*. Le Seuil. Paris. Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman*. hal-02546608.

⁶⁶ Pour le Larousse, le ruissellement exprime un flot de liquide abondant qui se répand. En hydrologie, il s'agit d'un écoulement instantané et temporaire des eaux, à la suite d'une averse. La caractéristique, c'est que s'il y a écoulement il est temporaire.

fraudes aux prestations sociales sont considérablement plus importants en contrôleurs et soutiens financiers que ceux concernant l'évasion fiscale⁶⁷, alors que les estimations des pertes de l'Etat dans ces deux délits sont 50 fois plus lourdes dans le second cas. C'est un choix qui témoigne d'une méfiance à l'encontre des pauvres et d'une confiance affirmée sur l'utilité des riches qu'il est préférable de ne pas trop déranger.

Enfin, la question climatique est souvent mise en avant par les gouvernants en vue d'inciter la population à respecter certaines règles contraignantes. En revanche, les efforts demandés aux entreprises les plus polluantes restent très contrôlés, car il faut sauver l'emploi, maintenir la compétitivité, protéger la croissance régionale. Les Etats-Unis utilisent du pétrole de schiste, l'Allemagne s'écarte du nucléaire pour relancer le charbon, le Canada développe les huiles des sables bitumineux. Bref, les discours sont clairs et les actes en contradiction avec eux⁶⁸. Les compagnies pétrolières continuent à bénéficier d'avantages fiscaux aux Etats-Unis sous la protection de Donald Trump. Les jeunes générations savent qu'il faut subventionner les énergies renouvelables, car les autres sources fossiles produisent une pollution néfaste pour la santé ainsi que l'émanation de gaz à effets de serre. Psychologiquement, le processus économique est renversé. Les énergies non renouvelables apparaissent donc comme insuffisamment compétitives d'un point de vue marchand, alors que si l'on prenait le coût réel dans le long terme de ces formes alternatives d'énergie, les résultats pour le bien-être de la population et l'avenir de la planète seraient largement inversés. Le lobbying des industries et firmes pétrolières est considérable, elles distribuent d'importants dividendes à leurs actionnaires. Pourtant, une société comme Total a d'abord été une société publique, un choix politique et non une émanation du marché. Lorsqu'une activité publique devient rentable, immédiatement le secteur privé souhaite s'en accaparer, ce qui a été fait en 2006 pour les autoroutes et sans doute prochainement pour la Française des Jeux, avec des contrats particulièrement bloqués pour que le processus inverse ne puisse se réaliser.

La volonté d'enclencher la transition énergétique par les prix est souvent recommandée. Il s'agit d'élaborer un prix du carbone en vue de rendre moins concurrentiels les produits polluants. Cependant, aujourd'hui, le pétrole est difficilement remplaçable, car la plupart des moyens de transport l'utilisent directement ou indirectement. Nous sommes dans la civilisation de la voiture et du pétrole, et toutes les infrastructures ont été conçues sur ce modèle, ce qui rend son évolution aussi difficile. Le prix du carbone est payé par les consommateurs, lesquels ne peuvent généralement pas s'en extraire au regard des moyens de transports disponibles. C'est ce qui permet aux entreprises les plus polluantes de réclamer toujours une attitude pragmatique qui consiste à réduire les normes environnementales et sociales⁶⁹. Le discours est bien affiné.

⁶⁷ Le nombre de contrôleurs dédiés a diminué en 15 ans, car il fallait faire des économies pour réduire la dette. CQFD.

⁶⁸ Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ». Fontanel, J. (2020), *Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin*, Pax Economica, hal-02577489.

⁶⁹ L'accord COP 21 comporte 40 pages contre 1800 pages pour l'Accord Europe-Corée du Sud, ce qui met en avant l'importance des considérations écologiques comparées à celle du commerce international.

A les entendre, les entreprises, les actionnaires, les pétroliers, les charbonniers estiment qu'il est naturel de polluer l'air public, celui qui appartient à tout le monde. Ce sont les exigences des travailleurs face à la compétition et des normes de pollution inacceptables qu'il faut revoir pour le bon fonctionnement du système. Le chantage à la délocalisation fonctionne bien, ainsi que le lobbying acharné des entreprises dans tous les couloirs des pouvoirs politiques, qu'ils sont parfois capables d'orienter dans leurs décisions responsables.

La globalisation et la compétition mondiale

La globalisation économique est un processus qui s'est accéléré avec l'effondrement de l'URSS. Si les Accords de Bretton Woods avaient été réservés aux économies de marché des pays occidentaux, en 1995 avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce tous les grands pays du monde deviennent candidats ou adhérents à cette structure. La Clause de la Nation la plus favorisée semble intéresser toutes les économies du monde entier. Dans ce contexte, les pays membres bénéficient automatiquement des avantages qu'un de ses membres offre dans son commerce à un autre membre. Il est en outre impossible pour les non membres d'obtenir avec un membre des avantages supérieurs à ceux des membres eux-mêmes. Dans ces conditions, il est essentiel d'appartenir à cette instance, car toutes les économies nationales sont dépendantes d'énergie, de matières premières, de ressources agricoles, de produits à vendre à l'exportation pour bénéficier d'économies d'échelle ou de technologies protégées par des brevets. Il existe des exceptions qui favorisent les grandes puissances, à savoir les produits agricoles, l'intégration régionale et les questions relatives à la sécurité nationale (qui concernent notamment les industries d'armement)⁷⁰. On peut aussi ajouter le soutien aux pays en développement, mais cette clause n'est que rarement appliquée.

La construction européenne est devenue un acte de foi. De Bruxelles, le Brexit a été considéré comme une opération malheureuse pour les Britanniques qui ne manqueront pas, dans les années à venir, à le regretter. Certes, l'Europe a amélioré les conditions de paix, elle a rendu moins évidente les situations de conflits armés, mais est-ce bien cette Europe que les citoyens appellent de leurs vœux ? La zone euro a plutôt favorisé l'Allemagne au détriment de la puissance exportatrice de ses partenaires, les Pays-Bas et le Luxembourg en ont profité pour développer un système de prédation financière sur les revenus fiscaux des Etats voisins et partenaires⁷¹, les élans de solidarité ont été pour le moins rares et froidement comptabilisés, la dépendance politique et militaire à l'égard des Etats-Unis est restée pleine et entière malgré le Trumpisme, les mouvements d'extrême droite renaissent un peu partout quand ils ne sont pas déjà aux portes du pouvoir et l'action de la Commission européenne pour le « New Deal Vert » ne manque pas d'opposants. Les écarts de développement se sont développés (alors qu'ils étaient sensés se réduire), l'Europe a surtout favorisé la concurrence entre les Etats partenaires, avec des comparaisons des résultats qui se sont injustement (moralement et scientifiquement) limités à la croissance

⁷⁰ Fontanel, J. (1995), Organisations Economiques Internationales, Masson, Paris.

⁷¹ Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider, 2019. Hal-02102230

d'un PIB⁷² dont la signification a perdu de sa valeur, notamment lorsqu'il est présenté comme seul indicateur de performance. L'Allemand moyen est moins riche que le Français moyen, les inégalités vont croissantes et le sentiment de sécurité citoyenne est très hétérogène de pays à pays.

Le Fonds Monétaire International est un prêteur de dernier recours. Il prête, sous condition de réformes structurelles, aux pays en développement. Or, situé à Washington, il est au centre du sanctuaire du capitalisme. Il ne se préoccupe pas seulement de la stabilité du système monétaire mondial, il pratique et recommande les vertus du libre échange et de la libéralisation privée des forces de production. Dans ce contexte, il soutient la spécialisation des pays, l'ouverture de leurs marchés et la réduction du rôle économique et social de l'Etat. Le libre-échange devient la norme de l'économie internationale, et, en relation avec la théorie des avantages comparatifs, il est demandé aux pays les moins développés de se spécialiser dans les produits dans lesquels ils apparaissent les plus utiles à la communauté internationale des consommateurs. La spécialisation des pays en développement dans les matières premières recommandée par la FMI a pourtant souvent été un obstacle au développement des pays concernés, notamment parce que la propriété de la production n'est pas nationale. Elle enrichit les firmes multinationales propriétaires, lesquelles sont suffisamment fortes pour transformer leur influence financière en armes de corruption et faiseurs de rois (ou de Présidents). Le gouvernement ne maîtrise pas la volatilité des marchés, internationaux, les règles de la spéculation, l'intervention des marchés financiers. En exploitant leurs ressources naturelles sans réinvestir dans le pays, les firmes multinationales appauvrissent durablement le pays. En cas de crise généralisée ou dans leur secteur de production, les pays sombrent dans une récession violente. L'Algérie ou la République du Congo, producteurs de pétrole, connaissent une crise économique latente sous fond de corruption et d'inégalités économiques croissantes.

Le fameux consensus de Washington a souvent accouché de crises économiques douloureuses, sans pour autant permettre aux pays concernés d'être en mesure de satisfaire le bien-être de leurs concitoyens. Les leçons de List ont été sciemment oubliées sur l'autel de la cupidité éternelle. Les pays qui ont vraiment réussi leur développement économique (tel qu'il est défini aujourd'hui) n'ont pas appliqué cette politique économique qui leur était suggéré, parfois imposé, par les organisations économiques internationales, comme le FMI ou la Banque mondiale. Ainsi, la Corée du Sud a plutôt mené une politique industrielle en appliquant un protectionnisme intelligent et des subventions publiques ciblées, en vue de créer des grands groupes industriels qui constituent la base de son développement. Historiquement, le Royaume-Uni a bâti son développement économique sur les Actes de Navigation, puis sur l'expansion coloniale ; les Etats-Unis ont été protectionnistes avant la fin de la première guerre mondiale et le capitalisme chinois est toujours lui-même très protecteur.

⁷² Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019. Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

Les Traités de libre-échange donnent trop de pouvoir aux firmes multinationales, lesquelles peuvent contester toutes les normes décidées démocratiquement. Leur influence dans les coulisses du pouvoir, quand elles ne sont pas elles-mêmes le pouvoir, est considérable. Alors que dans un pays gaz de schiste est interdit de production dans un pays, comment accepter qu'une firme multinationale l'importe dans ce même pays ? Comment accepter un accord de l'Union européenne avec le Canada, alors que les normes environnementales n'étant pas les mêmes, les prix offerts sont plus bas pour les consommateurs ? Les intérêts commerciaux des firmes multinationales sont bien préservés. Ainsi, une entreprise a droit au respect des normes juridiques qu'elle a accepté au moment de son implantation. Si un Etat décide de modifier ses normes de consommation ou de pollution, il est passible d'un procès qui sera sans doute gagné par les firmes, supprimant ainsi le libre choix démocratique des peuples. Aujourd'hui, avec les nouvelles connaissances scientifiques et le réchauffement climatique, les Etats souhaiteraient modifier les règles de l'accord, mais les tribunaux ou médiateurs internationaux privés restent souvent plutôt sensibles aux arguments du droit privé au regard de celui du droit public.

Comment se fait-il que ceux qui réclament le libre-échange soient les gouvernants des grandes puissances économiques, lesquelles disposent d'entreprises puissantes qui s'implantent partout, en s'appuyant sur leur force financière pour anéantir l'essor de toutes les entreprises concurrentes. Grâce à cette expansion territoriale de leurs activités, les firmes peuvent alors mettre en concurrence les salariés des pays industrialisés avec ceux, nettement moins onéreux, des pays pauvres. La délocalisation des activités affecte nombre d'entreprises françaises. Les citoyens se sont rendus compte que la plupart des médicaments, essentiels à la santé publique, étaient produits en Chine ou en Inde, selon des modalités complexes, puisque parfois trois usines de pays différents étaient utiles pour la fabrication de ces produits, avec une dernière étape européenne pour leur conditionnement commercial. Dans ce contexte, les industries pharmaceutiques optimisent les coûts des médicaments afin de mieux rémunérer la caste des actionnaires et des dirigeants⁷³. Il est souvent dit que cela contribue au développement économique des pays receveurs. Or, ce n'est sans doute pas la réalité des choses, compte tenu du partage de la valeur ajoutée, qui bénéficie d'abord à ceux qui disposent des brevets, lesquels sont souvent, artificiellement, installés dans des paradis fiscaux. En outre, si une augmentation de salaire devient nécessaire dans le pays d'accueil de la production, une autre délocalisation sera alors prévue. Ainsi, plusieurs installations industrielles sont allées en Chine, puis en Inde, puis au Vietnam et l'Indonésie. Dans ce cas, l'entreprise qui supporte la délocalisation dispose d'un savoir-faire qu'il ne peut utiliser que si les droits relatifs au brevet lui sont accordés, contre monnaie trébuchante. De fait, si des effets positifs existent à court terme pour les économies nationales, ils conduisent cependant à une forte dépendance économique et donc à un pouvoir de négociation faible face à des firmes multinationales. Le libre-échange permet aux firmes les plus puissantes de négocier leurs installations dans un pays et d'imposer de nouvelles règles

⁷³ Il est intéressant de rappeler que les coûts de la recherche-développement des produits pharmaceutiques sont en moyennes deux fois inférieurs à ceux du marketing et de la commercialisation.

qui leur seront favorables, notamment celle de pouvoir à tout moment rapatrier leurs profits sans contrôle de changes et d'éviter l'impôt.

« La mondialisation, d'abord arme des pays riches contre les pays pauvres, est devenue l'arme des multinationales contre les citoyens »⁷⁴. Il faut ajouter contre tous les citoyens des pays concernés. La puissance des GAFAM est un exemple intéressant de la domination des entreprises qui peuvent s'infiltrer dans tous les interstices des pouvoirs privés et publics pour dominer et influencer les évolutions soit disant démocratiques de nos vies quotidiennes⁷⁵. Un nouveau Lievathan est possible. Dans le système capitaliste, une grande partie de la liberté réelle est fondée sur la possession d'argent et de biens et services. Or, les grandes fortunes sont de plus en plus importantes, souvent supérieures aux budgets d'Etats membres de l'ONU, alors qu'une bonne moitié de la population a les plus grandes difficultés à satisfaire leurs besoins élémentaires. Le système mis en place, protégé par les organisations internationales, continue à produire inexorablement des inégalités économiques et sociales inexplicables autrement que par une exploitation de tous ceux qui ne sont pas propriétaires de moyens de production ou spéculateurs. L'économie n'est plus au service des hommes, mais de ceux qui récoltent les fruits du travail commun, et qui n'ont même pas la politesse d'être heureux de leur situation, toujours en manque d'un « toujours plus » cupide qui opprime les classes laborieuses.

Pourtant, il n'est pas avéré que tous les comportements humains soient fondés sur l'égoïsme et la cupidité. Les organisations non gouvernementales cherchent à introduire les idées de solidarités et de partage, même si les objectifs de certaines d'entre elles semblent satisfaire soit des intérêts politiques et stratégiques, soit expriment les influences constantes de lobbies⁷⁶. Il n'empêche qu'elles font évoluer la société en défendant des intérêts humains qui n'intéressent guère les gestionnaires et les économistes dont les actions sont souvent limitées à la maximisation du profit ou à la croissance du PIB, sans considération humaniste sur la répartition des fruits de l'activité économique. Le PIB est un indicateur trompeur qui laisse croire lorsqu'il est positif que sa croissance améliore le bien-être de chacun, alors qu'il a pu être le résultat de pollutions diverses, de dégradation des patrimoines écologiques et d'un accaparement de ses fruits par les privilégiés⁷⁷.

La concurrence comme base sociale d'un système économique permet toutes les ruses de production pour satisfaire une consommation largement inspirée par les messages publicitaires. Il faut lettre les biens communs au-dessous de toutes les accumulations privées. Les jeunes générations, avec les colocations ou le covoiturage donnent un exemple intéressant d'une nouvelle forme plus solidaire de société. Avec la fin de l'expérience soviétique, l'économie de marché se présentait comme le système qui devrait apporter la

⁷⁴ Porcher, Op. Cit.191.

⁷⁵ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

⁷⁶ Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales. L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire.

⁷⁷ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

paix et le développement économique à l'ensemble des Nations. La situation actuelle met surtout en évidence un système qui accélère le danger climatique, qui crée des inégalités insoutenables et a su créer un monopole de l'information économique et du contrôle politique des Etats. La parole et les idées sont filtrées par le sas d'une liberté qui n'est au fond reçue que réduites à des bribes plus ou moins élargies selon les moyens financiers des individus.

Pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique. « Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier. La production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet d'une production réelle qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme) »⁷⁸. La rareté est organisée comme condition du maintien du système et de ses privilèges. Le capitaliste accumule pour le profit et le pouvoir, il n'a jamais l'idée de servir l'intérêt général.

⁷⁸ Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris. p. 35.

Bibliographie

- Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », *Le Monde*, 17-18 Mai.
- Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., & Corvaisier-Drouart, B. (2009). Les organisations non gouvernementales. L'homme au coeur d'une mondialisation solidaire.
- Branco, J. (2019), *Crépuscule, Au diable vauvert*. Massot Editions, Vauvert.
- CAE (2015), Protection de l'emploi, emploi et chômage, Focus, n°003.
- Chavagneux, C. (2017), Deux fois plus de dividendes que d'investissements, *Alternatives économiques*, 11 Janvier.
- Coulomb, F. and Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte, Paris.
- Delesse, C. (2016), NSA. National Security Agency. Taillandier., Paris.
- Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Édipe*, Les Editions de Minuit. Paris.
- Dupuy, J-P. (2004) *Pour un catastrophisme éclairé*, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris.
- Dupuy J.P. (2010), *La marque du sacré*, Ed. Flammarion, Paris.
- Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. *Ares, Défense et Sécurité* [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.
- Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J. (2005). *La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs*. Editions L'Harmattan.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, 75.
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*. L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2018), *Puissance et nationalisme économique*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Université de Nice Sophia-Antipolis
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), *Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?* Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI 2019.
- Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), *Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat* AFRI 2019, Paris.

Fontanel, J. (2019) Les analyses philosophiques et économiques des liens entre la guerre et l'économie jusqu'en 1776. ILERI Blog. Paris, France. 2019. [Hal-02314440](#)

Fontanel, J. (2020), La troisième révolution industrielle, une question de survie ? PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale.

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, [hal-02611716](#).

Fontanel, J. (2020), Les sociétés économiques et humaines en danger. Une relecture de « l'homme mondial ». Pax Economica, Grenoble. Avril, 2020. [hal-02568952](#)

Fontanel, J. (2020), Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman. [hal-02546608](#).

Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider, 2019. [hal-02102230](#)

Fontanel, J. (2020), De crises en crises. De la maladie des hommes à la maladie de la Terre, Pax Economica, [hal-02626191](#)

GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC (2018), Résumé à l'intention des décideurs, in « Global Warning of 1.5°C ; An IPCC Special Report, Organisation météorologique mondiale, Genève, <https://www.ipce.ch/sr15/>)

Guilhaudis, J-F. (2017), Relations internationales contemporaines, LITEC, Paris.

Lange, G-M, Wodon, Q., _Carey, K. (2018) The Changing Wealth of Nations 2018 ; Building a Sustainable Future », World Bank, Washington.

Mandelbrot, B. (209), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, Le Monde 19 Octobre.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Editions Odile Jacob. Paris

Montesquieu (1758, 1995), De l'Esprit des lois, Gallimard, 2 volumes, Paris.

Morin, E. (2020), Le Monde 18-20 Avril.

OECD (1994), The OECD Jobs Study : Facts Analysis, Strategies, OCDE, Paris.

Porcher, T. (2019), Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant. Pluriel. Fayard. Paris

Pouvoirs (2018), Solutions pour reprendre le pouvoir sur les données (2018) La datacratie », Revue Pouvoirs Le Seuil, Paris.

Ramaux, C. (2014), Calculée comme la dépense publique, la dépense privée dépasserait 200% du PIB, Rue 89.

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saby, B., Saby, D. (2016), Compétitivité, mercantilisme et guerre économique, L'Harmattan, Paris.

Saby, B., Saby, S. (2019), La science économique, paravent de la guerre économique, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Saez, E., Zucman, G. (2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In J. Fontanel, Chatterji, M. (Eds), War, peace and security (pp. 37-51). Emerald.

Stiglitz, J. (2014), *Le Prix de l'inégalité*, Les liens qui libèrent, Paris.

Stiglitz, J. (2013), *Le triomphe de la cupidité*, Les biens qui libèrent, Paris.

Williams, B. (1981), *Moral luck*, Cambridge University Press

Zucman, G. (2015), *The Hidden Wealth of Nations ; The Scourge of Tax Havens*, University of Chicago Press, Chicago, 200 pages.

Les crises de la globalisation économique

Jacques Fontanel

Les crises économiques se succèdent. Les Etats comprennent qu'ils ont perdu le pouvoir d'entreprendre, les grandes firmes se sont substituées à eux. Elles ont réussi à remplacer la plupart des démocraties par une ploutocratie, l'exemple le plus frappant étant la Maison Blanche avec son Président et ses conseillers majoritairement milliardaires. Les réseaux sociaux sont fortement contestés quant à leur contenu, mais personne ne s'offusque que la plupart des journaux et des médias appartiennent aussi à d'autres hommes très riches. Certes, les journalistes cherchent à obtenir une forme d'indépendance rédactionnelle, mais le choix des personnes qui travaillent dans ces médias est fait directement ou indirectement par un dirigeant commandité par le Conseil d'administration. Dans ces conditions, comme pour l'évasion fiscale qui connaît une grande vague de prétendants riches, des spécialistes offrent leurs services pour fournir une information qui ne doit aucunement contredire les intérêts des propriétaires. Aujourd'hui, le citoyen est « cerné », dominé, par les leçons des scientifiques qui soutiennent les pouvoirs. Le procès de Gallilée serait encore possible aujourd'hui. Personne ne peut s'opposer aux grands intérêts économiques. Les gouvernements sont élus pour développer des services publics et des lois de justice, mais très rapidement ils vendent les premiers aux intérêts privés et les secondes sont suivies de niches d'exemption de toutes sortes qui, évidemment, ne profitent qu'aux grandes fortunes. Le trait paraît un peu gros, et pourtant il ne l'est pas tant que cela. Aujourd'hui, le pouvoir n'appartient pas au peuple, mais à ceux qui informent, lesquels sont dépendants de ceux qui dirigent les médias et soudoient, lobbying oblige, les Parlements. Si une crise apparaît, il est alors demandé aux pauvres de soutenir encore les plus nantis.

Ainsi, les acteurs économiques qui organisaient le marché de l'immobilier ont été les principaux agents de la crise financière de 2008. Les spéculateurs n'hésitent pas souvent à parier sur l'effondrement d'un système économique si leur fortune personnelle est en jeu ou peut croître. En l'occurrence, tous les rapports officiels ont mis en évidence les erreurs, voire les méfaits, des institutions d'Etat et du secteur bancaire, lesquels sont allés aussi loin que l'irrespect des normes éthiques et juridiques. Dès lors, l'institution a sans doute construit de nouveaux garde-fous pour empêcher la cascade en dominos des économies nationales. Pour comprendre ces faits, les économistes n'offrent aucune analyse commune crédible, ils mettent en évidence des scénarios sur un « marché des idées », sur des hypothèses et postulats qui n'ont pas pour objet de décrire une réalité mais de faciliter leur propre réflexion, dans le cénacle réduit de ceux qui savaient et savent encore. Les économistes sont plus reconnus pour la qualité de leurs formulations mathématiques ou l'élégance de leurs démonstrations que pour l'utilité ou la véracité de leurs conclusions. Trop souvent, les explications rationnelles se fondent sur un passé, lequel, malheureusement,

n'explique que les réalités d'hier au crible des interprétations politiques souvent partisans d'aujourd'hui. Ainsi, ces analyses sont souvent de simples jeux intellectuels ou d'actes politiques qui conduisent à réduire le champ du possible dans l'action en vue de la défense d'intérêts politiques, économiques ou académiques. Ainsi, personne ne conteste l'intérêt du PIB, l'agrégat le plus utilisé pour expliquer la bonne gestion d'un pays. Pourtant, avec la mondialisation, et l'essor des firmes multinationales, ce concept a depuis longtemps perdu de son acuité⁷⁹. Il constitue un masque des réalités économiques et sociales et produit des tâches aveugles concernant le patrimoine, l'écologie, l'environnement ou le réchauffement climatique. L'idée encore aujourd'hui, c'est d'accélérer la croissance pour avoir les moyens de tenir compte de l'environnement, alors que la croissance économique pratiquée aujourd'hui conduit inexorablement à des catastrophes écologiques et climatiques à court terme.

Les théories de la crise économique internationale

Pour évacuer la question des responsabilités, plusieurs théories ont été avancées, lesquelles ne font pas spécialement honneur à l'économie politique, encore moins à ceux qui pensent que l'économie est une science.

- La théorie des « cygnes noirs » met en avant l'existence inopinée de certains phénomènes qui ne sont pas prévisibles dans le temps et dans l'espace même si l'on sait qu'ils peuvent quand même se produire, sans que nous puissions en comprendre le déclencheur. C'est le cas des crises financières. Pour plusieurs analystes, personne ne pouvait prévoir la crise de 2008. Pourtant, bien des économistes avaient annoncé cette catastrophe, mais ils étaient classés parmi les hétérodoxes, ceux qui s'écartent du courant dominant, lequel choisit parmi les siens les chercheurs et professeurs installés dans les Universités, les entreprises ou les administrations. Aujourd'hui encore, les théoriciens considèrent que ces hétérodoxes ne sont que de simples alarmistes permanents qui ont eu raison en dépit de toute rationalité. C'est ignorer un peu vite que les crises ne sont pas rares, dans de nombreux pays, chaque année, en Amérique latine, en Russie, au Japon, dans la zone euro ou celle du dollar. Comme pour la pandémie du coronavirus, tous les pays sont concernés, pays développés, pays émergents, pays en développement et le système financier se transforme en un casino géant dont les occupants s'exercent au bandit-manchet.

- La théorie des « longues traînes » considère que la distribution des erreurs répond aux règles de la loi normale, mais il est difficile de déterminer leur fréquence et surtout le moment où les instabilités du système produisent la crise. Les risques sont, a priori, difficilement calculables, notamment sa profondeur, ses localisations, sa durée. Or, les crises ou les menaces de crise sont très fréquentes, de plus en plus au fur et à mesure où la mondialisation

⁷⁹ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (2017), A propos du PIB/PNB. Les limites d'un indicateur vedette. Les risques d'un marqueur "pervers", AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales.

réduit le pouvoir des Etats pour l'abandonner aux actions marchandes des firmes multinationales, lesquelles s'avèrent suffisamment fortes pour influencer les lois et les règles encore disponibles. On sait qu'il y aura une crise, mais les risques sont difficilement calculables, ainsi que la profondeur de l'écart par rapport à la moyenne attendue. Au fond, tout le modèle mis en place dans le système de globalisation économique d'aujourd'hui présuppose qu'il n'y aura pas de crise, que s'il y en a une le système de marché l'absorbera automatiquement et donc qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure sur leur apparition. Souvent d'ailleurs, au moment de la crise, l'Etat est jugé responsable et tous les acteurs économiques lui demandent alors de trouver les solutions qu'il paiera plus tard d'un endettement croissant qui lui sera évidemment reproché comme l'expression d'une mauvaise gestion des biens publics nationaux.

- Les « bulles », c'est un phénomène physique mécanique, indiquant un phénomène quasi inévitable, un excès de production ou de spéculation qui tout-à-coup éclate, sans que ce phénomène soit prévisible, au moins à ce moment là. Ce sont pourtant des épiphénomènes, et tout redevient normal lorsqu'elles ont éclaté. Cependant, le système est supposé avoir un comportement normal, et l'éclatement de la bulle n'est pas prévisible, on ne peut la comprendre qu'après coup. Dans ce contexte, les responsables de la FED considèrent qu'il ne faut pas s'alarmer en cas de bulle, même si elles ne sont pas inoffensives ; il est donc inutile de réglementer, d'intervenir, il faut laisser-faire. La crise finie, tout redevient normal, jusqu'à ce que de nouveaux chocs, notamment politiques, fragilisent le système et conduisent à de nouvelles crises.

- L'action économique et politique de l'Etat est souvent considérée comme l'élément déclencheur des crises. Dans le cas de la crise internationale de 2008, la loi « Community Reinvestment Act » promulguée en 1977 n'a pas respecté la libre compétition, en faisant obligation aux banques d'accorder des prêts dans toutes les localités où elles collectent les dépôts. Fannie Mae et Freddy Mac (parrainées par l'Etat, mais privées) ont acheté des prêts hypothécaires sur le marché privé pour partager les risques et refinancer les prêteurs. Ce faisant, elles ont encouragé les emprunteurs insolvables à s'engager dans des emprunts en jouissant ainsi d'une garantie implicite contre les pertes. L'intervention de l'Etat pour favoriser l'achat immobilier de familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels (NTM, nontraditional mortgages), dont le défaut de paiement a été à l'origine du naufrage du système. Quand l'action publique perturbe la rationalité des acteurs économiques, les marchés deviennent inefficaces, car elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. Dans l'esprit du public, Fannie Mac et Freddy Mac étaient trop importants pour connaître la faillite (too big to fall), grâce au filet de sécurité offert par les autorités publiques. Cet encouragement de l'expansion de la propriété avec les prêts hypothécaires soutenu par l'Etat a conduit à une expression généralisée d'aléa moral.

- Le système financier et bancaire ne se reconnaît pas de responsabilité particulière dans les crises économiques reprenant toujours cette fameuse théorie quantitative de la monnaie selon laquelle la monnaie serait économiquement neutre. Cependant, la monnaie n'est pas seulement un instrument d'échange et de compte, c'est aussi un instrument de réserve. Véritable « pont entre le présent et le futur » (Keynes), la monnaie dispose d'un pouvoir libérateur à l'intérieur de sa zone, elle se transforme rapidement en actifs financiers plus ou moins liquides en investissements, mais son efficacité dépend de la confiance que lui accorde (ou non) les agents économiques. Avec les Accords de Bretton Woods, le système de change fixe, décidé par le Fonds Monétaire International, était contrôlé en fait par le Trésor des Etats-Unis. En 1971, la décision du Président Nixon de revenir sur le lien entre le dollar et l'or a permis à Washington de disposer d'une devise internationale contrôlée par elle-même sur la base du « benign neglect », ce qui lui a donné une force économique et politique considérable dans les échanges internationaux.

Après avoir constitué des réserves exprimées en dollar/or, les membres du FMI ont été obligés de conserver leurs dollars, sans référence à l'or. Or, le dollar comme monnaie internationale ne répond plus aux critères économiques de cette fonction, au regard de l'importance de l'endettement public et privé des Etats-Unis. Pourtant, le système monétaire fonctionne toujours avec le dollar comme référent principal, sans doute parce que les Etats-Unis sont la première puissance économique et militaire mondiale et que le système économique américain se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme⁸⁰. En outre, le système mondial souffre des risques excessifs de solvabilité sur les marchés financiers et de l'absence de rééquilibrage des balances commerciales. Les Etats sont soupçonnés de mener parfois une « guerre des monnaies », à coup de dévaluations successives, ce qui accroît les tensions politiques entre les pays. Dans une « guerre monétaire », les pays engagent un conflit fondé sur « l'appauvrissement du voisin » (*beggar thy neighbour*). En dévaluant, les Etats exportent la déflation et la récession vers leurs voisins. La monnaie n'est vraiment pas neutre et elle est susceptible de créer des conflits économiques graves. Pour Donald Trump, la Chine, le Japon et l'Allemagne (*sic*) maintiennent un yuan, un yen et un euro bas en vue de doper leurs exportations, ce qui érode la compétitivité américaine. Pour favoriser le « made in America », il décide d'appliquer de nouveaux droits de douane, tout en insistant auprès du Trésor et de la FED pour faire baisser la valeur du dollar. Il considère que la finance est un outil et une arme pour la sécurité nationale de son pays. Or, la puissance économique et financière de Washington n'est pas fondée simplement sur le contenu de sa production intérieure des biens et services, elle est renforcée aussi toutes les entreprises multinationales d'origine américaine disposant d'implantations disséminées dans le monde, et qui fonctionnent principalement sur la base du dollar. Cette bataille de compétitivité risque de remettre en cause le fonctionnement et les règles définies par les organisations internationales (FMI, OMC). Pékin, souvent accusé de choisir un taux de change qui lui

⁸⁰ Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>

est favorable, a pourtant tendance à suivre les variations du dollar pour définir la valeur internationale du renminbi (yuan). Avec l'action protectionniste de la Maison Blanche, la confiance dans le dollar peut évoluer et remettre en cause les règles internationales qui prévalent aujourd'hui.

- La création de l'euro a marqué l'histoire monétaire, car plusieurs pays ont délibérément abandonné leur souveraineté monétaire au profit d'une institution supranationale. Il a fallu greffer un Pacte de stabilité, avec la mise en place d'une discipline économique acceptée par tous les Etats membres, afin de donner des signes forts de confiance mutuelle. **La Banque européenne a pour fonction de** contrôler les tensions inflationnistes de la zone euro. La « théorie de l'engrenage » devait favoriser une cohésion des politiques économiques des Etats membres. Aujourd'hui, l'euro se présente comme un facteur supplémentaire de réduction des tensions internationales, c'est un instrument de paix, au moins à l'intérieur de la zone considérée. Il a sans doute protégé l'Europe de nombreux chocs externes, concernant notamment le terrorisme, les guerres en Irak et en Afghanistan, les crises financières récurrentes, les évolutions erratiques des prix pétroliers, car il a évité le ballet permanent des dévaluations et réévaluations à l'intérieur de la zone. Cependant, l'Allemagne est le principal bénéficiaire des rapports de force économiques et politiques du système mis en place, car les hétérogénéités économiques et sociales des Etats Membres n'ont pas été prises en compte. Or, l'Europe ne peut négliger plus longtemps les politiques « sociales ». Le risque n'est plus dans le potentiel de guerre entre les Etats de la zone, il est dans l'expression des luttes politiques sociales nationales, susceptibles de s'élargir à d'autres pays membres de la zone, fondées sur le rejet de l'Europe, de l'euro et de la globalisation. La guerre sociale et politique est alors susceptible de remettre en cause les adhésions des peuples aux systèmes monétaires internationaux existants.

- La crise économique est aussi le résultat de l'accroissement croissant des inégalités⁸¹. Karl Marx en avait déjà fait la base de la crise capitaliste, avec le principe de paupérisation relative (agrandissement des écarts de revenus et patrimoines entre des riches de plus en plus riches et les prolétaires) et absolue (les prolétaires deviennent de plus en plus pauvres et en sont réduit à vivre avec un revenu égal au minimum vital, celui qui permet seulement de reconstituer sa force de travail). La crise peut apparaître à la suite d'une répartition des revenus et des patrimoines de plus en plus inégalitaires. Il ne s'agit plus de mettre en avant le minimum vital, la misère ou la faim, il s'agit d'un système qui crée des besoins marchands continus que la grande majorité des consommateurs potentiels sont dans l'incapacité d'acheter sans emprunt à la consommation, rendant leur situation économique et

⁸¹ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris. Fontanel, J. (2016), *Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis*, CESICE, Université Pierre Mendès France, Grenoble. 2016, Reich, R. (2015), *The Political Roots of Widening Inequality*, The American Prospect Magazine, Spring.

sociale encore plus précaire dans l'avenir. L'endettement transforme le mode de vie des personnes, obligées de faire face à des remboursements de plus en plus difficiles. En outre, l'Etat n'est plus toujours en mesure de maintenir l'éducation pour les enfants des milieux défavorisés, car l'impôt et les prestations sociales sont fortement rejetés par les forces vives et riches de la Nation qui influencent et même s'approprient parfois les décisions politiques, économiques et sociales des autorités publiques, au nom de leur compétence dans l'économie de marché.

La victoire de la croissance nationale à tout prix du keynésianisme

Au XIXe siècle, l'économie était bien la science lugubre. Pour Ricardo ou Malthus, à terme, les salaires étaient sensés, à terme, ne plus s'élever durablement au-dessus du minimum vital, celui de la subsistance. Dans cette analyse, les machines diminuent le prix des marchandises et raccourcissent relativement le temps de travail des hommes, afin de créer une armée de réserve. Dans ce contexte, compte tenu de la loi de la population, les gains conjoncturels des ouvriers ne peut être que transitoires. L'économie stationnaire est l'avenir de l'homme, une société où le minimum vital est tout juste assuré pour les survivants. Marx inclura à la fois la fin inéluctable du capitalisme rongé par des inégalités si croissantes qu'elles seront la cause de la révolution des prolétaires pour construire d'abord un socialisme, puis le communisme.

Le XXe siècle sera à la fois des instants d'extrêmes barbaries et de guerres, mais aussi un moment de sauts épistémologiques incontestables. Les capacités humaines se sont développées avec les destructions créatrices et l'effondrement du régime d'accumulation victorien. Avec l'émergence du socialisme, la planification ce n'était plus le marché à déterminer l'ensemble des prix et des salaires, le contrôle plus ou moins affirmé de l'Etat était alors revendiqué. Après la seconde guerre mondiale, les économies connurent des années fastes, les fameuses 30 glorieuses. Les Etats-Unis sont alors devenu le pays le plus puissant du monde économiquement, culturellement, militairement. L'énergie était bon marché, les Blancs étaient dominants, les taux d'intérêts relativement faibles, un seul travail par famille suffisait, les emplois étaient syndicalisés et protégés. Les progrès sanitaires ont inexorablement fait monter l'espérance vie de tous les citoyens, même si des disparités non négligeables existent encore selon les catégories sociales.

Les économistes avaient un regard sur la croissance à long terme, en utilisant quatre variables essentielles, la croissance démographique, les changements technologiques, l'épargne et l'investissement. La première variable était, à court terme, jugée constante. La technologie était supposée dépendre de la science et des inventions souvent issues des laboratoires de l'Etat, mais il s'agissait alors d'un choc « exogène » qui n'était que très difficilement inclus dans l'analyse elle-même. De ce fait, les économistes ont d'abord privilégié la relation entre l'épargne et l'investissement, avec la fameuse en évidence la fameuse « règle d'or » selon laquelle si l'épargne est une fuite du circuit de la consommation, il en faut cependant suffisamment pour engager les investissements nécessaires. Le taux d'intérêt, ce pont

entre le présent et l'avenir, déterminait le choix entre les fonds prêtables ou la préférence pour la liquidité. Aucune référence n'apparaissait concernant la répartition des revenus et des patrimoines, elle était supposée n'être qu'un résultat issu du mode de production lui-même fondé sur la concurrence et les complémentarités entre les travailleurs eux-mêmes et les machines. D'ailleurs, les économistes limitaient toujours leurs raisonnements aux deux facteurs de production essentiels, le travail et le capital. La croissance était alors supposée sans limite, il suffisait, selon la théorie de Rostow⁸², atteindre le niveau du décollage économique pour engager l'économie nationale à travers tous les stades de développement, et notamment celui de la consommation de masse dans son apogée éternelle. Les modèles de croissance étaient de nature « dichotomique ». Les banques et les établissements financiers n'étaient considérés que de simples intermédiaires, sans influence sur la croissance réelle. La réglementation bancaire n'était pas toujours très suivie, sauf peut-être pour protéger les épargnants, avec l'existence de banques de dépôts.

Dans ce contexte, la croissance régulière était revendiquée dans le cadre d'une société équitable. Chaque facteur de production était payé à son efficacité marginale, ce qui supposait par ailleurs que les rendements d'échelle étaient toujours constants (ce qui est une autre hypothèse héroïque). Les salaires dépendaient, pour les fonctionnaires des indices fixés par l'Etat, et pour les entreprises privées par une négociation entre les syndicats et les propriétaires, toujours sur la base de la productivité marginale de l'ensemble des salariés. Si les innovations faisant l'objet de brevets, ils donnaient à leurs dépositaires, pour un temps relativement long, une situation de monopole. Cependant, l'Etat contrôlait par les « lois antitrust », L'Etat contrôlait leur fonctionnement lorsque cette place dominante faussait le système de la concurrence. Cela n'était pas toujours vérifié, bien sûr, mais c'était toujours possible, au cas où !

L'action de l'Etat était bien revendiquée, notamment avec la politique dite de « fine tuning », qui avait pour utilité de manœuvrer finement les outils de la politique économique afin de maintenir le système dans la voie de la croissance économique et de produire. Pour les Keynésiens, il s'agissait pour l'Etat d'engager des politiques structurelles de stabilisation contra cyclique destinées à soutenir la croissance dans les périodes de crise économique. Dans ce contexte, l'Etat était d'abord considéré comme le gendarme d'un marché, chargé de faire respecter les lois économiques, de présenter un budget en équilibre (pour éviter les effets d'éviction) et produire quelques « biens publics » comme les routes, l'éducation ou un système de santé. Il incombait à l'Etat d'assurer le plein emploi, une revendication qui était nouvelle pour les économistes. Avec la courbe de Phillips, l'Etat était interpellé sur le choix à faire entre un peu plus d'inflation pour un peu moins de chômage et vice versa. Simon Kuznets⁸³ considérait même qu'après la transition de l'agriculture vers l'industrie, les inégalités sociales diminueraient, notamment grâce à l'action de l'Etat providence de type social-démocrate. L'action de l'Etat pour une redistribution des revenus était souvent exigée par les Parlements

⁸² Rostow, W.W. (1970), *Les étapes de la croissance économique*, Le Seuil, Paris.

⁸³ Kuznets, S. ((1955), *Economic Growth and Income Inequality*, *American Economic Review*, mars. Vol 54(1).

démocratiques, mais son utilité n'était pourtant pas acceptée par les vainqueurs de la compétition économique internationale. Il en a résulté des politiques d'optimisation fiscales ou des actions de lobbying en faveur des firmes qui ont contrevenu à la recherche d'une démocratie économique et sociale. Les politiques budgétaires qui avaient aussi pour vocation de réduire partiellement les inégalités déstabilisantes ont été contestées et il sera principalement demandé à la politique monétaire de lutter contre les seules tensions inflationnistes.

Avec le processus de la mondialisation, le rôle des Etats dans le domaine de l'économie internationale est fortement contesté. Les organisations économiques internationales cherchent à réduire le potentiel de crise économique internationale, mais leurs moyens et leur rôle ne leur permettent pas d'être efficace selon les contextes. Ces analyses n'intégraient pas la rareté des ressources naturelles, leurs coûts, la pollution, le changement climatique, la répartition des richesses, les violences étatiques ou la qualité biologiques des produits. Les ressources des matières premières et énergétiques étaient jugées infinies. Ma notion de pic du pétrole s'est progressivement fait une place dans la littérature économique, mais les réserves ont été redécouvertes, ce qui a eu pour résultat l'enterrement pur et simple d'un problème qui est pollué par les intérêts des grandes firmes pétrolières. De même, les économistes n'ont que trop peu accordé d'attention à la décolonisation, aux guerres, aux armes économiques, à l'influence de l'URSS sur de nombreux pays, à l'exercice de la domination du dollar, à la mise en place d'un marché commun européen ou aux actions des organisations économiques internationales.

Au fond, les économistes utilisent des modèles sont les hypothèses étaient éloignées des conditions réelles de la production et de la redistribution des revenus. La recherche de la croissance à tout prix a rejeté les objectifs d'équité et de répartition optimale des patrimoines. La course vers le « toujours plus » est toujours engagée. Il y a donc crise lorsque la croissance n'est plus au rendez-vous, quelle que soit son contenu, son intérêt pour les générations futures, ses perdants du système concurrentiel et leurs affidés. Croître est la solution à tous les problèmes, et cette croissance s'exprime par le Produit Intérieur Brut, lequel est parfois accompagné d'une estimation assez floue du chômage. La croissance économique est devenue une norme, une nécessité normale mais aussi implacable. Elle est supposée à terme se répartir sur toute la population, avec la théorie du « ruissellement ». Or, pour Deleuze et Guattari, le capitalisme est schizophrénique⁸⁴. « Le manque est aménagé, organisé dans la production sociale. Il est produit par l'instance d'antiproduction qui se rabat sur les forces productives et se les approprie. Il n'est jamais premier. La production n'est jamais organisée en fonction d'un manque antérieur, c'est le manque qui vient se loger, se vacuoliser, se propager, d'après l'organisation d'une production préalable. C'est l'art d'une classe dominante, cette pratique du vide comme économie de marché : organiser le manque dans l'abondance de production, faire basculer tout le désir dans la grande peur de manquer, faire dépendre l'objet d'une production réelle

⁸⁴ Deleuze, G., Guattari, F. (1975), *Capitalisme et schizophrénie ? L'anti-Œdipe*, Les Editions de Minuit. Paris.

qu'on suppose extérieure au désir (les exigences de la rationalité), tandis que la production du désir passe dans le fantasme (rien d'autre que le fantasme)⁸⁵. La rareté est organisée comme condition du maintien du système et de ses privilèges. Le capitaliste accumule pour le profit et le pouvoir, il n'a jamais l'idée de servir l'intérêt général.

L'ouverture vers la globalisation prônée et dominée par les Etats-Unis

Le keynésianisme a progressivement perdu ses lettres de noblesse. L'Etat se voit retirer la gestion publique du cycle des affaires et la politique de l'emploi, même si les efforts publics subsistent dans les périodes de grande précarité. La globalisation est en train de remplir son œuvre, réduire autant que possible les interventions des autorités publiques. Pourtant, Washington a souvent conduit une politique hamiltonienne de protection et de soutien à son économie nationale. A chaque crise économique, il est fait appel aux autorités publiques américaines ou françaises pour augmenter les dépenses publiques, développer les subventions aux entreprises privées, engager de nouveaux travaux publics, réduire les taux d'intérêt, contrôler les prix et les salaires ou réguler la concurrence internationale. L'essor de la globalisation a été renforcé, par la récolte de l'OPEP en 1973, organisation des exportateurs de pétrole qui ont recouru à un embargo, puis à des quotas, pour obtenir une multiplication par 4 (quatre) des prix de leurs matières premières, afin de récupérer une partie de la rente à leur profit. Il en a résulté une perte de pouvoir d'achat pour les pays industriels non producteurs de pétrole et des revenus faramineux pour quelques potentats du Golfe Persique. Il en a résulté une récession, même si des masses considérables de placements des pays exportateurs de pétrole s'installèrent dans les pays développés. Le choix pétrolier modifiait ainsi les rapports de force. Les ressources naturelles redevenaient essentielles à la croissance mondiale, les économistes ne pouvaient plus l'ignorer par commodité d'analyse. Les Etats-Unis connurent alors une crise économique qui va modifier profondément à terme le processus de développement économique, même si la « croissance à tout prix » était toujours la norme principale d'action. Washington engagea une politique mercantiliste de dévaluation du dollar afin d'améliorer sa balance commerciale, d'accroître la compétitivité des entreprises et de mener une politique plus protectionniste, malgré sa défense officielle du libre-échange et la puissance du système financier national. En payant le pétrole en dollar (créances du Trésor public libellés en dollars), le pétrole a été payé par une carte de crédit dont la facture n'a jamais été réglée par Ronald Reagan. C'est dans ce contexte que le monétarisme de Milton Friedman s'est imposé pour combattre l'inflation, laquelle est le facteur principal du chômage par la perte de compétitivité qu'elle produit sur les entreprises nationales. La stabilité des prix, l'économie de l'offre (avec une fiscalité incitative reportant l'impôt sur la consommation plutôt que sur l'épargne) et le libre jeu du marché se substituèrent alors comme objectif à la doxa keynésienne. Il est alors état d'une recherche de confiance, d'anticipations

⁸⁵ Idem. P. 35.

rationnelles, d'incitations. Le Rapport Meadows du Club de Rome sur les limites de la croissance avait pourtant déjà lancé un appel très fort sur les conséquences d'une production sans cesse croissante. Ce défi ne fut pas repris par les économistes, qui rejetèrent même l'idée de limites à la croissance confiants dans la capacité des hommes à trouver des solutions inventives aux problèmes posés dans l'avenir.

A son arrivée, Ronald Reagan a eu pour ambition de rétablir la puissance américaine, déjà fortement mise à mal avec les taux de changes variables, la révolte de l'OPEP, la crise en Iran avec la chute du shah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny et la reconnaissance de la primauté militaire de l'URSS. Il s'agissait aussi de préserver le niveau et le mode de vie des Américain, au moins dans les discours officiels. La FED, dirigée par Paul Volcker, a conduit une stratégie fondée sur le taux d'intérêt mondial du dollar, comme une arme pour dévaloriser progressivement les nouveaux cours du pétrole. Lorsque le prix du pétrole, dont dépendaient presque toutes les économies nationales, a augmenté, la plupart des pays se sont endettés auprès du système bancaire des Etats-Unis, à l'exclusion de l'URSS, de la Chine et de l'Inde. Sous la pression des taux d'intérêt élevés, le dollar a repris sa valeur. Les pays en développement se sont considérablement endettés et ils ont été conduits à réduire leurs prix des matières premières nationales. Un programme de réduction d'impôt et un fort programme de dépenses militaires (notamment avec l'ouverture du programme IDS, Initiative de Défense Stratégique) a relancé l'économie américaine. La hausse des taux d'intérêt et celle du dollar ont provoqué un fort déficit commercial, mais l'économie mondiale, privée du rapport entre le dollar et l'or des Accords de Bretton Woods, a continué à faire des réserves en bons du Trésor dollars (ce qui normalement n'est guère justifié par la théorie néo-classique sans le recours aux rapports de force politique favorables à Washington. Dans ce contexte, le prix du pétrole va diminuer ce qui va considérablement affaiblir l'URSS, incapable d'investir encore plus dans un complexe militaro-industriel qui aura été sans doute le facteur dominant de l'épuisement économique de l'Union soviétique. Avec la concurrence internationale, les prix et les salaires ont été contenus et « l'American Way of Life » a été maintenu par le seul endettement accru des ménages. Avec l'effondrement de l'URSS, nonobstant la question des salaires moyens et faibles stagnants et la guerre au Koweït contre l'Irak, la situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques.

La science économique de l'école de Chicago s'est imposée dans le monde. Elle devenait de plus en plus simpliste dans les faits et absconse dans ses démonstrations, bardées de mathématiques sophistiquées dont l'objet n'était pas « d'instruire, mais d'intimider »⁸⁶. L'économie n'avait que faire des réflexions géopolitiques, géophysiques, financières. Les agents représentatifs sont parfaitement identifiables, semblables, immuables. Sur cette base, il s'agissait alors de déterminer un équilibre mondial « sans frictions ». Sur cette base, des hypothèses plus réalistes étaient introduites à la marge, en vue de greffer un peu de l'économie réelle dans ce monde

⁸⁶ Galbraith, Op. Cit.

d'anticipations rationnelles. La pensée néoclassique et monétariste dominante rejetait alors toutes les analyses qui n'utilisent pas les postulats, axiomes et hypothèses de base. Les conflits, les guerres, les menaces de guerre, les conflits internes, tout cela n'inquiète pas les économistes, malgré le chemin plus que millénaire des guerres dans le développement des économies les plus puissantes. La « pax americana » a cherché d'abord à liquider les empires historiques, de lutter contre le communisme de l'URSS et de repousser les tensions révolutionnaires. La stabilisation financière des Etats-Unis doit beaucoup à sa position impérialiste qui lui permet de bénéficier, sans coût, de grands déficits commerciaux, grâce à l'émission des bons du Trésor. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge, ils sont plus puissants que les moyens militaires pour valoriser la puissance des Etats-Unis⁸⁷. Cependant, quand les ressources naturelles deviennent rares, l'espace temps se réduit et les conflits sur la répartition des richesses s'intensifient. Les politiques de l'Etat influence alors le comportement des acteurs économiques.

Cette période est marquée par l'avènement irrésistible des technologies numériques... Le progrès technique n'a pas toujours cherché à diminuer la fatigue quotidienne de l'homme, il a pour but d'accélérer les profits. Les technologies nouvelles cherchent à économiser les coûts de la main d'œuvre, notamment avec les équipements numériques⁸⁸. Les revenus sont alors monopolisés par les propriétaires des entreprises et les pays développés connaissent alors une pression à la baisse du coût du travail. Pour Schumpeter, la technologie détruit au moins autant d'emplois qu'il n'en crée. C'est le processus de destruction créatrice. On embauche de nouvelles compétences, on détruit d'autres emplois traditionnels. La révolution numérique met des pans entiers de l'économie à l'état de friches industrielles, mais il s'agit, pour répondre aux règles de gestion fixées au début du XIXe siècle par Ford, de biens que la classe ouvrière peut acheter⁸⁹. En outre, l'obsolescence programmée permet d'accroître les profits sur le long terme. Les logiciels ont une durée de vie infinie il faut les rendre obsolètes. Cependant, la valeur à conférer à un service, le fameux surplus du consommateur, n'est pas vraiment connue et un service sans prix disparaît du calcul du PIB. Le résultat net de ce type de cette technologie fait apparaître un choix plus favorable au capital par rapport au travail et l'essor incontrôlable des inégalités sociales lors du retour de la croissance. Chaque génération a connu ces révolutions épistémologiques et la crise. Cependant, les technologies numériques connaissent des baisses de prix constantes et elles économisent du travail et du capital. Pour Robert Gordon, il y a aujourd'hui un épuisement progressif des possibilités qui va mettre fin à la croissance. Le smartphone n'est qu'un modèle réduit du téléphone, il n'apporte rien à la survie, à la santé et très peu au confort collectif. Quel est l'intérêt de Twitter ou de Facebook ? Il est difficile de faire un constat intergénérationnel. Les économistes en sont revenus à leurs schémas anciens, à un moment ou à un autre, la situation va se rétablir,

⁸⁷ Gordon, R. (2012) Is US Economic growth over ?, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

⁸⁸ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

⁸⁹ Luttwark, E.N. (1999), Le turbo-capitalisme, Odile Jacob, Paris.

mathématiquement au moins. L'évolution cyclique est une hypothèse incontournable. Pour les uns, il faut attendre les nouvelles opportunités, pour les autres il faut agir, établir des plans de stimulation qui rétabliront la situation. Or, contrairement aux dires des keynésiens, une hausse des dépenses ne conduit pas nécessairement à de nouveaux emplois, surtout si cet argent est utilisé au désendettement, à des technologies de type « labour saving » ou à l'achat de produits étrangers. Les économistes libéraux considèrent que le rôle de l'Etat dans la sphère économique est discutable et souvent peu efficace au regard des capacités naturelles des marchés de s'autoréguler.

En revanche, s'il existe une forte défiance quant à sa capacité à engager des décisions de politique économique satisfaisante, l'action de l'Etat gendarme est revendiquée, aussi bien en interne qu'au niveau international. L'Etat est souvent accusé de n'avoir pas su protéger ses citoyens, mais en même temps il devient un recours pour lutter contre les effets de la crise.

Après l'effondrement de l'URSS, les Etats-Unis sont redevenus la superpuissance militaire et économique. Les capitaux ont afflué vers les Etats-Unis et les nouvelles technologies digitales ont commencé leur prodigieuse ascension. La situation économique des Etats-Unis s'est rapidement améliorée, grâce à une libéralisation des marchés financiers, à l'essor des activités de service et à la généralisation des postes informatiques. Les Etats-Unis se sont servis de sa force pour éviter de parler des limites de la croissance. Washington a toujours su que les autres pays n'atteindraient pas le niveau de vie des citoyens américains. Pendant ce temps, l'Europe s'unissait, s'élargissait, s'ouvrait. L'Allemagne se réunifiait et les pays du Pacte de Varsovie tournaient le dos à la Russie et s'ouvraient à l'Occident et à l'OTAN. La politique des Etats exerçait une grande influence sur les décisions des autres acteurs économiques.

La puissance militaire joue un rôle central dans l'économie mondiale. La « Pax americana », malgré les échecs du Vietnam, est toujours bien vendue nationalement et internationalement. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir destructeur ultime, l'arme nucléaire ne peut guère fournir la victoire contre un pays récalcitrant, tout au plus peut-elle l'empêcher de nuire. Cependant, l'empire américain permet de lutter contre l'anarchie mondiale et il fait respecter l'ordre. Les instances internationales sont au service des Etats-Unis⁹⁰. Les Etats-Unis ont soutenu la reconstruction de l'Allemagne et du Japon en vue de lutter plus efficacement contre l'URSS. L'indépendance nationale de nombre de pays était surtout feinte. Après la guerre du Vietnam, jusqu'en 1991 et la guerre contre l'Irak, les USA ont résisté à l'emploi de la force, même si Grenade et Panama sont deux contre exemples. L'Afghanistan, puis à nouveau l'Irak, ont validé l'hypothèse de l'hyperpuissance américaine dans une conquête d'occupation. Cependant, les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché du fait principalement de l'accueil hostile de la population autochtone, d'un armement inadapté, du coût d'une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à

⁹⁰ Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.
Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris

canons » et de l'impossibilité d'engager une politique d'occupation de ces territoires. Dans ce contexte, une guerre n'est plus vraiment gagnable, elle coûte trop cher ou alors elle détruit tout. L'échec américain en Irak et en Afghanistan a bien été enregistré, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux. Les crises économiques restaient contrôlées, mais les économies nationales restaient instables⁹¹.

En 2008, la crise économique et financière a frappé toutes les économies nationales, ce qui a soulevé à la fois la question des responsabilités, des moyens pour sortir de cette récession et du rôle de l'Etat. Toutes les règles de bonne gestion qui avaient donné tant de « crédit » aux économistes libéraux sont alors abandonnées et le système mondial est alors contraint à modifier les principes de l'optimum pour sauver ce qui peut d'abord être sauvé. Jusqu'à présent, les Etats ont préféré sauver les banques plutôt que les salaires, preuve s'il en est que le pouvoir d'Etat n'est pas aussi démocratique qu'annoncé dans une République. L'Etat a le pouvoir de choisir l'investissement (avant la consommation) par la force, mais il peut aussi laisser une génération épuiser les ressources nécessaires aux générations futures. Au fond, un choix démocratique peut aussi conduire à un effondrement économique.

La crise financière de 2008

Pour expliquer cette situation, il est nécessaire de rappeler les grands mouvements économiques d'alors. L'essor de la finance internationale, dominée par les Etats-Unis, a été considérable et elle n'a pas été contrôlée⁹². Les firmes et banques internationales ont obtenu la déréglementation, la désintermédiation et le décloisonnement des marchés nationaux. Les fraudes financières ont été alors facilitées, notamment les fameux prêts Ninja (No INcome, no job Assets), une contrefaçon et une forme de blanchiment réalisée avec le concours des agences de notation et des banques de dépôt et d'affaires complices. Il s'agissait de mettre en place un objet contrefait, en cachant sa provenance et en lui donnant un certificat d'authenticité et en plaçant à Wall Street. Le risque de défaut a été rendu difficile à considérer par l'achat de CDS (crédit-default swaps) qui ont fait croire aux clients des banques que leurs investissements couraient très peu de risques. Les produits dérivés ont fait la fortune des uns a fait la ruine des autres. Si la titrisation a des vertus, ceux qui l'utilisent ne sont pas nécessairement vertueux, notamment lorsque de hauts rendements sont attendus des opérations ainsi engagées. L'aléa moral est alors poussé au plus faible point d'intensité et la responsabilité sociale des banquiers est alors volontairement supprimée. La fraude et la déformation des faits étaient constantes dans la plupart des dossiers, seul le profit compte. Les titres dérivés ont trouvé alors des acquéreurs dans le monde entier. Cela a créé un environnement permissif sans moralité. Les instances comme la

⁹¹ Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), *The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, NY.

⁹² Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. Géoeconomie et stratégie des acteurs, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.

FED n'ont pas souhaité intervenir et toutes les barrières et protections antérieures ont été ainsi démantelées. Pour Stiglitz⁹³, la prédation financière a été la règle, celle des riches contre les pauvres en faisant fi de toute considération morale. D'ailleurs l'école de Chicago ne considère-t-elle pas que l'objectif de tout investisseur est de faire du profit, en toute liberté, sans contrainte étatique, car l'hypothèse de rationalité parfaite des agents est toujours bien présente dans les choix de tous les agents.

Dans ce mouvement de mondialisation des actifs financiers souvent libellés en dollars, le triomphe de la cupidité⁹⁴ qui porte aussi sur l'information asymétrique conduit les initiés à bénéficier de profits indus. L'exercice du jeu de casino sur l'épargne des autres favorise les crises d'endettement. La crise financière n'est pourtant trop souvent qu'une manifestation des crises réelles. Plusieurs économistes hétérodoxes ont tiré la sonnette d'alarme, de Baran et Sweezy à Minsky⁹⁵. Pour Minsky, la stabilité intrinsèque du système capitaliste pose question, car les opérateurs cherchent toujours des rendements élevés, malgré l'importance des risques. Les paris spéculatifs, financés par des emprunts, transforment les positions couvertes en des positions aléatoires, mais très profitables, jusqu'à ce qu'il y ait défaut de remboursement. Dans ce cas, pour éviter l'effet domino de l'effondrement total, il est fait appel à l'Etat et aux banques centrales pour éviter les effets les plus graves de la crise. De fait, d'autres articles publiés dans des revues mineures, se sont inquiétés de l'augmentation du prix des logements au regard de celui du niveau général des prix. Il peut en résulter une bulle financière qui conduit au krach. Pour d'autres économistes⁹⁶, l'analyse des relations comptables des USA mettent en évidence des déficits commerciaux trop importants. Cependant, le coût de la dette a nécessité un repli financier et une chute de l'activité, de la valeur des actifs et des recettes fiscales. Lorsqu'un indicateur s'écarte de ses valeurs antérieures, le risque de crise est alors accru, ce qui a été le cas en 2001 lorsque les investissements se sont repliés, conduisant les agents économiques à prendre leurs bénéfices sur les actions en Bourse. Avec la récession, le déficit public destiné à réactiver l'économie est inévitable, favorisant un endettement public rapidement jugé trop élevé, qui conduit à des actions erratiques de réduction des dépenses publiques et d'augmentations nouvelles des impôts.

En outre, la science économique dominante n'aborde jamais la question pourtant cruciale des ressources naturelles et de l'évolution de leurs quantités disponibles et de leurs prix. Avec les grandes entreprises engagées dans des productions fondées sur des systèmes à coûts fixes, une grande vulnérabilité se dégage face aux coûts des matières naturelles, aux conflits mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. En outre, les ressources rares sont financiarisées. En période de spéculation à la hausse des prix, les profits baissent et comme les producteurs sont étrangers il n'existe pas de rattrapage des profits, ce qui

⁹³ Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité

⁹⁴ Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité

⁹⁵ Minsky, H.P. (2008), *Stabilizing an Unstable Economy*, McGraw-Hill, New York.

⁹⁶ Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) *Prospects for the United States and the World: A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve*. Strategic Analysis, december.

rend difficile l'estimation de la rentabilité des investissements de long terme.

La crise va débuter en août 2007, elle s'est ensuite développée jusqu'en mars 2008, avec la faillite et la vente à prix bradé de Bear Stearns. Mais les gouvernants pensaient que les problèmes étaient gérables, malgré un ralentissement de la croissance. C'est en septembre 2008 que la faillite de Lehman Brothers, la chute de AIG, la vente de Merrill Lynch et la prise de contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac par l'Etat que l'affolement gagna le monde. Les fonds communs de placement quittèrent les banques d'affaires pour se réfugier dans les banques de dépôts (les plus grandes) avec leurs avoirs garantis. L'accès au dollar s'est tari dans le monde, provoquant une hausse inattendue du dollar. Incapables de comprendre le mouvement profond de la crise, les économistes ne changèrent pas pour autant le contenu de leurs modèles, considérant « qu'après la pluie vient le beau temps » et que tout reviendrait à la normale du fait même des mécanismes rééquilibrants de l'économie de marché. La plupart des économistes ont suivi cette voie, soit parce qu'ils étaient payés par les banques, soit parce qu'ils souhaitaient rester dans la norme du courant dominant dans le domaine universitaire, notamment.

La FED a alors réduit le taux d'intérêt à zéro, donné des liquidités aux banques et nourrit le système financier international. Le programme de sauvetage des actifs à problème (Troubled Asset Relief Program, TARP), 700 milliards de dollars, était une décision politique, une forme de nationalisation improvisée et déguisée⁹⁷. La garantie des dépôts est passée de 100000 à 250000 dollars. Le Trésor a profité du TARP pour prendre des participations dans les grandes banques, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour respecter les nouvelles réglementations. D'autres fonds ont été versés à Goldman and Sachs, Morgan Stanley et autres banques étrangères pour payer à leur prix nominal les dérivés sur événements de crédit du géant de l'assurance AIG. La Banque centrale elle-même a créé son propre fonds de soutien aux actifs toxiques. La FED a procédé aussi à des swaps de devises (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères, ce qui a fait monter le dollar par rapport aux grandes monnaies internationales. Ce grand sauvetage financier a permis aux banques de continuer leurs affaires, sans contrainte d'activité ni de rémunérations. Les abus ont été considérables, mais le système a bien résisté dans le cadre d'une prévarication organisée. La FED a continué ses programmes s'assouplissement quantitatifs (quantitative easing) d'achats permanents d'actifs financiers au système bancaire, notamment les titres adossés aux prêts hypothécaires. C'était plus un soutien aux banques qu'à l'économie américaine. Le plan de relance ARRA a concerné 2% du PIB pendant 2 ans. Avec sa politique stabilisatrice, le déficit public du budget fédéral a fortement augmenté. Au fond, l'Etat social a combattu cette dépression, grâce aussi à ses programmes Social Security, Medicare, Medicaid, assurance chômage, assurance invalidité, bons alimentaires, structure progressive de l'impôt sur les revenus. C'est le secteur public qui a sauvé le secteur privé, au prix d'un fort endettement.

⁹⁷ Galbraith, p. 210.

Après la crise, il faut nettoyer les écuries d'un libéralisme irresponsable, mais la plupart des agents financiers et gouvernementaux sont responsables et, même, complices. Il s'agit même de minimiser la fraude, laquelle a permis des profits colossaux sur de mauvais actifs achetés dans le monde entier. Les autorités publiques sont directement et indirectement interpellées pour réagir, alors que les économistes se sont empressés de mettre la poussière sous le tapis pour s'auto accorder l'impunité⁹⁸. L'Etat serait quand même responsable de n'avoir pas contrôlé les monopoles, les fausses concurrences, les interprétations fallacieuses des libertés. La recherche de la croissance immédiate à tout prix ne met jamais en évidence les inégalités de patrimoine et de revenus, l'exploitation intensive de richesses naturelles non renouvelables ou les questions de santé relatives aux productions et consommations issues du système, sans aucune vue à long terme sur le maintien des solidarités citoyennes ou internationales. Le pillage, devenu rationnel dans un monde libertaire, produit la perte de confiance et celle-ci conduit à des processus de récession et de conflits. Les entreprises cherchent à accroître leurs profits au détriment des contribuables (évasion fiscale), des salariés (mis en concurrence avec le moins-disant), des clients (obsolescence programmée ou produits de consommation aux ingrédients douteux) ou et leurs concurrents honnêtes. L'Etat ne manque pas d'avoir aussi des responsabilités, en réduisant le nombre d'agents destinés à lutter contre l'évasion fiscale ou les fraudes à la consommation. Dans ces conditions, l'économie de marché n'a plus de morale, ni de moteur, c'est même un facteur essentiel de la crise. L'art de la guerre financière crée ses vainqueurs et ses perdants⁹⁹.

Les crises grecques, irlandaise, espagnole, portugaise et italienne, chacune avec ses raisons spécifiques ont été violentes. La Grèce disposait d'un secteur public trop lourd, un système fiscal inégalitaire, une culture indolente. La spéculation de l'immobilier en Irlande a échappé à tout contrôle, et l'Espagne a souffert de l'immobilier résidentiel, alors que l'industrie portugaise n'était plus pas compétitive. La zone euro a favorisé un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, avec une incapacité à s'ajuster au regard de la stabilité et de la rigidité de l'euro. Même dans le domaine des produits agricoles, les pays du Nord sont plus efficaces que les pays du Sud, du fait de l'avance technologique et organisationnelle. En revanche, une partie non négligeable des Allemands travaille pour des salaires très bas. Ce scénario avait été prévu par la zone euro, avec des institutions comme les fonds structurels, la BCI ou le Fonds européen d'investissement, mais leur rôle n'a pu empêcher le rouleau compresseur allemand. Lorsque les taux d'intérêt étaient faibles, les problèmes étaient solvables. Quand la situation s'est tendue, le remboursement des dettes est devenu impossible. Pour sauver les banques, des prêts leur ont été accordés, créant ainsi un passage d'une dette privée à une dette nationale. La politique allemande d'un développement industriel compétitif, avec une faible croissance des salaires et une politique

⁹⁸ Galbraith, Op. Cit., chapitre 9.

⁹⁹ Gayraud, J-F. (2016), L'Art de la guerre financière, Editions Odile Jacob, Paris. Godin, R. (2016), Grèce, la logique des créanciers, jusqu'au bout de l'absurde, La Tribune, 20 juillet.

macroéconomique restrictive a joué un rôle décisif¹⁰⁰. Les banques françaises et allemandes ont prêté de l'argent. Pour l'Allemagne, toute mesure pour combattre la crise doit être acceptable par ses grandes banques. Il est alors demandé aux pays du Sud de baisser les salaires et de redevenir compétitifs. Le cadre monétaire rigide n'est pas de ce fait remis en question.

Pour les Keynésiens, il faudrait que l'Allemagne abandonne sa politique d'austérité, en augmentant les salaires et les emplois. Alors l'excédent commercial diminuera et le problème serait alors réglé dans la facilité. La zone euro s'impose une contrainte que les Etats-Unis n'ont pas, tous ses membres sont des Etats spécifiques, avec leur langue, alors qu'aux Etats-Unis le passage d'un Etat fédéré vers un autre Etat fédéré ne pose aucun problème. L'Europe n'a pas de stabilisateurs automatiques efficaces pour les Etats les plus faibles. En Europe, les dettes nationales sont dues aux banques, aux fonds de pension ou à la BCE. Les Etats débiteurs sont tenus par leurs créanciers et ils souffrent des mesures d'austérité. Il en résulte l'émigration des diplômés, le chômage, peu d'investissements importés. La zone euro veut rester « une et indivisible », mais il n'y a pas de récompense pour la vertu lorsque la sécurité est recherchée. La fin du feuilleton sur le Brexit ne manque pas non plus de fragiliser l'Europe dans son ensemble¹⁰¹.

Même après la crise, de nombreux économistes, et pas des moindres, ont contesté l'action de l'Etat accusée d'entraver les marchés. Pour Alesina et Ardagna¹⁰², sur la base de statistiques mondiales, les changements de politique budgétaire sont de deux ordres, soit des plans de stimulation (pour combattre la récession), soit d'ajustement (pour réduire les déficits et la dette publique). Ils concluent que les stimulations budgétaires réussies passent d'abord par des réductions d'impôts, plutôt que par une augmentation des dépenses. Puis par une réduction des dépenses. Il faut donc couper les dépenses sociales. Quand il y a croissance, la pauvreté est réduite. Il y a dans ces analyses l'idée que la croissance justifie tout. L'économie n'est pas destinée à nourrir soigner et libérer les personnes, elle n'a comme objectif que de croître, sans savoir vers quoi et de quoi elle va croître. Les économistes sont parfois de simples savants fous, qui ne comprennent rien de la souffrance quotidienne des hommes. De même pour Greenspan, l'ARRA (American Recovery and Reinvestment Act) est tout aussi discutable que l'a été le New Deal de Roosevelt en son temps. La moitié du déficit d'investissement en capital après la crise s'explique par les incertitudes créées par l'Etat dans les environnements concurrentiels, financiers et réglementaires mis en place par les pouvoirs public¹⁰³. La question n'est pas l'enrichissement des banques voyous, ce sont les

¹⁰⁰ Devoluy, M. (2016), L'ordolibéralisme et la zone euro. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg.

¹⁰¹ Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII. Guilhaudis, J-F (2017), Relations internationales contemporaines, LexisNexis, Paris.

¹⁰² Alesina, A., Ardagna, S. (2010), Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending, in Brown, J.R., Tax Policy and the Economy, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.

¹⁰³ Greenspan, A. (2011), Activism, International Finance, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

avantages sociaux qu'il faut remettre en cause. Les plans de stimulation sont financés par de la dette publique, créant des effets d'éviction. La dette de l'Etat absorbe l'épargne des particuliers et des entreprises. L'Etat donne d'une main ce qu'il reprend de l'autre¹⁰⁴. La position financière mondiale des Etats-Unis exige que l'Etat américain ait un déficit budgétaire substantiel et une dette nationale croissante, afin de fournir les actifs en dollars qu'il souhaite détenir, le taux d'intérêt restant sous contrôle de la FED. La dette ne peut plus être incontrôlable. Il n'y a pas d'apocalypse financière à attendre des Etats-Unis. Il faut surtout s'attacher à redistribuer le revenu au sein même du secteur privé, mais aussi à limiter les risques de l'inflation et de la dépréciation du dollar.

La globalisation crée de nouveaux échanges, des besoins sans cesse nouveaux, qui déstabilisent les économies nationales. La globalisation redéveloppe des formes de précarité, suivie par de périodes d'abondance et de conflits entre les Etats. L'effet du collier étrangleur¹⁰⁵ intervient lorsqu'il y a une pénurie nette d'une ressource stratégique, avec une demande supérieure à l'offre au prix souhaité et lorsqu'une manipulation de l'offre peut naître par la thésaurisation ou la spéculation. Même le pic de production pétrolière mondiale peut servir pour influencer le cours des prix du pétrole. Dans ce cas, les prix peuvent augmenter très vite, ce qui provoque une récession par la perte de rentabilité des affaires. Le choix des ressources énergétiques renouvelable est bien ancré dans l'espace du développement économique, mais elles ne sont pas encore suffisamment importantes et compétitives pour réduire cette incertitude, malgré la présence d'un nucléaire qui, à terme, pose aussi des problèmes similaires. La fracturation hydraulique n'a pas encore prouvé son intérêt dans une perspective de long terme. On ne sait pas combien de temps les produits « rentables » vont durer. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact sur les décisions courantes des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde jamais cette question.

En conclusion

L'économie n'est pas autonome au regard des événements politiques, philosophiques, sanitaires ou sociologiques mondiaux. L'économie capitaliste de marché souffre de rapports de force entre les Etats, de différends, conflits et guerres économiques, malgré l'existence d'institutions internationales normalement disposées à régler les différends entre les Etats¹⁰⁶. L'économie mondiale n'est plus sous le contrôle financier et militaire des Etats-Unis, même si la position financière mondiale des Etats-Unis reste enviable. Les changements technologiques radicaux détruisent les positions antérieures. Les nouvelles technologies tuent plus d'emplois qu'elles n'en créent, notamment dans le domaine de l'information. Elles réduisent le champ économique rémunéré et rentable.

¹⁰⁴ Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13. www.dimensional.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

¹⁰⁵ Galbraith, Op. Cit. p. 109 et s.

¹⁰⁶ Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques, PSEI, Paix, Sécurité Européenne et Internationale, n°11, <http://revel.unice.fr/psei/>

Les programmes de dépenses publiques ont du mal à produire des effets, sauf si la lutte contre le chômage est recherchée. Pour de nombreux économistes, il suffit d'une volonté politique face à l'insuffisance de la demande effective globale par les dépenses de l'Etat, contre les faucons du déficit et les hystériques de la dette. Cependant, les prix de l'énergie sont sinusoïdaux, avec un accaparement de la rente par quelques uns. L'instabilité des prix dissuade les investisseurs privés et ralentit l'activité économique. L'avenir du gaz de schiste crée une nouvelle instabilité eu égard à son coût de production.

Pourquoi ne pas vivre dans un monde sans croissance ? Il faut viser plutôt la croissance lente. Avec la montée des coûts des matières premières, il faut réduire l'échelle de nos dépenses, notamment publiques. A-t-on encore besoins de tanks, d'avions de combat, à quoi sert l'armée de terre, comment limiter la Navy ? De même, les banques sont des intermédiaires financiers, qui ont pour fonction initiale et primordiale de financer les entreprises et les ménages. Or, les banques servent souvent à concentrer le contrôle et le pouvoir, en utilisant des personnes très compétentes à des fins collectivement réduites en termes d'avantages collectifs. Peut-on vivre sans banque ? On pourrait nationaliser leurs fonctions ou les municipaliser ? Il faudrait repenser la légitimité des rentes économiques, des brevets et copyrights compris et modifier les droits de succession. Aujourd'hui, le monde entier est confiné. L'économie vit au ralenti et les taux de croissance vont devenir des taux de décroissance. Faut-il s'en inquiéter¹⁰⁷ ? Tout dépend de ce que l'on attend de l'économie, une course insensée vers « toujours plus » ou un retour vers les fondamentaux de la nature humaine aujourd'hui en capacité de nourrir tout le monde et de s'ouvrir au miracle de la vie.

Références

Aghion, P. (2016), Repenser la croissance économique, Collège de France/Fayard, Paris.

Alesina, A., Ardagna, S. (2010), Large changes in Fiscal Policy : Taxes versus Spending, in Brown, J.R., Tax Policy and the Economy, vol.24, University of Chicago Press, Chicago.

Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

Baran, P.A, Sweezy, P, (1966), Monopoly Capital: An Essay on the American Economic and Social Order, Monthly Review Press, NY.

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in La question politique en économie internationale (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.

Devoluy, M. (2016), L'ordolibéralisme et la zone euro. Annales de la Faculté de Droit de Strasbourg.

¹⁰⁷ Artus, P., Virard, M-P. (2015), Croissance zéro, Fayard, Paris

- Fama, E.F. (2009), Bailouts and stimulus plans, January, 13.
- Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.
- Fontanel, J. (1995), *Les organisations économiques internationales*, Masson, Paris
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris, p. 250 et s.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited.
- Fontanel, J. (2016). *Paradis fiscaux, pays «filous»*. *La fuite organisée des impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), *Inégalités et pauvreté dans les pays riches. L'exemple des Etats-Unis*, CESICE, Université Pierre Mendès France, Grenoble. 2016,
- Fontanel, J. (2017), *Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions*. PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>
- Fontanel, J. (2019), *Différends, conflits et guerres économiques*. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), *Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ?* *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI 2019.
- Fontanel, J. (2019), *La finance prédatrice des richesses*, CESICE, UPMF, Grenoble des richesses, 2019, hal-02151866v1
- Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Volume XVIII.
- Fontanel, J., Guilhaudis, J-F (2017), *A propos du PIB/PNB. Les limites d'un indicateur vedette. Les risque d'un marqueur "pervers*, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.
- Foster, J.B., McChesney, R.W. (2012), *The Endless Crisis : How Monopoly-Finance Capital Produces Stagnation and Upheaval from the USA to China*, Monthly Review Press, NY.
- Galbraith, J.K. (2015), *La grande crise. Comment en sortir autrement ?*, Le Seuil, Paris.
- Gayraud, J-F. (2016), *L'Art de la guerre financière*, Editions Odile Jacob, Paris
- Guilhaudis, J-F (2017), *Relations internationales contemporaines*, LexisNexis, Paris.
- Godley, W., Papadimitriou, B., Zezza, G. (2008) *Prospects for yhe United States and the World : A Crisis that Conventional Remedies Cannot Solve*. Strategic Analysis, december.
- Gordon, R. (2012) *Is US Economic growth over ?*, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

- Greenspan, A. (2011), Activism, International Finance, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).
- Krugman, P. (2012), Sortez-nous de cette crise maintenant !, Flammarion, Paris.
- Kuttner, R. (2014), The Hidden History of Prosperity. American Prospect, June, 3. <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>
- Kuttner, R. (2015), The Wealth Problem, American Prospect – Spring Issue, April 15, – <http://prospect.org/article/wealth-problem>
- Luttwark, E.N. (1999), Le turbo-capitalisme, Odile Jacob, Paris.
- Minsky, H.P. (2008), Stabilizing an Unstable Economy, McGraw-Hill, New York.
- Piketty, T. (2013), la Capital au XXIe siècle, Seuil, Paris.
- Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.
- Reinhart, C.M, Rogoff, K.S (2010), Growth in a Time of Debt, NBER, Cambridge, MA, January.
- Saez, E., Zucman, G. (2020), Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie, Le Seuil, Paris.
- Stiglitz (2010) Le triomphe de la cupidité, Actes Sud, Coll Babel.

La violence injustifiée des inégalités sociales dans le monde

Jacques Fontanel

Les Etats-Unis ont connu entre 1946 et 1980, une forte croissance, assez bien répartie, plutôt équitable. En revanche, de 1980 à 2020, les classes populaires ont été exclues de la croissance (0,1% par an en-dessous des 10% les plus riches, 0,6% après redistribution, via Medicare et Medicaid, ce qui enrichit les revenus des personnels de santé). Pour les 0,1% les plus riches, leurs revenus ont augmenté de 320% et 600% pour les 0,01 % et les 0,001 %. En comparaison, la médiane des revenus français est plus élevée que celle des Etats-Unis, alors que les revenus moyens par habitant sont nettement supérieurs aux Etats-Unis, contrairement à ce qui existait en 1980. Avec l'ouverture des frontières du libre-échange, la stagnation des revenus des classes populaires avec une main d'œuvre peu qualifiée était attendue, mais les optimistes pariaient sur l'amélioration rapide, en qualité et en quantité, des qualifications nécessaires aux bouleversements technologiques qui s'annonçaient. Les bouleversements technologiques ne sont pas les principaux responsables de la faiblesse des revenus des classes populaires américaines. C'était sans doute oublier un peu vite le coût de l'enseignement supérieur américain et le clivage croissant des classes sociales à son accès.

Dans son principe, les Etats-Unis ont souvent défendu des idées progressistes en matière d'impôt et de démocratie. James Madison, le père de la constitution américaine, enseignait l'égalité politique de tous les citoyens et le refus de l'accumulation immodérée privée des richesses, souvent jugées imméritée. La concentration des richesses aboutit à l'extrême concentration des pouvoirs. Plus tard, les grands magnats de l'industrie américaine ont été surnommés les « barons voleurs ».

La fiscalité et la réduction des services publics qui en résulte sont les deux causes essentielles de ce mouvement inégalitaire. Les Présidents des Etats-Unis eux-mêmes expriment une grande défiance à l'égard de la proportionnalité et évidemment de la progressivité de l'impôt. Reagan parlait d'un racket de l'Etat, alors que Trump, tout en refusant de publier sa feuille d'impôt, indique qu'il est suffisamment malin pour échapper à sa participation aux ressources de l'Etat. La démocratie fiscale est d'autant moins valorisée que les « riches » ont en sentiment de mériter leurs revenus, qu'ils ne doivent rien à la collectivité et que c'est même celle-ci qui devrait les remercier de créer des emplois, de financer l'économie et de satisfaire les consommateurs. Au fond, la cupidité est au service de l'intérêt général. Les impôts sanctionnent les couches actives de la population et donc empêche donc l'émergence de l'optimum économique et social.

**Des informations fiscales insuffisantes, mais qui révèlent de
vraies politiques économiques**

Les Américains les plus riches paient proportionnellement de moins en moins d'impôts, alors que les salaires des classes populaires ont stagné, leur endettement accru et leurs conditions de travail dégradé. Que feraient les gouvernants et les richissimes sans des lois qui les protègent les infrastructures, des médecins qui les soignent, des écoles pour eux et leurs personnels ? Ils sont redevables face à une collectivité qui leur permet de s'enrichir. D'autres types de société leur aurait interdit d'amasser autant de richesses, autant de pouvoir, autant de liberté. Sans impôt, il n'y a pas de destinée commune. Or, il s'est créé dans le monde une véritable industrie de l'évasion fiscale qui emploie parmi les cerveaux les plus talentueux souvent formés par des écoles publiques. Il s'agit de contourner l'impôt pour les multinationales, en vue de créer la spirale de la concurrence fiscale mondiale entre les pays. Dans ce contexte, les services publics ne trouvent plus les financements nécessaires et les Etats entrent dans la spirale de l'endettement. Aujourd'hui, le système est à bout de souffle, les pays qui obtiennent les meilleurs résultats sont souvent aussi ceux qui attirent les contribuables étrangers en leur offrant des facilités financières dont ne profiteront in fine que les actionnaires et les hauts cadres dirigeants. Le triomphe de l'injustice fiscale est un déni de justice, de collaboration internationale et de démocratie.

Pendant le New Deal, les Etats-Unis avaient mis en place un impôt très progressif¹⁰⁸, qui a été démantelé par Ronald Reagan. Ce démantèlement a été consécutif à une absence d'action des gouvernements précédents pour enrayer l'évasion fiscale interne et au-delà des frontières auprès des instances internationales. Finalement, les fuites étaient si importantes que les déclarations des impôts des plus riches, très complexes, bénéficiaient de multiples niches fiscales, souvent applicables qu'à des catégories de revenus ou d'activité spécifiques. Le lobbying a beaucoup œuvré pour obtenir du Congrès et des parlementaires des exemptions ou des présentations spécifiques idoines pour réduire encore et encore le montant des impôts, en arguant bien souvent les nécessités de la concurrence internationale et la perte d'emplois éventuelle aux Etats-Unis.

En 1970, les Américains les plus riches payaient 50 % de leurs revenus en impôts, deux fois plus que les contribuables les plus modestes. Aujourd'hui, globalement, les milliardaires sont moins taxés que les couches populaires à 23 % de leurs revenus. La part du revenu national aux Etats-Unis captée par les 1% plus riches est passée de 10 % en 1980 à 20 % en 2020. Pour les 50% les moins aisés, ils ne perçoivent que 12% du RN. En Europe, le mouvement a aussi été vers une croissance des inégalités, le 1% reçoit 12 % du RN, (10 % en 1980) les plus modestes 22% (24 % en 1980)

De fait, il faudrait développer une justice fiscale mondiale. Quel est l'intérêt de la démocratie si les décisions prises par le peuple sont contournées par les contribuables les plus favorisés ? Il s'agit de lutter contre les paradis fiscaux. Il faudrait interdire l'existence d'une industrie qui n'a pour objectif que de réduire les impôts des grandes fortunes, notamment en les attaquant de front et en les mettant directement en responsabilité. Sans une action internationale, la course au moins-disant fiscal va s'amplifier et les ressources

¹⁰⁸ Entre 1930 et 1980, le taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu était en moyenne de 78 % et même 91% entre 1951 et 1963. Les grosses successions étaient taxées à 80 % entre 1941 et 1976. Pourtant, il existait déjà des niches fiscales qui réduisaient cet impact.

publiques diminuer. Il faut faire comprendre à chaque citoyen de l'existence d'un destin commun, comme l'a rappelé la pandémie du coronavirus.

Aux Etats-Unis, l'information est insuffisante pour savoir qui paie quoi. Le revenu national net est de l'ordre de 18.500 milliards de dollars. Le revenu moyen aux USA est de 75.000 dollars l'an pour les 245 millions d'adultes résidents, pour 90.000 dollars per capita du PIB. Il faut déduire la dépréciation du capital, de l'ordre de 15 à 16 % du PIB, mais aussi le solde entre les revenus reçus de l'étranger et ceux payés à l'extérieur. Or, l'analyse du PIB, comme celle du revenu national, pose de nombreux problèmes parmi lesquels l'absence de calcul concernant une partie du travail non marchand, le coût de la dégradation des écosystèmes, la diminution des ressources naturelles ou les manœuvres complexes des firmes multinationales à dégager leur valeur ajoutée et leurs profits dans les pays où leurs impôts sont les plus bas¹⁰⁹.

Le revenu moyen des classes populaires (50% de la population) est de 18.500 dollars par an avant impôts (cotisations sociales et compagnies d'assurance privées à payer en sus). Elles reçoivent au total 12% du RN. Pour les 40 % suivants, la moyenne est de 75.000 dollars, avec une progression de 1,1% par an. La classe moyenne supérieure reçoit 220.000 dollars par an. Pour les 0,1%, l'évasion fiscale réduit considérablement leurs impôts. Les dividendes et les intérêts distribués sur les comptes d'épargne sont exonérés, de même que les primes d'assurance versées par les employeurs. Le revenu soumis à l'impôt aux Etats-Unis porte seulement sur 63% du RN, le reste étant défiscalisé. Pour les plus riches, leurs revenus réels ne sont pas comptabilisés dans leur assiette fiscale, notamment lorsqu'ils ne se paient pas de dividendes, se limitant à vendre quelques actions pour leur argent de poche et de survie¹¹⁰.

Pour les plus riches, l'assiette fiscale se réduit. Le taux supérieur d'imposition sur le revenu aux USA est de 37 % (20 points de moins que lors de sa création). Les salaires sont aussi amputés par les cotisations sociales (12,4%, mais plafonnées à 132.900 dollars) et de Medicare (2,9%). Ces taxes pèsent aujourd'hui autant que l'impôt fédéral sur le revenu. Elles sont donc régressives. Les impôts sur la consommation sont relativement faibles, de l'ordre de 6%. Les impôts sur le capital représentent 13 % du total des impôts. Normalement, seules les personnes physiques paient les impôts, mais les bénéfices non distribués par les entreprises ne sont pas comptabilisés dans l'assiette fiscale.

Au total, toutes les catégories sociales paient entre 25 et 30% de leurs revenus en impôts sauf les ultra-riches qui n'en paient que 23% (sans comptabiliser en outre l'évasion fiscale, qui n'existe pas pour les moins fortunés). Les cotisations sociales sont très régressives, ainsi que l'impôt sur la consommation (les plus pauvres consomment plus que les riches, l'impôt représente 10 % des salaires pour les moins riches, 1 à 2% pour les plus riches. En outre, certaines niches fiscales existent concernant les frais d'avocat, les billets d'opéra. Les dividendes bénéficient de taux réduits (20% au maximum,

¹⁰⁹ Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2015), Le PIB, a signification et ses limites, in « Relations internationales contemporaines, (J-F. Guilhaudis), LexisNevis, Paris.

¹¹⁰ Zuckenber ne se paie pas de dividendes, il possède 20 % de Facebook, en 2018, la société a fait 20 milliards de bénéfices, soit 4 milliards de richesse supplémentaire pour son fondateur. Cependant, il ne s'est pas versé de dividendes. De ce fait, sur ces gains spécifiques, il ne paie pas d'impôt. Il devrait normalement payer l'impôt sur les sociétés, mais le siège social est délocalisé dans îles Caïmans.

avec un abattement de 20 % sur l'assiette fiscale. Il n'y a aucun abattement pour les salaires. Le système se fait pour que les riches paient de moins en moins et s'enrichissent de plus en plus. On crée les conditions d'une ploutocratie, déguisée en démocratie. C'est aussi à la fortune que les impôts devraient principalement s'appliquer.

Les impôts sur la fortune sont toujours très décriés par privilégiés des monarchies¹¹¹, les actionnaires, les grands propriétaires, les dirigeants d'entreprises, les rentiers. Pourtant, ils ont été mis en place au XVIIIe siècle, dans les colonies du Nord, des Etats-Unis. Toutes les richesses devaient être déclarées, et pas seulement la propriété foncière et immobilière. Les taxes frappaient aussi les plus pauvres, notamment avec le paiement d'un impôt forfaitaire par tête fortement régressif et des frais de douanes sur les produits consommés. Les colonies américaines du Nord avaient des impôts plus progressifs que ceux du Sud. Dans le Sud des Etats-Unis, les esclaves (40 % de la population de ses Etats) étaient assimilés à une propriété personnelle¹¹². Jusqu'en 1851, la démocratie était condamnée au profit de gouverneurs se succédant de génération en génération par consensus, sans élection. Les esclavagistes étaient très opposés à l'impôt, ce qui n'a pas permis au gouvernement de la Confédération de disposer des ressources publiques nécessaires dans la guerre de Sécession (1861-1865), face à l'Union du Nord qui avait créé un impôt fédéral dès 1792 de 3% pour chaque citoyen et 5% pour les revenus supérieures à 5000 dollars. En 1872, après l'abolition de l'impôt sur le revenu, les inégalités explosèrent, les droits de douane payés par les consommateurs restant les derniers impôts significatifs, les 10 % les plus aisés disposant de 71% de la richesse nationale.

L'impôt sur le revenu fut voté par le Congrès en 1894, 2% pour les revenus de 4000 dollars, mais pour sa mise en place définitive, il a fallu modifier la constitution (1913)¹¹³. Pour sanctionner les « profiteurs » de la guerre, le taux marginal d'imposition sur le revenu était alors très progressif (67% en 1917) et il était accompagné d'un impôt aussi fortement progressif sur les patrimoines¹¹⁴. Cependant, les plus-values étaient moins taxées que les autres formes de revenus ce qui a favorisé la mise en place de holdings aux Bahamas ou au Panama dans le cadre d'une nouvelle optimisation fiscale. Cette situation a perduré au-delà de la seconde guerre mondiale, sous la Présidence du général Eisenhower (taux d'imposition de 55% en 1960), avec une vraie lutte contre l'évasion fiscale et une lourde taxation sur les profits des entreprises (48 à 52 %). Les impôts sont le prix à payer pour la démocratie. Les « riches » pourtant trouvèrent progressivement de nombreuses solutions pour ne pas payer tous les impôts réclamés par l'Etat, considérant qu'ils étaient victimes d'une forme de racket pour de l'argent qu'ils avaient légalement gagné. Dans ce contexte, il était alors demandé à l'Etat de réduire les taux pour que les « riches paient » les impôts qu'ils considéraient eux-mêmes comme légitimes. C'est-à-dire très peu.

¹¹¹ Pendant la monarchie, les privilégiés ne payaient pas d'impôts (aristocratie, clergé, professeurs, médecins, bourgeois des grandes villes. Les plus démunis payaient la gabelle (impôt sur le sel) et des droits sur les produits qui rentraient dans les villes.

¹¹² L'esclavage ne fut aboli qu'en 1865, soit 15 années avant l'Eglise.

¹¹³ A noter que L'Allemagne, le Japon, la Suède et le Royaume-Uni s'en était aussi doté.

¹¹⁴ L'impôt payé ne devait pas excéder 90% du revenu. Ces taux confiscatoires ne s'appliquaient qu'aux revenus extraordinairement élevés, le taux de 94 % étant appliqué aux revenus supérieurs à 200.000 dollars de l'époque (6 millions aujourd'hui).

La renaissance de l'injustice fiscale aux Etats-Unis

Pour Reagan, l'Etat n'est pas la solution des problèmes, c'est le problème. L'impôt c'est le vol. Dès son premier mandat, les fortunes sont dégrevées progressivement de leurs plus lourds impôts¹¹⁵. Le secteur du conseil fiscal s'est considérablement développé sous la présidence Reagan, notamment avec le système dit « tax shelter »¹¹⁶, avec des services des impôts faiblement soutenus par le pouvoir politique. Il en a résulté un effondrement des rentrées fiscales. En 1986 est promulgué le Tax Reform Act, supprimant le système « tax shelter, mais établissant un taux marginal maximum d'imposition (28 %) le plus faible au monde. S'il ne faut pas confondre évasion fiscale et optimisation fiscale des clauses anti-abus aurait dû être mises en place, par manque de volonté politique de recouvrer l'impôt et insuffisance des moyens accordés aux contrôleurs¹¹⁷. Il n'y a pas de civisme fiscal. Les pauvres fraudent, les riches optimisent. Aujourd'hui, les banques de gestion du patrimoine, les cabinets d'avocat, les fiducies créent des sociétés-écrans, trusts ou autres fondations pour empocher de grosses commissions auprès de clients richissimes, qui en tirent encore plus de profits. La part du patrimoine des 1% les plus riches américains est passé de 22% avant Reagan, à 37 % en 2018.

Avant la mondialisation, les entreprises se soustrayaient peu au fisc. Les mauvais payeurs se trouvaient accusés de mauvais citoyens sans morale. Aujourd'hui, le travail d'un PDG consiste à faire gagner le plus d'argent à ses actionnaires. L'optimisation fiscale permet d'accroître les bénéfices. Les avocats fiscalistes pullulent et sont très bien payés. Dans cette perspective, la recherche de délocalisation des profits, complètement artificielle, devient un jeu « win win » pour les fiscalistes, à la recherche d'impôts faibles sur les sociétés ou de paiements d'intérêt déductibles. Les modalités d'action sont relativement faciles à mettre en place et surtout à contrôler pour quelqu'un d'extérieur au contribuable potentiel¹¹⁸. En 1980, les entreprises américaines faisaient 15 % de leurs bénéfices à l'étranger contre 30 % en 2019.

Alors que les bénéfices des entreprises américaines avaient considérablement augmenté, les recettes de cet impôt avaient chuté de 30%, les entreprises américaines ayant accumulé plus de 3000 milliards de dollars aux Bermudes ou en Irlande. Washington va inciter les entreprises qui avaient fraudé à revenir aux Etats-Unis. Par exemple, Apple Irlande est une société différente d'Apple Amérique. L'impôt sur les sociétés y est officiellement de

¹¹⁵ En 1982, il est admis de racheter des actions. Les rachats d'action générèrent des plus-values non taxées, alors que les dividendes paient plus d'impôt.

¹¹⁶ L'évasion fiscale se faisait en rachetant des sociétés de personnes, souvent fictives, (qui ne payaient pas d'impôts) en perte (tax shelters). Entre 1982 et 1986, les pertes fictives des tax shelters dépassèrent les profits réalisés par toutes les sociétés de personnes du reste du pays.

¹¹⁷ En 1975, 65% des 29.000 successions ont été soumises à un contrôle fiscal. En 2018, 8,6 % seulement l'ont été. Les contrôles sont engagés officiellement de manière aléatoire, ce qui ne manque pas d'être surprenant.

¹¹⁸ Par exemple, en créant une filiale de la société dans les Antilles néerlandaises, une entreprise américaine empruntait de l'argent à une banque européenne à 3%, qu'elle reprétait ensuite à la maison mère 8%. Double avantage. Grâce à ces 5 points de marge sur l'intérêt, la filiale dégageait un bénéfice sans impôt. Ensuite, la maison mère pouvait déduire les intérêts versés à sa filiale, diminuant ainsi les impôts dus aux USA.

12,5% et sans doute moins dans les accords secrets. Apple fait jouer la concurrence internationale sur les impôts et taxes. A l'intérieur des activités multiples d'une firme multinationale, on peut s'échanger des biens et services qui n'entrent pas sur un vrai marché. Combien vaut le logo Apple ? Nul ne le sait. Les transactions intra-groupes tiennent compte de ces éléments fiscaux. Google a vendu ses algorithmes de référencement et de publicité à Google holdings (22,7 milliards de chiffre d'affaires en 2017), filiale située en Irlande, mais située fiscalement aux Bermudes., où seraient prétendument les fonctions de direction de l'entreprise. Toutes les filiales paient le droit d'utiliser cette technologie. C'est un commerce de souveraineté, une négociation sur leurs contraintes réglementaires et leurs obligations légales. Il y a une complicité certaine des gouvernements des paradis fiscaux.

La grande évasion est internationale¹¹⁹, comme l'a mis en évidence l'affaire des Panama's papers. En 2010, la loi FATCA (Foreign Tax Compliance Act) impose aux établissements financiers du monde entier d'échanger automatiquement leurs informations avec les services fiscaux américains, sous peine de fortes sanctions (une taxe de 30 % sur les dividendes et intérêts en provenance des Etats-Unis). Ce système est un progrès, mais il n'est pas infaillible. L'opacité financière s'y prête. Il est encore relativement facile à des établissements offshore d'affirmer qu'ils ne gèrent que les comptes appartenant à des sociétés écrans, sans en identifier les vrais propriétaires, et donc de n'envoyer aucune information aux administrations concernées. Il faut noter que la disposition FATCA ne s'impose pas aux Etats-Unis, car cette disposition serait anticonstitutionnelle.

En 2019, selon Saez et Zucman¹²⁰, 40 % des bénéficiaires des multinationales étaient transférés dans les paradis fiscaux, surtout en Irlande et aux Bermudes¹²¹. Tous les secteurs de l'économie sont concernés, comme les industries pharmaceutiques, les banques, l'industrie du luxe ou les produits de sport. La délocalisation de bénéficiaires s'accompagne-elles d'une délocalisation de la production ? Un tiers des salariés travaillent en Chine, en Inde, au Mexique ou au Brésil, dans les économies émergentes. Malte, Luxembourg, Hong-Kong, Chypre et l'Irlande reçoivent le plus d'impôt sur les sociétés au regard de leur PIB, ainsi que des revenus conséquents lors de la création des sociétés-écrans.

Le rôle des paradis fiscaux

Longtemps, les paradis fiscaux ont paru n'être que des espaces protecteurs des richesses pour les personnes à hauts revenus souhaitant se soustraire à l'impôt ou désireuses de cacher un peu d'argent au cas où ils en auraient besoin ultérieurement au regard des conflits qui traversent l'histoire du monde. On savait que l'argent « sale » y était placé, objet de tous les trafics de drogue, de la prostitution ou d'affaires véreuses non identifiées

¹¹⁹ En Suisse, plus de 60 % des actifs détenus par les étrangers le sont par des sociétés – écrans, situées dans les îles Vierges britanniques ou au Panama.

¹²⁰ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.

¹²¹ Les FMN américaines ont déclaré plus de bénéficiaires aux Bermudes qu'au Royaume-Uni, au Japon, en France et au Mexique réunis. Puis viennent les Pays-Bas, Singapour, les îles Caïmans et les Bahamas.

légalement. Depuis 40 ans, ces paradis fiscaux se sont multipliés, les sociétés ont fait appel à leurs services, par le canal de sociétés de service parmi les plus importantes au monde et les banques ont favorisé à la fois le blanchiment de l'argent et l'évitement fiscal. Certains Etats, souvent déclarés vertueux, se sont aussi engagés dans cette aventure, avec grand profit. Si l'on savait que la Suisse ou Monaco, Panama ou les îles Caïmans géraient de nombreuses fortunes secrètement, nombre de personnes ignoraient que depuis plus de mille ans, la City de Londres ne payait pas d'impôt et constituait souvent le centre financier de tous ces petits trafics, lesquels ont fait l'objet progressivement de transferts considérables, impactant directement et indirectement le développement économique mondial, tout en modifiant profondément la croissance des inégalités de revenus et des patrimoines. Quelles sont les caractéristiques des paradis fiscaux ?¹²²

- Le pays doit avoir une bonne image de marque et une grande stabilité politique. Il bénéficie de l'appui d'un grand centre financier et d'une technologie de l'information particulièrement adaptée. La taxation pour les non résidents est très faible, voire nulle.
- Le secret professionnel bancaire est institutionnel, la confidentialité des transactions financières une règle, les réglementations nationales sont strictes sur ces obligations.
- La coopération judiciaire internationale est volontairement évitée ou limitée.
- Les procédures d'enregistrement des entreprises sont faciles et rapides, les informations demandées sont minimales. Le formalisme pour l'implantation des entreprises est réduit et le droit concernant les trusts étrangers est pour le moins peu contraignant et très libéral.
- La liberté totale des mouvements de capitaux est annoncée, voire revendiquée.

Aujourd'hui, plus de la moitié du commerce international et le tiers des flux financiers transitent dans les paradis fiscaux, lesquels intéressent de plus en plus les activités économiques classiques. Les « starts up » devenues grandes connaissent tous les méandres financiers pour échapper à l'impôt dans tous les pays du monde, sauf dans ceux qui pratiquent une imposition nulle ou très faible. Les riches contribuables peuvent ainsi dissimuler leurs fortunes à l'abri du secret bancaire en Suisse, au Luxembourg ou en Irlande. Les analyses statistiques des transactions financières et commerciales ne manquent pas d'interpeler les spécialistes. Les îles Vierges ont parfois plus investi en Chine que le Japon ou les Etats-Unis. La Russie semble privilégier les accords et les échanges économiques avec Chypre, un Etat appartenant à l'Union européenne. L'île Maurice est le premier investisseur en Inde. En 2010, pour le magazine Forbes, les meilleurs paradis fiscaux adaptés aux activités commerciales étaient d'abord, le Delaware, suivi du Luxembourg, de la Suisse, des îles Caïmans, de la City de Londres, de l'Irlande, des Bermudes, de Singapour, de la Belgique et de Hong-Kong. Cette énumération met surtout en évidence le fait que les paradis fiscaux ne sont pas tous situés sur de petites îles. L'Europe, souvent si coutumier dans les accusations à l'encontre des paradis fiscaux oublie de citer certains de ses

¹²² Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, l'Harmattan, Paris.

membres ou alliés, souvent les principaux acteurs dans les affaires de grande dimension.

Les prix de transfert des entreprises d'un même groupe sont censés obéir à une réglementation bien définie, établie par chaque pays ou au niveau multilatéral. Le principe général suppose que les prix des échanges commerciaux entre deux entreprises d'un même groupe ne doivent pas être différents de ceux définis par deux entreprises indépendantes. Ces prix sont pourtant largement manipulés par les sociétés. Les stratégies de prix de transfert sont au centre de l'optimisation fiscale des groupes financiers et des multinationales. Elles mettent au point des montages financiers complexes ou des opérations sur la chaîne des valeurs qui favorisent la réduction de leur fiscalité, selon des procédures qui cherchent à bénéficier de la faible cohérence des institutions publiques indépendantes sur les questions concernant les budgets publics nationaux. Les poursuites judiciaires sont souvent délicates politiquement et complexes techniquement à mener à l'échelle internationale. Le manque d'harmonisation des systèmes juridiques nationaux et l'absence ou l'insuffisance de communication entre les pays appartenant normalement aux mêmes réseaux peut l'expliquer.

L'évasion fiscale a pris de telles proportions qu'elle menace aujourd'hui la stabilité des États. Les grandes entreprises multinationales qui dégagent des milliards d'euros de bénéfice peuvent réduire substantiellement leurs impôts, grâce à des réseaux financiers complexes qui les rendent, souvent légalement, non contributrices des services publics. Le manque de ressources financières est un des leitmotivs de tous les discours politiques de tous les gouvernements. Dans ce contexte, l'enseignement et la recherche publics, le système de santé et de protection des plus faibles, la rémunération satisfaisante des fonctionnaires, l'aide aux agriculteurs et les soutiens financiers aux jeunes entreprises, toutes ces activités essentielles pour un pays subissent des compressions de crédits qui empêchent la réalisation de leurs objectifs républicains. L'Etat est volé d'une part de ses revenus et l'idée dominante reste que les impôts sont déjà trop élevés. Ils le sont pour l'ensemble de la population, sauf pour les responsables des grandes entreprises dont les taux d'imposition sont très inférieurs à ceux des classes moyennes. Les impôts directs réduisent les revenus des particuliers, les taxes indirectes augmentent les prix des marchandises et les prélèvements sur les salaires accroissent le coût de la main-d'œuvre.

Le contrôle de l'évasion fiscale Des mesures bien insuffisantes, mais utiles dans l'avenir

Fin 2017, le Président Donald Trump a promulgué le Tax Cuts and Jobs Act, une baisse d'impôt sur les sociétés de 35% à 21 %. Cette loi donne raison aux fraudeurs, alors que l'endettement public américain dépassait 22.000 milliards de dollars. Cette situation est similaire à celle de la période présidentielle de Donald Reagan. Comme les plus riches ne paient pas les impôts, il faut réduire ce taux. Dans ces conditions, les décisions prises par un Etat démocratique sont non seulement bafouées, mais aussi elles sont modifiées pour qu'elles conviennent aux tricheurs.

La réforme fiscale des Etats-Unis de 2018 (Global Intangible low-tax income), GILTI, prévoit que les bénéficiaires étrangers des FMN américaines anormalement élevés soient taxés au taux minimum de 10,5%. Ce taux est faible et la taxe ne s'applique pas pays par pays mais sur une base consolidée. Globalement, peu de FMN utilisent le système des « inversions fiscales ». La moitié des FMN sont situées en Europe et aux USA¹²³. Une société américaine ne peut pas déménager son siège social à l'étranger facilement, elle reste en partie citoyenne américaine. Seule la fusion permet cette opportunité, mais il faut une modification significative dans le contrôle du capital de l'entreprise. La coordination fiscale internationale devient nécessaire¹²⁴.

L'OCDE a lancé un programme ambitieux pour lutter contre l'érosion de l'assiette d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Il s'agit de mettre un peu de sable dans les rouages, mais le résultat n'est pour l'instant pas très probant. L'OCDE accepte toujours les régimes fiscaux dérogatoires (patent boxes) pour l'exploitation des brevets (10% pour UK, 13% pour les USA). De même, la mise en place d'une politique fiscale commune européenne implique une unanimité, qui de fait conduit à la concurrence fiscale. Le Luxembourg peut dicter sa loi à toute l'Europe. Toutes ces pratiques réduisent le montant de l'impôt sur les sociétés au profit des actionnaires. C'est une bonne opération pour les petites nations, mais elle appauvrit les autres citoyens. La tendance actuelle dans le monde est d'abaisser encore ces impôts, même si les Etats commencent à se révolter face à la puissance des GAFAM et leur système d'évasion fiscale¹²⁵.

C'est un engrenage, qui ne bénéficie certainement pas aux catégories les plus pauvres. Normalement la part du capital se situe à 25% du revenu national, mais aujourd'hui il représente 30 % du RN, du fait des bénéfices des hautes technologies, de la pharmacie et de la finance. Le choix entre le capital et le travail dépend des secteurs plus ou moins capitalistes de l'économie¹²⁶. Or, le travail est plus taxé que le capital. La valeur du capital peut faire l'objet d'acrobaties comptables qui permet d'en limiter le montant déclaré. Lorsque les revenus imposables sont inélastiques, les rentrées fiscales sont mécaniques. Pour les autres types de revenus, l'élasticité varie en fonction des politiques publiques. C'est sur cette élasticité que jouent les firmes multinationales. Apple publie ses résultats mondiaux consolidés, sans indiquer où ses bénéfices sont enregistrés. C'est le secret des affaires. Les « riches » se transforment en société et, à ce rythme, ils ne paieront bientôt que les taxes à la consommation particulièrement faibles au regard de leurs revenus et de leurs patrimoines. Le FMI pense d'ailleurs que la concurrence fiscale va s'accroître, la perte du sens collectif ou national ayant disparu parmi les plus riches. Le lobbying des fournisseurs d'évasion fiscale est influent dans tous les Ministères du monde entier. Les quatre grands groupes d'audit financier, le Big Four (Deloitte Touche Tohmatsu, Ernst & Young, KPMG et PricewaterhouseCoopers) a

¹²³ Sur 20000 FMN, 18 sont immatriculés en Irlande, 13 à Singapour, 7 au Luxembourg, 4 aux Bermudes.

¹²⁴ Choubaeva, V., Fontanel, J. (2015), Les pays filous, ou les paradis fiscaux (en russe), Academy of Sciences, Sociological Institute, Saint-Petersbourg, 2015. [hal-01939424v1](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01939424v1)

¹²⁵ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, AFRI, Paris.

¹²⁶ Sur 85 milliards de dollars de CA d'Apple, les revenus du travail représentent moins de 20 %. , le reste appartenant aux détenteurs du capital et aux créanciers

succédé au Big Five, après la déconfiture d'Arthur Andersen dans l'affaire Enron. Il lutte contre l'harmonisation fiscale internationale, car il en tire grand bénéfice. Moralement, il assure que l'harmonisation donne trop de pouvoir à l'Etat Léviathan, et favorise la tyrannie économique de peuples incapables de se gouverner rationnellement.

Si les prélèvements obligatoires aux Etats-Unis représentaient 28% du revenu national en 2020, en réduction de 3,5% en 3 ans, cette baisse est due au recul de la taxation du capital¹²⁷. Cependant, il ne faut pas oublier l'assurance santé. La cotisation moyenne est de 13.000 dollars par an. C'est un impôt caché. Les familles les plus modestes sont couvertes par les programmes Medicare et Medicaid, financés par l'impôt. Depuis 2010, il est obligatoire d'être assuré au Patient Protection and Affordable Care Act (Obamacare). C'est donc une forme d'impôt qui représentait 6% du revenu national en 2019¹²⁸. La science économique est d'abord politique. L'analyse des paradis fiscaux en témoigne.

La globalisation économique en crise¹²⁹

Lorsqu'une pandémie arrive, l'Etat se trouve comptable d'une avarice liée à son endettement, aux inégalités sociales et à l'absence des ressources perdues par les systèmes d'optimisation et d'évasion fiscaux. La leçon de la pandémie du coronavirus nous le rappelle violemment aujourd'hui !

- Les illusions de la mondialisation

Après l'effondrement de l'Union soviétique, le processus de globalisation économique semblait inéluctable, encouragé par la plupart des Etats et soutenus par les économistes libéraux lesquels insistaient pour déréglementer, déréguler, décloisonner les économies nationales et la finance internationale. Une croissance économique optimale devait en résulter qui profiterait à l'ensemble des pays par l'effet du « ruissellement » des revenus des riches vers les pauvres, faisant ainsi reculer la famine et la faim, au moins à long terme. Les guerres deviendraient de plus en plus improbables car les interdépendances économiques réduiraient les occasions de conflits armés. La crainte de la guerre nucléaire s'estompait, la puissance américaine et le capitalisme pouvaient organiser, voire imposer, la paix mondiale. En 1995, les organisations internationales mises en place par les Occidentaux en 1944 étaient confortées par la création de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, destinée à développer le libre-échange. Le commerce « pacifique » en toute liberté devenait la base de la vie sociétale mondiale. Les firmes multinationales, libérées des exigences de chaque Etat, pouvaient alors imposer leurs lois commerciales positives et augmenter le PIB mondial au profit de l'écoumène. En termes de défense, Washington devenait de fait le principal gendarme du monde, avec des dépenses militaires (Otan compris) à sa main près de deux

¹²⁷ L'impôt sur les dividendes est passé de 39,6% sous Clinton à 20 % sous Trump, et les recettes de droits de succession de 0,4 % du RN représentent aujourd'hui 0,1%.

¹²⁸ Il faudrait inclure le montant dans les prélèvements obligatoires des Etats-Unis qui passeraient alors à 34%. A noter qu'en France, les prélèvements obligatoires intègrent aussi le paiement des retraites (16,5 % du RN), contre 4,5 % seulement pour les USA.

¹²⁹ Reprise intégrale du Blog publié dans Fontanel, J. (2020) ThucyBlog. Jeudi 23 Avril 2020.

fois supérieures à celles du reste du monde. L'histoire était belle, un conte de fées.

Cette analyse, fondée sur des hypothèses héroïques, n'a pas été confirmée par les faits. Les violences guerrières, civiles, militaires ou économiques, n'ont pas disparu (Irak, Afghanistan, Libye, Yemen, Syrie, Iran, etc..) et les menaces des « rogue states » et du terrorisme n'ont pas disparu. Les Etats ont subi une contestation croissante de leur rôle, notamment dans l'ordre économique. Leurs actions concernant l'écologie, le climat ou la pollution de l'air ont été fortement inspirées par les décisions d'organisations internationales spécialisées, trop souvent conseillées par les intérêts commerciaux et financiers dominants. Dans ce contexte, les Etats n'ont plus été capables d'assumer l'intégralité des composantes de la sécurité nationale, celle-ci étant progressivement affaiblie par la croyance (fictive) d'une sécurité internationale satisfaisante, grâce, notamment, au commerce international¹³⁰.

L'oubli des services publics

Pourtant, la sécurité nationale ne peut pas se limiter au seul domaine militaire, elle comprend aussi les secteurs de la santé, de l'éducation, des risques industriels, de la protection du patrimoine, des ressources naturelles et de la qualité de vie collective des citoyens. Les autorités publiques ont oublié que les produits et services essentiels à la survie des hommes doivent toujours être disponibles à l'intérieur du pays, soit en stocks, soit en capacité immédiate de production. Il en va ainsi des produits alimentaires, des médicaments, des instruments de protection collectifs et individuels, des équipements sanitaires, des règles concernant les qualités de l'air et de l'eau fixées « a minima » par les organismes internationaux. Il en va de même de la maîtrise des technologies (notamment digitales). En cas d'une menace de cyberattaque, comment l'Europe pourra-t-elle se protéger de la puissance des Google, Microsoft ou Apple, mais aussi d'actions similaires venues de Chine ou de Russie ?

Dans le cadre de l'affaire nucléaire iranienne, la Maison Blanche a imposé sa loi au reste du monde, avec violence, malgré les recours devant une OMC qui n'ose toujours pas condamner le pays qui a été son parrain sous les fonds baptismaux du libre-échange. En outre, elle a rappelé l'application de sa politique du « benign neglect », selon laquelle le dollar est d'abord la monnaie nationale des Etats-Unis, même si sa gestion interne est un problème pour le reste du monde. Enfin, ses décisions d'augmenter les droits de douane, sans concertation, ont remis en cause l'intérêt du libre-échange. Face à cette puissance américaine, la Chine déploie un capitalisme aux ordres de l'Etat, sans respect des droits de l'homme, dans le cadre d'une économie nationale contrôlée de l'intérieur par les membres du Parti communiste. La faiblesse de l'Europe naît de ses divisions, d'objectifs politiques et commerciaux différents, d'idéologies nationalistes et de conceptions nationales étroites. Au fond, l'Europe reste un Marché commun, avec un système de décision tatillon vers l'intérieur et de moins en moins entendu sur la scène internationale. Les gouvernements des pays membres n'ont toujours pas de solidarité commune

¹³⁰ Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in La question politique en économie internationale (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.

bienveillante¹³¹. La guerre économique est une arme ancienne utilisée par les Etats elle s'adresse parfois aussi bien à l'encontre des ennemis qu'à l'encontre des amis aux intérêts conjoncturellement différents¹³².

Le triomphe des intérêts privés

La démocratie subsiste. Cependant, le pouvoir appartient à ceux qui contrôlent les moyens financiers, l'information, et même les cénacles administratifs et politiques. Les firmes multinationales exercent une influence considérable sur les institutions publiques, car elles ont le pouvoir de financer les campagnes électorales, de contrôler l'information (télévision, journaux, internet, données des Etats) et d'exercer un lobbying efficace dans toutes les instances nationales et internationales. Elles peuvent s'offrir, à grand prix, les meilleures intelligences pour défendre leurs intérêts, grâce aux passages d'un emploi du service public vers le secteur privé, et vice versa, de leurs affidés. Les nouvelles technologies digitales créent de la dépendance quotidienne et sont en mesure de participer activement aux processus de décision et d'élection dans le monde entier, en fonction des intérêts de leurs producteurs et de la Nation qui les héberge.

Dans ces conditions, la démocratie est en crise, et une ploutocratie semble s'installer partout dans le monde. La moitié des personnes travaillant dans l'équipe de Donald Trump est milliardaire en dollars. Pourtant, au moment où l'Amérique n'a jamais été aussi riche, l'espérance-vie de ses citoyens a baissé depuis 2 ans, car la précarité des « laissés pour compte » et le coût de la santé sont tels que seules les personnes riches ont pu profiter de ce développement économique pour accroître leur propre espérance-vie. Au XXI^e siècle, les grandes fortunes paient proportionnellement de moins en moins d'impôts. Les inégalités se sont accrues ces deux dernières décennies.

Les Etats des « paradis fiscaux » commercialisent leur souveraineté. Ils offrent aux firmes multinationales des avantages fiscaux importants. Ce sont d'ailleurs parfois les mêmes Etats, qui au nom de la rigueur financière, ne souhaitent pas soutenir les pays qu'ils ont parfois ainsi délestés de leurs plus gros contribuables. Lorsqu'il y a crise, les Etats interviennent et injectent des financements dans les banques pour relancer l'économie¹³³. C'est une période d'austérité pour les citoyens, mais les grandes entreprises réussissent alors à redévelopper leurs profits et les dividendes de leurs actionnaires, sans qu'il y ait rétribution de l'assurance que l'Etat représente pour leur éviter une banqueroute (To big to fail). Si je gagne, je prends tout pour moi, si je perds les Etats compenseront les pertes pour moi. Il en résulte que les Etats sont fortement endettés, ce qui les conduit à réduire le niveau global de protection des citoyens. Le profit des entreprises comme seule politique publique est un échec. La théorie (le slogan ?) erronée du ruissellement a encore frappé ! Les

¹³¹ Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider. Hal-02102230

¹³² Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

¹³³ Fontanel, J. (2011), Sécurité financière et sécurité internationale, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris, 2011.

fins de l'économie devraient être redéfinies sur la base d'un intérêt collectif revalorisé¹³⁴.

Les actions à entreprendre à court terme pour Saez et Zucman

L'extrême richesse exerce une externalité négative sur le reste de la société. Les taux d'imposition favorisent la redistribution du pouvoir économique. La fameuse théorie du ruissellement est une illusion, même si, avec la concurrence fiscale internationale certains pays peuvent encore y croire, mais au détriment des autres. La mobilité sociale aux Etats-Unis qui est un argument souvent présentés dans ce pays n'est pas ou plus vérifié. Enfin, le système de redistribution est limité. Les entreprises (les actionnaires, plutôt) considèrent que l'imposition sur les hauts revenus, encore plus sur les patrimoines, est préjudiciable à la croissance. Elles préfèrent l'essor d'une taxe sur la valeur ajoutée, ce qui serait encore plus régressif.

Quel est l'impôt que doit payer toute entreprise ? 50 % comme en 1970 aux Etats-Unis ou 23% comme aujourd'hui ? Aujourd'hui, avec le développement de la dette publique, les classes moyennes participent activement aux ressources de l'Etat. Comme les plus riches ne consomment pas tous leurs revenus, ils accumulent plus de patrimoine, qui lui-même lui rapporte encore plus de revenus. C'est l'effet « boule de neige ». Dans ce cas, la démocratie perd de son intérêt, s'il s'agit simplement de protéger les groupes les plus aisés. Plusieurs propositions peuvent être avancées pour en revenir aussi à une démocratie économique.

1) *Gestion internationale des impôts des firmes multinationale*¹³⁵

Depuis 2016, dans le plan de lutte contre l'érosion de l'assiette d'imposition et le transferts des bénéfices, les entreprises ont l'obligation de déclarer leurs bénéfices et les impôts payés pays par pays. Il n'y a pas de transparence, puisque seules les autorités fiscales y ont accès. Dans ce contexte, Saez et Zucman¹³⁶ proposent une gestion internationale des impôts des firmes multinationales, avec un impôt mondial sur les sociétés, de l'ordre de 25% des bénéfices. Chaque pays doit devenir gendarme de ses multinationales. Il s'agit de collecter le déficit fiscal de l'évasion. En déclarant ses revenus dans d'autres pays, une firme est susceptible de présenter un déficit fiscal par rapport à son propre pays d'origine. Le pays pourrait alors demander des impôts de rattrapage, au taux effectif dans son pays, en collectant les impôts que les paradis fiscaux n'ont pas voulu percevoir, sur la base du pourcentage des bénéfices réalisés dans son pays¹³⁷. Cette solution ne viole aucun traité international et n'exige même pas la coopération des paradis fiscaux. Il appartiendrait aux pays où se trouvent les sièges sociaux de jouer le rôle de

¹³⁴ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited.

¹³⁵ Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.

¹³⁶ Ibid. p. 173.

¹³⁷ Un tel système existe déjà entre les Etats américains, mais sur la base du chiffre d'affaires.

percepteur en dernier ressort. Si Apple fait 2% d'impôt à Jersey, les USA peuvent lui réclamer 25-2 : 23%. Dans ce cadre, il n'y aurait plus intérêt à déclarer ses bénéfices dans les paradis fiscaux¹³⁸. La transparence comptable y gagnerait, mais les petits pays seront opposés à cette réforme.

2) Il faut sanctionner les paradis fiscaux

Les paradis fiscaux commercialisent leur souveraineté et permettent aux FMN de se soustraire à leurs obligations. Il s'agit d'un dumping fiscal, alors que le dumping commercial est interdit par l'OMC. La propriété ne doit pas être un droit sans obligation, notamment lorsque les règles de l'usus, fructus vont jusqu'à l'abusus.

3) Il faut taxer les riches pour déconcentrer les richesses

Pour déconcentrer les richesses, il faut un impôt radical sur la fortune¹³⁹. L'idée, c'est quand même de taxer les riches (plus de 500.000 dollars de revenus en 2019). Pour Saez et Zucman, le taux moyen optimal d'imposition des plus riches est de 60 %. En tenant compte de ces comportements, il est important de définir un taux marginal qui soit acceptable. Un taux élevé d'imposition peut réduire le temps de travail et la créativité des innovateurs. Selon la Courbe de Laffer, trop d'impôt, tue l'impôt. Dans ces conditions, il y a une volonté de ne pas respecter la démocratie de son pays. Le combat n'est pas à armes égales, les Big Four ont inventé de nouvelles méthodes pour exploiter toutes les failles. L'idéologie dominante à Washington n'est pas pour augmenter l'impôt sur les successions¹⁴⁰ ou sur les sociétés au nom du droit de la propriété. Le budget du fisc USA a diminué de 20% à prix constant depuis 2010¹⁴¹. Or, l'évasion fiscale n'est pas un sport, c'est un vol. Les lois doivent s'appliquer à tous. Il faut faire payer les riches pour venir en aide aux plus démunis. Les inégalités économiques ne sont acceptables que si elles améliorent les conditions de vie des plus vulnérables. Il existe un lien entre la richesse personnelle et la volonté de créer de nouvelles affaires. On pourrait imaginer que, dans un autre système, la fierté serait mise plutôt dans l'apport au bien commun. De nombreuses associations, ONG, montrent souvent le chemin, avec des satisfactions personnelles au moins équivalentes à celles des grandes fortunes.

4) Mettre en place une autorité anti optimisation

Il faudrait donc mettre en place **une autorité anti-optimisation**, chargée de réguler les fournisseurs d'évasion fiscale. Elle rendrait illicite toute transaction (comme les trusts par exemple) qui aurait pour seul but d'éviter l'impôt/ Le

¹³⁸ En 2016, les FMN américaines ont produit 1300 milliards de dollars de bénéfice dans le monde entier pour 262 milliards de dollars d'impôts (176). 0% au Bahamas, îles Caïmans, 2% Porto Rico. Avec ce système, les Etats-Unis auraient pu recueillir près de 100 milliards d'impôts supplémentaires. Avec son endettement public, chaque année 100 milliards de dollars viendraient en effacer l'ampleur, soit 20 ans de recueil.

¹³⁹ Saez et Zucman proposent les taux suivants : 2% au delà de 50 millions, 3% au-dessus d'un milliard. On pourrait même demander plus 10 % au-dessus d'un milliard, soit 19 millions à payer. Cela déconcentrerait les richesses, sans pourtant éliminer tous les multimilliardaires.

¹⁴⁰ L'estate tax est un impôt fédéral sur le patrimoine. (90% de la population en est exempté).

¹⁴¹ Il y avait 9500 contrôleurs en 2017 contre 14.000 en 2010

gouvernement pourrait alors engager des mesures de rétorsion contre les firmes qui s'adonneraient au blanchiment de l'impôt.

5) Il faudrait établir un impôt sur le revenu national, il frapperait la consommation, mais aussi l'épargne, à taux fixe et sans aucune déduction. Il ne remplacerait pas l'impôt sur les revenus.

6) Intégrer l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, ce qui réduirait l'incitation à frauder et les distorsions fiscales, en définissant des taux marginaux supérieurs pour toutes les formes de revenus.

7) Le problème réside dans le réinvestissement des bénéfices ou leur non distribution. La solution consiste à obliger les entreprises à distribuer chaque année tous les bénéfices à leurs propriétaires, ce qui est le cas pour les sociétés de personne. Dans ce cas, les actionnaires peuvent réinvestir dans leur entreprise, comme lorsqu'ils le font sans à avoir payer d'impôts.

8) A revenu égal, impôt égal quelle que soit la nature des impôts.

9) L'impôt sur la fortune est la meilleure façon d'imposer les milliardaires. Sans impôt progressif sur le revenu et les patrimoines, les inégalités vont s'envoler. Il est possible d'avoir un patrimoine considérable, sans avoir d'importants revenus, comme Warren Buffett. Il ne faut pas attendre les droits de succession. Avec un impôt sur le revenu progressif sur toutes les formes de revenus, un impôt successoral accru (doublé par la lutte contre l'optimisation fiscale) et un impôt annuel sur la fortune (2% au dessus de 50 millions de dollars et 3,5 % au dessus d'un milliard), le système fiscal devient plus juste. La taxe sur la fortune prendrait comme base l'assiette des marchés. Tous les actifs ont un prix, même les œuvres d'art. Pour les actions et obligations, les chiffres sont bien connus, sauf pour les sociétés de personne. Dans ce cas, l'administration fiscale peut être payée en actions, qu'elle vendra ensuite au plus offrants. Cela ne posera donc pas de problème de liquidité. Combien devraient payer les 1% les plus riches qui perçoivent 20 % du RN ? Aujourd'hui, ils versent 30% des impôts contre 60% en 1950.

10) Il faut financer l'Etat social et engager un nouveau combat pour la sécurité des personnes¹⁴², le climat et l'écologie. L'Etat a un rôle particulier en matière d'éducation, de santé et de soutien. Malgré l'explosion des frais d'inscription dans les universités, les deux tiers des dépenses d'éducation sont assurés par l'Etat. L'assurance santé publique n'est pas universelle. Les primes payées s'apparentent à un impôt privatisé. La prime (en 2019, 13.000 dollars en moyenne par an payée par les entreprises de plus de 50 employés) n'a pas de lien avec la rémunération, ce qui en fait un impôt privatisé régressif. Si l'on tient compte de tous ces éléments, les revenus les plus faibles paient 30% d'impôt, contre 40 % pour les classes moyennes et 23% pour les milliardaires. 14% de la population, plus de 40 millions de personnes ne disposent pas de l'assurance publique.

¹⁴² Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.

La justice fiscale est une nécessité démocratique et humaniste.

Bibliographie

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.

Choubaeva, V., Fontanel, J. (2015), Les pays filous, ou les paradis fiscaux (en russe), Academy of Sciences, Sociological Institute, Saint-Petersbourg, 2015. hal-01939424v1

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in *La question politique en économie internationale* (Eds. Berthaud, Kebabdjian), la Découverte, Paris.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). La guerre économique. Ares, Défense et Sécurité [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). Civilisations, globalisation et guerre. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2011), Sécurité financière et sécurité internationale, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris, 2011.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited.

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*, l'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, AFRI, Paris.

Fontanel, J. (2020), *L'Europe des paradis fiscaux*, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider. Hal-02102230

Fontanel, J. (2020), *Ethique, guerre, globalisation. La crise de l'avenir*. Cahiers de L'Espace Europe n°21.

Fontanel, J. (2020) *Compétitivité ou guerre économique*, Cahiers de l'Espace Europe, n° 21.

Guilhaudis, J-F., Fontanel, J. (2015), *Le PIB, a signification et ses limites*, in « *Relations internationales contemporaines*, (J-F. Guilhaudis), LexisNevis, Paris.

Porcher, T. (2019), *Traité d'économie hérétique. En finir avec le discours dominant*. Pluriel. Fayard. Paris

Saby, B., Saby, D. (2016), *Compétitivité, mercantilisme et guerre économique*, L'Harmattan, Paris.

Saez, E., Zucman, G. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Richesse, évasion fiscale et démocratie*, Le Seuil, Paris.

Stiglitz, J. (2013), *Le triomphe de la cupidité, Les biens qui libèrent*, Paris.

Sécurité économique, insécurité mondiale

Jacques Fontanel

L'économie de la sécurité nationale se propose de définir et de prendre en compte tous les risques de court, moyen et long terme qu'encourt le fonctionnement de la vie économique et sociale d'un pays. Elle concerne l'information, la prévention et la gestion de toutes les insécurités du système économique et politique d'une Nation, affectant les secteurs publics et privés, légaux ou illégaux. Elle doit s'inquiéter des risques de guerre, de conflits économiques, de la gestion des comptes publics, des catastrophes naturelles aléatoires, du réchauffement climatique (avec ses conséquences sur les productions), des maladies liées à la pollution ou aux éventuelles épidémies (notamment dans les pays en développement).

Cependant, la notion de «risque» est à la fois floue et polysémique. Le risque sera plus ou moins élevé en fonction de la probabilité qu'un événement souhaité ou indésirable se produise. Dans le domaine économique, du fait de réactions de court terme parfois violentes, des cycles existent dont la longueur, la profondeur et la violence ont été étudiés avec soin, parfois avec des courbes qui se répètent dans la temps (Juglar, Kitchin, Kondratchev), sans pour autant que la volatilité des facteurs économiques due aux chocs exogènes (les fameux « cygnes noirs »), aux mouvements spéculatifs irraisonnés et même algorithmiques ou à l'émergence d'actions politiques plus ou moins attendues. Les économistes ne conçoivent pas la sécurité de la même manière, pour les uns elle est inféodée au pouvoir politique, pour les autres le doux commerce est un facteur de paix.

Avec l'école mercantiliste, les États sont perçus comme des agents en constante recherche de puissance, ce qui conduit presque toujours à l'émergence de conflits d'intérêts, d'effets de domination ou de guerres. Dans ce contexte, les intérêts économiques et individuels sont subordonnés à la poursuite du pouvoir d'État. La force militaire est alors considérée comme un instrument de développement économique national, car elle est censée assurer une sécurité suffisante aux acteurs économiques et sociaux pour innover et exercer leurs fonctions de production, de consommation et de commerce. Elle peut aussi servir à asservir les autres Nations. Cependant, le dilemme de sécurité est immuable : en se protégeant, l'État devient une menace pour ses homologues, sauf en cas d'alliances fiables¹⁴³.

Selon la pensée libérale, l'État est subordonné aux intérêts du marché et des agents économiques. Il ne peut intervenir dans l'économie nationale que lorsque certains facteurs mettent en péril la stabilité du marché. Ensuite, les États doivent jouer un rôle marginal dans les rapports commerciaux internationaux et important pour la liberté du commerce, des marchés et des acteurs économiques. Les marchés libres et le changement sont des garanties de stabilité économique et politique, puis de sécurité.

¹⁴³ Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in Fontanel, J., Chatterji, M., War, peace and security, in Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development, Emerald Publ. London.

Pour Marx, puis pour Lénine, la sécurité des prolétaires n'existe pas dans un système capitaliste qui les exploite, car les propriétaires des facteurs de production ont sur eux le droit de survie. Seule la révolution peut donner une chance à la grande majorité des hommes démunis, vers un socialisme qui éliminera progressivement la lutte des classes, vers un communisme enfin libérateur. Notons, qu'à la même période du XIXe siècle, à la violence politique, les économistes utopistes français critiquaient le capitalisme et anticipaient une évolution pacifique vers un nouveau système social plus humain et fraternel¹⁴⁴.

Pendant la guerre froide, la stratégie de la terreur nucléaire impliquait des investissements importants pour la fabrication des armes réservées d'ailleurs aux seules grandes puissances. En 1973, avec la crise pétrolière, des vagues de crises financières se sont succédées et la communauté internationale a pu mettre en évidence les phénomènes de dépendance à certaines ressources naturelles, sans lesquelles les économies nationales ne pouvaient plus fonctionner avec efficacité. Dans ce contexte, la guerre économique n'était pas réservée potentiellement aux pays avec les quels un conflit politique sous-jacent subsistait, qu'elle pouvait naître d'une décision nationale légitime de ne plus exporter un produit naturel comme le pétrole ou le gaz. Le néomercantilisme pouvait alors reprendre son droit d'action et les marchés étaient prisonniers de cette nouvelle rareté d'un bien devenu central dans la plupart des économies développées. L'effondrement de l'économie planifiée de l'URSS a mis en évidence l'insécurité de l'économie civile face aux exigences d'une économie militaire prioritaire pour faire face à la force militaire et économique américaine. Dès lors, à ce jeu de poker qui aurait pu déboucher sur une guerre sans doute nucléaire, l'Union soviétique s'est fracassée sur le mur d'un développement économique retardé par un effort militaire excessif. Après 1990, les menaces politiques, militaires, économiques, sociales et environnementales et politiques sont devenues partie intégrante de la compréhension complexe de la sécurité. De nombreuses crises économiques se sont succédées (Mexique, Asie, Russie, l'Argentine, zone dollar, zone euro).

Le concept de sécurité économique et humaine doit prendre en compte la sécurité nationale militaire ou civile (analyse conventionnelle), la sécurité intra-étatique (guerre civile ou ethnique), la sécurité élargie (organisation économique, écologique, climatique et environnementale)¹⁴⁵ et la sécurité des

¹⁴⁴ Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), *The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J, Hébert J-P., Samson, I. (2008), *The Birth of the political economy or the economy in the Hearts of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Bensahel, L, Coissard, S., Echinard, Y. (2008), *French Utopian Economists of the Nineteenth Century, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, peace and security*, Preface Walter Isard, *Contributions to Conflict Management, peace economics and development*, Emerald Publishing, London.

¹⁴⁵ Fisher, D. (1993), *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*, United Nation Institute for Disarmament research UNIDIR, Geneva. Fontanel, J. (2010), *Un concept élargi de la sécurité économique*, in

personnes, avec la question de la survie des sociétés, des groupes et des individus. L'objectif, c'est de réduire le potentiel de violence militaire, policière, économique, psychologique et sociale des êtres humains, en réduisant la misère, l'absence de soin, la précarité et l'illettrisme. Cependant, l'existence des inégalités, de la pauvreté ou des pollutions incite les victimes à la violence « éternelle ». Aujourd'hui encore, la faim, le manque de soin, les catastrophes naturelles, les épidémies et les inégalités tuent beaucoup plus de personnes que toutes les guerres internationales, nationales ou ethniques. La sécurité économique conçue comme la nécessité d'une croissance optimale d'un PNB à la construction et au contenu discutable ne peut être complice des violences au travail, de l'absence de satisfaction des besoins matériels de base pour chacun, des soins pour tous et du non respect des droits de l'homme. Les théories de la sécurité doivent prendre en compte les relations économiques, humaines et sociales nationales et internationales et l'équilibre des pouvoirs dans le système international.

Quelle sécurité économique ?

La sécurité en soi pleine et entière n'existe pas. La loi de la nature fait que les êtres naissent, vivent et disparaissent. A tout moment, quel que soit le système de sécurité, la mort s'invite pour chaque être, parfois pour des populations entières dans le cas de famines, de guerres ou de pandémies. L'économie a pour objectif de « nourrir les hommes, soigner les hommes et libérer les esclaves », comme le disait François Perroux¹⁴⁶. Dans ce contexte, l'insécurité existe lorsque la nourriture vient à manquer, lorsque collectivement un système se trouve provisoirement au moins dans l'incapacité d'apporter les soins nécessaires aux personnes en situation de grande vulnérabilité et lorsque les individus sont anormalement pressurés dans leur travail pour apporter le bien-être des autres nantis. La sécurité économique n'intègre pas seulement la production et la consommation, elle doit prendre en compte les dimensions des besoins la personne humaine dans l'ensemble de son activité économique. Dans ce contexte, le fameux PIB ne renseigne que sur la capacité de production, mais pas sur les autres dimensions, notamment la qualité des soins apportés à l'ensemble des citoyens et toutes les formes qui, dans le procès de travail, expriment la violence de l'injustice¹⁴⁷. Dans ce cas, l'optimum de la croissance économique n'est pas l'objectif fondamental de la sécurité économique, puisque les faiblesses endémiques du système conduisent constamment à des

“Economie politique de la sécurité international, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris. Fontanel, J. (2005), La globalisation en « analyse ». Géoéconomie et stratégie des acteurs. Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

¹⁴⁶ Perroux F. (1952), « Note sur les coûts de l'homme », Economie appliquée,

¹⁴⁷ Saez, E., Zucman, G. (2019), The triumph of Injustice, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

crises économiques, financières et sociales souvent létales pour les citoyens les plus vulnérables.

Dans ce contexte, la grande difficulté est de déterminer le seuil de vulnérabilité réelle, perçue ou redoutée qui amplifie ou réduit le potentiel économique (et donc social) de paix et de développement économique. Il s'agit également d'une forme agrégée qualitative de risque lié à la fois aux forces naturelles (comme les tsunamis ou les pandémies d'Ebola) et aux développements technologiques déstabilisateurs (comme le contrôle monopolistique de l'information), économiques (comme les effets de la spéculation internationale déstabilisatrice), sociaux (comme les migrations internationales incontrôlées), environnementaux (comme le réchauffement climatique), stratégiques (comme la poursuite des conflits armés dans le monde) et politiques (comme le terrorisme ou le nationalisme excessif)¹⁴⁸. Il n'y a pas de niveau optimal de sécurité en soi, car «l'économie et la politique ont chacune des approches distinctes avec des dynamiques différentes fonctionnant à des vitesses différentes»¹⁴⁹. C'est pourquoi les stratégies conduites par les Etats sont généralement présentées comme favorables à l'ensemble des populations concernées, alors qu'elles contiennent aussi des idéologies, des conventions, des intérêts particuliers enfouis derrière le message de l'intérêt collectif.

La sécurité d'un pays n'étant pas incluse dans un modèle fiable, les politiques économiques basées sur un calcul optimal sont en effet impossibles à construire sans des hypothèses très strictes qui ne sont pas confirmées par l'observation. L'objectif de la sécurité économique nationale est de protéger le développement économique d'un pays confronté à de multiples attaques de divers types, notamment la fraude financière, la cybercriminalité et la cyber guerre, les addictions stratégiques, les pandémies ou la lutte contre les espionnages industriels et de recherche. La sécurité économique du territoire devient essentielle dans le contexte d'une économie ouverte pleine d'opportunités mais aussi dangereuse avec la situation potentielle de prédation des atouts stratégiques nationaux dans des secteurs clés. Au début du XVe siècle, Machiavel affirmait que les armes et les lois étaient les fondements de l'action des Etats. Si le rôle principal de l'État est de protéger tous les citoyens contre le danger d'ennemis réels ou imaginaires, le gouvernement doit donner la priorité absolue à la défense nationale. Dans ce contexte, la volonté militaire est une tâche permanente pour les chefs de gouvernement d'assurer le service de défense nationale ou de rechercher l'hégémonie ou le pouvoir international. Il existe un contraste frappant entre les États puissants développés fortement structurés et l'ordre international invertébré, anarchique, au moins en apparence. Les règles internationales sont souvent contournées par les grandes puissances et Washington ne manque pas aujourd'hui, dans certains domaines économiques de plus en plus élargis, d'imposer ses propres lois aux acteurs

¹⁴⁸ OCDE (2003), Les risques émergents au XXIe siècle, OCDE, Paris.

OCDE (2004), L'économie de la sécurité, OCDE, Paris.

¹⁴⁹ Smith, R. (2010), Sécurité internationale et crise économique internationale ». in Economie politique de la sécurité internationale (Jacques Fontanel Ed.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

publics et privés internationaux¹⁵⁰. Les lois internationales ne sont pas suffisamment restrictives pour changer substantiellement le comportement des acteurs internationaux, les Etats, mais aussi les institutions internationales, les firmes multinationales, les organisations non gouvernementales, les idéologies dominantes et les religions. Les règles collectives, lorsqu'elles existent, sont insuffisamment respectées, notamment en raison de l'absence d'un gouvernement centralisé fort¹⁵¹.

Plusieurs faits quantifiables ou observables peuvent être mis en évidence pour démontrer la qualité de la sécurité internationale en 2019.

- Les conflits armés restent importants en 2019, notamment en Syrie, en Irak, au Yémen, au Tchad, au Congo, en Libye, mais aussi les guerres religieuses ou régionales continuent leurs effets mortifères. La situation actuelle est plus préoccupante que celle de 1990 qui a mis fin à l'antagonisme entre les systèmes capitalistes et socialistes.

- Le nombre d'ogives nucléaires montre également une situation de sécurité internationale dangereuse importante. S'il y a eu une réduction du nombre de vecteurs, notamment ceux qui sont en service immédiat, leur force destructrice et leur précision ont été accrues. Les forces américaines ont une puissance explosive de 2 400 mégatonnes, soit 100 000 fois celle d'Hiroshima et un "rapport qualité / prix" très élevé.

L'intérêt du désarmement partiel des armes nucléaires pour la paix ne réduit pas le danger, car la prolifération de l'arme peut inquiéter, au moment où le rôle de la Conférence du désarmement s'est amenuisé¹⁵².

Tableau 1 - Les stocks d'armes nucléaires dans le monde de 1960 à 2010.

Pays	1960	1990	2018
Etats-Unis	20.434	21.004	6450
URSS (Russie)	11.643	37.000	6600
Chine	0	430	270
Royaume-Uni	30	300	215
France	0	505	300
Inde	0	5	130
Pakistan	0	0	140
Israël	0	0	80
Corée du Nord	0	0	10

¹⁵⁰ Fontanel, J., Suscheva, N. (2019). L'arme économique du droit extraterritorial américain, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Petersbourg, 2019,

¹⁵¹ Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, Defence and Peace Economics, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), War, peace and security, Preface Walter Isard, Contributions to Conflict Management, peace economics and development, Emerald Publishing, London.

¹⁵² Natural Resources Defense Council (2006), Global Nuclear Stockpiles, 1945-2006, Bulletin of the Atomic Scientists.

- La prolifération des armes classiques ne cesse et les Etats acceptent encore leur vente libre. Il y a près d'un milliard d'armes à feu dans le monde qui alimentent les guerres civiles et les efforts de contrôle de l'ONU sur ces armes n'ont pas encore abouti.

- L'indicateur des dépenses militaires n'est pas un bon indicateur du niveau de sécurité internationale. Après la guerre froide, les dépenses militaires ont diminué, en raison de la difficulté à concevoir et à organiser de nouvelles stratégies militaires, la crise des finances publiques et l'effondrement des économies en transition. Aujourd'hui elles ont repris vers la hausse, au regard des conflits contre le terrorisme d'Etat. Pour la Banque mondiale, en milliards de dollars courants, les Etats Unis (649), la Chine (250), l'Arabie Saoudite (67,6), l'Inde (66,5), la France (63), la Russie (61,4), le Royaume-Uni (50), l'Allemagne (49,5), le Japon (46,6) et la Corée du Sud (43) sont les dix pays qui dépensent le plus dans les armes¹⁵³. Cette information est intéressante, mais elle dépend aussi beaucoup de la manière dont elle a été calculée. En effets, le concept de dépenses militaires a fait l'objet de nombreuses études, mais les comparaisons intertemporelles et internationales sont sujettes à des hypothèses qui peuvent modifier la compréhension des enjeux stratégiques. L'ONU a cherché à mettre en place un instrument de mesure, lequel, aujourd'hui, n'est sans doute plus suffisamment pertinent au regard du potentiel des effets sous-estimés de la cyber guerre¹⁵⁴. De fait, l'estimation des dépenses militaires exprime d'abord la capacité d'un pays à dépenser pour sa sécurité ou sa puissance militaire. Cependant, les stratégies engagées peuvent ne pas être pertinentes. Si la France dépense beaucoup, avec la Ligne Maginot en 1939, et peut-être avec la dissuasion nucléaire, il n'est pas certain que sa sécurité ait été améliorée pour le montant de son investissement. De même, une charge excessive des dépenses militaires par rapport au PIB peut devenir un facteur d'épuisement économique, comme l'exemple de l'URSS a pu nous l'apprendre¹⁵⁵. Les dépenses militaires excédentaires deviennent un fardeau

¹⁵³ Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.CD>

¹⁵⁴ Fontanel, J. (1980) Le concept de dépenses militaires, *Revue Défense Nationale* Décembre 1980. Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale* Novembre 1982. ONU (1980), *Reduction of Military Budgets - Refinement International Reporting of Military Expenditures and Comparison of Military Expenditures*, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/S-12/7). ONU (1985), *Reduction of Military Budgets - Construction of Military Price Indexes and Purchasing-Power Parities for Comparison of Military Expenditures*, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/40/421). Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), *Military Expenditure Comparisons*, Colloque Association Internationale de Sciences Economiques et du SIPRI, Stockholm, Octobre 1985. in "Peace, Defence and Economic Analysis" (SCHMIDT C. & BLACKHABY F., Ed), The International Economic Association, Mac Millan, London, 1987 (12 pages). Fontanel, J. (1986), A note on the International Comparison of Military Expenditures Colloque de l'Association Internationale de Sciences Economiques, Paris in 'The economics of military expenditures. Military expenditures, economic growth and fluctuations C. SCHMIDT (Ed.), Mac Millan, London, 1986 (15 pages). Malizard, J, Fontanel, J. (2017). Les dépenses militaires, un indicateur polysémique, évolutif et concurrencé de la sécurité nationale. *Annuaire français de relations internationales*, Paris : La Documentation française, 2017, XVIII. Fontanel, J. (2018), De nouvelles séries des dépenses militaires mondiales et nationales proposées par la SIPRI. Leur objet, leur signification et leurs approximations. PSEI, n°9 <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

¹⁵⁵ Fontanel, J., Coulomb, F., Samson, I. (2001), *Military conversion and transition in Russia*, *Pax Economica*, n°6. Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). *The principles of arms*

pour les économies nationales, mais parfois elles renforcent les technologies de l'industrie nationale, notamment dans la R&D.

- Les alliances militaires, financières ou politiques, internationales telles que l'OTAN, le FMI et l'ONU visent à réduire l'incertitude en établissant des normes internationales améliorant la cohésion du système international. L'ONU appelle à des opérations de maintien de la paix dangereuses mais utiles, lorsque les parties impliquées sont disposées ou forcées à trouver une solution pacifique.

- La sécurité communautaire exige que les États qui composent le monde politique tout entier rejettent l'utilisation ou la menace de la force comme mécanisme pour résoudre leurs conflits mutuels. L'ennemi intérieur, comme le terrorisme, implique d'autres forces et d'autres coopérations. Les États doivent choisir entre divers instruments politiques, à savoir l'information, des institutions spécialisées, la coordination réglementaire ou la dissuasion des sanctions, en vue de protéger les infrastructures nationales et les entreprises, les piliers économiques d'un pays,

- Les politiques de sécurité de l'État peuvent avoir des effets pervers. Les dispositions prises dans le domaine de la défense nationale, de la lutte contre la criminalité et des droits civils imposent des coûts aux entreprises. Afin de gérer l'insécurité, les États développent de nouvelles règles ou lois, concernant la gestion civile des catastrophes naturelles, des accidents industriels, des maladies infectieuses de type pandémie, et du terrorisme international. Il existe plusieurs méthodes d'attaque, de la désinformation de propagande, la collecte de données, au sabotage confidentiel des infrastructures et des systèmes (pipelines, transport, centrales nucléaires, etc.). La destruction d'équipements sensibles pour intercepter les ordres de commandement est un objectif contre un ennemi. L'attaque électronique empêche l'adversaire d'utiliser son spectre électronique. La cyberattaque peut également être utilisée pour neutraliser ou détruire les infrastructures militaires d'un pays dans sa capacité C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance

Par conséquent, le concept de sécurité ne peut évidemment pas être réduit aux zones de défense active et passive; il s'appuie sur le contexte économique, sociétal, environnemental et politique spécifique. Il doit prendre en compte les questions liées à la pollution au changement de climat, au terrorisme, aux conflits ethniques, et régionaux, à la famine, à la drogue et au crime, au fondamentalisme religieux. La mondialisation transforme la définition de la sécurité économique, en donnant un poids croissant aux facteurs non militaires de la sécurité. Le sentiment d'insécurité augmente avec l'importance du chômage et de la précarité, des dettes publiques et privées, des inégalités et de la crise du système social. Le sentiment d'une amélioration de la sécurité humaine, qui s'était considérablement amélioré au cours du siècle dernier, commence à décliner. La mondialisation, très recommandée par les

conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3), 237-251. Shkaratan, O., & Fontanel, J. (1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), 367-379.

économistes libéraux, devait améliorer la situation quotidienne des personnes. Ce qu'aucun chiffre ne permet aujourd'hui de confirmer, bien au contraire.

Quel optimum économique sans sécurité ?

La notion de sécurité économique doit tenir compte de toutes les questions relatives aux problèmes de la satisfaction des besoins des acteurs économiques. Pourtant, L'insécurité fait partie du fonctionnement des sociétés modernes fondé sur la concurrence et les relations de pouvoir. Les économies industrialisées éprouvent de nouvelles inquiétudes, avec l'épuisement progressif des matières premières et énergétiques, le réchauffement climatique et des barrières contre les pollutions de l'air ou de l'eau. Comment expliquer aux pays en développement que le type de développement économique dont ont bénéficié les pays développés ne leur est plus applicable? Le marché n'est pas en soi un facteur de stabilité et de sécurité économique.

Tableau 2 – Les facteurs économiques de sécurité¹⁵⁶

Facteurs globaux	Facteurs médians	Facteurs individuels
State, interstate relations, world	Enterprises, firms, business associations	Individus, familles, sociétés
<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité des marchés publics, > Libre-échange, > Compétition, > Développement durable, > Croissance du PIB, > Productivité, > De faibles taux d'inflation, > Taux de chômage bas, > Taux de change stables, > équilibre de la balance des paiements, > Endettement, > «Dotation» stable avec des facteurs de production (comme le pétrole et le gaz), > Éviter et réagir aux attaques spéculatives, 	<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité de l'environnement macroéconomique de l'État, > Innovation, nouvelles inventions, > Marketing, > Solvabilité et discipline financière, > Flexibilité, > «Dotation» stable avec facteurs de production, > Diffusion technologique, > Flexibilité d'administration, > Taux de change stables, > Production allégée, > dilemmes éthiques, > Connaissances, > Minimiser la production du marché noir. 	<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité de l'environnement macroéconomique de l'État, > Innovation, nouvelles inventions, > Marketing, > Solvabilité et discipline financière, > Flexibilité, > «Dotation» stable avec facteurs de production, > Diffusion technologique, > Flexibilité d'administration, > Taux de change stables, > Production allégée, > dilemmes éthiques, > Connaissances, > Minimiser la production du marché noir.

¹⁵⁶ Udovic, B. (2011), Economic security: Large and Small states in enlarged European Union, <http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-group/cpwg/bostjan-udovic-economic>. Assessed on October 31, 2011.

> Résoudre les problèmes liés à la consommation de drogues, au trafic et aux groupes criminels.		
---	--	--

L'enjeu est de comprendre comment réduire l'incertitude des agents économiques et améliorer leurs performances. Les marchés apprécieront probablement les efforts du gouvernement pour sécuriser la production et le commerce, mais ils peuvent aussi profiter des failles du système pour se libérer des contraintes sécuritaires. Les coûts de transaction sont importants dans le domaine de la sécurité. Dans quelle mesure l'interdépendance et l'ouverture des économies nationales sont-elles possibles, en tenant compte des contraintes sécuritaires, en termes de santé, de qualité des produits, des effets de la production étrangère sur le climat ou les pollutions ou de l'existence de paradis fiscaux qui captent une partie des ressources publiques destinées à l'éducation, la santé, à la culture ou à la sécurité du pays et de ses concitoyens. ?

La sécurité des coalitions devrait être engagée dans une économie mondiale pour réduire ses coûts et améliorer les processus de négociation. Cependant, l'accès aux services et aux produits de sécurité pose la question cruciale de l'équité. La libéralisation croissante de l'économie (biens, capitaux, actifs financiers et travail) conduit trop souvent au moins-disant au regard des droits nationaux hétérogènes. La mondialisation produit des effets pervers en termes d'inégalités croissantes au bénéfice des plus riches¹⁵⁷. De nouvelles technologies d'identification et de surveillance sont en cours de développement dans les secteurs privé et public, à l'instar de la biométrie ou de la surveillance par satellite. Les risques devraient provenir principalement du terrorisme, du développement des virus informatiques, mais aussi infectieux pour la santé, de la guerre ou du conflit économique, des embargos affectant la distribution de pétrole et de gaz et à l'instabilité financière internationale. Enfin, en temps de paix, la quête d'hégémonie sur les réseaux d'information est à la fois secrète et essentielle. À cet égard, les barrières océaniques ou les armes militaires n'améliorent pas la sécurité internationale et le contrôle de la sécurité des outils de communication. La diffusion de l'information dans le monde est plus rapide, moins chère et plus simple et sa résonance est difficile à contrer. L'interconnexion des ordinateurs réduit la sécurité de tous les Etats face à un ennemi, un adversaire ou un concurrent peu scrupuleux. Le Pentagone dispose d'un Cyber Command chargé de répondre aux attaques informatiques et offensives menées dans le cyberspace. Les dirigeants politiques doivent définir une gamme d'instruments politiques pour réduire, gérer ou compenser l'insécurité.

La mondialisation a produit de nouvelles situations de sécurité économique centrées sur différents types de transmissions indésirables à travers les frontières nationales. Ainsi, les variables économiques peuvent

¹⁵⁷ Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, paus filous. La fuite organisée ndes impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Paris.

devenir des armes de guerre redoutables. Les États peuvent utiliser ce moyen pour contraindre un pays étranger à atteindre ses propres objectifs, réduisant ainsi la sécurité internationale¹⁵⁸. "La pression incessante de la concurrence mondiale menace la solidarité, le cœur invisible du développement humain. Nous devons repenser la gouvernance nationale et mondiale, en nous concentrant sur le développement humain et l'équité »¹⁵⁹. Il y a un drainage des richesses du Sud au Nord et une normalisation de la culture. Jusqu'à présent, le développement durable est un concept théorique que la mondialisation gomme dans toutes les activités quotidiennes. En outre, les flux financiers illicites, attisés par des acteurs terroristes latents, sont plus difficiles à contrôler et plus faciles à déguiser en transactions économiques légales (terrorisme, criminalité, pollution). De nouvelles pénuries peuvent entraîner des conflits armés. L'eau et les matières premières des « terres rares » constituent des enjeux stratégiques décisifs dans les régions confrontées à la pénurie pour l'une¹⁶⁰, pour ses utilisateurs dans les pays développés pour les autres. Enfin, les chocs économiques et financiers internationaux peuvent saper la croissance économique, accroître les inégalités et la vulnérabilité économique et conduire à de nouvelles tensions militaires nationales et internationales.

Aujourd'hui, les gouvernements sont de plus en plus conscients des retombées dangereuses d'un processus de mondialisation excessif et des risques de complexité économique permis par l'ouverture économique. La perception croissante de l'insécurité entraîne une augmentation des coûts de transaction liés à l'exercice d'une entreprise, y compris les frais de transport. Une baisse des échanges peut réduire l'activité économique et renforcer le cloisonnement géographique. L'Etat peut intervenir pour maintenir les avantages d'une croissance économique nationale, éviter les confrontations et développer les fondements sociaux d'un développement économique qu'une situation d'insécurité ralentirait. Cependant, la polarisation mondiale des richesses menace la paix et la sécurité dans les années à venir. En d'autres termes, certains pays relativement pauvres auront accès à des armes nucléaires ou à des cyber-armes pour revendiquer un rôle plus important dans la distribution des richesses. Dans ce contexte, la menace de guerre pourrait s'intensifier à l'avenir. Les «stratèges» des grandes puissances insistent désormais sur la protection des intérêts des pays développés contre les menaces croissantes du Sud en termes de terrorisme, de guerre civile, de production d'armes de destruction massive (y compris nucléaires) et de conflits internationaux suscités par des

¹⁵⁸ Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.

¹⁵⁹ PNUD (1999), Rapport mondial sur le développement humain, De Boeck & Larcier s.a., Paris, Bruxelles, p.7 et 8.

¹⁶⁰ L'eau douce devient une ressource instable, cyclique, saisonnière, vulnérable et régionalement rare, dont la consommation est nécessaire à la survie humaine. Le Moyen-Orient est une région particulièrement sensible en termes de rareté et de mauvaise allocation des ressources en eau. Aujourd'hui, elle est confrontée à une forte croissance démographique dans un climat sec, avec des inégalités dans la fourniture des ressources et des niveaux de consommation, la dépendance des voisins partageant le même étang, des systèmes fluviaux complexes et la faiblesse de la gestion collective.

«États voyous». L'insécurité politique et la crise économique augmentent avec le développement du nationalisme et du fondamentalisme religieux, l'effondrement de la gestion de l'État, la migration illégale, les conflits ethniques et le sous-développement économique.

L'intelligence économique sera mise à contribution pour protéger le patrimoine économique et technologique du pays. Elle sera en mesure de discerner la dépendance directe du pays dans les secteurs stratégiques et de développer les services de détention des informations sensibles. La guerre de l'information consiste en un ensemble de méthodes et d'actions visant à mettre un rival en difficulté ou à s'impliquer dans l'acquisition d'informations (données ou connaissances) pour dégrader le pouvoir de l'adversaire. La cyber-guerre doit être préparée, au moins pour la défense nationale. L'expansion de l'infrastructure des TIC (y compris l'infrastructure à large bande) semble contribuer à la vulnérabilité des systèmes d'information. Le blocage des centres de commande à distance, des ordinateurs ou de la transmission d'informations est une arme puissante entre les mains d'un concurrent ou d'un ennemi qui peut perturber le système de défense d'un pays.

Quel concept de sécurité économique et humanitaire retenir ?

La sécurité humaine est une approche davantage centrée sur l'être humain que sur l'État, mais sa définition est encore vague. Elle introduit des contenus subjectifs comme la liberté, l'exercice des droits individuels et le respect de la vie privée. Le choix entre liberté économique et sécurité est souvent délicat, car des niveaux élevés de réglementation et de restriction menacent la productivité et l'optimisation de l'utilité. La sécurité d'un État et d'une Nation est un «bien public». L'économie doit se préoccuper de nourrir et soigner les citoyens, et les libérer des entraves inutiles fondées sur une optimisation d'un travail qui profite à quelques uns. La mondialisation se caractérise aujourd'hui par le rétrécissement des distances et du temps et par la suppression de nombreux obstacles traditionnels comme les tarifs douaniers et le libre échange des actifs financiers. Cependant, si les marchés partent souvent avec l'image de l'efficacité économique, ils négligent l'équité, les biens publics et la protection de la Terre. Pour le PNUD, il faut défendre l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduire les disparités nationales et internationales), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité), la sécurité humaine (réduire l'instabilité du système et améliorer le respect des règles collectives), la durabilité (y compris la conservation de l'environnement) et le développement (baisse de la pauvreté). Pourtant, La mondialisation favorise les violences quotidiennes de la précarité, des temps de travail et de transport, des revenus insuffisants au regard de la production mondiale. Plus de 1,3 milliard de personnes vivent encore dans une pauvreté indigne.

La volonté de croissance à tout prix a conduit au développement d'inégalités inacceptables, germes de conflits. L'internationalisation des systèmes de production a entraîné une fragmentation des fonctions commerciales spécialisées (R&D, développement technologique, production, distribution et commercialisation). La dispersion géographique croissante des activités productives organisées dans une chaîne d'approvisionnement mondiale rend les perturbations, les retards et les fraudes plus fréquents et

moins punissables¹⁶¹. La consommation mondiale de matières premières a augmenté de vingt depuis 1900¹⁶². Il y a épuisement des stocks de poissons, surpâturage, désertification, pollution chimique. L'industrie américaine rejette 150 fois plus de déchets chimiques qu'en 1950: le risque de développer un cancer est deux fois plus grand pour un Américain que pour son grand-père. Les entreprises considèrent normal qu'une activité économique rentable conduise à des dommages environnementaux irréversibles. Les scientifiques prédisent une augmentation de 2 degrés des températures mondiales moyennes au cours du prochain siècle, ceteris paribus. Dans ces conditions, l'environnement devient plus hostile avec les cyclones, les tempêtes de poussière, la perte de forêt ou le manque d'eau. De nature normative, la recherche sur la sécurité collective a une valeur subjective élevée. Cela dépend des objectifs politiques et sociétaux, en concurrence avec les actions sociales. Lorsque les besoins humains ne sont pas une priorité, les États se réfèrent à l'idée d'un sacrifice collectif nécessaire mais temporaire pour un avenir meilleur. Il faut donc choisir et établir des priorités entre le présent et le futur, entre la capacité de réparation permise par les potentialités anticipées des nouvelles technologies et l'irréversibilité des destructions ou pollutions. C'est un pari risqué sur l'avenir.

La sécurité internationale doit être fondée sur le concept de développement humain durable, qui implique à long terme des conditions de production supportables pour l'environnement, la fin de l'extrême pauvreté, la création de la stabilité sociale et le rejet de la discrimination. Plusieurs études ont cherché à construire un indice de sécurité humaine, qui comprend généralement des éléments de l'indice de développement humain (éducation, santé et revenu), un indicateur d'équité, mais aussi le choix entre les générations, celui de l'avenir par rapport à celui du présent. La perception de la sécurité repose sur une structure sociale, qui met en évidence les problèmes d'identité culturelle, religieuse, linguistique et nationale et la question de la survie des communautés traditionnelles. La mesure de la sécurité humaine est difficile et souffre du manque de consensus dans la définition et l'interprétation des données. Cependant, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un instrument intéressant pour comprendre la situation de la sécurité internationale.

La sécurité humaine est un objectif central du développement économique, car elle élargit les choix humains ainsi que la qualité de vie de la société et des individus. Les marchés ont besoin de la sécurité des échanges économiques, d'une justice pour juger les conflits commerciaux et d'une police pour arrêter les activités illégales et la violence. Enfin, un développement déséquilibré stimule les tendances de prédation. Pour Amartya Sen¹⁶³, il

¹⁶¹ Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

¹⁶² Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), *For a general concept of economic and human security*, in *The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities*, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014.

¹⁶³ Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press. Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in Jacques Fontanel (direction),

convient d'accorder autant d'attention à la répartition inégale des libertés, droits et capacités substantiels qu'aux revenus. De même, pour la sécurité économique, tant l'inégalité que la pauvreté sont les racines de la vulnérabilité individuelle. Aujourd'hui, plus de cinquante pour cent des personnes dans le monde vivent avec le sentiment de précarité. La sécurité exige que les gens aient un accès économique aux aliments de base. La production alimentaire mondiale est importante, mais les inégalités et le manque de pouvoir d'achat sont les principaux facteurs de famine. Pour l'ONU, l'accès au travail, un revenu garanti, la protection contre les maladies, l'accès à la sécurité sanitaire, un niveau d'éducation suffisant, la disponibilité d'une eau potable et d'un air non pollué quotidien, le respect des relations pacifiques traditionnelles ou ethniques et des droits de l'homme et protection personnelle contre la violence sont les principales dimensions de la politique de sécurité économique. Sans contrôle des inégalités, les tensions de classes, la violence ethnique et les conflits régionaux engendrent une insécurité générale. Le paradigme dominant de l'économie libérale ignore le débat sur les inégalités, le considérant comme non pertinent à court terme. Il considère que le développement économique implique des sacrifices sociaux dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'environnement et l'emploi. Le bien-être renforce la stabilité et la durabilité de la sécurité humaine.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'État a la capacité à produire la sécurité entre les hommes, à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire. Tous les intérêts sont subordonnés à l'État, qui doit protéger les frontières nationales, les valeurs, les institutions et la population. Ainsi, la défense nationale fait référence à la capacité de l'État à dissuader ou à vaincre une attaque pour protéger son territoire, maintenir son intégrité ou renforcer son pouvoir national au niveau international (dans une idée d'hégémonie, de puissance militaire internationale ou régionale). Pour Todd Sandler¹⁶⁴, la prévention et la protection ont des externalités différentes. Un équipement de sécurité visant à réduire la probabilité d'un phénomène collectivement indésirable peut être investi au détriment d'autres cibles (externalité négative), ce qui conduit souvent à des investissements insuffisants en matière de sécurité. Ainsi, la protection d'un site contre le terrorisme entraîne une augmentation des coûts de sécurité qui, toutes choses égales par ailleurs, ne seront pas utilisés sur un autre site, augmentant le risque global. Enfin, les régimes d'indemnisation modifient la réaction des agents au risque et les incitent à jouer sur l'aléa moral. L'État est le seul acteur centralisant les décisions publiques et décidant de la stratégie de sécurité. Les actions actuelles des États-Unis semblent développer les effets douteux de «l'impérialisme américain» avec un «choc des civilisations religieuses» en retour. Cependant, lorsque l'on parle de l'État, celui-ci conduit une politique qui n'est pas nécessairement fondée sur l'intérêt de l'ensemble des citoyens. La démocratie est en danger, car les moyens sont concentrés par ceux qui disposent à la fois des moyens financiers et d'information pour convaincre les autres individus de l'intérêt d'une stratégie de ruissellement qui n'a, in fine, pour objectif que d'accroître leur propre pouvoir et leur fortune.

Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

¹⁶⁴ Sandler, T. (2003), «Collective Action and Transnational Terrorism», *The World Economy*, 26(6), pp.779-802.

Aujourd'hui, l'action militaire a été partiellement reconsidérée, passant de l'objectif traditionnel de prédation et d'hégémonie à la défense des intérêts économiques et à la recherche de stratégies alternatives pour terroriser le terrorisme. Une sécurité humaine axée sur les personnes, visant principalement à protéger le bien-être des êtres humains, consiste à protéger les citoyens contre les agressions internationales, les menaces environnementales, les maladies infectieuses, la récession économique, la pauvreté et les inégalités. L'interdépendance économique pourrait apporter des avantages en termes de sécurité.¹⁶⁵ La participation des organisations régionales et internationales, des communautés locales et des organisations non gouvernementales est nécessaire. Quelle est la principale situation d'insécurité, pour qui et où? Un agenda international doit être établi dans le cadre d'un processus de négociation impliquant des organisations internationales, des États, des organisations non gouvernementales, des entreprises privées, des institutions financières et certains scientifiques.

La sécurité économique n'est pas toujours valorisée. La précarité est même parfois revendiquée comme un facteur certain de progrès pour l'humanité. De fait, cette analyse conforte les analyses libérales, elle permet de mettre toutes les activités économiques et sociales en concurrence. La loi du plus fort est une pratique ancestrale que nos sociétés pourraient aujourd'hui remettre en cause. La prédation n'est pas une activité noble de production, elle s'inscrit dans la répartition inégalitaire, le refus d'un avenir collectif, la mise en évidence d'une violence quotidienne. La sécurité nationale doit s'ouvrir aux conditions économiques, car celles-ci financent les armées, la police, l'état de droit. Cependant, elle ne peut pas n'être qu'une sécurité étatique, d'autant plus que l'Etat démocratique est gravement menacé par les inégalités de richesses et de moyens qui conduisent les démocraties à céder progressivement aux valeurs de la ploutocratie. Le patrimoine des hommes, la Terre, est aujourd'hui menacée, chaque Etat, chaque région, chaque individu doit aujourd'hui vouloir que la vie humaine ne se dégrade plus, et même qu'elle s'améliore dans l'équité. Le développement économique doit s'ouvrir sur l'homme au centre des attentions dans la recherche d'un développement durable, soutenable, avec une volonté réelle d'éradiquer la pauvreté et de réduire toutes les formes d'inégalités en développant une société de tolérance mutuelle, véritable gage de la sécurité et de la liberté des hommes.

Bibliography

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Brück, T. (2004), Économie de la sécurité: arbitrages économiques, In OCDE, L'économie de la sécurité, OCDE, Paris. P.115.

Brück, T. (2004), «The Economic Consequences of Terror: Guest Editor's

¹⁶⁵ Kauffmann, M. (2006), Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Introduction», *European Journal of Political Economy*.

Buzan, Barry, Ole Waever and Jaap de Wilde (1998) *Security: a new framework for analysis*. London: Rienne Liener

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), *Military Expenditure Comparisons*, Colloque Association Internationale de Sciences Economiques et du SIPRI, Stockholm, Octobre 1985. in "Peace, Defence and Economic Analysis" (SCHMIDT C. & BLACKHABY F., Ed), The International Economic Association, Mac Millan, London, 1987

Fisher, D. (1993), *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*, United Nation Institute for Disarmament research UNIDIR, Geneva.

Fontanel, J. (1980) *Le concept de dépenses militaires*, *Revue Défense Nationale* Décembre 1980.

Fontanel, J. (1982), *La comparaison des dépenses militaires*, *Revue Défense Nationale* Novembre 1982.

Fontanel, J. (1986), *A note on the International Comparison of Military Expenditures* Colloque de l'Association Internationale de Sciences Economiques, Paris in 'The economics of military expenditures. Military expenditures, economic growth and fluctuations C. SCHMIDT (Ed.), Mac Millan, London, 1986 (15 pages).

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). *The principles of arms conversion in the case of Russia*. *Defence and peace economics*, 6(3), 237-251.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), *Les stratégies de la guerre économique*, in « Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie, Collection. Coté cours, UPMF, Grenoble, pp. 29-50.

Fontanel, J., Antipas Touatam (2004), *Cancun et l'Afrique, la guerre du coton, Géoéconomie africaine*, Paris.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*, Librairie des humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), *The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace*, *Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Hébert J-P., Samson, I. (2008), *The Birth of the political economy or the economy in the Hearts of Politics : Mercantilism*, *Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Bensahel, L, Coissard, S., Echinard, Y. (2008), *French Utopian Economists of the Nineteenth Century*, *Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, peace and security*, Preface Walter Isard, *Contributions to Conflict Management, peace economics and development*, Emerald Publishing, London.

Fontanel, J. (2010), *Un concept élargi de la sécurité économique*, in "Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

Fontanel, J. (2010), *Economie de la sécurité internationale*, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), *For a general concept of economic and human security*, in *The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities*, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014.

Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure (2015)* in PSEI, Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, paus filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2018), De nouvelles séries des dépenses militaires mondiales et nationales proposées par la SIPRI. Leur objet, leur signification et leurs approximations. PSEI, n°9 <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.

Fontanel, J., Suscheva, N. (2019). L'arme économique du droit extraterritorial américain, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Petersbourg, 2019,

Fontanel, J. (2020), L'Europe des paradis fiscaux, Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider. Hal-02102230

Fontanel, J. (2020), Ethique, guerre, globalisation. La crise de l'avenir. Cahiers de L'Espace Europe n°21.

Fontanel, J. (2020) Compétitivité ou guerre économique, Cahiers de l'Espace Europe, n° 21.

Galbraith, J.K. (2015), La grande crise. Comment en sortir autrement, Le Seuil, Paris.

Global Peace Index, Vision of Humanity (2009), Global Peace Index Rankings, http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=-16&lang=en

http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=-16&lang=en

Kauffmann, M. (2006), Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Malizard, J, Fontanel, J. (2017). Les dépenses militaires, un indicateur polysémique, évolutif et concurrencé de la sécurité nationale. Annuaire français de relations internationales, Paris : La Documentation française, 2017, XVIII.

Natural Resources Defense Council (2006), Global Nuclear Stockpiles, 1945-2006, Bulletin of the Atomic Scientists.

OCDE (2003), Les risques émergents au XXIe siècle, OCDE, Paris.

OCDE (2004), L'économie de la sécurité, OCDE, Paris.

ONU (1980), Reduction of Military Budgets - Refinement International Reporting of Military Expenditures and Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/S-12/7).

ONU (1985), Reduction of Military Budgets - Construction of Military Price Indexes and Purchasing-Power Parities for Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/40/421).

Perroux F. (1952), « Note sur les coûts de l'homme », Economie appliquée, 1952.

PNUD(1999), Rapport mondial sur le développement humain, De Boeck & Larcier s.a., Paris, Bruxelles.

Richard, T. (2011), Démocratie, économie de marché et paix, in *Economie politique de la sécurité internationale* (Fontanel, J. Ed.), La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Rutherford, M. (2009, Congressional commission focuses on China's cyberwar capability, *Military Tech*. October 22, 2009.

Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

Sandler, T. (2003), «Collective Action and Transnational Terrorism», *The World Economy*, 26(6), pp.779-802.

Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.

Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in Jacques Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sheehan, Michael (2005), *International Security. An analytical Survey*, Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 201 p.

Sheehan, N. (2003), *Le maintien de la paix pour le développement*, in Jacques Fontanel (Direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sheehan, N. (2010), *Gendarme mondial de la paix. Vers un nouveau rôle pour l'OTAN.* in *Economie politique de la sécurité internationale* (Jacques Fontanel Ed.), *Collection Librairie des Humanités*, L'Harmattan, Paris.

SIPRI yearbook (2009), *Armaments, disarmament, and International Security*, Oxford University Press, Oxford, Stockholm.

Skharatan, O., Fontanel, J. (1998), *Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex*, *Defence and Peace Economics*, 9(4), 367-379.

Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), *International security, defence economics and the powers of Nations*, in Fontanel, J., Chatterji, M., *War, peace and security*, in *Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development*, Emerald Publ. London.

Smith, R. (2010), *Sécurité internationale et crise économique internationale* ». in *Economie politique de la sécurité internationale* (Jacques Fontanel Ed.), *Collection Librairie des Humanités*, L'Harmattan, Paris.

Stevens, B. (2004), *L'économie de la sécurité émergente. Une introduction*, in «L'économie de la sécurité, OCDE, Paris.

Udovic, B. (2011), *Economic security: Large and Small states in enlarged European Union*, [http:// :www.attac ;org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working- groupcpwwg/bostjan-udovic-economic](http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-group/cpwwg/bostjan-udovic-economic). Assessed on October 31, 2011.

United Nations Development Programme's 1994, *Human Development Report*, UNO. New York.

UNEP (2009) « *Evaluation environnementale de la bande Gaza après l'escalade des hostilités en décembre 2008-janvier 2009* », Rapport PNUE, septembre 2009.

Walkenhorst, P., Dihel, N. (2004), «Trade Impacts of Increased Border Security Concerns», *International Trade Journal*.

World Bank (2003), *Global Economic Prospects 2004*, Washington, DC.

World Bank (2003), «Reducing Trading Costs in a New Era of Security», *Global Economic Prospects 2004: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda*, pp. 179-203.

L'évolution des industries d'armement dans le monde

Jacques Fontanel

La production d'armement n'est pas le thème le plus parcouru de la pensée économique¹⁶⁶. Les grands auteurs ont souvent esquissé cette question, ce qui reste étonnant parce qu'ils ont tous vécus ces instants où l'économie nationale « normale », pacifiée, celle de leurs analyses de théorie pure, n'avait plus droit de cité. Friedrich List¹⁶⁷ était sensible à la dissuasion des armes, notamment pour protéger « les industries dans l'enfance » d'un pays comme l'Allemagne, alors insuffisamment développée, qu'un commerce international imposé pouvait faire mourir instantanément. Pour Engels, les industries d'armement étaient déjà suffisamment développées pour conduire à une guerre mondiale particulièrement meurtrière du fait de la puissance de feu disponible, de qui conduirait inéluctablement à l'avènement du socialisme. Pour J.M. Keynes, la lutte contre le socialisme bolchevique est prioritaire. L'augmentation de la demande effective par l'effort d'armement conduit à l'augmentation de la demande effective et au retour de la croissance économique, même si d'autres dépenses publiques pourraient être encore plus efficaces pour l'économie nationale¹⁶⁸. Enfin, Josef Schumpeter considère, avec la célèbre notion de destruction productive, que la production d'armement n'a pas obtenu de statut spécial dans l'analyse économique, alors même qu'elle est l'un des vecteurs essentiels de la dépenses publique, capable d'offrir un service essentiel à toutes les autres activités économiques en dissuadant les tentations de prédation des pays voisins et en protégeant les échanges économiques et commerciaux internes et externes. Cependant, l'armement n'est pas un thème au centre des débats des économistes. Pour Seymour Melman¹⁶⁹, la société américaine est en situation de guerre permanente, avec des dépenses militaires excessives qui fragilisent le bon fonctionnement des économies nationales. Dans une étude très controversée, Emile Benoit a pu déceler l'intérêt d'une industrie d'armement pour le développement des pays les moins développés¹⁷⁰, ce qui a été fortement contesté sur la forme¹⁷¹ et le fond¹⁷².

Le concept de « complexe militaro-industriel », développé par Ike Eisenhower, est pourtant essentiel dans la vie économique, sociale et politique d'une Nation. Il exprime l'existence d'une « symbiose bureaucratique » qui prive les citoyens de toute initiative démocratique au profit du Pentagone et des firmes d'armement, décideurs ultimes de toutes les stratégies de défense.

¹⁶⁶ Coulomb, F. (2017), *Industries de la défense dans le monde*, Collection Economie, PUG, Grenoble. Un livre à lire, dont nous nous sommes inspiré, pour tous les détails concernant les industries d'armement dans le monde.

¹⁶⁷ Fontanel, J., & Coulomb, F. (2008). The genesis of economic thought concerning war and peace. *Defence and Peace Economics*, 19(5), 321-330.

¹⁶⁸ Keynes, J.M. (1921), *How to pay the war?*, London. Keynes, J.M. (1939), *Will rearmament cure unemployment?* The listener, June 1.

¹⁶⁹ Melman, S. (1971) *The war economy of the United States*, St Martin's Press, New York. Malman, S. (1974), *The permanent war economy : American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

¹⁷⁰ Benoit, E. (1978), *Growth and defence indeveloping countries*, ERconomic Developme,nt and Cultural change, Vol.26, January.

¹⁷¹ Smith, R. (1983), *The Economics of Militarism*, Pluto Press. London.

¹⁷² Fontanel, J., Saraiva, J.-Drummont, J. (1986), *Les industries d'armement comme vecteur du développement économique*, *Etudes polémologiques*, n ° 430.

D'autres analyses se sont interrogées sur la désirabilité de la paix pour certains groupes au pouvoir, pour des raisons économiques et de puissance militaire¹⁷³. Avec le développement des méthodes économétriques, les modèles de course aux armements ont cherché à évaluer le poids économique de la production d'armement et l'efficacité des retombées de la recherche-développement militaire sur l'économie nationale. Les études ont souvent produit des résultats contradictoires¹⁷⁴. Il est donc difficile de connaître l'influence des industries d'armement dans les économies nationales, car le service qu'elles rendent c'est d'assurer la défense d'un territoire, même si les attaques contre celui-ci n'étaient pas jugées très probables à court terme. Or, il est difficile a priori de savoir si les armes seront performantes pour maintenir une situation de paix même relative par la dissuasion, ou si, en cas de guerre, elles seront suffisamment puissantes pour conduire le pays à la victoire.

Durant tout le XXe siècle et au début du XXIe siècle, les industries de la défense ont connu plusieurs mutations importantes, qui ont singulièrement modifié les rapports de force et les comportements des Etats et des entreprises d'armement publiques ou privées concernées. Sur le long terme, elles ont toujours été contrôlées par les gouvernements, notamment parce que ceux-ci constituaient non seulement leur clientèle principale (parfois sous forme de monopsonne), mais aussi parce qu'elles appartenaient, tout ou partie, au secteur public central. Les deux grandes guerres mondiales furent meurtrières, et les industries d'armement des grandes puissances furent en position de créer des formes multiples, mais puissantes, de complexes militaro-industriels. La course aux armements entre les deux systèmes antagonistes (capitalisme de marché et socialisme soviétique) sous le contrôle des Etats-Unis et de l'URSS a débouché sur la crise politique, stratégique et économique de cette dernière, avec son éclatement en plusieurs Etats. Dès 1990, les restructurations des industries d'armement annonçaient à la fois des difficultés de reconversion des productions d'armes « baroques », mais aussi une libération des énergies pour la production civile susceptible de relancer l'économie mondiale, notamment en faveur des pays en développement. En Russie, les efforts pour utiliser le complexe militaro-industriel pour relancer l'industrie civile n'ont pas abouti à des résultats concluants¹⁷⁵. Aujourd'hui, avec l'avènement du terrorisme mondial, les difficultés de reconversion du secteur militaire, les errements de la finance internationale et les conflits de pouvoir entre ou à l'intérieur des nouveaux Etats décolonisés ont conduit rapidement à un retour vers une demande accrue auprès des industries d'armement.

Aux Etats-Unis, la privatisation de l'industrie de défense a été fort soutenue par les gouvernements successifs, en vue à la fois de favoriser l'ouverture du capital des firmes aux investisseurs privés, de bénéficier de la « dualité civile et militaire » des technologies et de la R&D, et de promouvoir l'externalisation avec la multiplication des relations de sous-traitance. Le caractère public des firmes d'armement a été remis en cause dans la plupart des

¹⁷³ Galbraith, J.K. (1984), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, Paris.

¹⁷⁴ Intriligator, M. (1992), *Arms race and arms control issues*, UNIDIR, Geneva.

¹⁷⁵ Karlik, A., Maximtsiev, I. Fontanel, J. (2005), *Situation et potentiel du complexe militaro-industriel russe in « Intégration de la Russie dans la communauté internationale : économie et enseignement Editions UEEF, Saint-Petersbourg, 2005.*

pays européens et un grand mouvement de concentration des entreprises a alors été mis en marche. En revanche le processus de restructuration des industries de défense en Europe est encore loin d'être achevé, ce qui témoigne de l'insuffisante concertation entre les Etats sur la question cruciale de l'armement..

Au XXI^e siècle, les menaces d'actions de force des Etats restent bien réelles, avec la permanence et la modernisation des puissances nucléaires, l'amélioration de la capacité d'action des armes conventionnelles, mais aussi, de manière plus diffuse, avec les nouveaux modes d'action « cybernétiques », le terrorisme national et international ou les violences économiques et religieuses. La question du secret reste bien présente dans le secteur de la défense et l'efficacité relative des armements (« the bang for a buck ») dépend aussi des choix de stratégies des gouvernements concernés, alliés ou ennemis potentiels. Cependant, la définition de la production de défense par les seuls armements est devenue moins opportune et moins fiable. La question des actions politiques des forces civiles (comme les ONG), pour développer des actions agressives contre des régimes politiques contestés ne nécessite guère le recours aux armes proprement dites. A côté des services traditionnels de défense, les services informatiques et de recherche-développement exercent des pressions stratégiques sur la défense militaire et économique des pays qui ne peuvent plus être négligées. Il n'en reste pas moins qu'en l'absence de bataillons, un pays reste particulièrement menacé dans sa liberté d'agir par la menace exprimée ou non de la force militaire des pays concurrents ou ennemis.

Les Etats-Unis disposent des firmes d'armement les plus puissantes au monde (Lockheed Martin, Boeing, Raytheon, Northrop Grumman ou General Electric), ce qui justifie mais explique aussi parfois l'importance de leurs dépenses militaires¹⁷⁶. A quelques exceptions près (BAE Systems, Airbus Group, Finmeccanica ou Thales), les firmes de l'Union européenne sont moins concurrentielles. Dans les autres pays, le rôle de l'Etat reste dominant et les entreprises sont faiblement diversifiées, même si l'industrie civile n'hésite pas à entrer dans un secteur militaire toujours novateur par excellence.

Du fait de son monopole de la force publique, l'Etat a une influence considérable sur l'essor et le développement de l'industrie nationale de défense, notamment parce qu'il est, dans certains cas, en situation de monopsonne. Les contrats, en nombre relativement faible du fait de l'existence de plateformes, d'intégrateurs et de systémiers, sont généralement de montants financiers élevés, sur des périodes relativement longues. La demande des produits de l'armement dépend des budgets militaires et des exportations d'armes, lesquels sont contrôlés par l'Etat. L'évaluation du coût des programmes d'armement majeurs s'avère particulièrement difficile, car la production suppose de longues périodes de production, de la recherche-développement à l'investissement lui-même, en fonction du cycle de vie du produit, dans un secteur où les performances technologiques sont sans cesse améliorées et concurrencées.

Les technologies de l'information et de la communication ont transformé la production militaire depuis deux ou trois décennies. Les armements sont devenus de plus en plus onéreux, ce qui explique l'essor des compensations et

¹⁷⁶ Statista (2018), The 100 leading armament manufacturers worldwide in 2018, <https://www.statista.com/statistics/262627/largest-armament-manufacturers-worldwide-based-on-revenue/>

de contrats de réciprocité, soit de production, soit d'achats liés, dans les contrats d'exportation des matériels. Cette situation constitue une entorse majeure au principe du libre-échange, ce qui est pourtant potentiellement admis comme une exception reconnue aux règles de la concurrence définies par l'Organisation Mondiale du Commerce. Ce qui permet au gouvernement américain de conduire une véritable politique industrielle et de recherche-développement par ce canal. Google, Apple ou Microsoft ont particulièrement bénéficié à l'origine des investissements publics en matière de recherche-développement¹⁷⁷.

Aujourd'hui, l'industrie d'armement est composée d'oligopoles puissants, de moins en moins nombreux, de plus en plus en situation de force sur leurs segments de marché. Les firmes entrent dans la compétition économique, mais elles s'engagent aussi dans des coopérations internationales pour faire face aux défis industriels de plus en plus onéreux et risqués. La production d'armes d'une firme ne peut se limiter aux choix de défense de son pays d'accueil, elle dépend aussi de la situation concurrentielle du commerce international des armements. Dans ce contexte, les acheteurs comme les producteurs s'engagent dans des procédures de négociations, de coopérations, de contrôles et de compétitions « tous azimuts ». Depuis au moins un demi siècle, les exportations constituent un moyen important pour rentabiliser la production d'armes, malgré toutes les précautions d'usage dans ce domaine d'activité particulièrement sensible¹⁷⁸.

L'industrie européenne de défense est aujourd'hui conduite à développer les coopérations internes entre ses membres pour faire face à la concurrence américaine, avec son cheval de Troie, l'OTAN. L'OCCAr se propose d'améliorer la coopération entre ses pays membres et en vue de développer des contrats européens, mais le principe du « juste retour » ne permet pas toujours les développements idoines les plus efficaces. La coopération industrielle européenne de l'armement a obtenu quelques succès et aussi des échecs, liés aux délais, aux spécifications des systèmes d'armes ou au partage des tâches entre les firmes du programme. Aujourd'hui encore, le drone militaire européen n'est toujours pas mis en service.

Enfin, le protectionnisme américain en matière d'armements constitue un handicap certain pour les firmes européennes. De ce fait, les coopérations transatlantiques apparaissent plus faciles à mettre en place, mais au regard de la force des industries d'armement américaines, les firmes européennes sont en situation difficile pour négocier les tenants et aboutissants des accords. Les fonds d'investissement américains achètent les actions de certaines entreprises européennes de l'armement en vue de participer à leur gestion, ce qui constitue une certaine menace pour l'indépendance des forces militaires et des équipements européens.

Dans le monde la Russie, confrontée à des difficultés économiques récurrentes et après une longue procédure de conversion des industries d'armement¹⁷⁹, maintient la qualité de son équipement militaire destiné à sa

¹⁷⁷ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

¹⁷⁸ Smith, R., Humm, A., Fontanel, J., (1985) *The economics of exporting arms*, Journal of Peace Research, Norwegian University Press, Oslo, September 1985

¹⁷⁹ Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). *The principles of arms conversion in the case of Russia*. Defence and peace economics, 6(3), 237-251. Shkaratan, O., & Fontanel, J.

propre défense et à l'exportation. La Chine devient de plus en plus efficace, mais l'industrie nationale est encore dépendante de l'importation de technologies étrangères, elle est de plus en plus touchée par la bureaucratie des méthodes et par la corruption. Les pays émergents offrent des solutions nouvelles pour l'armement, mais leur poids reste encore négligeable au regard des ventes des grandes puissances. Enfin, à côté du contrôle démocratique et international des armements, se développe aussi un trafic d'armes illicite.

De fait, l'industrie d'armement n'est qu'un élément de la sécurité nationale dont l'importance, depuis la fin de la guerre froide, a perdu de l'importance par rapport à la guerre et aux différends économiques¹⁸⁰ entre les Etats. La sécurité économique et humaine concerne aussi la question de l'environnement, du climat, de la sécurité intérieure et des conditions économiques des citoyens, des considérations qui échappent, au moins partiellement, au domaine de l'industrie de l'armement¹⁸¹.

Bibliographie

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, Vol.26, January.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in *La question politique en économie internationale*, (Berthaud, Kebabdjian, Ed.), La Découverte, Paris.

Coulomb, F., & Fontanel, J. (2013). War and capitalism. In *The Marketing of War in the Age of Neo-Militarism* (pp. 185-200). Routledge

Coulomb, F. (2017), *Industries de la défense dans le monde*, Collection Economie, PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Saraiva, J.-Drummont, J. (1986), Les industries d'armement comme vecteur du développement économique, *Etudes polémologiques*, n ° 430.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3), 237-251.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The economic reorganization of the military sector at the beginning of the twenty first century, in Fontanel, J & Chatterji, M., *War, Peace and Security*, Emerald Publication.

Fontanel, J., & Coulomb, F. (2008). The genesis of economic thought concerning war and peace. *Defence and Peace Economics*, 19(5), 321-330.

(1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), 367-379.

¹⁸⁰ Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in *La question politique en économie internationale*, (Berthaud, Kebabdjian, Ed.), La Découverte, Paris.

¹⁸¹ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. In *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald. Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in *Economie Politique de la Sécurité Internationale*, Jacques Fontanel Ed. L'Harmattan, Paris. Coulomb, F., & Fontanel, J. (2013). War and capitalism. In *The Marketing of War in the Age of Neo-Militarism* (pp. 185-200). Routledge

Fontanel, J. (2010), Concept élargi de la sécurité économique, in *Economie Politique de la Sécurité Internationale*, Jacques Fontanel Ed. L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Galbraith, J.K. (1984), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, Paris.

Intriligator, M. (1992), *Arms race and arms control issues*, UNIDIR, Geneva.

Karlik, A., Maximtsiev, I. Fontanel, J. (2005), *Situation et potentiel du complexe militaro-industriel russe in « Intégration de la Russie dans la communauté internationale : économie et enseignement Editions UEEF, Saint-Petersbourg, 2005.*

Keynes, J.M. (1921), *How to pay the war ?*, London.

Keynes, J.M. (1939), *Will rearmament cure unemployment ? The listener*, June 1.

Melman, S. (1971) *The war economy of the United States*, St Martin's Press, New York.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy : American economy in decline*, Simon & Schuster, New York.

Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998). *Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. Defence and peace economics*, 9(4), 367-379.

Smith, R. (1983), *The Economics of Militarism*, Pluto Press. London.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J., (1985) *The economics of exporting arms*, *Journal of Peace Research*, Norwegian University Press, Oslo, September 1985

Statista (2018), *The 100 leading armament manufacturers worldwide in 2018*, <https://www.statista.com/statistics/262627/largest-armament-manufacturers-worldwide-based-on-revenue/>

Le pacifisme de l'économie de marché à l'épreuve

Jacques Fontanel

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, qui consacrait le triomphe du conflit idéologique entre le capitalisme et le communisme soviétique, Francis Fukuyama¹⁸² avait prévu la fin de l'Histoire. Pour lui, l'expansion de la démocratie et du libéralisme constitue un facteur de réduction des conflits entre les hommes et les Nations. L'universalisation de la démocratie occidentale constitue dès lors la forme achevée de tout gouvernement humain. Le développement scientifique conduit inéluctablement au même modèle de société, éliminant ainsi les contradictions fondamentales qui fondent la conflictualité et la violence des changements. Aujourd'hui, le développement économique est accessible à toutes les sociétés et le capitalisme est le système qui est, potentiellement, celui dont l'organisation est accessible à tous les pays. Avec l'essor du marché et de la propriété privée, le capitalisme ouvre de nouvelles voies aux pays en développement, en introduisant les principes démocratiques libéraux, lesquels renforcent la stabilité organisationnelle de la société et garantit en même temps les libertés individuelles. Cette analyse a connu un réel succès politique, même si de nombreuses critiques philosophiques, économiques et politiques sont rapidement venues en réduire l'influence. Au fond, en reprenant l'idée kantienne selon laquelle l'humanité progresse inexorablement vers la pacification des relations internationales, Fukuyama a voulu faire renaître simultanément, sur le plan économique, la fameuse « main invisible » d'Adam Smith, une conception que les mathématiques ne permettent jamais de conforter.

En reprenant la dialectique du maître et de l'esclave d'Hegel, la conflictualité enclenche les chemins méandres de l'histoire. Les faits sont têtus et les guerres sont toujours bien présentes au XXI^e siècle. Le mercantilisme n'est pas mort et la guerre économique reste bien présente dans le climat international d'aujourd'hui¹⁸³. La théorie du libéralisme comme facteur de paix universelle a toujours été fermement condamnée, notamment par les analyses marxistes ou hétérodoxes, pour lesquelles le capitalisme conduit, au contraire, inéluctablement aux crises économiques, aux inégalités, à l'exploitation de l'homme par l'homme, aux conflits internationaux majeurs mais aussi à la guerre des classes.

¹⁸² Fukuyama, F. (1989), *The end of History, The National Interest*

¹⁸³ Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), *La guerre économique*, Ares, *Defense et Sécurité* (Grenoble, Lyon), 13(4), 9-50. Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), "The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 321-330. Fontanel J., Hébert, J-P., Samson, I. (2008) "The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 331-338.

Dans une perspective libérale, le capitalisme conduit à la fois à l'établissement d'une paix durable, mais aussi à la libéralisation de l'économie mondiale, laquelle renforce le potentiel de développement économique de tous les pays participant au commerce international¹⁸⁴. De manière plus générale, les économistes libéraux ont trop souvent considéré la guerre comme un phénomène purement politique, comme si le fonctionnement normal de l'économie de marché était constamment perturbé par les seules ambitions politiques, les relents mercantilistes et la violence de la prédation. En revanche, ils condamnent fermement le coût des conflits armés, dont la préparation favorise l'endettement des Etats, avant, pendant et après la guerre. Les guerres sont contre-productives, en raison de la perte de capital humain, de la destruction des équipements, d'une recherche-développement monopolisée par l'effort de défense, de la perturbation des échanges et de l'augmentation du personnel militaire improductif. Cette vision libérale a été contredite par certaines analyses mettant en évidence l'effet parfois positif à court terme du militarisme (keynésianisme militaire)¹⁸⁵. Cependant, la préparation à la guerre peut temporairement stimuler l'activité économique, mais d'autres dépenses publiques sont considérées comme plus utiles socialement, avec des effets économiques positifs à long terme, comme l'organisation de travaux publics concernant la santé, l'éducation ou les infrastructures de transport.

Les penseurs et économistes allemands ont toujours été passionnés par la question des guerres. Hegel a présenté la violence comme une étape nécessaire dans le processus de transformation des sociétés ; dans ce contexte, les guerres et les révolutions sont nécessaires pour faire progresser la société des hommes. Friedrich List a considéré que la guerre était parfois inéluctable, tant que les « frontières naturelles » n'étaient pas enfin établies, notamment en Europe. Pour Marx, le capitalisme engage une forme de guerre civile permanente (la guerre des classes), dans un système aux fortes contradictions systémiques avec les questions relatives à l'accumulation du capital, à la baisse tendancielle du taux de profit ou à l'aggravation de la paupérisation relative et absolue. Le « cosmopolitisme » de l'école libérale d'ouverture des frontières est particulièrement préjudiciable aux intérêts du prolétariat, en retardant l'aggravation des contradictions internes du capitalisme. Comme constat, il est observable que la propagation du libéralisme n'a pas aidé à éviter les grandes guerres et crises économiques. L'école historique allemande a repris les principes du mercantilisme, favorable à une intervention économique de l'État, au soutien public à l'économie d'un pays et aux vertus des guerres lorsqu'elles permettent de promouvoir l'intérêt national. À cet égard, elle insiste également souvent sur les vertus de la guerre pour la promotion de l'intérêt national. Aujourd'hui le capitalisme se vit comme une évidence, mais commence quand même à laisser échapper ses insuffisances, notamment dans les domaines de l'écologie, de l'environnement, du climat, mais aussi des inégalités de revenus et de puissance entre les pays ou en rapport avec un groupe d'industries.

¹⁸⁴ Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and capitalism*, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism* (Gouliamos, K, Kassimeris, C. Ed.) Routledge, London, New York. Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), "The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 321-330.

¹⁸⁵ Keynes « *The Listener.*, 6 janvier 1939.

Les analyses du lien entre guerre et capitalisme sont très différentes, selon l'angle théorique choisi. La nature pacifique du capitalisme est une thèse discutable, les démocraties sont souvent entrées en guerre. De fait, le capitalisme qui s'inscrit dans la compétition, la concurrence et la violence froide du marché favorise les inégalités internes et externes, facteurs de guerre.

Pourquoi la nature pacifique du capitalisme est-elle encore soutenue par ses partisans, malgré la permanence des guerres ?

Pour les apôtres du libéralisme, la mondialisation économique ouvre des opportunités sans précédent de croissance illimitée. Elle favorise le développement économique de tous les pays, certes à des rythmes différents selon les avantages comparatifs évolutifs de tous les pays. L'intervention économique de l'État doit être minimale afin de garantir une prospérité durable pour tous les pays. L'économie de marché est productrice de réduction des tensions politiques et sociales, elle constitue un paravent puissant à l'émergence des conflits et son élargissement spatial favorise les procédures de désarmement¹⁸⁶.

Pourtant, les guerres nationales, internationales et civiles continuent à faire les titres des journaux et, quand elles durent, elles s'installent souvent dans les entrefilets, comme si la situation était normalisée. Les néo-classiques considèrent que des violences sont dues principalement à l'absence d'accomplissement mondial du capitalisme, face à des zones de refus des conditions de la concurrence internationale. Ce n'est pas le système généralisé du libre-échange qui produit les conflits, c'est la présence des interventions des États pour en refuser la réalisation ou en limiter ses effets. Une nouvelle orthodoxie s'est même développée autour de l'interprétation de la guerre comme résultat des civilisations anticapitalistes. La mondialisation néolibérale est la solution idoine aux conflits et guerre est présumée être la mondialisation néolibérale¹⁸⁷. Dans ce cadre, la puissance militaire, politique et économique américaine encourage la diffusion d'un modèle démocratique qui assure simultanément une permanence des progrès économiques et la réduction des conflits nationaux et internationaux. La théorie de la paix démocratique soutient l'essor des organisations multilatérales, lesquelles sont présentées comme les instruments fondamentaux de la mondialisation des marchés. En effet, elles mettent en place un environnement international favorable à la liberté du commerce et aux processus de démocratisation des pays. En outre, le développement économique rapide et permanent des grandes puissances capitalistes conduit les économies nationales à engager, par

¹⁸⁶ Coulomb, F., & Fontanel, J. (2003). Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), 193-208. Coulomb, F. (2004). *Economic theories of peace and war*. Routledge, London.

¹⁸⁷ Coulomb F. Dunne, J.P. (2009). *Peace, War and international security: Economic Theories*, in *War, peace and security*, ed. Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Preface of Walter Isard, United Kingdom, Emerald Group.

imitation, de nouvelles règles démocratiques dans leur pays¹⁸⁸. Les modèles de géographie économique, par l'utilisation de mesures de distance spatiale et de "clustering", ont démontré l'influence de la « proximité » et des organisations internationales dans le processus de démocratisation des pays voisins ainsi que la pression des organisations internationales. Les systèmes autocratiques peuvent même être menacés de sanctions économiques graves.

Cependant, l'idée d'une « pax democratica » fondée sur le libre-échange, selon laquelle les systèmes démocratiques libéraux sont intrinsèquement pacifiques et ne se font pas la guerre entre eux, reste à confirmer par l'expérience historique. La guerre froide a entraîné une interdépendance stratégique entre les démocraties occidentales, ce qui a limité les occasions de conflits entre elles. Il est vrai cependant que les démocraties, historiquement, s'engagent dans les guerres surtout avec les pays autocratiques. L'idée de paix démocratique est désormais peu contestée, mais ni la démocratie, ni la propagation mondiale du libre-échange, ne sont des garanties de paix, même couplées¹⁸⁹. A la fin du XIXe siècle, les interdépendances commerciales et financières entre tous les pays, y compris avec leurs colonies, n'ont pas empêché l'effroyable première guerre mondiale, que seul en son temps, Engels avait subodoré¹⁹⁰. De même, l'idée du pacifisme intrinsèque des démocraties est également discutable, comme en témoignent récemment les guerres du Golfe ou en Afghanistan.

En 1915, Veblen¹⁹¹ avait mis en évidence la tendance des sociétés capitalistes modernes, de type anglo-saxon, à devenir plus pacifiques en raison de la prédominance des intérêts commerciaux sur les intérêts politiques. Au contraire, les sociétés dynastiques, caractérisées par des pratiques spécifiques héritées de l'ère féodale, supposent des rapports de force continuels, à l'intérieur et face à l'extérieur du système national. Si, à long terme, le modèle de société dynastique devrait normalement disparaître et être remplacé par le modèle moderne, même dans les « sociétés modernes », les tendances bellicistes ancrées dans l'inconscient collectif sont susceptibles de refaire surface à tout moment, reconduisant éventuellement au pouvoir des dirigeants aux comportements de type dynastique. La victoire du capitalisme anglo-saxon n'est pas définitive. La rationalité économique n'est pas toujours dominante dans les situations modernes de conflit. Pour John Kenneth Galbraith¹⁹², la

¹⁸⁸ Gleditsch C.S. and M.D. Ward M.D. « Diffusion and the International Context of Democratization », *International Organization*. 60, Fall (2010): 911-933.

¹⁸⁹ Richard, T. (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in Fontanel, J. (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, Paris, La Librairie des Universités, L'Harmattan, 2010, 237-262.

¹⁹⁰ Fontanel J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*. Paris, L'Harmattan, 2005.

¹⁹¹ Veblen Thorstein. *Imperial Germany and the industrial revolution*, New York, Augustus M. Kelley, 1964 (originally published in 1915).

¹⁹² Galbraith, J.K. (1974), *La science économique et l'intérêt général*, Paris, Editions Gallimard, 1974 (Original title: *Economics and the public purpose*, 1973)

centralité de l'armée aux États-Unis remonte aux origines de l'État américain mis en place par les marchands, qui appliquaient une politique mercantiliste sur les marchés étrangers (selon les règles définies par Hamilton), malgré leur attachement à la philosophie libérale de Jefferson. Le développement du secteur militaire a également été utilisé pour maintenir leur pouvoir économique et politique sur la scène nationale. Le célèbre rapport sur l'utilité des guerres est encore dans la mémoire collective mondiale¹⁹³. Le militarisme n'est pas inhérent aux différents modèles de capitalisme. Washington a lancé une offensive «géoéconomique» pour renforcer le pouvoir national des États-Unis sur les marchés mondiaux par la diffusion du soft power¹⁹⁴, qui se caractérise notamment par l'utilisation des lois américaines dans le commerce internationale, sous menace de sanctions économiques graves en cas de refus d'obtempérer¹⁹⁵. Le soutien de l'État aux entreprises nationales américaines, sous des formes directes ou indirectes de protectionnisme et de subventions n'est plus à démontrer, il est clairement exprimé depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche¹⁹⁶.

Le militarisme est souvent présenté comme le résultat d'une utilisation abusive de l'appareil d'État, ce qui discréditait dès l'origine le système soviétique. Jean-Baptiste Say¹⁹⁷ croyait que les économistes, en découvrant les véritables lois régissant l'économie et en éclairant le public sur ses véritables intérêts, démontrerait l'intérêt généralisé du libre-échange, lequel conduirait à la fin du militarisme. L'opinion publique, mieux écoutée et représentée, permettrait la mise en place d'un système international pacifique. L'idée selon laquelle les efforts scientifiques permettraient de résoudre les questions des conflits se heurte à l'observation empirique, qui met en évidence les comportements de puissance ou de cupidité qui exacerbe les passions des

Galbraith, J.K. (1989), *L'économie en perspective, une histoire critique*, Paris, Le Seuil (original title : *A history of economics*, London, Hamish Hamilton, 1987).

Galbraith, J.K. (1993), "Le pouvoir économique autonome, une vue économique", in Jacques Fontanel *Economistes de la paix*, Grenoble, Collection ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 23-28.

¹⁹³ Galbraith, J.K. (1984), *Introduction à la La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Paris, Calmann Levy, 1984.

¹⁹⁴ Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), "Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale." in *La question politique en économie internationale*, ed. Pierre Berthaud and Gérard Kebabdjian, Paris, Collection Recherche, La Découverte. 2006, 190-201.

¹⁹⁵ Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain. La menace politique, stratégique et économique du leadership américain sur l'ensemble des économies nationales et des entreprises dans le monde (à paraître en russe)*. Disponible en français, hal-02144089.

¹⁹⁶ Fontanel, J. (2018), *Puissance et nationalisme*. PSEI. Le cas des États-Unis. Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>.

¹⁹⁷ Say Jean-Baptiste (1803). *Traité d'économie politique*, Paris, Calmann Levy, 1972.

hommes¹⁹⁸. Le pacifisme de Jean-Baptiste Say n'est qu'une hypothèse généreuse, car l'opinion publique peut tout aussi bien être conquise par les partis de la guerre¹⁹⁹.

La guerre est aussi la conséquence d'intérêts particuliers des Nations, sans référence immédiate avec le concept de prédation. Adam Smith²⁰⁰ avait déjà évoqué la possibilité que l'État soit incité à faire la guerre sous la pression de certaines classes ou d'intérêts particuliers. Ainsi, les politiques de conquêtes coloniales ont été réalisées sous la pression des commerçants. Adam Smith était contre le système commercial colonial établi par la Grande-Bretagne, le privilège protectionniste des propriétaires fonciers et l'esclavage. Les groupes intéressés par la guerre peuvent manipuler l'opinion publique pour la faire adhérer à une politique étrangère agressive, mais préjudiciable à l'intérêt public. Adam Smith a proposé le contrôle du bellicisme de l'État sur la base d'un financement de la guerre par les impôts directs et non pas les emprunts, afin d'affaiblir le soutien éventuel de la population aux conflits armés.

Les politiques dominants cherchent à influencer l'opinion publique en fonction de leurs propres intérêts ou de ceux qu'ils représentent. Ils peuvent maintenir des budgets de défense élevés, même en temps de paix, en ravivant les tendances belliqueuses de la population. Pour Hobson²⁰¹, l'impérialisme constitue une caractéristique inévitable du capitalisme, car ce système conduit à la surproduction, à une répartition injuste des richesses, à un système de sous-consommation et à l'apparition de crises économiques récurrentes. Les États les plus puissants cherchant à la fois à développer leurs marchés étrangers et à sécuriser leurs approvisionnements en matières premières. Le patriotisme est alors utilisé pour des intérêts particuliers. Pareto²⁰² voit dans le secteur militaire un instrument de spoliation des gens du commun par les classes supérieures. Or, les dépenses militaires, financées par les impôts et la dette publique, dépendent de l'utilité des menaces externes à la cohésion sociale, mais aussi de la mégalomanie des classes supérieures. Il faut donc recommander le déclin de l'intervention de l'État dans l'économie nationale comme remède au militarisme. Cette analyse préfigure le concept du complexe militaro-industriel utilisé par le président Eisenhower en 1961, une étude qui a été développée par John Kenneth Galbraith. Le marketing et la publicité façonnent les besoins des consommateurs afin de servir les objectifs financiers et les intérêts des industriels ; les citoyens n'ont plus aucun contrôle démocratique sur les

¹⁹⁸ En outre, les progrès scientifique se sont surtout effectués dans les sciences dites « dures », sans doute au détriment des sciences humaines, qui sont souvent incapables de suivre le mouvement tyrannique de l'utilisation permanentes des nouvelles technologies qui envahissent le quotidien de l'homme du XXIe siècle.

¹⁹⁹ Coulomb, F., Hartley, K., Intriligator, M. (2008), *Pacifism in Economic Analysis: A Historical Perspective*, *Defence and Peace Economics*, 19, 5 (2008): 373-386.

²⁰⁰ Smith Adam (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1776. London, Methuen and Co., Ltd., ed. Edwin Cannan, Fifth édition, 1904.

²⁰¹ Hobson, J.A. (1902), *Imperialism. A Study*. London, George Allen & Unwin, 1961.

²⁰² Pareto, V. (1897) *L'Etat actuel de l'Italie*, dans *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*, Genève, Librairie Droz, 1965. C'est l'argument de base qui le conduit à refuser un système parlementaire.

décisions concernant l'armée, laquelle applique les règles du secret militaire pour ne donner que l'information utile au Parlement. La menace extérieure est exagérée et utilisée pour renforcer le pouvoir de l'establishment militaire²⁰³. Les liens entre les membres du Congrès et l'industrie de l'armement sont étroits, grâce au financement des campagnes électorales et à l'emploi local. Le militarisme et la guerre résultent donc d'un échec de la démocratie américaine²⁰⁴.

Les conflits et guerres sont-ils consubstantiels au capitalisme

Pour Marx et ses épigones, la guerre est, in fine, le résultat de la guerre des classes dans un système qui exploite les prolétaires. Dans le mode de production capitaliste, les contradictions internes liées à l'accumulation du capital, à la surproduction et la tendance à la baisse du taux de profit sont temporairement résolues en ouvrant de nouveaux débouchés à l'étranger, avec un développement de son espace d'action, notamment par la colonisation. Les analyses prérévolutionnaires russes considèrent que la guerre entre les économies nationales capitalistes sera inéluctable du fait d'une concurrence exacerbée sur les marchés internationaux. Les guerres ont pour fondement principal de modifier la répartition des marchés entre les puissances impérialistes, dans un contexte de changement permanent et conflictuel de la hiérarchie économique internationale, en raison des disparités des taux de croissance économique nationaux. Il s'agit non seulement de s'accaparer les marchés des marchandises, mais aussi d'accéder aux nouvelles sources de matières premières et de protéger le capital actif et amassé. Les nouvelles puissances économiques contestent la primauté des puissances colonialistes. Il doit en résulter une confrontation internationale entre les puissances impérialistes, laquelle sera à l'origine d'une révolution sociale²⁰⁵.

Cette analyse, partiellement validée avec la première guerre mondiale 1914-1918 et par l'avènement de la révolution bolchevique, n'a cependant, à terme, pas résisté aux faits. Malgré les guerres et les crises économiques violentes, le capitalisme a survécu, faisant ainsi preuve d'une résistance inattendue. Pour Kondratiev, les guerres sont le résultat de phases d'expansion économique dans les pays capitalistes avancés, lesquelles conduisent à une demande supplémentaire de matières premières et sur les marchés, ce qui favorise l'essor de tensions économiques et politiques nationales et internationales accrues. Cette théorie des longs cycles, montre que le capitalisme peut surmonter les grandes crises économiques, malgré le coût considérable sur le plan humain. Pour Hilferding, les intérêts du capitalisme financier, à l'instar de ce qu'avait Adam Smith, sont capables de trouver des accords nationaux et internationaux, afin de limiter les différends

²⁰³ Galbraith, J.K. (1993), "Le pouvoir économique autonome, une vue économique", in Jacques Fontanel *Economistes de la paix*, Grenoble, Collection ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 23-28.

²⁰⁴ Galbraith, J.K. (1974), *La science économique et l'intérêt général*, Paris, Editions Gallimard, 1974 (Original title: *Economics and the public purpose*, 1973)

²⁰⁵ Lénine V, O. *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions Sociales, 1971.

économiques et les risques de conflits armés. Il constate en effet le pouvoir croissant des grandes entreprises et de l'investissement étranger, soutenu par les Etats. Un militarisme accru, notamment pour sécuriser l'approvisionnement en matières premières et élargir les sphères d'influence dans les zones peu développées, est engagé par la politique coloniale. L'essor de la taille des entreprises et l'internationalisation de leurs activités favorisent les accords des plus puissants, au-delà des frontières nationales. Si la confiance internationale s'institue dans le système économique mondial, les exportations de capitaux peuvent stabiliser le capitalisme, par une exploitation du monde organisée par un capital financier international uni²⁰⁶. Cette présentation a été partiellement confirmée après la Seconde guerre mondiale. Les organisations économiques internationales (Fonds Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce, Banque mondiale, Union européenne, etc.)²⁰⁷ ont été créées en vue de réduire la possibilité de conflits ouverts entre les puissances capitalistes, sans empêcher pour autant l'essor des conflits périphériques²⁰⁸. Plusieurs théories d'inspiration marxiste ont été développées ? Parmi elles, celle de Baran et Sweezy²⁰⁹ présente les dépenses militaires comme une dépenses improductives qui permet d'absorber le surplus économique créé par le capitalisme monopoliste. La course aux armements est donc conforme à la logique du capitalisme, ils stimulent les valeurs collectives, sans pour autant accroître les revenus des citoyens dont la productivité est jugée faible. Dans ce contexte, le désarmement n'est pas compatible avec le capitalisme.

Selon Schumpeter²¹⁰, les guerres, les conquêtes territoriales et les conflits sur les matières premières ont peu d'impact sur le changement économique: seul le progrès technique est vraiment décisif. Le succès du capitalisme est dû aux actions des dirigeants d'entreprises et à l'innovation, et non à l'intervention de l'État. Il y a peu d'avantages économiques significatifs du militarisme ou de la guerre, y compris concernant l'émergence d'innovations majeures. Cette analyse est souvent réfutée. Pour Ruttan²¹¹, les commandes militaires en temps de guerre accélère la réalisation de la maturité technologique, nécessaire pour que l'innovation conduise à des gains de productivité. Aujourd'hui, une grande partie de la production militaire repose sur des technologies duales ; de plus en plus de produits utilisés pour les forces armées sont commercialisés et mis à la disposition des civils. Il existe plus que jamais, avec la privatisation de nombre d'activités auparavant contrôlées par le secteur militaire, une interaction étroite entre la recherche militaire et la recherche civile. Le budget important de la recherche et du développement militaires aux États-Unis a parfois été interprété

²⁰⁶ Kautsky, Et maintenant?, Neue Zeit, 2, 1910

²⁰⁷ Fontanel, J. (1995), Organisations Economiques Internationales, Masson, Paris.

²⁰⁸ Fontanel, J. (2010). "Le concept élargi de la sécurité économique", in Economie politique de la sécurité internationale, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 15-56.

²⁰⁹ Baran,P., Sweezy, P. (1966), Le capitalisme monopoliste, Maspéro, Paris, 1968

²¹⁰ Schumpeter, J. (1942) Capitalisme, socialisme et démocratie, Payot, Paris 1990.

²¹¹ Ruttan V.W (2006), Is war necessary for economic growth? Military procurement and technology development, New York, Oxford University Press, 2006, 212 pp.

comme une aide au secteur privé en vue de développer des technologies de pointe. La puissance du GAFAM, notamment à leur début, est due directement ou indirectement en partie aux crédits militaires²¹². Le secteur militaire n'étant pas soumis aux règles de l'OMC, le financement public alloué aux projets militaires est un moyen indirect de soutenir indirectement les industries américaines. La question de l'avenir du capitalisme a beaucoup inquiété ses partisans lors des grandes crises passées, en particulier dans l'entre-deux-guerres, mais il a survécu à plusieurs guerres majeures dans le passé et le secteur militaire produit parfois des effets innovations qui conduisent à des révolutions technologiques décisives.

Les guerres sont des périodes favorisant cette montée en puissance de l'État dans l'économie, avec un effet de cliquet qui fait que lorsque la paix revient, l'État ne se désengage pas pleinement. Dans cette analyse, les guerres peuvent être à la fois la conséquence et la cause de la disparition de l'esprit du capitalisme dans les pays industrialisés. S'opposent à cette perspective les partisans de l'interventionnisme, pour lesquels le capitalisme ne peut survivre qu'en limitant les excès du marché avec des politiques et des réglementations sociales qui évitent une crise économique majeure susceptible d'affaiblir le système. Ainsi, John Maynard Keynes a soutenu le développement de l'interventionnisme de l'État pour surmonter la Grande Dépression des années 1930. S'il a reconnu que l'internationalisme économique du XIXe siècle avait œuvré en faveur d'un plus grand enrichissement du monde, il considérait aussi que le modèle libéral n'était plus adapté à son époque, en critiquant notamment les sorties de capitaux qui entravent l'efficacité de la politique économique nationale ou la séparation entre la propriété et la gestion au sein de l'entreprise. La recherche d'une spécialisation internationale et d'une répartition mondiale des capitaux favorisent les politiques agressives protégeant les intérêts nationaux dans le but de créer de nouveaux marchés et de développer l'impérialisme économique. Il est sceptique quant à l'utilité des entrées de capitaux étrangers sur les structures économiques nationales et quant à la dépendance étroite de l'économie nationale à l'égard des fluctuations des politiques économiques étrangères. Ainsi, les interdépendances économiques internationales devraient être limitées.

Aujourd'hui, le rôle des dépenses militaires dans l'endettement croissant des États-Unis n'est pas négligeable, mais il sert à maintenir la puissance économique américaine²¹³, surtout dans une période de nationalisme renforcé²¹⁴. Au-delà de la question de l'approvisionnement en pétrole et de l'aide à la recherche et au développement en raison du budget de la défense, c'est le rôle des États-Unis en tant que superpuissance mondiale incontestée qui est en jeu aujourd'hui: la confiance dans le leadership des États-Unis détermine à la fois leur attractivité pour les investisseurs étrangers et d'où l'afflux de capitaux nécessaire à la poursuite de la croissance et la relative stabilité du

²¹² Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

²¹³ Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse. Géoéconomie et stratégie des acteurs. Paris, L'Harmattan.

²¹⁴ Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme. PSEI. Le cas des États-Unis. Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

dollar. Il détermine également l'efficacité du soft power, c'est-à-dire l'influence diplomatique, utile pour influencer les règles internationales et les accords commerciaux²¹⁵.

Une guerre mondiale pourrait finalement résulter de la crise économique provoquée par l'épuisement du mode de régulation capitaliste, du fait de l'aggravation progressive des tensions internationales. La crise économique actuelle soulève également de nombreuses questions sur la durabilité d'énormes déséquilibres structurels (endettement dans le Nord, excédents commerciaux dans les pays émergents) et d'une finance mondiale excessive et de plus en plus vulnérable²¹⁶ (Galbraith, 2010, 57-75).

Une croissance démographique excessive a souvent été considérée comme un facteur de risque dans certaines régions, dans une perspective très malthusienne. Pourtant, les économistes ont jusqu'à présent accordé peu d'attention aux questions environnementales. La théorie libérale a, depuis son origine, glorifié la production industrielle et la croissance de la productivité, considérant que les guerres motivées par des stratégies de prédation appartenaient au passé. Selon Malthus, la surpopulation est un facteur de guerre et d'insécurité ; le contrôle de la population est une condition préalable à la paix. Les politiques offensives trouvent souvent leur origine et leur soutien dans les difficultés économiques et la pauvreté ou le paupérisme. Convaincu que la croissance économique sera freinée par la limitation des ressources alimentaires, Thomas Malthus déclare que rien ne peut empêcher l'épuisement des sols, et donc la course inévitable de l'économie vers un état stationnaire.

Au début des années 1970 le rapport du Club de Rome "Limits to Growth" a constitué un premier rappel de la fragilité de la Terre. Thomas Homer-Dixon²¹⁷ considère que la pression démographique entraîne une pénurie de ressources naturelles, qui peut provoquer des conflits civils, en raison des tensions sociales qui exacerbent la religion, l'ethnie ou la société. Cette idée que la croissance mondiale n'est pas durable est contestée par ceux qui croient que l'humanité peut s'adapter à une pénurie de ressources, grâce au progrès technologique²¹⁸ (Gleditsch et Urdal, 2002, 283-302). L'idée de restreindre le rythme de la mondialisation la croissance économique pour réduire l'épuisement des ressources naturelles est exclue par les institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE. Ainsi, le concept de développement durable émergé dans les années 1990 ne rejoint pas le pessimisme des idées du Club de Rome dans les années 1970. Pourtant, la

²¹⁵ Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), L'arme économique du droit extraterritorial américain. La menace politique, stratégique et économique du leadership américain sur l'ensemble des économies nationales et des entreprises dans le monde (à paraître en russe). Disponible en français, hal-02144089. Laïdi, A. (2019), Le droit, nouvelle arme de guerre économique. Comment les Etats-Unis déstabilisent les entreprises européennes, Actes Sud, Questions de société, Arles.

²¹⁶ Galbraith, James. "Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière", *Economie politique de la sécurité internationale*, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010, 57-75.

²¹⁷ Homer-Dixon T.F. (1995) "Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases", *International Security* 19; 1 (1995): 5-40.

²¹⁸ Gleditsch N.P. and H. Urdal H. "Ecoviolence? Links between population growth, environmental scarcity and violent conflict in Thomas Homer-Dixon's work", *Journal of International Affairs*, 56, 1 (2002): 283-302.

logique de la mondialisation économique et financière encourage une recherche constante de gains de productivité, d'augmentation des volumes de production et de génération d'innovations industrielles pour créer de nouveaux marchés. L'idée d'une diminution de la croissance économique des pays du Nord pour compenser la demande de ressources naturelles liée à la croissance accélérée des pays émergents est rarement reprise, malgré la tendance croissante à la rareté de l'environnement et aux conflits induits dans les pays en développement²¹⁹ (Reveuny, 2002). Les pénuries économiques et énergétiques sont des enjeux stratégiques qui ont de forts effets sur la probabilité des guerres²²⁰.

Les guerres et les crises ont rythmé l'histoire du capitalisme depuis ses origines. Même si les accords et institutions internationaux ont limité le risque de guerre dans la période contemporaine, ce risque ne peut être considéré comme définitivement écarté, notamment en période de crise économique et de perturbation de la hiérarchie des pouvoirs. L'histoire a montré que l'interdépendance économique n'est pas une garantie de paix mondiale. La guerre ou la menace de guerre oblige à réévaluer le modèle économique actuel et montre la nécessité d'adopter de nouvelles normes particulièrement difficiles à appliquer dans un système capitaliste qui croit d'abord à l'intérêt personnel comme base d'action.

L'absence de conflit majeur entre les pays capitalistes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a renforcé l'idée que les guerres devenaient progressivement obsolètes avec l'élargissement de l'application des règles du capitalisme, principalement en raison de la prolifération des institutions internationales destinées à résoudre pacifiquement les différends commerciaux, afin d'éviter des crises économiques majeures et accroître les interdépendances économiques et financières entre les grandes puissances. Mais les guerres n'ont pas disparu avec la propagation du capitalisme dans le monde et leur apparition dans le futur pourrait être une conséquence à la fois de la croissance des inégalités dans le monde, des questions climatologiques et environnementales, de l'épuisement généralisée des terres arables ou des guerres économiques.

Bibliographie

Aglietta, M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

Baran, P., Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris, 1968

²¹⁹ Reveuny R. (2002), « Economic growth, environmental scarcity, and conflict », *Global Environmental Politics*, 2; 1 (2002), 1228-1247.

²²⁰ Fontanel, J. (2010). "Le concept élargi de la sécurité économique", in *Economie politique de la sécurité internationale*, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan,

Barbieri K., Reuveny, R.. "Economic globalization and civil war", *The Journal of Politics*, 67; 4 (2005), 1228-1247.

Boyer, R. (1986), *Théorie de la régulation, une analyse critique*, Paris, La Découverte, 1986.

Coulomb, F. (1998), "Adam Smith, a defence economist", *Defence and Peace Economics*, 9; 3 (1998): 299-316.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003). *Disarmament: A century of economic thought*. *Defence and peace economics*, 14(3), 193-208.

Coulomb, F. (2004). *Economic theories of peace and war*. Routledge, London.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), "Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale." in *La question politique en économie internationale*, ed. Pierre Berthaud and Gérard Kebedjian, Paris, Collection Recherche, La Découverte. 2006, 190-201.

Coulomb, F., Bellais, R. (2008), *War and Peace Issues in the History of Economic Thought: Introduction*, *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008):317-320.

Coulomb F., Dunne, P. (2008),. *Peace, War and international security: Economic Theories*, in *War, peace and security*, ed. Jacques Fontanel and Manas Chatterji, Preface of Walter Isard, United Kingdom, Emerald Group. 2009, 13-36.

Coulomb, F., Hartley, K., Intriligator, M. (2008), *Pacifism in Economic Analysis: A Historical Perspective*, *Defence and Peace Economics*, 19, 5 (2008): 373-386.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), *War and capitalism*, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism* (Gouliamos, K, Kassimeris, C. Ed.) Routledge, London, New York.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), *La guerre économique*, *Ares, Defense et Sécurité* (Grenoble, Lyon), 13(4), 9-50.

Fontanel, J. (1995), *Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégie des acteurs*. Paris, L'Harmattan, 2005, 627 p.

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, peace and security*, with a Preface of Walter Isard, United Kingdom, Emerald Group, 2008, 335 p.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), "The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 321-330.

Fontanel J., Hébert, J-P., Samson, I. (2008) "The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 331-338.

Fontanel, J. (2010). *Economie politique de la sécurité internationale*, Paris. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010, 312 pp.

Fontanel, J. (2010). "Le concept élargi de la sécurité économique", in *Economie politique de la sécurité internationale*, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 15-56.

Fontanel, J. (2014), *Le Commerce international est-il un facteur de paix ?*, *Revue Polotique Etrangère*, 2014-1., Paris

Fontanel, J. (2018), Puissance et nationalisme. PSEI. Le cas des Etats-Unis. Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>.

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

Fukuyama Francis. The end of history and the last man, London, Penguin, 1993, 418 pp.

Galbraith J.K. (1984) Introduction to La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres, Paris, Calmann Levy, 1984.

Galbraith J.K. (1974). La science économique et l'intérêt général, Paris, Editions Gallimard, 1974 (Original title : Economics and the public purpose, 1973)

Galbraith J.K. (1989), L'économie en perspective, une histoire critique, Paris, Le Seuil (original title : A history of economics, London, Hamish Hamilton, 1987).

Galbraith, J.K/ (1993). "Le pouvoir économique autonome, une vue économique", in Jacques Fontanel Economistes de la paix, Grenoble, Collection ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 23-28.

Galbraith, J. (2010) "Les implications politiques et sécuritaires de la crise financière", Economie politique de la sécurité internationale, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010, 57-75.

Gleditsch C.S., Ward M.D. « Diffusion and the International Context of Democratization », International Organization. 60, Fall (2010): 911-933.

Gleditsch N.P. and H. Urdal H. (2002), "Ecoviolence? Links between population growth, environmental scarcity and violent conflict in Thomas Homer-Dixon's work", Journal of International Affairs, 56, 1 (2002): 283-302.

Hilferding R. (1910). Finance Capital. London, Routledge and Kegan Paul, 1981. Originally published by Bottomore, T. (ed.) 1910.

Hobson , J.A. (1902), Imperialism. A Study. London, George Allen & Unwin, 1961.

Homer-Dixon T.F. (1991), "On the threshold: environmental changes as causes of acute conflict", International Security 16.2 (1991): 76-116.

Homer-Dixon T.F. (1995) "Environmental scarcities and violent conflict: evidence from cases", International Security 19; 1 (1995): 5-40.

Keynes, J.M. '1939) "Will Rearmament Cure Unemployment?" in: D. Moggridge, ed., The Collected Writings of John Maynard Keynes, Volume 21, 1992. Originally published in The Listener (1 June 1939).

Keynes, J.M. "Inter-Departemental Committee on Reparation and Economic Security", in: D. Moggridge, ed., The Collected Writings of John Maynard Keynes, Volume 26 (1992). Originally published in Treasury Papers Series (2, 1942).

Kondratiev N.D. "The long waves in economic life", The Review of Economic Statistics (17 Nov. 1935) 105-115.

Laïdi, A. (2019), Le droit, nouvelle arme de guerre économique. Comment les Etats-Unis déstabilisent les entreprises européennes, Actes Sud, Questions de société, Arles.

Lénine V, O. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Paris, Editions Sociales, 1971.

Pareto, V. (1897) *L'Etat actuel de l'Italie*, dans *Libre-échangeisme, protectionnisme et socialisme*, Genève, Librairie Droz, 1965.

Pigou A.C (1921). *The political economy of war*, London, Macmillan, 1921.

Reveuny R. (2002), « Economic growth, environmental scarcity, and conflict », *Global Environmental Politics*, 2; 1 (2002), 1228-1247.

Richard T. (2010), *Démocratie, économie de marché et paix*, in Fontanel, J. (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*, Paris, La Librairie des Universités, L'Harmattan, 2010, 237-262.

Ruttan V.W (2006), *Is war necessary for economic growth? Military procurement and technology development*, New York, Oxford University Press, 2006, 212 pp.

Say J.B. (1804). *Traité d'économie politique*, Paris, Calmann Levy, 1972. First edition

Schumpeter, J. (1942) *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris 1990.

Smith Adam (1776). *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1776. London, Methuen and Co., Ltd., ed. Edwin Cannan, Fifth édition, 1904.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain. La menace politique, stratégique et économique du leadership américain sur l'ensemble des économies nationales et des entreprises dans le monde (à paraître en russe)*. Disponible en français, hal-02144089.

Veblen T. (1915). *Imperial Germany and the industrial revolution*, New York, Augustus M. Kelley, 1964 (originally published in 1915).

Weber Henri (ed.) "Kautsky, Luxemburg, Pannekœk, Socialisme, la voie occidentale", Paris, Presses Universitaires de France, Paris, 1983

Wirth Timothy E. (1994), "Sustainable development and national security", address given by the Under Secretary for Global Affairs before the National Press Club in Washington, D.C., on July 12, U.S. Department of State Dispatch, 7/25/94, 5; 30 (1994).

L'économiste face au « catastrophisme éclairé ».

Jacques Fontanel

Après la crise pandémique, il convient sans doute de ménager les acteurs économiques dans leur retour aux « affaires ». L'impréparation à la crise de la pandémie doit être une leçon à retenir, en cette période où la nouvelle crise climatique s'annonce, encore plus menaçante. Le bien commun, les conditions naturelles de la vie sur Terre, doit être protégé contre la violence sans scrupule de la rentabilité financière et de la cupidité. La globalisation crée des réseaux interconnectés qui deviennent de plus en plus fragiles et dépendent, pour la plupart, d'opérateurs privés peu intéressés in fine, dans les actes, par l'intérêt général qu'ils font mine de confondre avec l'évolution de leurs propres affaires financières. La crise climatique est là, les analyses scientifiques l'affirment, mais les acteurs sont incapables de prendre les décisions qui pourraient l'empêcher.

Dans une analyse dite du « catastrophisme éclairé », il s'agit de convaincre les acteurs économiques et les citoyens de l'imminence obligatoire de la crise et d'utiliser le passé antérieur. « Qu'aurait-il fallu faire pour l'éviter ? ».

Ensuite, il s'agit de se donner quelques règles d'action, qui n'élimine pas violemment tout le passé mais qui organise différemment le présent et prépare l'avenir.

L'impossible certain. Qu'aurait-il fallu faire ?

Bergson affirmait que pendant l'été 1914, la guerre lui paraissait certaine, et en même temps impossible. Dans ce cas, les sentiments de certitude et d'impossibilité peuvent se vivre ensemble. Il est difficile d'anticiper une catastrophe, laquelle est encore virtuelle, on ne la croit vraiment réelle qu'une fois advenue. Si la raison nous conduit à concevoir la catastrophe, il est difficile de lui donner un poids suffisant dans nos actions pour entreprendre tout de suite les opérations qui pourraient la rendre moins probable. La catastrophe écologique est en marche, nous sommes sans doute près du « point de basculement », mais la situation économique empêche de prendre les mesures radicales, soit parce que la crise de demain n'est pas celle d'aujourd'hui, soit parce que les forces qui pourraient l'empêcher n'y ont aucun intérêt à court terme et que les « gens de peu » (Léo Ferré) ne peuvent modifier la règle qu'en se révoltant. Dans ce cas, la prévention échoue notamment parce que les procédures qui essaient d'éviter le pire, nous projette dans un monde possible, mais lointain et non actualisé.

« La catastrophe a ceci de terrible que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire, mais qu'une fois produite elle apparaît comme relevant

de l'ordre normal des choses²²¹ ». La catastrophe est annoncée par d'éminents scientifiques, mais nous préférons croire que les experts et la science pourront nous l'éviter. Au fond, face au changement climatique, à la pollution des océans, aux dangers de l'énergie nucléaire, du génie génétique ou des pandémies, l'humanité saura bien trouver les réponses techniques adéquates ou s'en accommoder. Ce sera le problème des générations à venir. En Occident, nous avons toujours en tête l'idée d'un progrès technique et humain continu, qui nous conduit au « meilleur des mondes possibles », au sens où Leibniz donnait à Dieu dans ses choix. Le futur est un ensemble de possibles et notre libre arbitre nous conduira à choisir la meilleure solution.

La science ne permet pas toujours de remédier au chaos qui s'annonce, d'autant que le financement des recherches destiné à résoudre la question n'est pas toujours assuré à court terme. Or, si les écosystèmes sont a priori stables et résilients, s'ils subissent un degré d'agression excessif, ils basculent vers des régimes différents de manière imprévisible. Dans ce contexte, l'humanité est menacée par de nouveaux périls dont elle ne mesure pas la dangerosité à court et long terme ou son irréversibilité. Où se trouve le « point de basculement » (tipping point). Jusqu'où peut-on aller sans réagir face aux fléaux à venir, sans repenser et transformer notre présent ? Le système financier de la spéculation connaît bien ce problème dont la solution est aléatoire comme dans les jeux des casinos. La prudence serait de ne pas chercher ces points d'équilibre, mais de réagir comme s'ils étaient déjà franchis. Seule la panique permet à l'homme d'agir en conscience.

Pour sortir de l'ornière, le « catastrophisme éclairé », une ruse de l'esprit qui nous relie directement vers le scénario du pire peut être appliqué. Aujourd'hui, les dirigeants s'inquiètent des réserves d'énergie fossile dans le monde et leur tarissement. A échéance un demi siècle, cette interrogation n'est pas pertinente. Les réserves sont suffisamment importantes pour conduire l'humanité dans le scénario catastrophe du changement climatique. Dans ce contexte, il s'agit immédiatement de s'interroger sur leur abandon progressif et leur remplacement par des sources d'énergie renouvelables et sans émission de gaz à effet de serre. Pour cela, il faut lutter contre les intérêts économiques et politiques puissants qui ne regardent pas l'avenir au delà d'une demi décennie. Dans ce contexte, tous les groupes d'intérêt jouent avec le point de basculement, reproduisant les choix financiers spéculatifs qui conduisent à des crises financières lourdes, mais aux conséquences moins violentes pour la vie humaine sur terre. Nous reconstituons au niveau mondial la pyramide de Ponzi²²². Le souci des générations futures est difficile à retenir, car chaque vie humaine constitue une aventure unique. A chacun, le temps qui nous reste, est une inconnue. Benoît Mandelbrot²²³ a souligné le fait que plus la bulle financière est prête à exploser, plus des spéculateurs sont optimistes, même s'ils savent très bien qu'un jour ou l'autre (mais quel jour ?) elle éclatera. Les

²²¹ Dupuy, J-P. (2004) Pour un catastrophisme éclairé, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris, 2004

²²² Un système de Ponzi (du nom de son créateur) est un montage financier qui consiste à rémunérer les intérêts des placements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants. Il s'agit, évidemment d'un montage frauduleux destiné à s'effondrer lorsque les nouveaux placements sont insuffisants pour continuer l'opération.

²²³ Mandelbrot, B. (2009), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, La monde 19 Octobre.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Editions Odile Jacob. Paris

outils « scientifiques » de la finance sont inadaptés en situation de crise potentielle.

En attendant, de grands profits attendent les spéculateurs jouissifs.

L'économie d'aujourd'hui masque une grande violence humaine et une négligence coupable concernant les biens collectifs que sont l'air ou l'eau, conduisant inexorablement à s'interroger sur la survie de l'espèce. Le capitalisme n'est pas intéressé par le patrimoine naturel, c'est un secteur marchand comme un autre. Les lois, procédures et systèmes de production actuels amplifient les solutions individuelles, sans référence aux situations collectives de court et long terme. Le secteur politique, qui devrait montrer le chemin de l'avenir de l'homme, a perdu sa capacité à définir un futur souhaitable, trop préoccupé à gérer l'économie immédiate et à composer avec les forces d'un Capital qui n'a pas peur de s'approprier la plus grande part de la valeur ajoutée créée.

Face à un avenir où s'annonce une catastrophe humaine aux contours encore mal définis, Jean-Pierre Dupuy considère que l'action humaine doit immédiatement agir comme si le « pire était certain ». Dans ce contexte, cela augmente la probabilité d'éviter la catastrophe, ce qui est certes paradoxal, mais peut se révéler efficace. Il faudrait pour cela que ceux qui gouvernent soient en mesure de réunir toutes les forces disponibles prêtes à remettre en cause l'intérêt individuel comme fondement de l'action économique, ce qui devrait conduire aussi à définir des normes qui remettraient en cause les rapports de force existants, malgré les lobbyings. L'effondrement n'est jamais certain, mais il est plus ou moins probable. C'est sur cette incertitude que jouent les différents acteurs, entre le refus de nouvelles contraintes et la remise en cause des rapports de force économiques, politiques, philosophiques d'une société, qui plus est, mondiale. Il s'agit alors de changer l'avenir linéaire.

Bernard Williams²²⁴ avait conçu le concept de « fortune morale » (moral luck). Lorsqu'une action se réalise en situation de forte incertitude, il est alors impossible de ne pas exclure une issue catastrophique, l'action ne pourra être jugée que de manière rétrospective. Cette situation donne l'avantage aux gagnants, car l'optimisme règne bien souvent, c'est même souvent un indicateur fort d'une catastrophe prochaine. Certes, le système n'est pas très rigoureux, en revanche, l'anticipation de la rétroactivité du jugement peut être prise en considération, nouant ainsi un lien fort entre l'avenir et le présent. La leçon devrait porter aujourd'hui pour nos gouvernants. L'utilisation du futur antérieur est alors intéressante. Il s'agit de se projeter sur l'après catastrophe et à analyser comment on en est arrivé là, et ce qu'il aurait fallu faire pour prendre un autre chemin. La catastrophe à venir est le résultat de l'activité humaine, ce n'est pas l'Apocalypse de Dieu, elle implique une réflexion profonde sur le destin de l'humanité. Qu'aurait fallu-t-il donc faire ? Au moins chercher à changer le cours tragique de ce destin, ce qui n'implique pas nécessairement une réussite facile, sans danger et sans souffrance. Mais il s'agit alors de donner une vraie chance au changement de cours d'un destin funeste.

L'incertitude de l'action. Que faut-il faire ?

²²⁴ Williams, B. (1981), *Moral luck*, Cambridge University Press.

Avec la fin de l'expérience soviétique, l'économie de marché se présentait comme le système qui devrait apporter la paix et le développement économique à l'ensemble des Nations. La situation actuelle met surtout en évidence un système qui accélère le danger climatique, qui crée des inégalités insoutenables et a su créer un monopole de l'information économique et du contrôle politique des Etats. La parole et les idées sont filtrées par le sas d'une liberté qui n'est au fond reçue que réduites à des bribes plus ou moins élargies selon les moyens financiers des individus. Karl Max rappelait qu'il « était difficile de faire bouillir les marmites de l'histoire ». Toute proposition conduit aux contre-propositions. Il ne suffit pas de vouloir tout transformer d'un coup, il faut faire mouvoir des systèmes et régimes économiques lourds, qui portent la question de la vie et la survie de l'humanité. Les erreurs sont lourdes de conséquences, il faut avancer pas à pas, car toute action générale, brutale et immédiate, conduit à des conflits si forts que les objectifs ne pourront jamais être atteints.

Il est clair qu'un changement des règles va conduire à des paris économiques, politiques et sociaux à lourdes incertitudes. Les privilèges ne se laissent pas abandonner comme cela, d'un simple trait sur les lois constitutionnelles des Etats et sans une réaction forte de ceux qui disposent d'importants pouvoirs de coercition. S'il est vrai qu'après la crise de la pandémie, il est nécessaire d'orienter immédiatement la production vers des énergies renouvelables, il faudra cependant se donner du temps, car la précipitation conduirait à une destruction brutale du capital productif, laquelle jettera de nombreux salariés au chômage. Il faut aussi s'imposer le principe de précaution que le service public ne doit pas non plus négliger. « Que ce soit dans le domaine de l'énergie, de la santé, du climat, des infrastructures de transport, des réponses efficaces impliquent la disponibilité de capacités publiques suffisamment massives selon un principe de précaution rationalisé »²²⁵.

Si l'on souhaite que la démocratie s'étende aussi au domaine économique et social, il est utile d'envisager des étapes bien structurées et ordonnées pour ne pas déclencher des conflits nationaux et internationaux, dont il est difficile aujourd'hui de mesurer la violence. Plusieurs axes d'action devront orienter la réorganisation d'une société décidée à développer plus d'égalité et d'équité dans le monde, tout en préservant les conditions de vie naturelles. Les modalités pratiques de ces objectifs doivent être intégrées dans un projet (planification indicative ou incitative « à la française ») élaboré par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.

- Le choix des priorités quant au présent et à l'avenir de l'entreprise doit être élaboré collectivement. Il s'agit de préserver les investissements nécessaires à l'emploi et de déterminer collectivement les revenus de tous les participants à la vie de l'entreprise. Une démocratisation de l'entreprise est nécessaire, car les comportements des actionnaires à l'égard des citoyens, de leurs salariés et parfois même de leurs consommateurs s'avèrent souvent néfastes à l'égard de la société humaine elle-même. Il existe dans chaque entreprise des valeurs qui s'inscrivent dans les choix collectifs. Ainsi, les collectivités publiques, nationales, régionales ou locales pourraient aussi avoir un représentant pour

²²⁵ Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », Le Monde, 17-18 Mai.

défendre le territoire concerné. Les choix de la stratégie, des hommes de la direction, mais aussi la répartition des bénéfices devraient faire l'objet d'une réelle négociation. Il pourrait par exemple être décidé que l'augmentation des dividendes et celle de la masse salariale soient couplées.

- S'il est un service nécessaire à tous, c'est le droit du travail que la société doit appliquer à chaque personne en recherche d'emploi. Puisque le système de régulation privé n'est pas en situation de l'assurer, l'Etat doit prendre sa part. Les personnes sans emploi pourraient alors exercer des activités de service public, notamment dans le cadre du Green Deal. Elles pourraient ainsi recevoir un revenu sans recourir à des aides ou allocations de chômage.

- Le syndicalisme devrait être obligatoire, même si les salariés peuvent rester passifs, tout comme les électeurs d'un pays. Le choix appartient du syndicat dépend de chaque personne employée. Le financement pourrait être assurée par une taxe directement versée aux organisations elles-mêmes, selon des normes à définir collectivement.

- Les règles mises en place pour combattre le dérèglement climatique sur la base des exigences de l'accord de Paris devront être respectées, avec l'aide de l'Etat si nécessaire²²⁶. A ce titre, les jeunes générations, avec les colocations ou le covoiturage donnent un exemple intéressant d'une nouvelle forme plus solidaire de société.

- L'objectif du taux de croissance optimal du PIB national ne peut plus être retenu, au regard de son incapacité à expliquer son contenu réel. Le PIB est un indicateur trompeur qui laisse croire lorsqu'il est positif que sa croissance améliore le bien-être de chacun, alors qu'il a pu être le résultat de pollutions diverses, de dégradation des patrimoines écologiques et d'un accaparement de ses fruits par les privilégiés²²⁷. De nouvelles mesures devraient être mises en place pour comprendre la signification sociale du PIB, en relation avec la qualité de vie moyenne et minimale de ses citoyens. Au fond, le niveau de développement d'un pays devrait se mesurer sur la base du revenu réel des 10 % les plus pauvres, du revenu médian, du panier d'achat d'un panier de biens jugés de première nécessité (ce qui reste souvent une démarche aussi bien quantitative que qualitative). Les inégalités économiques croissent, il faut non seulement en arrêter le cours, mais lutter contre « cet objet du désir » qui n'est que l'application de la force des nantis contre les besoins du collectif²²⁸.

²²⁶ Rifkin, Jeremy (2019), *Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre*, Editions « Les Liens qui libèrent ».

²²⁷ Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), *Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), *Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat* AFRI 2019, Paris.

²²⁸ Saez, E., Zucman, G. 2020), *Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.* Fontanel, J. (2020), *Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman.* hal-02546608.

- Pour lutter contre la dépendance des citoyens d'un pays à l'égard des multiples chaînes de valeur et pour participer à la décarbonisation, il est nécessaire de se prémunir contre les excès de la globalisation économique. Le New Deal Vert est un objectif public nécessaire²²⁹. Il existe des besoins collectifs qui doivent être rendus disponibles hors compétition, sans lien avec la rentabilité et des dividendes des actionnaires. Cette attitude qui peut apparaître de prime abord comme protectionniste, prend en compte la sécurité des personnes, tout comme la défense nationale protège contre les agressions extérieures. La sécurité d'un pays va bien au-delà de la dissuasion militaire²³⁰. Il ne s'agit donc pas de vivre en autarcie, mais plutôt en autonomie, en réduisant les facteurs de dépendance qui créent des situations économiques difficiles en cas de crise. Pour ce faire, il s'agit de privilégier les circuits courts en vue de réduire le risque relatif à l'interruption des chaînes de valeur et de soutenir l'économie circulaire. Il devient nécessaire d'instaurer un nouveau modèle industriel réactif et local. Cela aura un prix, puisque les économies d'échelle seront partiellement supprimées, mais le bilan carbone si inquiétant aujourd'hui devrait s'améliorer. Il s'agit donc d'investir pour l'avenir du climat.

- Sur ces bases, des actions publiques doivent être engagées, avec des objectifs précis. Il faut rappeler que les biens et services publics sont la richesse première de tous les citoyens, parfois même les seules richesses des plus pauvres. Dans ces conditions, les pouvoirs publics démocratiques doivent prendre en compte et privilégier toutes les activités absolument nécessaires à la vie collective. Des incitations fortes dans le cadre d'une planification souple et incitative devraient être engagées par les organismes publics (pas toujours par l'Etat jacobin), en permettant aux entreprises traditionnelles de participer à cette nouvelle version industrielle de l'avenir.

- Face à la crise, les politiques publiques (nationales ou européennes) doivent engager utiliser en symbiose la politique budgétaire et la politique monétaire, en vue de répondre à la crise et à l'explosion de la dette publique. La zone euro doit devenir plus active et concevoir une action constructive plutôt que de réserver sa fonction à la surveillance de la masse monétaire et de l'inflation. Elle pourrait agir comme si elle était la banque centrale de tous les pays membres, même si la question du pace de stabilité réduit son pouvoir d'action. Les biens publics appartiennent au patrimoine de tous les citoyens, même les plus pauvres. C'est par la solidarité que l'on peut surmonter les incertitudes et les aléas.

- Des solutions à la dette publique doivent être trouvées, notamment par l'allongement des prêts, leur libellé et leur remboursement en monnaie nationale ou européenne et surtout la réduction optimale de leurs coûts. Pour lutter contre la crise, l'Etat doit faire appel à des émissions massives

²²⁹ Fontanel, J. (2020), Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin, Pax Economica, hal-02577489.

²³⁰ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities, 75. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.

d'obligations souveraines, qui monétisées, équivalent la liquidité de la banque si le taux d'intérêt est nul. Il faut constamment rembourser la dette ancienne et activer une nouvelle, selon les taux offerts. Il est contreproductif de durcir les conditions financières en période de récession, car l'endettement croît alors en proportion du PIB. L'objectif des Etats ne doit plus être l'augmentation continue du PIB, mais l'essor des biens et services utiles.

- Les firmes multinationales devront être progressivement contrôlée par une Agence internationale des Biens communs, notamment sur celles qui exercent de véritables monopoles sur les biens et services jugés essentiels et qui disposent d'un pouvoir politique, économique, financier et social considérable. Le poids des GAFAM²³¹ est sans doute excessif et croissant dans le monde d'aujourd'hui, affirmant ainsi un leadership de l'ombre, moins accentué sur le « soft power, mais incontestable de Washington.

- L'Europe ne pourra pas se maintenir et évidemment prospérer telle qu'elle est aujourd'hui si les solidarités entre les Etats membres ne sont pas clairement revalorisées par une politique budgétaire partiellement commune et par la règle d'une majorité à définir.

- Les conflits économiques et les guerres n'ont pas disparu. Dans ce contexte, il est indispensable d'œuvrer à des rapports entre les Etats qui ne se cristallisent pas seulement sur les éléments économiques de la compétition²³², mais qui s'ouvrent à de multiples coopérations tout azimut. Il est clair que les pays en développement sont fortement lésés par les brevets d'invention, la propriété réduite de leurs terres et sous-sol et la fuite des cerveaux (pour laquelle ils ne perçoivent aucune contribution). Ces monopoles de fait devaient être supprimés rapidement et ils devraient être ouverts à l'ensemble de la population mondiale.

- Selon Churchill, la démocratie est un mauvais système, mais il est moins mauvais que les autres. Compte tenu de l'information disponible par des médias appartenant à des propriétaires milliardaires en euros, il est difficile de croire que toutes les informations ne servent pas ces derniers. De fait, une véritable ploutocratie s'est constituée²³³. Dans ce contexte, si l'on regarde la composition de l'Assemblée nationale et du Sénat, il est évident que toutes les catégories socio-professionnelles ne sont pas représentées. Les postes de députés sont occupés par des fonctionnaires, des professions libérales, des chefs d'entreprise, mais aussi très peu d'ouvriers, d'agriculteurs, de chômeurs, d'étudiants. Dans ce contexte, il faudrait d'une part réformer le financement et l'accès aux médias à tous les candidats pour l'Assemblée nationale, et choisir une Chambre haute représentative de l'ensemble de la population dans sa diversité, par tirage au sort. Le rôle de cette Chambre serait d'exprimer les avis

²³¹ Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris.

²³² Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité, Grenoble, Lyon, 13 (4), 9-50

²³³ Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, ThucyBlog n°30, hal-02611716.

de la population à un instant déterminé. Elle donnerait une image en temps réel de l'opinion des Citoyens²³⁴.

La concurrence comme base sociale d'un système économique permet toutes les ruses de production pour satisfaire une consommation largement inspirée par les messages publicitaires. Il faut mettre les biens communs au-dessus de toutes les accumulations privées.

Bibliographie

Aglietta, M. (2020), La vraie richesse des Nations est leur capital public », *Le Monde*, 17-18 Mai.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale* (pp. 190-201). La Découverte, Paris.

Dupuy, J-P. (2004) Pour un catastrophisme éclairé, Ed. Seuil, Coll. Points essais, Paris, 2004

Dupuy J.P. (2010), La marque du sacré, Ed. Flammarion, Paris.

Engelhard, P. (1996), L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? Arléa, Paris.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014). For a general concept of economic and human security. *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, 75.

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (2019), Les effets pervers de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales. Comment en sortir ? *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI 2019.

Fontanel, J., Donsimoni, M. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat AFRI 2019, Paris.

Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : réalités, apports et dangers, AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

Fontanel, J. (2020), Le New Deal Vert, la troisième révolution industrielle ? Une analyse de la pensée de Jeremy Rifkin, *Pax Economica*, hal-02577489.

Fontanel, J. (2020), La globalisation atteinte du coronavirus. Inégalités, égoïsme, ploutocratie, insécurité, *ThucyBlog n°30*, hal-02611716.

Fontanel, J. (2020), Le triomphe de l'injustice. Une lecture libre du livre de Saez et Zucman. hal-02546608.

Mandelbrot, B. (209), Il était inévitable que des choses très graves se produisent, *La monde* 19 Octobre.

²³⁴ Ces « sénateurs » pourraient être nombreux. L'utilisation des moyens informatiques réduirait la nécessité d'une vie parisienne. Des procédures similaires pourraient exister aussi dans les régions. Quelques rares réunions annuelles seraient alors organisées pour donner un avis définitif, lorsque les deux Chambres seront en désaccord.

Mandelbrot, B. (2009), Une approche fractale des marchés : risquer, perdre, gagner, Editions Odile Jacob. Paris

Rifkin, Jeremy (2019), Le New Deal Vert Mondial. Pourquoi la civilisation fossile va s'effondrer d'ici 2028. Le plan économique pour sauver la vie sur Terre, Editions « Les Liens qui libèrent ».

Saez, E., Zucman, G. (2020), Le triomphe de l'injustice ? Richesse, évasion fiscale et démocratie. Le Seuil. Paris.

Williams, B. (1981), Moral luck, Cambridge University Press.

Les rapports de force entre les acteurs économiques et politiques avant la Présidence de Donald Trump. Un bilan

Jacques Fontanel

La thèse de Thomas Piketty développée dans son livre *Le capital au XXI^e siècle*²³⁵ sur l'accroissement des inégalités est révélatrice d'une situation de mésinformation dans laquelle nombre d'économistes ont engagé leurs analyses. Une de ses conclusions phare est que le rendement du capital est structurellement supérieur à la croissance économique. Dans ce contexte, les rentiers s'enrichissent rapidement et concentrent les richesses. Il en résulte non seulement une augmentation des inégalités de revenus, mais aussi celles des patrimoines. De nombreux facteurs qui affectent les inégalités de richesse ; le taux de retour du capital, le taux de croissance de la production, la progressivité de l'impôt, les parts importantes des revenus les plus élevés et l'hétérogénéité des taux d'épargne. Pour le National Bureau of Economic Research, la recherche apporte deux contributions principales. D'abord, les modèles sur les inégalités de patrimoine fournissent des explications sur les mécanismes qui produisent la concentration de richesse. Ensuite, elle met en relation le taux de retour du capital et le taux de croissance²³⁶. Une analyse de Matthew Rognlie (*Marginal Revolution*)²³⁷ a mis en évidence que cette hypothèse ne fonctionnerait clairement que dans le secteur du logement. Dans les autres secteurs, le rendement du capital augmente avec l'automatisation rapide du travail salarié. Cette interprétation ne manque pas d'intérêt, mais cela ne change pas le message de Thomas Piketty qui a démontré que les inégalités pouvaient encore augmenter considérablement et qu'il fallait s'en préoccuper. Il est clair qu'au-delà d'une certaine diminution du coefficient de Gini mesurant l'hétérogénéité des revenus, tout le système connaît des dysfonctionnements, car la demande solvable doit être au moins équivalente à l'offre disponible. Certes, on peut concevoir une fracture du marché, entre celui des classes riches qui disposent de systèmes marchands spécifiques, à forte étanchéité au regard des prix pratiqués, et celui des classes moyennes et pauvres qui ne satisfont leurs besoins que sur les marchés où les prix restent compétitifs. Dans le premier marché, de nombreux ingrédients concernant la qualité gustative et sanitaire des produits, leur signification sociale (celui qui ne dispose pas d'une Rolex à 50 ans a raté sa vie) ou leur ludisme sont présents. Dans le second marché, il s'agit avant tout de vendre pour obtenir des profits sur de grandes quantités, même si les inconvénients d'utilisation des produits sont alors minimisés ou maintenus secrets.

²³⁵ Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

²³⁶ Mariacristina De Nardi, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), *Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality*, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages
<https://www.chicagofed.org/publications/chicago-fed-letter/index>
<http://www.nber.org/papers/w21730>

²³⁷ En avril 2014, Matthew Rognlie publie un message sur le blog d'économie d'inspiration libérale "Marginal Revolution". Il relaie ainsi l'avis de Paul Krugman sur les thèses du best-seller "Le Capital au XXI^e siècle".

Malgré les crises économiques et financières qui secouent l'économie mondiale, les organisations internationales considèrent toujours que le système international mis en place depuis 1945 avec le GATT, puis élargi en 1995 avec la création universaliste de l'Organisation Mondiale du Commerce, n'est ni coupable, ni responsable, car comme la démocratie l'est dans l'ordre politique, l'économie de marché reste le moins pire des systèmes²³⁸. Les libéraux restent convaincus que, dans des situations « normalisées », le fonctionnement du monde marchand aboutit automatiquement à une situation d'équilibre optimal de la production et à une répartition équitable des richesses disponibles, au regard de la productivité marginale de chaque facteur de production. En principe, le libre échange stimule la croissance. Le commerce international permet la spécialisation des régions dans les productions dans lesquelles elles sont les plus performantes, car elles bénéficient ainsi des économies d'échelle relatives à l'augmentation de la production et à la mise en concurrence des fournisseurs. La part du commerce international dans le produit intérieur brut mondial a doublé en un demi siècle. Sans lui, la croissance économique serait singulièrement ralentie. Les « miracles du développement national » (du Japon à la Chine en passant par la Corée du Sud), ont surtout été réalisés sur la base d'un développement fondé sur l'exportation. Jeffrey Sachs et Andrew Warner ont étudié 117 politiques commerciales de 1975 à 1990, ils démontrent que les économies ouvertes ont connu un taux de croissance de 3 à 6 fois supérieurs aux taux des pays fermés économiquement²³⁹.

C'est dans ce cadre que le plus grand projet de zone de libre-échange du monde, l'accord quinquennal de partenariat transpacifique (TPP), signé en octobre 2015 après 7 ans de négociation, concernant 12 pays (l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam), avait été conçu. De nombreuses dispositions étaient restées secrètes, ce qui a soulevé quelques inquiétudes concernant les faveurs éventuelles accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Cet accord se proposait à la fois à inciter la Chine à adopter ces nouvelles règles en matière de commerce, d'investissement et de droit commercial et à élargir les marchés des produits agricoles. A son arrivée à la Présidence des Etats-Unis, Donald Trump a annoncé sa volonté de retrait et il est passé à l'acte, en signant, le 23 janvier 2017, un mémorandum présidentiel ordonnant que les Etats-Unis se retirent en tant qu'Etat signataire et cessent de participer aux négociations relatives à ce traité²⁴⁰. Il en a été de même pour le Projet de partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement. L'hostilité américaine au libre-échange pèse négativement sur tous les projets d'accords commerciaux entre des pays occidentaux désormais moins solidaires.

Les piliers du capitalisme sont la propriété privée, l'intérêt personnel, la concurrence, un mécanisme de marché, la liberté de choix en matière de consommation, production et investissement et le rôle limité des pouvoirs publics. Les forces qui concourent au succès du capitalisme peuvent aussi entraîner sa chute. Les employeurs sont souvent des consommateurs d'éducation et de

²³⁸ Fontanel, J. (1995), Organisations économiques internationales, Ed. Masson, Paris.

²³⁹ Sachs, J.D., Warner, A. (1995), Economic Reform and the Process of Global Integration, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

²⁴⁰ Fontanel, J, Guilhaudis, J-F. (2018), Donald Trump, président des Etats-Unis et la sécurité internationale : le grand perturbateur, n°6, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

formation. Dans ce contexte, les « libéraux américains », notamment NCPA (National Center for Policy Analysis), le réclament l'élimination des droits douaniers et des autres barrières à l'entrée (comme les subventions à la production ou au financement accordées par EximBank, par exemple), afin que les consommateurs américains achètent leurs produits moins chers et que les producteurs américains puissent vendre à l'étranger. Les subventions détruisent les initiatives des producteurs et ils créent des distorsions dans les prix. Si la liberté est aujourd'hui nettement plus importante qu'elle ne l'était alors, il existe encore de nombreuses barrières qui réduisent le potentiel global du développement économique. Avec la nouvelle croissance ralentie (le « mediocre new normal growth, selon le FMI), il faut continuer à éliminer les obstacles et à prévenir l'installation de nouvelles mesures défavorables à l'essor du commerce international²⁴¹.

Une hypothèse et une nouvelle contrainte, partiellement opposées, étaient alors exprimées :

- D'abord, le système international concerté issu de l'effondrement du bloc soviétique proposait l'ouverture du commerce mondial, lequel était analysé comme un facteur de progrès économique pour tous les Etats participants et comme un instrument généralisé de lutte contre la misère et la pauvreté. La guerre et les conflits économiques n'ont plus leur place dans un système sans opposition²⁴².

- Ensuite, le concept de développement « soutenable » ou « durable » défendu par la plupart des organisations internationales rappelait que l'amélioration à court terme des conditions de vie de chacun ne devait pas remettre en cause le potentiel de développement économique des générations futures. Cette analyse remettait indirectement en cause les valeurs « équilibrantes » et « novatrices » du marché. Il apparaissait nécessaire de déterminer des limites à la soif immédiate du profit, par une intervention publique destinée à éviter les gaspillages, à lutter contre le changement de climat, à réduire les aléas technologiques et à maintenir un « ordre » politique et économique acceptable au regard de la violence des rapports de force, de la dégradation des écosystèmes ou de l'épuisement des ressources non renouvelables.

Aujourd'hui, la globalisation économique n'est pas vraiment remise en cause, elle est toujours perçue par la plupart des entités étatiques comme un processus marchand favorable au développement économique et à la lutte contre la pauvreté. Or, sans repères et mesures préventives, la croissance économique qu'elle produit n'est ni soutenable, ni favorable à l'amélioration du niveau de vie des plus démunis²⁴³. Ce n'est d'ailleurs pas son objectif. Derrière l'adjectif « soutenable », des valeurs intéressantes sont exprimées, plus d'ailleurs que celui de développement « durable », lequel réduit la portée des actions engagées par les

²⁴¹ Uri Dadush (2015), The Truth About Trade, Carnegie Endowment for International Peace/Foreign Affairs – Article – November 18, 2015 <http://carnegieendowment.org/2015/11/18/truth-about-trade>

²⁴² Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, (Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris), Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, La librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

²⁴³ Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse ». Géoeconomie et stratégie des acteurs. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

pouvoirs publics à la réduction des excès auxquels conduit l'égoïsme foncier et fondateur du capitalisme. Une croissance nationale forte peut réserver ses bénéfices au plus petit nombre, dans le cadre de contraintes humaines difficilement favorables à l'épanouissement des travailleurs. La compétition généralisée produit un stress considérable dans toutes les couches de la population, stress auquel n'échappe que ceux qui disposent de revenus confortables fondés sur leur patrimoine (et encore !). De même certaines valeurs n'ont pas instantanément de défenseurs dans une société où seul le profit des entreprises est valorisé. Ainsi, l'écologie, de l'environnement, la santé, de l'éducation, de la sécurité mais aussi de manière plus générale de l'épanouissement des hommes, sauf à entrer dans le domaine marchand selon des modalités discutables, ne peuvent être respectés que par la seule volonté des Etats ou des groupes d'Etats, défenseurs (parfois !) des intérêts collectifs exprimés.

La vie humaine est porteuse de nombreuses dimensions, comme la disponibilité de la nourriture, la protection de la santé publique et privée, l'éducation, mais aussi l'expression de valeurs morales, religieuses, éthiques, esthétiques, artistiques dans un environnement pacifique (ou pacifié) de démocratie participative et de libertés collectives et individuelles. Ces dernières valeurs, l'économie ne peut les synthétiser ou les représenter, et de ce fait elles sont largement sous-estimées. La question du respect pour chaque personne de disposer des biens élémentaires à la survie quotidienne et la mise en place de droits économiques et sociaux plus solidaires restent encore des objectifs aléatoires au regard de la notion d'efficacité économique dans un monde d'égoïsme. Or, les inégalités excessives et injustifiées sont au cœur même de la misère au regard des productions disponibles. La défense de la croissance capitaliste à tout prix conduit les pouvoirs publics à soutenir certains intérêts privés, quand ce ne sont pas ces mêmes intérêts privés qui influencent directement les pouvoirs publics en leur commandant les lois qui leur sont favorables.

Aujourd'hui, le processus de la globalisation a modifié les rapports de force. Les « possédants » disposent des moyens de communication pour valoriser leurs actions et continuer à justifier leurs richesses, à des niveaux d'inégalités irrationnelles. En soutenant les processus d'ouverture des frontières, ils se sont affranchis des contrôles étatiques, ils arrivent même à mettre les Etats en compétition par leur attractivité fiscale ou l'application de lois favorisant leur situation privilégiée. Or, ce règne sans contrôle suffisant des instances publiques est un facteur de pauvreté, car la cupidité générale fondée philosophiquement sur une exégèse inadéquate de la « main invisible » définie par Adam Smith conduit à des patrimoines économiques nombreux qui se rapprochent des fameux latifundias qui ont ruiné l'Amérique latine. Si les inégalités entre les Etats sont intenses, elles s'accroissent aussi à l'intérieur même des pays développés, notamment aux Etats-Unis, provoquant un nouvel essor des espaces de la pauvreté.

Les pouvoirs publics au service des intérêts privés

Le rôle des Etats dans les économies nationales est indiscutable. Vouloir opposer le règne du marché ou celui de l'Etat n'a pas de sens, car les deux entités doivent être complémentaires et marcher de concert. La question qui est posée

porte surtout sur la place de chacun. D'abord, l'Etat²⁴⁴ fixe les règles qui permettent au marché de fonctionner, comme l'étendue des droits de propriété (entre l'usus, le fructus et l'abusus, trois notions proposées par le droit romain), la liberté d'entreprendre ou les règles relatives à l'héritage. Ensuite, la politique économique est justifiée par les dysfonctionnements des marchés. Ainsi, par exemple, sans lois antitrust, la concurrence pourrait disparaître, car l'entreprise la plus forte peut chercher à éliminer tous ses concurrents afin de conforter une situation de monopole de fait. Enfin, de nombreux biens collectifs publics s'avèrent nécessaire, comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation. L'étendue de ces biens est discutable (faut-il, sans contrepartie du bénéficiaire, maintenir l'absence de paiement à l'entrée des Universités ?), mais c'est le type de société proposé par l'Etat qui définit l'étendue du marché. Il existe aussi des biens publics internationaux dont les contours s'expriment dans les règles fixées par les organisations économiques internationales²⁴⁵ que seul l'Etat peut faire respecter. Il y a un marché parce que l'Etat en détermine les contours et l'étendue.

Des organisations interétatiques aux ordres du libéralisme

Pour l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation des Nations Unies, la concurrence et le marché sont des facteurs de progrès économiques, de liberté et de paix. Au fond, la revendication à l'ouverture des frontières, au libéralisme et à l'essor du commerce international comme facteurs essentiels d'un développement économique capable de lutter contre la pauvreté et pour la paix²⁴⁶, constitue l'idée maîtresse qui commande les actions et règlements de ces organisations internationales. Philosophiquement, cette idée accorde au respect et à la protection des initiatives individuelles une place déterminante qui justifie les conditions matérielles et sécuritaires des vainqueurs du marché, lieu de toutes les compétitions économiques et sociales. Sur la base du principe de primauté (supériorité du droit international sur le droit national pour les pays membres), les règles de fonctionnement de l'espace marchand, instituées par ces instances internationales, n'accordent à l'Etat qu'un rôle subsidiaire, même si certaines exceptions (en termes d'agriculture, de sécurité nationale, d'espaces régionaux notamment) mettent en évidence des rapports de force entre les Etats qui avantagent les pays développés²⁴⁷.

Les hypothèses admises concernant la capacité du libéralisme à développer un optimum économique équilibré n'ont jamais été réalistes au regard des comportements concrets des acteurs économiques. Cependant, en économie, la

²⁴⁴ Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, L'économie en Plus, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble. Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Coll. Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris.

²⁴⁵ Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris. Fontanel, J. (2007), *L'intérêt de l'intégration économique*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris. Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) *La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC*, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris.

²⁴⁶ Fontanel, J. (2014), *Le commerce international est-il un facteur de paix ?* *Politique étrangère*, janvier 2014.

²⁴⁷ La CNUCED a revendiqué la mise en place d'un système de préférence généralisé, permettant d'accorder quelques avantages aux pays les plus pauvres, les PMA, mais il y a d'importantes réticences à son application. Fontanel, J. (1995) *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

connaissance scientifique et empirique ne pèse pas toujours bien lourd au regard de l'importance des intérêts (notamment patrimoniaux et financiers) en jeu. Si la montée en puissance des pays émergents semble attester de la capacité de la globalisation économique à diffuser la production des richesses dans de nouveaux territoires, le « mal développement » n'est pas pour autant éradiqué et il s'étale dorénavant dans certaines régions anciennement développées. En témoigne notamment la réapparition des bidonvilles en Europe, mais aussi la montée en puissance du « mal logement », de la précarité ou de la pauvreté.

La CNUCED autrefois contestataire est aujourd'hui sans voix, elle a abandonné les principes soutenus par le « groupe des 77 » concernant l'organisation d'un « Nouvel Ordre Economique International » (NOEI)²⁴⁸. Elle a pourtant plusieurs fois reconnu que l'ouverture au commerce international ne suffisait pas pour réduire la pauvreté dans les PMA et qu'une action « volontariste » était nécessaire, ce qui suppose, a contrario, que le marché n'est pas en mesure de combattre seul ce type de pauvreté. Le Parlement européen a appelé l'OMC à prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement et des PMA (pays les moins avancés), en engageant des procédures de traitements différentiels ciblées. Il a rappelé que "le commerce équitable, libre et équilibré peut servir d'outil à la croissance et contribuer à la lutte contre la pauvreté"²⁴⁹. Or, l'Europe est un soutien principal aux pratiques de l'OMC, qu'elle essaie par ailleurs d'élargir à l'intérieur de chaque Etat membre.

De même, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) défend certaines règles jugées fondamentales pour l'amélioration de la condition humaine, notamment l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduction nationale et internationale des inégalités), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité involontaire), la sécurité (réduction de l'insécurité systémique et l'amélioration du respect des règles collectives), la « durabilité » (la conservation de l'environnement) ou l'éradication de la misère et de la pauvreté. Or, dans son fonctionnement, le système actuel exacerbe les crises d'identité et les progrès concernant la sécurité des personnes et des Etats ne semblent pas encore s'exprimer dans le monde d'aujourd'hui. Au fond, les institutions internationales s'engagent dans les vœux pieux qui dépendent des aléas de l'histoire, mais certainement pas de leurs actions directes.

Or, contrairement aux idées qu'elles défendent, les grandes puissances politiques et économiques d'une part se sont développées sur la base d'une protection de leurs économies, et d'autre part elles conduisent parfois des politiques de type mercantiliste, en modifiant, à leur profit, les conditions d'une compétition loyale. Ainsi, dans son discours sur l'état de l'Union du 27 janvier 2000, Bill Clinton affirmait que : « Pour réaliser toutes les opportunités de notre économie, nous devons dépasser nos frontières et mettre en forme la révolution qui fait tomber les barrières et met en place de nouveaux réseaux parmi les nations et les individus, les économies et les cultures... Nous devons être au centre de tout réseau global. Nous devons admettre que nous ne pouvons bâtir notre avenir sans

²⁴⁸ Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI, Paris.

²⁴⁹ Parlement européen/Actualité (2013), Commerce international : les députés européens et nationaux demandent à l'OMC de maintenir l'approche multilatérale
<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/newsroom/content/20131202IPR29562/html/Commerce-international-maintenir-l'approche-multilatérale>

aider les autres à bâtir le leur ” (sous entendu « à notre image »)²⁵⁰. Il s’agit alors d’étendre le commerce international à l’ensemble des marchés, avec de nouveaux standards (notamment culturels et politiques afférents) dont la grande puissance a la maîtrise. Ensuite, les codes de conduite définis par les acteurs économiques dominants (comme les lois anti-corruption, les normes sanitaires ou la protection de l’environnement) doivent être acceptées par la communauté internationale, sous peine de sanctions économiques ou politiques. L’intérêt national du pays qui assume le leadership mondial prévaut sur la notion de bien public international. Enfin, la promotion de la démocratie et de la paix n’est admise que dans le cadre étroit de la libéralisation des économies.

Le poids des organismes privés

Pour Clausewitz, deux chemins mènent à la victoire, la lutte armée ou le contrôle des ressources dont dépend la partie adverse. Si le contrôle des matières premières et des matières énergétiques demeure un instrument important de stratégies des grandes puissances, la lutte armée ne produit plus les résultats souhaités face à la résistances des peuples. En revanche, Clausewitz avait négligé le respect des normes internationales contrôlées par le leadership d’un pays. Aujourd’hui, Apple et Google, protégés par le système des brevets constitutifs de monopoles de fait, disposent d’une valorisation boursière ajoutée de plus de 1000 milliards de dollars, soit plus que le PIB des pays européens, à l’exception de l’Allemagne, la Russie, la France, le Royaume-Uni, l’Italie et l’Espagne. Après de nombreuses procédures judiciaires concernant les brevets, Microsoft et Google (filiale d’Alphabet) ont décidé de travailler plutôt ensemble, ce qui ne peut manquer d’inquiéter. Malgré les contestations virtuelles, qui modifient la forme sans pour autant remettre en cause le fond, les règles du marché fonctionnent surtout pour protéger les puissantes entreprises, lesquelles sont capables, in fine, de faire ou défaire les gouvernements et d’influencer les instances internationales dans lesquelles, lorsque c’est nécessaire, elles puisent souvent leur personnel de direction.

Le secret des affaires ne fait pas toujours l’objet d’analyses économiques significatives, mais il concerne fortement les intérêts de la propriété intellectuelle²⁵¹. Les processus de production de Coca-Cola ou de Kentucky Fried Chicken sont protégés, au même titre que des algorithmes des ordinateurs ou des techniques financières. Ces secrets offrent une valeur immense aux grandes entreprises, propriétaires d’un véritable monopole protégé par les lois nationales et internationales. La Chambre de Commerce des Etats-Unis estiment à 5000 milliards de dollars la valeur des secrets des affaires. Sa protection est soutenue par les organismes officiels²⁵².

²⁵⁰ Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>, Discours sur l’Etat de la Nation.

²⁵¹ Senate Judiciary Committee (2015), **Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm**– Hearing - December 2, 2015 <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact-of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm>

²⁵² U.S. Senate (2015), Hearing on protecting Trade Secrets : The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm, United States Committee on the Judiciary, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

Face à ce type de critique selon laquelle la pauvreté n'est pas seulement matérielle, John Rawls²⁵³ a expliqué, en son temps, que le « mal développement » est souvent le résultat d'une culture politique d'oppression, de pratiques de corruption et d'institutions inadaptées fondées sur des traditions religieuses et philosophiques spécifiques. Les entreprises ne sont pas toujours conscientes des risques inhérents à ces activités. Aux Etats-Unis, le « Corrupt Practices Act » a conduit les entreprises et les banques étrangères à payer de lourdes amendes. Il est parfois difficile de déterminer la frontière entre le paiement d'une commission légitime, les coutumes locales et la corruption. De ce fait, la responsabilité morale de l'extrême pauvreté limite l'action des pays développés à un simple « devoir d'assistance ». John Rawls affirme que les inégalités économiques sont alors moralement acceptables, car elles sont le résultat de choix historiques décidés librement par chaque peuple. Cette conception « minimaliste » néglige évidemment l'histoire des peuples, comme l'esclavage, le colonialisme, les génocides, les rapports de force et les oppressions, l'absence d'éducation ou plus simplement l'expression d'une culture aux antipodes du matérialisme.

Pour les défenseurs du fonctionnement pur et dur du marché, l'intérêt individuel est inné dans le comportement des hommes et il produit, in fine, la meilleure situation collective possible lorsque toutes les libertés sont respectées, dans l'ordre économique. Cependant, par débordement ou retombées progressives, ce système, par miracle (exercice de la « main invisible » pour Adam Smith), fait accessoirement profiter à d'autres couches de la population de l'accroissement des richesses ainsi produites. La réduction de la pauvreté n'est pas l'objectif, mais elle est la conséquence d'une action fondée sur l'innovation déployée par un investisseur en vue d'améliorer d'abord ses propres conditions de vie. Pourtant, toute nouvelle innovation est aussi une cause de destructions, lesquelles entraînent des retombées négatives sur le niveau de vie des personnes dépendantes de structures à la fois anciennes et de moins en moins productrices de valeur ajoutée. Dans ce cas, si l'intervention de l'Etat pour protéger les victimes « économiques » ne doit pas être revendiquée, la lutte contre la pauvreté est donc secondarisée, elle est même jugée inefficace, car elle réduit la propension à agir des personnes aptes à innover, dont la plupart sont mus par la volonté de gagner encore et encore de l'argent, dans un monde de cupidité valorisée socialement.

C'est pourquoi d'ailleurs les brevets sont protégés dans le cadre d'un monopole revendiqué. L'Etat intervient pour protéger une innovation au nom de l'intérêt individuel. En revanche, il ne peut pas théoriquement intervenir pour secourir les victimes des mutations économiques, car il défendrait alors des intérêts particuliers pas particulièrement innovateurs. La seule contrainte qui existe dans une démocratie est d'ordre politique, les votes pour la gouvernance publique. Cependant, les dirigeants des monopoles organisés sous l'égide du bon fonctionnement du marché dominant aussi les moyens de communication et les réseaux sociaux, ils font alors prévaloir l'idée selon laquelle leurs intérêts particuliers sont conformes à l'intérêt collectif.

Aujourd'hui, l'automatisation donne un nouveau pouvoir aux détenteurs du capital. Le nombre d'emplois va stagner puis se réduire, au point où deux économies parallèles seront constituées. L'une disposera de moyens conséquents et vivra dans une économie de marché spécifique, fondée sur des produits de luxe inabornables pour la grande majorité des personnes. Elle s'inscrira en vase clos au

²⁵³ Rawls, J. (1997), *A Theory of Justice*, Harvard University Press, Harvard.

niveau de la consommation, mais elle utilisera, à terme, les personnes en nombre réduit capables de faire fonctionner les robots qui leur donneront un poids financier peu controversé par les employés déjà satisfaits d'obtenir un salaire satisfaisant face à une « armée de réserve » de chômeurs en déshérence psychologique, économique et sociale. L'autre s'inscrira dans une économie modeste, située quasiment au niveau du minimum vital, comme l'avaient d'ailleurs prévus les grands classiques britanniques avec l'émergence, au terme du capitalisme, d'un état stationnaire. Cette situation pourra devenir très dangereuse, à terme, sauf à créer les conditions d'un meilleur des mondes à la Aldous Huxley.

Depuis 1990, malgré les crises financières et l'essor de la précarité, les organisations internationales continuent à encourager la globalisation économique, en considérant que les problèmes rencontrés dans de nombreux Etats trouveront nécessairement une solution à long terme, négligeant pourtant l'avis de Keynes pour lequel « dans le long terme nous serons tous morts ». Cette félicité revendiquée par Francis Fukuyama avec sa « fin de l'histoire » n'est pourtant pas encore apparue et les crises récurrentes commencent à inquiéter le citoyen et même les Etats. Le principe « *Trade, not aid* » cher à Washington n'a pas fonctionné pour les pays en développement. La précarité s'est installée dans nombre de pays développés. La croissance des exportations et la libéralisation de leur économie n'ont pas été associées à une réduction significative de la pauvreté, mais plutôt à une désindustrialisation lorsque les pays étaient exposés à la concurrence internationale. L'éradication de la pauvreté n'est pas l'objectif immédiat des institutions mondiales. Les faits sont têtus, mais les intérêts des plus forts sont toujours défendus prioritairement.

Les inégalités, justifiées par un système de valeurs contestable

Les valeurs fondamentales du système mondial d'aujourd'hui sont principalement économiques, matérielles et commerciales. L'OMS aurait pu devenir un grand centre de santé disponible pour le monde entier, mais elle doit d'abord respecter les normes internationales portant sur la liberté du commerce, la propriété industrielle et les valeurs du monde marchand. Si la concurrence est exigée dans tout le système productif, le système des brevets, des marques ou des droits intellectuels installe autant de protections de types monopolistes qui sont contraires au vrai libéralisme. La découverte d'un médicament capable de soigner toutes les personnes atteintes d'un mal n'est disponible que dans un système marchand qui sait jouer des rapports de force pour s'enrichir²⁵⁴. Les frais de marketing des industries pharmaceutiques sont deux fois plus élevés que les coûts relatifs à la recherche-développement²⁵⁵. Dans ce contexte, il est impossible d'affirmer que le système a pour objectif de favoriser le « bien-être » des individus.

²⁵⁴ Du jour au lendemain, le Daraprim (Malocide en France), un traitement contre la toxoplasmose, une infection parasitaire dangereuse, notamment chez les patients avec un système immunitaire déficient est passé, sans raison évidente, de 13,50 dollars la tablette à 750 dollars plus de 5500% d'augmentation. Créé il y a 62 ans, il a été racheté en août par Turing Pharmaceuticals, une start-up dirigée par un ancien patron de fonds spéculatif, ce qui rend le coût du traitement prohibitif pour les hôpitaux et des milliers de patients. Pour l'entreprise, cette décision optimisait sa production.

²⁵⁵ Ligue contre le cancer (2016), Pétition Change, 7 avril.

La poursuite sans fin des intérêts des dirigeants d'entreprise ou des Etats conduit à des excès de pollution, à des processus de désertification ou à des dégâts environnementaux irréversibles, indépendamment des questions concernant le changement de climat, un thème de bien peu de poids au regard de la politique du profit et de la prégnance de la maximisation des intérêts personnels bien compris. Ainsi, un rapport de la Banque mondiale estime que la planète comptera 100 millions de personnes supplémentaires vivant dans l'extrême pauvreté d'ici à 2030 en Afrique et en Inde si aucune action n'est prise pour limiter l'impact du réchauffement climatique. Une flambée des prix alimentaires est attendue dans des régions où la consommation alimentaire est déjà très importante, supérieure à 60 % des revenus des ménages. En Inde, les dérèglements climatiques pourraient conduire 45 millions de personnes sous le seuil de l'extrême pauvreté, du fait des chocs agricoles et de la prolifération plus rapide des maladies (notamment le paludisme et les maladies diarrhéiques) qui en résultent. Seule une action internationale peut résoudre cette question. Faut-il toujours se fier à l'intérêt individuel comme base fondamentale de l'action économique ?

L'accord, aujourd'hui aux oubliettes, du partenariat transpacifique donne une information intéressante sur l'accord transatlantique entre les Etats-Unis et l'Europe, qui ne semble plus d'actualité. Les enjeux politiques s'annoncent importants au regard des oppositions qui n'ont pas manqué de se manifester à l'encontre de ce libéralisme débridé, aux conséquences sociales indubitablement significatives, concernant les exploitants agricoles, les contentieux entre les investisseurs étrangers, les échanges de données à travers les frontières (accordant ainsi un pouvoir accru en faveur des firmes multinationales) ou les normes de protection des travailleurs. Le mécanisme d'arbitrage aurait permis aux firmes multinationales d'attaquer en justice les Etats lorsque leurs intérêts sont menacés par une action publique. Nul doute que cette disposition aurait rencontré un mouvement de protestation suffisamment fort pour être à l'origine d'un conflit politique important dans l'ensemble des pays membres, développés notamment par les mouvements écologiques et les défenseurs du climat.

Les inégalités entre les Etats sont considérables. Le gouvernement des Etats-Unis dispose du privilège du dollar. La quasi-totalité des engagements extérieurs américains sont exprimés en dollars, alors que 70 % des avoirs à l'étranger sont libellés en d'autres monnaies²⁵⁶. Privilège exorbitant, une dépréciation de 10 % du dollar augmente la valeur des avoirs à l'étranger de 5,9 % du PIB du reste du monde vers les Etats-Unis, alors que le déficit commercial US équivaut à 5,3 % du PIB. La baisse du dollar bénéficie aux exportations et augmente en même temps les avoirs américains. Les acteurs économiques américains optent aujourd'hui pour des investissements étrangers de plus en plus risqués, alors même que les USA exercent le rôle d'assureur du reste du monde, en empruntant à court terme et en prêtant à long terme, avec une marge d'intermédiation significative due à l'écart entre le rendement des avoirs extérieurs et le coût de leurs engagements. Aujourd'hui, les USA font moins de prêts bancaires, mais plus d'investissements directs à l'étranger risqués, mais à haut rendement, ou de prises de participation. Le bilan des pays ressemble à celui d'une société de capital-risque. C'est très dangereux pour l'ensemble du système, notamment en cas de nouvelle crise financière.

²⁵⁶ FMI (2015), Hélène Rey, Agent provocateur 2015, Finances et Développement, Juin.

Le fondement des inégalités ne trouve pas sa source seulement dans l'évolution des technologies ou de la globalisation. Il provient aussi de la capacité des forces privilégiées à ciseler les règles du marché qui leur conviennent. Ainsi, la globalisation industrielle et l'usage des « supply chain » impliquant des pays à faibles revenus ont élargi les inégalités nationales. De même, l'ouverture des frontières aux flux de capitaux débouche inéluctablement sur des inégalités croissantes et elle devient rapidement, selon les économistes du Fonds Monétaire International, une cause d'inéquité²⁵⁷. Elle est souvent la source de volatilité financière, laquelle conduit ensuite à des crises économiques qui touchent d'abord les agents économiques en situation précaire en termes de revenus et d'emplois. Or, les économistes ont souvent revendiqué cette ouverture, ils ont même incité les pays en développement ou émergents à en accepter les règles, comme au Chili ou en Argentine. En 1997 la Corée du Sud, la Thaïlande et l'Indonésie ont connu une grave crise économique, avec le retrait de capitaux partis à l'étranger. La menace de délocalisation affaiblit le pouvoir de négociation des salariés des pays développés, alors que le capital, plus mobile, bénéficie de cette opportunité²⁵⁸. L'impact est encore plus fort lorsque la libéralisation s'accompagne d'une crise financière et dans les pays disposant d'institutions financières de petite taille. La libéralisation des capitaux peut avoir un effet positif si les institutions financières du pays sont prêtes à les recevoir ou si des effets compensateurs peuvent s'exprimer²⁵⁹. Cependant, « les chiffres confirment la diminution marquée de la part des revenus du travail à la suite de la libéralisation du compte de capital »²⁶⁰. L'effet est plus fort dans les pays développés que dans les pays émergents. En conclusion, pour les pays développés, les avantages économiques de la libéralisation l'emportent si elle n'est pas suivie d'une crise financière, mais elle accroît toujours les inégalités internes.

La question qui se pose aujourd'hui est de comprendre pourquoi les nations avancées n'ont pas réussi à progresser et vivent dans un stress économique croissant ? Certes les technologies et la globalisation réduisent la compétitivité de ces économies, du fait du coût du travail ou des machines dirigées directement par les ordinateurs. Il est nécessaire qu'un gouvernement actif augmente les impôts pour les plus fortunés, qu'il investisse dans l'essor des écoles et universités en vue de rendre les travailleurs plus productifs et de redistribuer aux indigents. L'Etat ne doit pas réduire son action économique. On assiste cependant à une concentration de pouvoir politique dans les élites entrepreneuriale et financière et celle-ci est capable d'influer sur les règles applicables à l'économie nationale et internationale. La discussion sur le libre marché ou l'action de l'Etat n'est pas satisfaisante.

Aujourd'hui, le marché est organisé de manière différente de ce qu'il était il y a un demi siècle, ce qui empêche d'élargir la distribution des avantages de la prospérité. L'idée selon laquelle chacun est payé en fonction de ce qu'il mérite selon les règles du marché n'est pas satisfaisante si l'on n'analyse pas aussi les institutions politiques et légales qui définissent le marché. La question est de

²⁵⁷ Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inéquité, Finances et Développement, FMI, Mars. P. 43-46.

²⁵⁸ Rodrik, D. (1997), Has Globalization Gone too far ? Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

²⁵⁹ Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis, World Bank Policy Research Working, Paper 6703. Washington.

²⁶⁰ Furceri, D., Loungani, P. (2016) Op.Cit, p. 45.

savoir si celles-ci sont justifiées collectivement. Or, le pouvoir des groupes est ignoré dans ce type de conception et il est inutile de discuter du bon fonctionnement du marché, lequel décrie ce qui revient normalement à chacun. Alors qu'il avait augmenté pendant les 30 Glorieuses, le salaire médian des 90 % les plus pauvres a stagné pendant les 30 années qui ont suivi, malgré l'augmentation continue de la productivité. En outre, entre 2004 et 2014²⁶¹, le revenu médian des ménages aux Etats-Unis a baissé de 13 %, alors même que ses dépenses (logement compris) ont augmenté de 14%²⁶². L'Américain moyen est moins aisé depuis l'apparition des technologies du software, la globalisation et la numérisation détruisent de nombreux anciens emplois. Les ménages sont de plus en plus sensibles à la « vulnérabilité financière » lorsqu'une crise économique et financière globale apparaît ou même lorsque des facteurs imprévus dans le ménage exercent des effets pervers (santé, placements, endettement, etc.)²⁶³.

Dans ce cadre, on peut se demander où va le travail humain ? De nombreuses professions sont menacées, les comptables, les vendeurs, les secrétaires ou les auditeurs. Le paradoxe de Moravec met en évidence que les activités physiques qui survivent à la numérisation sont celles qui nécessitent une bonne coordination sensorimotrice²⁶⁴. L'ordinateur gagne au jeu de go, mais il ne réussit pas (encore à gagner un match de football. Les hommes doivent donc conserver un avantage dans la créativité. La classe moyenne est à la dérive, car elle traite de l'administration, du contrôle, de l'encadrement, domaines d'activité dans lesquels l'ordinateur excelle. Les managers ne sont pas encore menacés, les emplois intermédiaires le sont plus que les demandeurs d'emplois non qualifiés. Le capitalisme tend à tout donner au gagnant, c'est l'effet « Pavarotti », pourquoi acheter un autre album que celui qui est le meilleur. Les revenus des autres acteurs sont réduits, la précarité se développe, malgré de meilleurs niveaux d'éducation et de compétences. Pour les tenants du libéralisme intégral, seul le marché peut décider, justement, d'une telle situation fondée sur la méritocratie²⁶⁵.

Il est souvent souligné que les États-Unis sont en retard sur les autres pays avancés sur la question de leurs programmes sociaux en matière de santé et de bien-être. En tenant compte des dépenses publiques et privées, le niveau réel des États-Unis dans le secteur des dépenses sociales est comparable à celui des pays européens, mais pour des résultats encore plus médiocres. Malgré leur importance, les dépenses engagées exercent un très faible impact sur l'inégalité des revenus et sur l'amélioration de la santé publique. La politique sociale du gouvernement américain repose, à l'excès, sur des subventions fiscales (via notamment les Fondations), au détriment de la transparence, de la viabilité budgétaire et de l'équité distributive²⁶⁶.

²⁶¹ Il semble cependant que depuis 2014, les revenus des ménages augmentent.

²⁶² Pew Charitable Trusts (2016), Household Expenditures and Income, The Pew Charitable Trusts Research & Analysis - Issue Brief - March 30, <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/issue-briefs/2016/03/household-expenditures-and-income>

²⁶³ Pew Charitable Trusts (2016), Family Financial Security The Pew Charitable Trusts Research & Analysis, Issue Briefs, January. <http://www.pewtrusts.org/en/research-and-analysis/collections/2015/10/the-role-of-emergency-savings-in-family-financial-security>

²⁶⁴ Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.

²⁶⁵ Reich, R. (2015), The Political Roots of Widening Inequality, The American Prospect Magazine, Spring.

²⁶⁶ Kirkegaard, J.K. (2015), **The True Levels of Government and Social Expenditures in Advanced Economies**, Peterson Institute - Policy Brief, March 2015 - 19 pages, <http://www.piie.com/publications/pb/pb15-4.pdf>

Il semble nécessaire d'appliquer une gestion et une surveillance plus strictes des flux de capitaux internationaux qui franchissent les frontières en un clic d'ordinateur, car ils contribuent à la déstabilisation et au déclenchement des crises. Les flux spéculatifs n'ont pas conduit au partage des risques, mais plutôt à la création de nouveaux risques. Il faut prendre des mesures de précaution, en améliorant la réglementation et la surveillance du système. Les Etats sont fortement endettés, le risque systémique est devenu insupportable.

La globalisation économique a profité aux grandes fortunes mondiales, mais aussi aux classes moyennes des pays émergents. En revanche, la classe moyenne des pays développés a été sacrifiée. Si les inégalités à l'intérieur des pays croissent, cela ne semble pas toujours être le cas si l'on se situe à l'échelle mondiale. Cependant, les rapports politiques restent à l'intérieur des Etats-Nations²⁶⁷, ce qui rend les rapports quotidiens entre les acteurs économiques plus difficiles. Le problème, c'est que ces inégalités sont dorénavant connues, elles risquent de faire naître nombre de conflits sociaux, de révolutions ou de guerres. La liberté des capitaux, comme le rappelait Adam Smith ou John Mill au XIXe siècle, conduit inexorablement à la cupidité absolue de ceux qui savent les utiliser, notamment lorsqu'ils braconnent en meute. La compétition entre les entreprises est moins violente que celle qui oppose les apporteurs de capitaux des travailleurs, notamment parce que les chances sont alors très inégales. Or, les classes aisées ont la mainmise sur l'ensemble du système politique, sur la presse, sur l'information en général. Le secteur financier aujourd'hui ne produit plus de la fluidité dans le système, il l'a complexifié jusqu'à le rendre inintelligible, et en profiter à des fins personnelles de classe en toute impunité. L'impôt mondial sur ces transactions réclamées en son temps par la Taxe Tobin, puis, sous une forme différente par Piketty, semble nécessaire, il permettrait une meilleure coordination internationale, notamment pour résoudre la question du changement de climat. Les économistes ne peuvent pas sans cesse réclamer l'efficacité (pour qui et pour quoi ?) sans se préoccuper d'une allocation plus équitable des ressources, des revenus et des patrimoines.

Le règne sans partage des puissances de l'économie de marché, un facteur de pauvreté

Malgré les moyens modernes disponibles, l'homme du XXI^e siècle subit toujours la misère et la sous-nutrition, l'espérance de vie des individus varie avec le niveau de développement et les conflits éclatent sans cesse face aux inégalités, à l'absence de tolérance généralisée et au non respect des droits de l'homme.

Selon l'OMS²⁶⁸, l'espérance de vie de la population mondiale est de 71,4 ans en moyenne (73,8 ans pour les femmes, 69,1 pour les hommes). Elle a augmenté de 5 ans entre 2000 et 2015, grâce aux luttes contre la mortalité infantile, le paludisme ou le sida, mais aussi du fait l'amélioration de l'accès aux soins hospitaliers et médicaux. La mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) a été réduite spectaculairement de moitié entre 1990 et 2015, même si elle s'élève

²⁶⁷ Milanovic, B. (2016), *Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

²⁶⁸ OMS (2016), L'espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent, OMS, 19 Mai.
<http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2016/health-inequalities-persist/fr/>

encore à 6 millions de décès par an. L'Afrique a gagné 9,4 années pour atteindre 60 ans. Cependant, les inégalités persistent encore. Les nouveau-nés de 29 pays à haut revenu ont une espérance de vie moyenne d'au moins 80 ans, contre moins de 60 ans pour 22 autres pays Afrique subsaharienne. L'espérance de vie diffère entre les pays de manière spectaculaire, une Japonaise (86,4 ans) vit en moyenne 37,1 ans de plus qu'un habitant de Sierra Leone et 5,3 ans de plus qu'un Suisse, pourtant le plus résistant des hommes²⁶⁹. La Sierra Leone compte plus de 100 fois de professionnels de santé de moins que la Suisse pour 10.000 habitants (soit moins de 2 pour la Sierra Leone, contre 214 pour la Suisse). Les régions de l'Afrique et de la Méditerranée orientale ne disposent pas encore de la couverture sanitaire universelle, telle qu'elle est mesurée par l'indice d'évaluation de l'accès à 16 services essentiels. De plus, les dépenses de santé dans ces pays sont considérables, elles dépassent 25% des dépenses totales du ménage. Ces chiffres d'hétérogénéité sont sans doute minorés, car selon l'OMS, seuls 59 des 194 pays recensent l'intégralité des décès dans des registres officiels. Elle estime que plus de la moitié des morts dans le monde qui ne sont pas enregistrées.

Pour Amartya Sen²⁷⁰, il faut porter une attention accrue à l'inégale distribution des libertés fondamentales, les « entitlements » (les droits que chaque personne devrait bénéficier au regard de l'état de la société) et de la « capability »²⁷¹ de chacun. Au fond, ces fameux « entitlements » ne sont toujours pas suffisamment couverts pour une frange importante de la population mondiale. De même, la société ne peut continuer à évaluer le statut des individus sur les simples références à leur utilité « objective » (à quoi servent-ils ?), leur revenu (les riches et les pauvres) ou leurs droits (les nobles ou les roturiers, les fidèles dans les Etats théocratiques et les infidèles). Il faut orienter la réflexion vers les libertés et les opportunités d'être et de se réaliser en fonction de ce que chacun souhaite valoriser dans sa vie en termes de qualité de vie (quality of life). Il faut prendre en compte l'hétérogénéité des individus, mais aussi le pluralisme des conceptions de la vie en société.

En fait, pour mesurer la qualité de vie, il faut percevoir les états (beings) et actions (doings) et définir l'ensemble des fonctionnements (functionings) des individus. Les fonctionnements pertinents commencent par la qualité de certains états (comme être en bonne santé ou avoir à manger) en direction de comportements plus complexes (comme l'action dans la vie communautaire, la dignité au regard de ses objectifs, le respect des autres). L'ensemble des fonctionnements potentiels que l'individu peut réaliser constitue la « capability » (capability), la liberté de fonctionnement d'un individu. « La capability se présente comme « un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie »²⁷². Il ne s'agit donc pas de percevoir l'individu en fonction de critères économiques simplistes, mais de mettre en évidence les opportunités réelles qui s'offrent à lui, en vue de mener le

²⁶⁹ La France est classée à la 9e place avec une espérance de vie à 82,4 ans (79,4 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes), dont 72 ans en bonne santé (contre une moyenne de 63,1 ans dans le monde, 64,6 ans pour les femmes et 61,5 ans pour les hommes).

²⁷⁰ Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press. Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

²⁷¹ Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

²⁷² Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, *Repenser l'inégalité*, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

type de vie qu'il s'est choisi. De ce fait, il n'existe pas une seule liste d'éléments capable de définir le caractère équitable d'une société. En revanche, certaines « capacités » devraient nécessairement être couvertes, concernant notamment la satisfaction des besoins de base, la défense de la liberté de pensée ou de croire, le respect des règles collectives définies démocratiquement, mais aussi la protection et la sécurité à accorder à tous les citoyens, quelles que soient ses origines, ses fonctions et ses caractéristiques.

Le PIB, objectif convulsif des politiques économiques

Il existe des marqueurs concernant le progrès économique et social à long terme, notamment l'espérance vie ou l'essor des technologies. Cependant, depuis près de deux décennies, il y a un sentiment général d'un arrêt de ce développement et même, dans certains secteurs ou régions, un recul. Les questions des inégalités et du prix à payer à l'environnement ne sont pas prises en compte dans les schémas explicatifs de l'évolution économique et sociale de nos sociétés. La mesure du PIB constitue l'indicateur principal pour déterminer le niveau de développement d'un pays et il a bien servi jusqu'à présent à tracer les lignes du progrès. Cependant, il ne fournit qu'une estimation approximative de cette production nationale, souvent inexacte pour définir la situation réelle d'un pays en termes de progrès, de bien-être ou, plus généralement, de son état économique et social. Aujourd'hui, sa mesure pose de nombreux problèmes, certains d'entre eux ayant déjà fait l'objet de débats. Simon Kuznets et Colin Clark se sont interrogés sur le pont de savoir s'il fallait calculer la mesure du bien-être (welfare) ou simplement l'activité économique elle-même. Le choix du second agrégat été le résultat conjoncturel de la nécessité de construire un plan de reconstruction économique après la guerre et des efforts à exiger des agents économiques, notamment aux ménages²⁷³.

Le PIB représente la somme de la valeur ajoutée totale, mais son calcul implique de nombreuses hypothèses ou conventions²⁷⁴. A côté des biens produits, il y a des « bads » (nuisance ou inconvénient), dont les définitions restent complexes et conventionnelles. Si les activités polluantes exercent des influences négatives qui ne sont pas pris en charge par le PIB, on peut légitimement s'interroger sur le caractère de « bad » des dépenses de sécurité, selon que l'on soit philosophiquement imprégné de la philosophie de Jean-Jacques Rousseau, ou s'il l'on est plutôt convaincu que sans organisation étatique la loi du « far west » prévaut. Dans le premier cas, les dépenses de défense ou de sécurité intérieure constituent des « bads », dans l'autre cas ce sont des services obligatoires pour qu'une économie fonctionne. Autre ambiguïté ou perte d'information importante, le PIB donne un poids égal aux dépenses de consommation courante et aux investissements. Il ne produit aucun indicateur de « soutenabilité » et ne permet pas de mettre en évidence l'importance des objectifs actuels en vue de satisfaire les dotations des générations futures

En outre, il faudrait tenir compte de l'importance des stocks de richesses économiques, naturelles et humaines d'un pays, du capital productif « reproductible » net, du capital non reproductible comme la valeur de la terre, du

²⁷³ Coyle, D. (2014) Is GDP still useful?, Better Life Index, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

²⁷⁴ La consommation de l'Etat est ainsi inscrite dans le PIB, alors que le travail « à la maison » ne l'est pas.

niveau global d'éducation et du capital santé de la population. Cette référence n'est que très rarement mise en avant. Cependant, même sur le terrain de sa mesure statistique, les limites du PIB comme indicateur économique central sont soulevées par l'ensemble des comptables nationaux.

D'abord, de nombreuses activités essentielles pour une société, n'appartenant pas au monde marchand des chiffres, sont jugées improductives et elles sont alors ignorées. Elles concernent les activités de bénévolat ou le travail domestique. L'échange monétaire « officialisé » est généralement requis et le travail domestique n'est validé que s'il s'agit d'un travail marchand. Ainsi, une mère de famille qui conserve son emploi et paie une nurse pour un salaire équivalent au sien permet au PIB d'un pays d'augmenter de manière factice. L'économie informelle est particulièrement difficile à estimer, non seulement parce qu'elle peut s'organiser sous forme de troc, mais aussi parce qu'elle n'est pas déclarée. Son importance dans les pays en développement et les pays émergents est particulièrement élevée²⁷⁵. D'autre part, les services collectifs comme la santé publique, l'éducation ou la justice sont comptabilisés sur la base des dépenses publiques allouées à leur fonctionnement. Or, il suffit de constater les prix marchands pratiqués par les grandes universités privées américaines pour constater l'excellent rapport « qualité-prix » des universités publiques, indépendamment du respect qu'elles offrent à une plus grande égalité des chances des citoyens face à leur niveau d'éducation. Le système privé de santé est plus onéreux que le service public pour une qualité que l'on peut juger équivalente. L'apport d'un médecin hospitalier est mesuré sur la base de son salaire, et non pas de sa capacité à prolonger l'espérance de vie de ses patients. Le niveau de privatisation gonfle le PIB.

Ensuite, les estimations du PIB font l'objet souvent de conventions statistiques qui ne favorisent pas toujours l'exactitude des informations chiffrées. Deux exemples parmi d'autres peuvent ainsi être évoqués : la fragmentation internationale de la production et les activités illégales. L'attractivité des facteurs de production, les fiscalités hétérogènes et le positionnement compétitif sur les chaînes de valeur mondiales exercent aujourd'hui un rôle déterminant dans les échanges. La fragmentation de la production a permis l'essor de réseaux internationaux de production et d'échange qui transforment la réalisation des avantages comparatifs nationaux. Les pays sont souvent spécialisés par segments productifs et non plus sur la base de la seule exportation d'un bien final, ils cherchent à améliorer leur capacité d'insertion dans les chaînes de valeur. Du fait même de ces échanges difficilement contrôlables pour la production d'un même produit, l'entreprise multinationale fera surgir le maximum de valeur ajoutée dans le pays qui sera le moins disant fiscalement. Dans ces conditions, les résultats de la production de valeur ajoutée réelle sont alors estimés différemment en fonction des intérêts fiscaux des firmes. Enfin, le Système de comptabilité nationale (SCN) recommande l'inclusion des activités productives illégales dans le PIB, mais celles-ci se déplacent au fil du temps (faut-il légaliser le haschich ?)²⁷⁶.

²⁷⁵ Silem, A. Bensahel, L., Fontanel, J., Pecqueur, B. (2014), *L'économie territoriale en questions*, Liber Amicorum, Hommage en l'honneur du Président et Professeur Claude Courlet, La Librairie des Universités, L'Harmattan, Paris, 2014. Bensahel, L., & Fontanel, J. (2006). *L'économie souterraine: L'exemple de la Russie*. Editions L'Harmattan.

²⁷⁶ Ces revenus peuvent en effet être consacrés à l'achat de biens et de services légaux. Cependant, toutes les activités illégales ne sont pas jugées productives comme l'extorsion de fonds contre protection.

Enfin, il faut rappeler surtout que la comptabilité nationale met en évidence les flux économiques, elle ne fait aucunement référence au patrimoine. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. Dans le PIB, tout ce qui appartient au monde marchand crée de la valeur et augmente la richesse. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive (PIB), même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale. Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité. Tout ce qui se vend devient un facteur de richesse, que l'on vende des antidépresseurs (pourtant parfois liés aux conditions de la production), des produits non renouvelables ou des services utiles au terrorisme ou aux guerres. Les productions comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains services bancaires et juridiques, l'obsolescence programmée ou les coûts du logement en zone urbaine augmentent le PIB tout en réduisant le bien-être collectif. Il en va de même pour les productions hautement polluantes qui favorisent les maladies comme le cancer. Dans ce cas, trois activités vont être disponibles, à savoir la richesse produite dans le monde marchand par l'activité productive initiale, la marchandisation des mesures anti polluantes et l'augmentation des dépenses de santé. Peu importe que le système soit dangereux pour l'homme, la production existe et elle est supposée accroître la richesse nationale.

Le PIB ne fait aucune distinction concernant la qualité de ce qui est produit, et même de son utilité²⁷⁷. L'ambiguïté de certaines productions ne manque pas de d'interpeler. Si l'augmentation du nombre d'hôpitaux peut être considérée comme un progrès lorsqu'elle permet de maintenir la santé publique à un niveau optimal, elle peut être aussi analysée comme le résultat de nouvelles maladies produites par le système productif. Quelques pays à fort niveau de croissance ont, en même temps, connu une baisse du pouvoir d'achat de leurs employés, des conditions de travail difficiles, une sécurité des personnes réduite ou des pollutions nouvelles. Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Même en augmentation, il ne met jamais en évidence les facteurs de violence et de conflit à l'intérieur d'une société. En outre, le PIB ne fait aucunement référence à la maintenance du patrimoine naturel. Celui-ci est alors supposé constant ou gratuit. L'exploitation des ressources énergétiques est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources non renouvelables (comptabilité patrimoniale). Ce qui permet à l'Arabie Saoudite ou au Koweït de disposer de PIB très élevés, tout en réduisant constamment le potentiel des ressources énergétiques de leur sous-sol. Ainsi, l'exploitation des ressources énergétiques vers leur disparition définitive dans un ou deux siècles est toujours considérée comme une production positive, même si celle-ci détruit des ressources

²⁷⁷ Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Le PIB, sa signification et ses limites, in, J-F. Guilhaudis, Relations internationales contemporaines, LexisNevis, Paris (à paraître).

non renouvelables (comptabilité patrimoniale).

Les taux de change²⁷⁸ peuvent être définis comme les prix d'échange des monnaies. Ils affectent les prix des importations et des exportations, ainsi que les flux d'investissements. Certains gouvernements, notamment celui de la Chine, engagent des politiques monétaires en vue de bénéficier d'avantages commerciaux en manipulant la valeur de leur monnaie à la baisse. La question est de connaître les fondements de ces prix comparatifs, qui ne dépendent pas uniquement du marché non régulé des devises. Une devise faible favorise l'exportation et réduit les importations, ce qui conduit éventuellement à la création d'emplois. Dans ce cas, les entreprises étrangères perdent leur compétitivité dans l'économie protégée par la manipulation de son taux de change. En revanche, les consommateurs des pays importateurs peuvent bénéficier d'une meilleure concurrence et donc de produits moins onéreux. Le FMI engage les pays à ne pas procéder à cette action déloyale au regard des conditions concurrentielles acceptées dans le cadre de l'OMC, mais il n'est jamais intervenu depuis 1994 à l'encontre de la Chine. Il justifie son « inertie » en considérant que ces pays n'ont pas violé les accords internationaux et qu'il est de toute manière difficile de déterminer un équilibre marchand des devises. Il est difficile de définir le degré de « manipulation » monétaire d'un pays, mais sans intervention négociée, une guerre commerciale peut en résulter. TPA (Trade Promotion Authority ou Fast Track) legislation (juin 2015) se propose de prévenir les manipulations de devises à l'aide de plusieurs instruments comme le renforcement des règles, la transparence, la surveillance, les rapports ou des mécanismes de coopération. Des actions publiques pourraient intervenir lorsque les devises sont fondamentalement sous-évaluées. Les « manipulateurs » peuvent conduire à une guerre commerciale.

Le concept de PIB donne la part belle au système de production, sans se préoccuper outre mesure de son intérêt pour la collectivité nationale. De nombreux éléments favorables à la croissance ne sont pas des facteurs de bien-être. Dans ce contexte, son essor n'est pas nécessairement un facteur de bien-être collectif accru. James Tobin et William Nordhaus²⁷⁹ avaient proposé l'introduction de deux nouveaux concepts, les « biens regrettables » (les biens qui créent des aménités négatives) et les « dépenses défensives » (activités rémunérées qui n'ont pour objet que de réparer les dégâts provoqués par d'autres activités productives). Les dépenses finales effectuées pour des raisons de sécurité, de prestige ou de diplomatie se rangeaient notamment dans ces catégories. En fait, cette conception n'est acceptable que si l'on suppose que la bonne entente entre les individus et les peuples constitue une donnée intangible. Or, toute l'histoire des peuples laisse augurer, au contraire, de l'importance du respect des lois, des règles et de la sécurité, sans lesquelles les autres productions sont constamment compromises. Dans ce cas, il s'agit de considérer ces dépenses comme des consommations intermédiaires et non pas comme un produit final à valoriser dans le PIB. Retenir le PIB tel qu'il est conçu aujourd'hui témoigne de la capacité productive d'un pays, mais non pas de sa production réelle, laquelle devrait tenir compte des valeurs patrimoniales, sociétales et humaines ainsi consommées. Une augmentation du PIB n'est pas synonyme d'un progrès humain, si elle

²⁷⁸ Nelson, R.M. (2015), Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress, Congressional Research Service, September 7. Washington.

²⁷⁹ Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in , The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

s'accompagne de la libéralisation de la vente de la drogue ou de la prostitution, de l'augmentation des dépenses de santé consécutives à des productions socialement inadaptées ou polluantes et de l'exploitation éhontée des ressources naturelles et énergétiques. En outre, la guerre a souvent constitué un facteur d'enrichissement pour certains peuples au détriment des autres. L'esclavage permettait de disposer d'une force de travail très peu onéreuse. La croissance économique n'est pas souhaitable si elle ne profite qu'à quelques personnes au détriment de l'ensemble des citoyens. En revanche, le travail bénévole ou les services publics peuvent avoir un grand intérêt pour la population, en termes de réduction de la précarité, d'équipements collectifs importants concernant notamment l'éducation ou la santé. La privatisation des activités conduit parfois à l'augmentation des services rendus, ce qui n'améliore pas vraiment le bien-être, contrairement au chiffre du PIB. En outre, l'obsolescence programmée améliore le PIB, mais pas la richesse des personnes, sinon celles de entreprises coupables. Enfin, de nombreuses productions sont indiscutablement des « maux publics », comme les embouteillages, la pollution, les problèmes climatiques associés, certains services bancaires et juridiques, ou les coûts du logement en zone urbaine²⁸⁰.

Le PIB n'explique pas les inégalités de revenus et de patrimoine, la pauvreté relative ou absolue ou l'égalité des chances à l'intérieur d'une société. Il est difficile statistiquement de prendre en compte les « richesses humaines » qui n'ont pas de valeur marchande généralisée. Il s'agirait alors de tenir compte des solidarités, des degrés de liberté réels, des valeurs démocratiques et, plus généralement, de la qualité de la vie quotidienne des personnes, entre les nécessités productives en lien avec la consommation, et le potentiel de réalisation d'une vie individuelle et sociétale épanouie. En négligeant une part importante de ce qui fait la vie des hommes, le PIB réifie l'image du bien-être à l'expression de sa simple évolution, produisant ainsi des effets positifs ou négatifs sur la réalité de la situation des personnes. Les effets pervers sont alors considérables. Un pays qui dispose d'importantes ressources économiques, sociales et humaines, qui offre une plus grande protection sur le marché du travail, qui a l'occasion d'améliorer gratuitement son potentiel intellectuel et sa réflexion philosophique et qui peut s'approprier un temps aux activités ludiques non marchandes, peut alors se considérer dans une mauvaise situation parce que son PIB, pendant quelques années, n'a pas évolué aussi vite que celui de ses partenaires. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles de long terme. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte, notamment en termes de changement de climat.

Pour Kuttner²⁸¹, dans les modèles économiques, les marchés sont toujours considérés comme les plus efficaces. Il n'y a pas de pouvoir, car la compétition naît partout où le profit se développe. La question qui se pose cependant est de savoir si les règles du jeu du marché sont fondées sur le pouvoir politique ou sur l'efficacité du marché ? Pourtant, on peut constater que les inégalités brutes ne sont pas fondées sur l'efficacité, il existe une large zone d'indétermination des salaires et traitements de toute sorte qui n'ont rien à voir avec la force de la performance économique. Si la libéralisation de l'économie des marchés

²⁸⁰ Dès 1949, Kuznets s'intéressait déjà aux « coûts gonflés de la civilisation urbaine.

²⁸¹ Robert Kuttner (2016), The New Inequality Debate, The American Prospect magazine - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>

financiers a permis de produire 10.000 milliards de dollars de coûts supplémentaires, les bénéfiques sont bien difficiles à mettre en évidence, tout comme la justification du milliard de dollars par jour offerts aux traders dont le comportement n'est pas exactement celui qui satisfait le bien-être économique général. Cette constatation doit être faite.

Pour les comparaisons internationales du PIB, le calcul des PIB par le taux de change n'est pas satisfaisant. Plusieurs instruments statistiques ont été mis en place pour limiter cet effet aléatoire, fondé parfois sur une simple activité spéculative conjoncturelle. Le système des parités de pouvoir d'achat est sans doute celui qui est le plus recommandé. Il s'agit de constituer un panier de produits significatifs, de le valoriser dans les monnaies de chaque zone et ainsi de déterminer la « vraie » valeur du taux de change, hors système monétaire et financier. Cependant, même cette procédure reste discutable, au moins sur trois points. D'abord, pourquoi donc seul le pouvoir d'achat serait pris en compte, ce qui maintient l'idée selon laquelle la richesse n'est dépendante que du monde marchand. Ensuite, quel panier de produit faut-il choisir, étant entendu que les achats effectués dans les différents pays, malgré la mondialisation, ne sont pas équivalents. Si l'on retient un panier « type » américain, on augmentera ainsi la valeur du dollar en parité de pouvoir d'achat. Le choix est donc capital. Enfin, les prix des produits font l'objet de constantes modifications, liées à la diversité des marques ou des ingrédients, mais aussi à des périodes très hétérogènes de pays à pays des tensions inflationnistes.

L'estimation du bien-être ou du développement humain

Le Tableau 1 met en évidence les prévisions du PIB pour 2016), ainsi que l'indicateur IDH (indice de développement humain). Selon les hypothèses utilisées, les résultats sont différents, mais ils ne mettent pas en évidence les inégalités sociales qui existent dans les pays concernés.

Tableau - Prévisions des PIB pour 2016 (dollars courants, PPA, par habitant) et IDH

Pays	PIB milliards de dollars courants	PIB (PPA) en milliards dollars	PIB par habitant (PPA)	IDH (2014)
USA	18399	18400	57000 (1)	0,915(2)
Chine	12125	20778	8600(9)	0,727(9)
Japon	4136	4866	38300(5)	0,891(5)
Allemagne	3421	3900	47300(2)	0,916(1)
Royaume-Uni	2919	2710	41700(3)	0,907(3)
France	2448	2676	41360(4)	0,888(4)
Inde	2346	8629	6650(10)	0,609(10)
Brésil	1731	3086	15050(8)	0,755(8)
Russie	1214	3411	24000(6)	0,798(6)
Mexique	1189	2273	17900(7)	0,756(7)

Sur la base du Tableau 1, on constate que la notion de PIB est discutable, s'il est calculé en parités de pouvoir d'achat (PPA) ou en dollars courants. D'autre part, le PIB par habitant, sur la base des PPA met en évidence l'écart « moyen » de la

production des richesses « apparente » par habitant. D'autre part, l'Indice de développement humain²⁸², pour ces pays aux niveaux de développement très différents, produit des résultats relativement homogènes au regard du PIB par habitant (PPA), sauf pour les Etats-Unis.

Les pays en développement dispose d'un IDH en légère croissance, ce qui met en évidence une meilleure intégration dans l'économie mondiale entre 1990 et 2016, à l'exception de plusieurs pays africains. En fait l'indice de bien-être (IBE) développé par Osberg et Sharpe était sans doute plus représentatif de la réalité économique et sociale des pays. Il s'agissait alors d'intégrer plusieurs variables comme les flux de consommation courante consommation des biens et services, services et production non marchands, loisirs), les stocks de richesse (biens corporels, biens de consommation durable, accumulation de capital humain et social, coûts environnementaux), la répartition des revenus (inégalités et pauvreté économiques) et le degré de sécurité économique et sociale liée au chômage, à l'âge, à la maladie, etc.). Ce calcul réalisé sur 6 pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie, Norvège et Suède) met en évidence des distorsions entre le PIB par habitant et la perception statistique du bien-être de leurs citoyens²⁸³. Les deux chercheurs concluent que si la Norvège allie correctement pendant la période d'étude le progrès économique et le bien-être, pour le Royaume-Uni le bien-être économique stagne à partir de 1980, puis baisse jusqu'en 1991, avant de remonter pour atteindre le niveau de 1980 au début des années 2000. Autrement dit, en 20 années de croissance économique le bien-être particulier et collectif des Britanniques n'a pas été amélioré.

Les comptes nationaux proposent le calcul d'indicateurs de bien-être, avec la construction de comptes satellites, mais leur impact médiatique et politique demeure relativement faible. Le « tout PIB » semble faire partie du « consensus de Washington ». Par ailleurs, si l'Indicateur de Développement Humain proposé par Amartya Sen et le PNUD donne des résultats intéressants, il est aussi parfois difficile à interpréter. Si un pays dispose de plus de lits dans les hôpitaux est-ce un signe d'une meilleure prise en compte des soins collectifs nécessaires ou est-ce dû au développement de nouvelles maladies, notamment psychiatriques ? Le progrès humain ne dépend pas de la production indéfinie des marchandises et des services payants. Il faut rappeler en outre que l'idée même d'un développement économique de « rattrapage » est remise en cause avec le concept de développement « soutenable ». Une croissance économique « à l'américaine », trop consommatrice de matières premières et trop polluante, ne peut pas constituer

²⁸² L'indicateur de Développement Humain se propose de mesurer le niveau de développement des pays, en retenant des indicateurs complémentaires à l'estimation du PIB. Il fait la synthèse de trois séries de données, l'espérance vie, le niveau d'instruction (durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation) et le PIB réel corrigé. Calculé par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) offre une information plus précise du développement d'un pays, mais il ne permet pas d'intégrer des facteurs qualitatifs importants concernant notamment les inégalités sociales, la précarité ou l'importance des libertés politiques et le respect des droits de l'homme.

²⁸³ Lars Osberg et Andrew Sharpe, « [Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE](#) », Séminaire de la DARES, 15 Octobre 2002. OCDE, *Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social*. Paris. 2001. Sharpe A., Méda. D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", Travail et Emploi, n° 93, Janvier 2003.

un objectif pour les autres économies nationales, sans même mettre en évidence les questions irrésolues aujourd'hui concernant le climat, les inégalités sociales excessives ou l'apparition rapide de nouvelles raretés.

Aujourd'hui, l'indicateur du développement humain du PNUD retient trois critères, « la longévité, le savoir et le niveau de vie », mais d'autres choix auraient pu être retenus, notamment les libertés politiques, le droit des femmes ou les solidarités collectives. Il est aisé de constater que la mondialisation de l'économie n'a pas vraiment bénéficié aux Pays les Moins Avancés (PMA), malgré l'ouverture de leurs frontières économiques au système commercial et financier international. Les nouvelles opportunités économiques ne sont accessibles qu'aux organisations disposant à la fois de moyens logistiques importants, de ressources humaines de qualité et innovatrices, de l'appui de leurs gouvernements et de moyens financiers conséquents. La mondialisation conduit à une logique de spécialisation dans quelques produits d'exportation, ce qui accroît la grande vulnérabilité des pays au regard des aléas internationaux de la fluctuation des prix et des facteurs d'innovation. Lorsque les pays pauvres se révoltent, les institutions internationales invoquent le principe « *volenti non fit injuria* » selon lequel il n'y a pas d'injustice là où il y a consentement, notamment celui d'appartenir (ou non) à l'OMC. Cependant, avec l'application de la clause de la nation la plus favorisée, la signature des pays pauvres est contrainte par le non respect de cette règle par tous les membres de l'OMC en cas de refus.

L'analyse du bien-être fait l'objet de nouvelles études intéressantes, qui méritent encore de nombreux efforts de précision et de méthode. Le rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi²⁸⁴ a proposé plusieurs recommandations pour améliorer cette analyse. Il met en évidence que le bien-être est pluridimensionnel. Son analyse suppose des indicateurs fiables concernant les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé publique et individuelle, l'éducation, les activités personnelles, la qualité du travail, la participation à la vie politique et à la gouvernance, les liens et rapports sociaux, les questions environnementales et l'insécurité économique et physique.

Tableau 1 : Les recommandations du rapport Stiglitz, Sen, Fitoussi

- | |
|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1) Dans le cadre de l'évaluation du bien-être matériel, il est préférable de se référer aux revenus et à la consommation plutôt qu'à la production 2) Mettre l'accent sur la perspective des ménages 3) Prendre en compte le patrimoine en même temps que les revenus et la consommation 4) Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses. 5) Élargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes. 6) La qualité de la vie dépend des conditions objectives dans lesquelles se trouvent les personnes et de leur « capacités » (capacités dynamiques). A cette fin, il s'agit d'améliorer les mesures chiffrées de la santé, de l'éducation, des activités personnelles, des conditions environnementales, des relations sociales, de la participation à la vie politique et du sentiment national d'insécurité. |
|---|

²⁸⁴ Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

- 7) Les indicateurs de la qualité de la vie devraient fournir une évaluation exhaustive et globale des inégalités.
 - 8) Des enquêtes devront être conçues pour évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie de chacun.
 - 9) Les instituts de statistiques devraient fournir les informations nécessaires pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie, et permettre ainsi la construction de différents indices.
- 10) Les mesures du bien-être, tant objectif que subjectif, fournissent des informations essentielles sur la qualité de la vie. Les instituts d statistiques devraient intégrer à leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, de ses expériences et priorités.
 - 11) L'évaluation de la « soutenabilité » nécessite un ensemble d'indicateurs bien défini. Les composantes de ce tableau de bord devront avoir pour trait distinctif de pouvoir être interprétées comme des variations de certains « stocks » sous-jacents.
 - 12) Les aspects environnementaux de la « soutenabilité » méritent un suivi séparé reposant sur une batterie d'indicateurs physiques sélectionnés avec soin. Il est nécessaire, en particulier, que l'un d'eux indique clairement dans quelle mesure nous approchons de niveaux dangereux d'atteinte à l'environnement (du fait, par exemple, du changement climatique ou de l'épuisement des ressources halieutiques).

La mesure du bien-être place l'humain au cœur de l'évaluation. L'OCDE²⁸⁵ se propose de mettre en évidence les conditions de vie des personnes, lesquelles ne peuvent être représentées par les seuls indicateurs produits par le Produit intérieur brut d'un pays. D'autres critères doivent être retenus, à la fois des éléments quantitatifs objectifs, mais aussi des indicateurs subjectifs qui expriment le ressenti général des individus sur la qualité de leur vie. Evidemment, des chiffres synthétisés donnent une idée du bien-être de la population d'un pays, ils soulignent les forces et les faiblesses de la qualité de vie quotidienne des citoyens. Des études plus poussées rendent aussi compte de l'évolution du bien-être de catégories significatives, comme l'âge, le sexe ou l'importance des revenus. L'étude de l'OCDE s'appuie notamment sur le rapport Stiglitz, Sen-Fitoussi²⁸⁶ et sur le Groupe de travail CEE-ONU/Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable, pour prendre en compte à la fois les indicateurs immédiats (ici et maintenant) et prospectifs (stocks de ressources disponibles pour les générations futures), mais aussi les retombées d'une décision d'un pays sur le bien-être d'un autre pays. Jusqu'à présent, la qualité de l'enseignement était définie à partir des dépenses engagées par chaque pays.

Le Tableau 2 indique à la fois les thèmes utilisés dans la définition du niveau de vie et les indicateurs choisis. Dans l'analyse de l'OCDE, il s'agit plutôt de dévoiler les compétences acquises à la suite d'un processus éducatif. Certains chiffres sont rapidement disponibles. Il est cependant à noter que, au classement des thèmes, la santé, la satisfaction à l'égard de l'existence, l'éducation, la sécurité, l'équilibre vie privée sont les facteurs les mieux valorisés par les citoyens

²⁸⁵ OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2016-fr

²⁸⁶ Stiglitz, J., Sen, A., Fitoussi, J-P. (2009) Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès sociale, INSEE, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/dossiers_web/stiglitz/doc-commission/RAPPORT_francais.pdf

bien avant l'engagement civique ou les liens sociaux, mais aussi avant le revenu, l'emploi ou le logement.

En 2015, le revenu moyen par habitant de l'OCDE atteint 27000 dollars, pour un patrimoine de 54.000 dollars, mais le revenu d'activité moyen se situe à 40.600 dollars. Les pays au niveau supérieur en termes de revenus enregistrent de bons résultats sur le plan du bien-être (Luxembourg, Norvège, Suisse, Etats-Unis, Pays-Bas, Autriche, Australie, Suède, Danemark, Allemagne, Canada), mais ils n'ont pas de résultats satisfaisants concernant la sécurité de l'emploi, la victimisation, les compétences des adultes, les loisirs, l'espérance vie, la durée du travail, la mortalité par agression. Pour les Etats à revenu moyen, l'espérance vie est largement favorisée, ainsi que les valeurs relatives aux loisirs ou la durée de travail.

Les résultats sont parfois étonnants. Les Etats-Unis ont un niveau élevé de mortalité par agression, mais les personnes pensent que leurs rues sont sans danger, alors que la France, qui dispose d'un taux faible de mortalité par agression se sent particulièrement en insécurité le soir en marchant dans les voies publiques. Il semble toutefois que les indices de pauvreté ne sont pas suffisamment intégrés dans cette présentation, ni même le niveau des inégalités.

Tableau 2 - Tableau des indicateurs de l'OCDE

Facteurs de bien-être	Indicateurs
Revenus et patrimoines - Revenu des ménages - Patrimoine financier	- Revenu disponible ajusté net des ménages (RDAN) en USD, PPA 2010, par habitant - Patrimoine financier net des ménages (USD PPA courants) par habitant
Emplois et salaires - Emploi - Salaire - Sécurité de l'emploi - Chômage longue durée	- Taux d'emploi ²⁸⁷ - Salaire annuel brut moyen plein temps (PPA) - Probabilité du chômage ²⁸⁸ - % population active au chômage depuis un an ou plus.
Equilibre travail/Vie privée - Durée de travail - Temps de loisir	- % salariés travaillant 50H par semaine ou + - heures/jour pour employés à plein temps.
Logement - Nombre de pièces par personne - Accessibilité financière au logement - Equipements sanitaires de base	- Nombre moyen de pièces par personne ²⁸⁹ - Dépenses de logement ²⁹⁰ en % revenu (RDAN) - % de personnes dans des logements sans équipement sanitaire

²⁸⁷ Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population de cette tranche d'âge.

²⁸⁸ Flux annuel d'entrées dans le chômage (en points de pourcentage)

²⁸⁹ hors salle de bain, toilettes, cuisine, arrière cuisines, buanderies ou garages)

²⁹⁰ Entretien compris

Qualité environnement - Qualité de l'eau - Qualité de l'air	- % de satisfaction de la population totale - Exposition au PM25 pondéré par habitant
Etat de santé - Espérance vie - Santé perçue	- Espérance vie à la naissance - % de personnes se déclarant en bonne santé
Education et compétences - Niveau d'études - Compétences cognitives - Compétences des adultes	- % adultes diplômés 2 ^e Cycle du secondaire - PISA (OCDE) - Score moyen au PIAAC (OCDE)
Liens sociaux	- % de personnes se déclarant soutenu par des proches en cas de coup dur
Engagement civique et gouvernance	- Taux de participation électorale
Sécurité personnelle - Mortalité par agression - Victimisation autodéclarée	- Mortalité par agression - % personnes se déclarant victime d'une agression au cours des 12 derniers mois.
Bien-être subjectif	Satisfaction de son existence (échelle de Cantrill, sur la base de 10 niveaux de satisfaction)

Tableau 3 – Quelques résultats significatifs

Pays	Points forts	Points faibles
Allemagne	Qualité de l'eau Sécurité de l'emploi Revenus des ménages	- Qualité de l'air, - Perception de la santé - Accessibilité au logement
Royaume-Uni	- Victimisation, - Equipements sanitaires de base - Emploi - Patrimoine financier	- Accessibilité au logement, - Durée de travail, - Compétences des adultes - Taux de participation électorale
France	- Temps de loisir (le plus important de l'OCDE), - Revenu des ménages, - Espérance vie, - Participation électorale - Equipements sanitaires de base	- Emploi (sécurité de l'emploi, chômage de longue durée) - Santé perçue, - Soutien social, - Qualité de l'eau - Victimisation autodéclarée - Satisfaction à l'égard de l'existence

Grèce	-Espérance vie, - Equipements sanitaires de base, - Santé perçue - Durée du travail,	Tous les autres indicateurs sont en dessous de la moyenne de l'OCDE
Etats-Unis	Victimisation Tous les autres indicateurs sont plus élevés que ceux de la moyenne de l'OCDE	- Espérance de vie, - Durée du travail, - Temps de loisir, - Compétences des adultes, - Compétences cognitives à 15 ans - Mortalité par agression

Plusieurs études complémentaires ont été engagées qui préjugent d'autres innovations relatives à la prise en compte réelle du bien-être. Ainsi, le bénévolat semble améliorer, dans tous les pays, la satisfaction à l'égard de la vie, mais il n'est pas démontré qu'il y ait pour autant une relation de cause à effet²⁹¹. Si l'on compare les dépenses de recherche-développement par habitant et les produits de la propriété intellectuelle, les résultats sont parfois discordants²⁹².

Tableau 4 - Classement des pays par patrimoine par habitant en 2016

Pays	Classement patrimoine moyen	Classement patrimoine médian
Luxembourg	1	1
USA	2	18
Canada	3	7
Australie	4	3
Allemagne	5	4
Espagne	6	2
Belgique	7	5
Italie	8	6
OCDE	8bis	8bis
Autriche	9	16
Corée du Sud	10	8
France	11	11
DEU	12	17
Portugal	13	12
Pays-Bas	14	18

²⁹¹ Tableau 5-8. OCDE (2016), Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être, Editions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2016-fr

²⁹² La Finlande investit le plus dans la R-D, mais elle est largement dépassée par la Suède, les Etats-Unis et le Danemark pour les produits de la propriété industrielle. La Grèce en revanche n'est performante ni dans l'un ni dans l'autre. La France se situe dans la moyenne de l'OCDE, ce qui dans ces secteurs très inégalitaires, la situe parmi les premiers rangs.

Norvège	15	13
Grèce	16	10
Finlande	17	15
Slovaquie	18	14

La croissance du PIB peut être un mirage numérique qui cache une crise économique à venir. Aujourd'hui, les indicateurs environnementaux mettent en évidence un dépassement des principaux seuils d'alerte. Le monde marchand ne peut traiter que les questions de très court terme, alors que le système économique et social et le bien-être des personnes impliquent des décisions structurelles qui le dépassent. Compte tenu de ces inconvénients, est-ce que le PIB doit être abandonné comme critère du progrès économique d'un pays ? S'il faut une mesure générale de l'activité économique totale, il remplit imparfaitement ce rôle. Il ne peut pas être le seul indicateur car il ne mesure pas le bien-être. Il est donc préférable d'emprunter une approche de type « Tableau de bord », avec plusieurs indicateurs significatifs. L'approche par l'indice de l'OCDE « Mieux-Vivre »²⁹³ est sans doute plus performant, car il contribue réellement à comprendre le bien-être social et les compensations et relations entre les indicateurs significatifs. Certes, des progrès conséquents doivent encore être entrepris dans ce domaine. Il s'agit notamment de déterminer des indicateurs de « soutenabilité », lesquels ne sont pourtant pas en mesure de mettre en évidence les chemins et voies que prendront les technologies, les conflits et les comportements humains de demain. Ils permettent cependant de mesurer les progrès à accomplir et de définir des indicateurs qui fournissent quelques informations sur les conséquences à long terme des choix d'aujourd'hui.

La pauvreté des pays, parente pauvre des actions internationales collectives

Les Etats ont bien été conduits à considérer que l'aide au développement était insuffisant. Il a même été proposé une procédure pacifiante de désarmement pour le développement. Cependant, cette solution, dès le départ, comportait des obstacles qui n'ont guère permis une entente internationale²⁹⁴. Jusqu'en 2012, les succès économiques du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont souvent été montrés en exemple pour justifier l'intérêt du libre échange international. Si cette organisation puissante promeut le dialogue et la coopération, la paix, le développement économique et la sécurité collective, elle revendique aussi un partenariat mondial plus équilibré, moins dépendant de feu le colonialisme. Elle propose la mise en place de politiques macroéconomiques responsables, de nouveaux accords commerciaux, technologiques, scientifiques et financiers entre ses membres et un fort engagement en faveur du développement

²⁹³ OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016.

<http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>

OECD (2016), Better Life Index. Edition 2016 ; Definitions.

<http://www.oecd.org/statistics/OECD-Better-Life-Index-2016-definitions.pdf>

²⁹⁴ Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement : un pari difficile, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale. Les Sept Epées, Cahier n° 19, Paris, 171 p. Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi. Fontanel, J. (1995), La conversion économique du secteur militaire, Economie Poche, Economica n° 12, Paris, 1995 (112 pages)

durable. Cependant, les membres du BRICS subissent depuis lors de profondes difficultés structurelles spécifiques, appelant à des solutions collectives hétérogènes. La Chine souffre à la fois de la structure schizophrénique du pouvoir entre le monde politique et la sphère économique, du creusement des inégalités et de difficultés économiques particulières dans un commerce international aux évolutions difficilement maîtrisables. Cette situation ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. La Russie subit de plein fouet à la fois la crise internationale qui conduit à un abaissement drastique du prix du pétrole, de l'absence de soutien de ses partenaires concernant ses opérations ukrainiennes²⁹⁵, mais aussi des sanctions économiques qui lui ont été imposées principalement par l'Union européenne et les Etats-Unis. Le Brésil connaît aujourd'hui une crise économique grave, dans une société gangrenée par un niveau de corruption élevé et une fracture violente entre les classes aisées et les citoyens en grande difficulté économique. L'Inde ne s'engage dans le développement que dans quelques régions, alors que l'Afrique du Sud, dernier invité de ce cartel, n'a pas encore résolu ses problèmes raciaux et son insécurité chronique. Le groupe BRICS est en crise d'identité interne et externe.

Pour la Chine, l'année 2016 se présente mal, avec une perte des réserves de change de près de 100 milliards de dollars au mois de janvier²⁹⁶ et un yuan qui a été déprécié par le gouvernement chinois (de l'ordre de 5% en un an), en application d'un mécanisme du change plus respectueux des mécanismes du marché. La confiance qui lui était accordée par les opérateurs internationaux s'est clairement émoussée et s'est transformée en inquiétude. Les tergiversations du gouvernement chinois dans sa politique économique impliquant le passage d'un développement fondé sur les exportations et une nouvelle croissance plus tournée vers la consommation intérieure n'est pas toujours comprises ou admises. Les choix entre une nouvelle dose de libéralisme, suivie d'un retour vers certaines formes de dirigisme (notamment les restrictions imposées aux grands détenteurs d'actions) déroutent les opérateurs. Les efforts accomplis depuis 2006 par la Chine pour limiter sa politique monétaire fondée sur un yuan sous-évalué, semblent aujourd'hui être remis en questions. Sur le marché des changes, le yuan est déprécié et la Banque populaire de Chine cherche à freiner les tensions baissières. Cependant, il faut aussi empêcher la sortie des capitaux et convaincre les investisseurs de rester dans le pays. Si le marché fonctionnait, il est probable que les fonds spéculatifs joueraient à une perte considérable de la valeur du yuan. Une guerre des monnaies internationales n'est pas exclue, notamment si la Banque populaire de Chine n'intervenait plus et si, devant l'importance du choc, d'autres monnaies dévalueraient pour conserver la compétitivité de leurs exportations et réduire le potentiel d'importations. En fait, le gouvernement doit à la fois soutenir les efforts de relance de l'économie, sans pour autant négliger les contestations sociales croissantes. Le choix implique un fort pari sur l'avenir et la question de l'ouverture de ses marchés de capitaux n'est pas sans un grand risque systémique. Dans ces conditions, les agents financiers réagissent excessivement, face à la réduction de la croissance, à l'érosion marquée du yuan et de la stratégie évolutive du gouvernement. Le yuan, partiellement convertible, perd sa crédibilité comme monnaie internationale.

²⁹⁵ Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, *Annuaire Français des Relations internationales*.

²⁹⁶ Les réserves de change sont encore considérables, plus de 3.230 milliards de dollars.

Les responsables politiques des pays développés ne cherchent pas à éradiquer la pauvreté dans le monde. Ils donnent concrètement une priorité aux intérêts immédiats de leurs citoyens, ils modifient les règles du jeu du commerce et des finances internationaux à leur profit et ils influencent les politiques nationales des PMA en apportant leur soutien aux dirigeants qui ne s'opposent pas à leurs intérêts. Les écarts de revenus et de patrimoines entre les riches et les pauvres de la planète croissent²⁹⁷ dangereusement, le système étant incapable de corriger les inégalités²⁹⁸ excessives dans le cadre d'une économie de marché au comportement erratique. Aux Etats-Unis, la classe moyenne consomme 95 % de ses revenus, contre 65 % pour les riches²⁹⁹. La propension marginale à consommer des plus riches est de 2,2 %, pour 1000 dollars de revenus en plus, ils en consomment 22 dollars. Or, la taille du patrimoine des 10 % les plus riches représente 50.000 milliards de dollars, soit un impact sur la consommation considérable. Entre 2003 et 2013, 71 % de la hausse de la consommation leur est imputable. Selon le Boston Consulting Group, les millionnaires détiennent 47 % du patrimoine mondial et 62 % des richesses des Etats-Unis. Or, ces fortunes continuent de prospérer plus rapidement que la moyenne et devraient atteindre 52 % du patrimoine mondial en 2020, avec un rythme de 7% par an pour les fortunes supérieures à 100 millions de dollars³⁰⁰.

Les riches ont une telle importance dans l'économie moderne, que les fluctuations de leurs biens bouleversent l'économie. Les patrimoines appartiennent à une couche très fine de la population. Dans les pays en développement, ils appartiennent souvent à quelques personnes qui se préoccupent d'abord de leur enrichissement personnel et qui placent ainsi les profits récoltés dans les banques à l'étranger. Il est fréquent que les droits des individus se heurtent aux besoins de la société. La grande richesse des latifundiaires empêchait le développement économique des régions dans lesquelles se trouvaient leurs propriétés, principalement parce que leur propension à investir était érodée, au regard des profits engagés par ailleurs et de la complexité d'une politique optimale d'un patrimoine dans une situation d'opulence. Les grandes richesses modernes semblent produire les mêmes effets.

L'expression de la pauvreté est souvent synthétisée par un chiffre, 1,25 ou 2 dollars par jour et par habitant pour survivre.³⁰¹ Or le développement humain n'est pas fondé sur les seules conditions matérielles, il concerne aussi le refus de l'exclusion sociale, des inégalités du savoir et des revenus, de l'hétérogénéité de l'espérance de vie en bonne santé et la qualité de la vie en général. Il s'agit d'encourager l'autonomie des personnes et de réduire leurs liens de dépendance.

De même, les inégalités économiques et sociales excessives portent en elles les germes essentiels de la pauvreté, laquelle ne peut être mesurée que sur un territoire déterminé. Un ménage américain est considéré comme « pauvre » si son revenu annuel par personne se situe en dessous de 15000 dollars, soit une somme

²⁹⁷ Bourguignon, F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Co-édition Seuil. République des Idées, Paris.

²⁹⁸ Picketty, T. (2013), *Le capital au XXIe siècle*, Editions Le Seuil, Paris.

²⁹⁹ Bakker, B., Fellman, J. (2015), *Les riches et la grande récession*, in FMI, *Finances et Développement*, Juin.

³⁰⁰ C'est en Suisse et au Liechtenstein qu'il y a la plus grande densité de millionnaires. En 2015, les fortunes des personnes disposant de 100 millions de dollars dans région Asie Pacifique ont connu une croissance de 21%

³⁰¹ Fontanel, J. *The economic effects of military expenditure in Third World Countries*, *Journal of Peace Research*, Vol. 27, n° 4, November 1990

bien supérieure à ce que perçoivent près de 2,6 milliards de personnes dans le monde. Sur la base de la définition donnée à la grande pauvreté par la Banque mondiale plus de 1,2 milliards de personnes en 2014 sont concernées, mais le rapport annuel du PNUD publié en juillet 2014³⁰², ajoute 1,5 milliards de personnes réparties dans 91 pays en voie de développement en situation de carences en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. « La lutte contre la pauvreté passe aussi, tout ou partie, par une réflexion à la fois intégrée (prenant en compte l'ensemble des besoins de chaque individu) et territoriale du développement (prenant en compte les spécificités économiques, sociales et culturelles de chaque société locale) »³⁰³.

Si l'on se réfère aux objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la qualité de la vie a progressé partout dans le monde. La mortalité infantile et la pauvreté absolue ont fortement reculé et le nombre de personnes vivant avec 1,25 dollars par jour a été divisé par deux³⁰⁴. Il y a avait cinq indicateurs de base :

- Réduire de moitié la proportion de la population vivant avec moins d'un dollar par jour. Aujourd'hui, proportion des habitants des pays en développement vivant avec moins de 1,25 dollars a diminué de moitié de 34 % à 17 %, surtout grâce à la Chine (de 451 millions à 84 millions de personnes concernées).
- Assurer l'éducation primaire aux garçons comme aux filles. Le taux de scolarisation est passée de 58 % à 77 % (74 % pour les filles) et l'extrême pauvreté est passée de 58 à 47 % dans les pays en développement subsahariens.
- Réduire aux trois quarts la mortalité maternelle et des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans (elle a baissé de 8,4 à 5 % et de 15,6 à 9,2 % en Afrique subsaharienne).);
- Enrayer la propagation du VIH/sida et la paludisme ;
- Rechercher un développement durable et instaurer un partenariat mondial pour le développement. Le monde en développement est un acteur essentiel de la durabilité. Il produit les deux tiers des émissions annuelles de gaz carbonique et il dispose de l'immense majorité de la biodiversité mondiale.

Les objectifs pour le développement durable insistent sur la lutte contre la pauvreté, les maladies, l'analphabétisation, l'inégalité de sexes, les pollutions l'insécurité et les gouvernances non démocratiques. L'endettement des pays en voie de développement a diminué de 5,9 % du PIB en 2000 à 3,1 % en 2013, avec une inflation mieux maîtrisée. Il faut enfin lutter contre les pandémies dès leur apparition.

Si l'on en croit Larry Summer³⁰⁵, l'un des tenants du système libéral, même pour les Etats-Unis, le monde n'a pas vraisemblablement abandonné le taux de croissance proche de zéro sur une période longue. Il y a même deux chances sur trois que les USA expérimentent des taux de croissance nuls, voire négatifs dans les 5 années à venir. Pourtant, les Etats-Unis semblent disposer d'une économie en expansion, avec un taux de chômage de 5 % (longtemps jugé comme le taux d'expression réel du plein emploi) et la capacité industrielle tourne correctement. Le déficit public va croître durant les dix prochaines années, ce qui est inquiétant

³⁰² PNUD (2014), Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, ONU, NY et Geneva.

³⁰³ Matteudi, E. (2012), « Les enjeux du développement local en Afrique », L'Harmattan, Paris

³⁰⁴ Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.

³⁰⁵ Larry Summers (2015), Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies, Blog Larry Summers – November 20, 2015 – 35 pages. <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

au regard d'une dette publique qui va bientôt atteindre 20.000 milliards de dollars³⁰⁶, au regard des déficits publics qui s'accumulent et sont en mesure de produire une crise fiscale majeure. Il faudrait faire l'inverse de ce qui est recommandé par Lawrence Summers, l'ancien conseiller d'Obama, qui souhaitait une petite (et non pas une grande) relance en 2009, sans restructurer Wall Street. La fameuse « stagnation séculaire » dont il fait état met en évidence la vulnérabilité des bulles financières et l'endettement des consommateurs pour maintenir la demande globale. Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas suffisamment soutenue pour créer des emplois au niveau élevé souhaité. De même, la recherche d'une meilleure éducation³⁰⁷ (dans une économie à la recherche de nouvelles compétences) et l'amélioration des technologies³⁰⁸ souvent recommandées ne sont pas des panacées³⁰⁹. Les problèmes éducationnels et technologiques ne concernent qu'une frange très étroite du marché du travail, et ils peuvent être compensés en quelques mois. En outre, quelle éducation ? Des mathématiques pour créer des algorithmes susceptibles de faire la fortune de Wall Street en créant des risques insensés à l'ensemble du système financier mondial ? Des physiciens pour construire de nouvelles armes ? De nombreuses personnes compétentes ne trouvent pas d'emplois décentes ou au niveau auquel elles pourraient briguer.

L'aggravation tendancielle des inégalités de patrimoine et de revenus constitue un frein à la croissance économique, elle a, en outre, des conséquences importantes sur l'action publique. Les « retombées » de la croissance ne sont pas égales pour toutes les catégories sociales, certaines même peuvent en obtenir de forts avantages quand d'autres n'échappent plus à la pauvreté. Les nantis disposent de nombreux moyens pour justifier leurs revenus et leurs patrimoines, notamment une théorie économique dorénavant bien accommodante avec la richesse des uns et moins tolérantes pour la pauvreté des autres (souvent identifiée à une incompétence ou à un refus du travail), des médias contrôlés par des tycoons souvent en bande organisée, une structure politique élue grâce à leur soutien et l'utilisation des avantages conférés par une globalisation bienvenue pour choisir les meilleurs pistes d'atterrissage pour conforter cette armée puissante qu'est la richesse pour maintenir ses privilèges et pouvoirs. La griserie de l'optimisation et de l'exode fiscal vers les « paradis fiscaux » témoignent de cette ivresse pour la cupidité ultime³¹⁰. Quand un Ministre des Finances, futur Président de la République, souhaite que l'enrichissement soit l'objectif des jeunes nationaux, il néglige le fait pourtant bien avéré que les inégalités « excessives » et les injustices ressenties constituent des freins à la croissance économique. Les pouvoirs publics doivent soutenir les catégories défavorisées. Le renforcement des services publics (sécurité, justice, éducation, santé, formation, dépenses sociales,

³⁰⁶ CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026 CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf

³⁰⁷ Autor, D. (2014), Skills, éducation, and the rise of earnings inequality among the « other 99 percent », Science, 23 May, Vol.344, Issue 6186, pp.843-851.

³⁰⁸ Goldin, C., Katz, L.F. (2010), The Race between Education and Technology, Harvard University Press, Cambridge, MA.

³⁰⁹ Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011) The State of Working America, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

³¹⁰ Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, Etats filous, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris

infrastructures...) permet de réduire les effets centrifuges de la solidarité nationales et universelle.

Aujourd'hui, la croissance indéfinie de la capacité à innover s'adresse principalement à la population riche ou aisée, elle s'applique de manière très accessoire aux grands problèmes humanitaires qui subsistent avec violence dans ce monde dit « en crise » qui n'a jamais été aussi opulent. La croyance dans la capacité indéfinie des technologies à résoudre les problèmes sociaux constitue un obstacle à la réalisation des nécessaires solidarités. Les théories sur les notions de guerre économique sont évidemment aussi éloignées d'une conception "humaniste" de l'économie. L'éthique ne peut pas être réduite à celle du marché, lequel néglige la vie des hommes dans toutes leurs dimensions³¹¹. De même, les pays développés s'estiment insuffisamment développés pour offrir une aide humanitaire globale aux pays les moins avancés. Ils se limitent à les inciter seulement à respecter les règles qui prévalent dans les grandes démocraties occidentales. Enfin, les inégalités des revenus et des patrimoines commencent à briser l'esprit communautaire et citoyen à l'intérieur de chaque pays, mais aussi au plan international. Une croissance soutenue n'est pas nécessairement synonyme de progrès social. Si elle est forte et équilibrée, son intérêt est affirmé si elle est socialement équitable et bénéficière à l'ensemble de la population³¹². La violence peut s'abattre sur un monde qui accepte un fonctionnement de continuel rapports de force et se préoccupe trop peu de l'épanouissement des hommes, de tous les hommes³¹³.

Bibliographie générale

AEI/Brookings Working Group on Poverty and Opportunity (2015), *Opportunity, Responsibility, and Security. A consensus plan for reducing poverty and restoring the American Dream*. Brookings Institution.

Aganbegyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5,

Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, Coll. Eco+, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.

Barrow and R. Jason Faberman (2015), Wage Growth, Inflation, and the Labor Share, FRB Chicago – Fed Letter no 349 – December, CFL 349

Bellais, R., Coulomb, F. (2013), Le Complexe Militaro-Industriel, cinquante ans après Eisenhower, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Bensahel, L., & Fontanel, J. (2006). *L'économie souterraine : L'exemple de la Russie*. Editions L'Harmattan.

Bensahel-Perrin, L., Coulomb, F., Fontanel, J. (2009), *Les organisations non gouvernementales*, Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

³¹¹ Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.

³¹² Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), Pour une croissance de qualité, in FMI, *Finances et Développement*, Juin.

³¹³ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities, Emerald, Bingley, U.K., 2014. Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R. Contributions to Conflict Management, peace economics and développement, Vol. 16, Emerald, Bingley, U.K.

Bourguignon, F. (2012), *La mondialisation de l'inégalité*, Coédition Seuil et République des Idées, Paris.

Brookings Institution (2015), **Opportunity, Responsibility, and Security: A Consensus Plan for Reducing Poverty and Restoring the American Dream**, AEI-Brookings Working Group – Report – December.. http://www.aei.org/wpcontent/uploads/2015/12/opportunity_responsibility_security_doar_strain_120315_FINAL.pdf

Brück, T. (2004a). Economie de la sécurité : Arbitrages économiques. In OECD, L'économie de la sécurité. Paris: OECD, 115.

Brück, T. (2004b). The economic consequences of terror: Guest editor's, introduction. *European Journal of Political Economy*.

Brunat, E., Fontanel, J. (2015), La stratégie internationale et la réforme militaire en Russie, in *Union européenne-Russie : une relation particulière*, Université Savoie Mont-Blanc, Laboratoire LLSETI, Chambéry.

Brynjolfsson, E., & McAfee, A. (2014). The second machine age: work, progress, and prosperity in a time of brilliant technologies. WW Norton & Co.

Buzan, B., Waeber, O., & de Wilde, J. (1998). Security: A new framework for analysis. London, Rienne Liener.

CBO (2015), Summary of the Budget and Economic Outlook: 2016 to 2026 CBO – January 19, 2015 https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/511292016_Outlook_Summary.pdf

Charles, K. (2015), Un monde ambitieux, in FMI, Finances et Développement, Juin.

Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.

Chatterji, M., Fontanel, J. (2008), The controversial economic question of peace and war, in *War, Peace and Security*, Volume 6, Emerald, London.

Chatterji, M. Fontanel, J. (2008), *War, Peace and Security*, Vol 6, London, Emerald.

Clinton, B. (2000), <http://www.whitehouse.gov/WH/SOTU00/sotu-text.html>., Discours sur l'Etat de la Nation.

Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement : un pari difficile*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.n° 19, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), Disarmament in the Next Millenium, *Defence and Peace Economics*, Volume 11, number 1, 2000.

Coulomb (2004), *Economic theories of Peace and War*, Routledge, London, NY.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*,

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale (avec Fanny Coulomb) in *La question politique en économie internationale*, Pierre Berthaud, Gérard Kébabjian (sous la direction de), La Découverte, Paris, 2006.

Coulomb F, Fontanel J. (2006), Guerre économique : Les Etats en première ligne », *Défense et Sécurité Internationale (DSI)*, n°13, Mars 2006.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Le coût du nucléaire en France et son avantage comparatif, in Pascallon (Ed.), *La sécurité de la France*, Economica, Paris, 2006.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in *Arms, War, and Terrorism in the global economy today*, Ed. Wolfram Elsner, Ed. LIT Verlag, Bremen Schriften zur Konverzion, Band 13, Hamburg. 2007.

Coulomb, F. Fontanel, J., Hébert, J.-P., & Samson, I. (2008, October). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).

Coulomb, F., Fontanel, J. (2011), War and Capitalism, in *The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, Edited by K. Gouliamos and C. Kassimeris,, Routledge Advances in Sociology, New York, London, 2011.

Coulomb, F., Bensahel, L., Fontanel, J. (2011), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Editors Chatterji, M., Chen Bo, Missra, R., *Contributions to Conflict Management, peace economics and développement*, Vol. 16, Emerald, 2011.

Courlet, C., Fontanel, J. (2003), Les conséquences sociétales de la globalisation, in *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Débats*, PUG, Grenoble, 2003.

Coyle, D. (2014) *Is GDP still useful?*, *Better Life Index*, May 16, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/blog/is-gdp-still-useful.htm>

De Nardi Mariacristina, Giulio Fella, and Fang Yang (2016), *Piketty's Book and Macro Models of Wealth Inequality*, FRB Chicago – Fed Letter – January 2016 – 3 pages

DeNavas-Walt, C., Proctor, B.D. (2015), Income and poverty in the United States : 2014. Current Population Reports, United Census Bureau, U.S. Department of Commerce, September

Donsimoni, M. Fontanel, J. (2019), Les ambiguïtés de la mesure de la puissance économique des Etats par les parités de pouvoir d'achat, *Annuaire Français des Relations Internationales*.

Echinard, Y, Fontanel, J., Fontanel, M. (2013), BRICS, un concept d'origine statistique devenu l'expression d'un puissant groupe de pression dans les relations internationales d'aujourd'hui, *Annuaire Français des Relations internationales*.

Fisher, D. (1993). *Nonmilitary aspects of security. A system approach*. Geneva: United Nation, Institute for Disarmament Research, UNIDIR.

FMI (2015), Pourriez-vous vivre avec 1,25\$ par jour ?, *Finances et Développement*, Juin.

Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in Third World Countries, *Journal of Peace Research*, Vol. 27, n° 4, November.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (1995), The economics of disarmament, in *Handbook of Defense Economics*, Vol.1. North Holland, Elsevier Sciences, Amsterdam.

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics*, 1995, 6.3.

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Ed. Masson.

Fontanel, J. (1995). *Les dépenses militaires et le désarmement*. Publisud.Paris.

Fontanel, J, Hébert, J-P. (1997), The French policy of "Grandeur", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8 (1),

Fontanel, J., & Gaidar, E. T. (1998). *L'avenir de l'économie russe en question*. Presses universitaires de Grenoble.

- Fontanel, J. (2002), *Economie du désarmement*. Pax Economica, CESICE, Université Grenoble-Alpes, hal-UGA
- Fontanel, J., Arrow K., Klein, L., Sen, A. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Débats, Grenoble.
- Fontanel, J., & Touatam, A. (2004). Cancun et l'Afrique, la guerre du coton. *Géoéconomie africaine*, Paris.
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. Géoéconomie et stratégie des acteurs. L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2007), L'intérêt de l'intégration économique, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris.
- Fontanel, J., Henriques, P. (2007), A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores. Piaget Institut, Lisboa.
- Fontanel, J. (2007), Questions d'éthique, Collection « les idées et les théories à l'épreuve des faits », L'Harmattan, Paris, 2007.
- Fontanel, J., Bensahel, L., Coissard, S., & Echinard, Y. (2008, October). French utopian economists of the nineteenth century. *Defence and Peace Economics*, 19(5).
- Fontanel, J., & Chatterji, M. (2008). *War, peace and security*, Emerald Ed. London.
- Fontanel, J., & Coulomb, F. (2008, October). The genesis of economic thought concerning war and peace. *Defence and Peace Economics*, 19(5).
- Fontanel, J., Coulomb, F., & Samson, I. (2001). Military conversion and transition in Russia. Pax Economica, n°6.
- Fontanel, J., Hébert, J.-P., Samson, I. (2008, October). The birth of the political economy or the economy at the heart of politics: Mercantilism. *Defence and Peace Economics*, 9(5).
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence: an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K.
- Fontanel, J., Coulomb, F., Bensahel, L. (2014), Economists' controversies about the causality between war and economic cycles, *Frontiers of peace economics and peace science*, Emerald, 19. Bingley, U.K.
- Fontanel, J. (2014), Le commerce international est-il un facteur de paix ?, *Politique étrangère*, janvier 2014.
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices fiscaux*, L'Harmattan
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Le PIB, sa signification et ses limites, in, J-F. Guilhaudis, *Relations internationales contemporaines*, LexisNevis, Paris (à paraître).
- Fontanel, J. (2017), Etats-Unis, sanctuaire du capitalisme. Un siècle de leadership américain en questions. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, PSEI, n°8. <http://revel.unice.fr/psei/index.html>
- Furceri, D., Loungani, P. (2016), L'ouverture, cause d'inégalité, Finances et Développement, FMI, Mars.
- Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York.
- Girard, R. *Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré*, Ed. Grasset, Global Peace Index, Vision of Humanity. (2009). Global peace index rankings.

http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=16&lang=en

Galbraith, J.K (1968) *Le nouvel Etat industriel*, Gallimard, Paris.

Galbraith, J. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris.

Goldin, C., Katz, L.F. (2009), *The Race between Education and Technology*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Gordon, R. (2016), *The Rise and Fall of American Growth : The American Standard of Living Since the Civil War*, Princeton University Press, Princeton.

Guilhaudis, J-F. (2005), *Relations internationales contemporaines*, Litec, Paris.

Guilhaudis, J. F., & Fontanel, J. (2003). Africa Facing the War in Iraq: A Decisive Voice. *African Geopolitics*, (11), 9-22.

Guilhaudis, J-F. (2013), Printemps arabe et droit d'accéder à l'indépendance, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Guilhaudis, J-F., Malizard, J. (2015), Dépenses de défense et de sécurité, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, SEI, N°1, 17 août 2015,

Guilhaudis, J-F. (2015), « Puissances et impuissances, acteurs de la sécurité et de l'insécurité internationale. », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, 1.

Guilhaudis, J-F. (2015), Désarmement, *PSEI*, Numéro 1, 17 août 2015, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*,

Joint Economic Committee (2015), *Millennials' Slow Start Down the Road of Life*, https://www.legistorm.com/stormfeed/view_rss/856899/office/33.html

Kauffmann, M. (2006). *Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC*. L'Harmattan, Paris.

Kolesnikov, I. (2015), *GDP Statistics from the World Bank*, <http://knoema.fr/mhrzolg/gdp-statistics-from-the-world-bank>

Kuttner, R. (2014), *The Hidden History of Prosperity, The American Prospect* – Essay – June 2014, <http://prospect.org/article/hidden-history-prosperity>

Kuttner, R. (2016), The New Inequality Debate, *The American Prospect magazine* - Winter 2016. <http://prospect.org/article/new-inequality-debate-0>

Malizard, J, Fontanel, J. (2017). Les dépenses militaires, un indicateur polysémique, évolutif et concurrencé de la sécurité nationale. *Annuaire français de relations internationales*,

Matteudi, E., Fontanel, J. (2015), L'action de l'OMC et de la CNUCED favorise-t-elle la réduction de la pauvreté dans le monde? AFRI, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015

Milanovic, B. (2016), *Global inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, Harvard University Press, Cambridge, Mass.

Mishel, L., Biven J., Gould, E., Shierholz, H. (2011), *The State of Working America*, Economic Policy Institute, 12nd Ed. Washington.

Mlachila, M., Tapsoba, R., Tapsoda, S. (2015), Pour une croissance de qualité, in *FMI, Finances et Développement*, Juin.

Natural Resources Defence Council. (2006). Global Nuclear Stockpiles, 1945_2006. *Bulletin of the Atomic Scientists*.

Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? » in *Studies in Income and Wealth*, National Bureau of Economic Research, vol.38, 1973.

Nelson, R.M. (2015), *Current debates over Exchange rates : Overview and Issues for Congress*, Congressional Research Service, September 7. Washington.

Observatoire des Inégalités (2014), *Les inégalités s'accroissent en Russie*, 21 Juillet. http://www.inegalites.fr/spip.php?page=breve&id_breve=993

OCDE (2008), *Croissance et inégalités*, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/els/soc/41530189.pdf>

OECD (2016), *Better Life Index*. Edition 2016. <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=BLI>

OMS (2016), *L'espérance de vie a progressé de 5 ans depuis 2000, mais les inégalités sanitaires persistent*, OMS, 19 Mai.

Otker-Robe, I., Podpiera, A.M. (2013), *The Social Impact of Financial Crises : Evidence from the Global Financial Crisis*, *World Bank Policy Research Working Paper* 6703. Washington.

Osberg, L., Sharpe, A. (2002), *Une évaluation de l'indicateur de bien-être économique dans les pays de l'OCDE*, Séminaire de la DRES, 15 Octobre.

Perroux, F. (1952). *Note sur les coûts de l'homme*. Economie appliquée.

PewResearchCenter (2014), *Most See Inequality Growing, but Partisans Differ over Solutions*, PewResearchCenter, January 23, 2014, <http://www.people-press.org/2014/01/23/most-see-inequality-growing-but-partisans-differ-over-solutions/>

Piketty, T. (2013), *Le capital au 21^e siècle*, Editions du Seuil, Septembre.

PNUD (2014), *Rapport sur le Développement humain 2014 ? Pérenniser le progrès humain : Réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*, ONU, NY et Geneva.

Precht, R.D. (2010), *Qui suis-je ? Et si je suis combien ?* Berfond, Paris

Prokofieva, L. "Pauvreté et inégalités en Russie", CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 20/11/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/la-pauvrete-et-l-inegalite-en-russie>

Rawls, J. (1997), *A Theory of Justice*, Harvard University Press, Harvard.

Richard, T. (2009). *Démocratie, économie de marché et paix*. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Rodrik, D. (1997), *Has Globalization Gone too far ?* Peterson Institute for International Economic Papers, Washington.

Rodrick, D. (2014), *Les super riches qui se voient hors de la société*, La Tribune, 3 Septembre.

Sachs, J.D., Warner, A. (1995), *Economic Reform and the Process of Global Integration*, http://www.brookings.edu/~media/Projects/BPEA/19951/1995a_bpea_sachs_warner_aslund_fischer.PDF

Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.

Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in J. Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sen, A. (1985) *Commodities and Capabilities*, Amsterdam : Elsevier

Sen, A. (1992) *Inequality re-examined*, Oxford : Clarendon Press, Repenser l'inégalité, Paris : Seuil, 2000, p. 66.

Senate Judiciary Committee (2015), **Protecting Trade Secrets: The Impact of Trade Secret Theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy This Harm—Hearing - December 2, 2015** <http://www.judiciary.senate.gov/meetings/protecting-trade-secrets-the-impact->

[of-trade-secret-theft-on-american-competitiveness-and-potential-solutions-to-remedy-this-harm](#)

Sharpe A., Méda. D, Jany-Catrice F. et Perret B (2003), "Débat sur l'indice de bien-être économique", Travail et Emploi, n° 93, Janvier 2003.

Sheehan, N. (2003). Le maintien de la paix pour le développement. In J. Fontanel (Ed.), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble.

Sheehan, N. (2010). Gendarme mondial de la paix. Vers un nouveau rôle pour l'OTAN. *Economie politique de la sécurité internationale*. L'Harmattan, Paris.

Silem, A. Bensahel, L., Fontanel, J., Pecqueur, B. (2014), *L'économie territoriale en questions*, L'Harmattan, Paris, 2014.

SIPRI yearbook. (2009). Armaments, disarmament, and international security. Oxford, Stockholm: Oxford University Press.

Smith, R.P., Fontanel, J, Humm (1985), The economics of exporting arms, *Journal of Peace Research*, September 1985.

Smith, R., Martin, Fontanel, J.(1987), Time-Series estimates of the macroeconomic impact of Defence spending in France and Britain, in *Peace, Defence and Economic Analysis*. Mac Millan, London, 1987 (20 pages).

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in *War, Peace and Security, Contributions to Conflict Management, Peace Economics, and Development*, Emerald.

Smith, R. (2013), The Economics of Defence in France and the UK, in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris.

Shkaratan, O., & Fontanel, J. (1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex. *Defence and peace economics*, 9(4),

Stiglitz, J., Bilmes, L.J. (2008), *The Three trillion dollars, The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, New York.

Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. *Economie politique de la sécurité internationale*. L'Harmattan.

Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, Emerald.

Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

Summers, L. (2015), Low Real Rates, Secular Stagnation, and the Future of Stabilization Policies, Blog Larry Summers – November 20, <http://larrysummers.com/wp-content/uploads/2015/12/LarrySummers-Central-Bank-of-Chile.pdf>

Touatam Guendergué, A., Fontanel J. (2015) La CNUCED, de l'alternative au GATT à la collaboration avec l'OMC, *Annuaire Français des Relations Internationales*, AFRI, Paris.

United Nations Development Programme. (1994). *Human Development Report*. New York, NY: UNO.

U.S. Senate (2015), Hearing on protecting Trade Secrets: The impact of Trade secret theft on American Competitiveness and Potential Solutions to Remedy this Harm, *United States Committee on the Judiciary*, December 2. <https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-02-15%20Pooley%20Testimony.pdf>

Walkenhorst, P., & Dihel, N. (2004). Trade impacts of increased border security concerns., *International Trade Journal*.